UNIVERSITE PARIS-X NANTERRE

U. F. R. Sciences Sociales et Administratives

Département de Géographie

GEOGRAPHIE ET PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT DANS LE TIERS-MONDE

COMMENT SE NOURRIT LE YATENGA AUJOURD'HUI ?

UN EXEMPLE DE TRANSFERT DE CÉRÉALES AVEC LA KOSSI

THESE

pour le
DOCTORAT - Nouveau régime
de
Géographie

Présentée par

M. Issa DRABO

Sous la Direction de Mr le Professeur

Jean Pierre RAISON

NANTERRE 1993

AVANT-PROPOS

L'intention première de ce travail était l'étude de la circulation des céréales au Burkina Faso. Nous voulions aborder le problème sous un angle global en nous intéressant principalement aux flux commerciaux existants entre les régions. Mais l'orientation particulière des flux sur le terrain nous a amené à modifier un peu notre approche de la question. Il s'agissait désormais pour nous de mettre les transferts céréaliers inter-régionaux en corrélation avec des phénomènes sociologiques et géographiques, d'où une restriction du cadre spatial de l'étude. Notre but n'est plus tant de faire une étude économique des mouvements de céréales (quantification des flux, étude des prix et des marges commerciales, des coûts de production, des avantages comparatifs, etc.), si intéressante qu'elle puisse être, mais plutôt de chercher à comprendre l'existence et le déroulement des transferts tels qu'ils se pratiquent dans l'espace.

"Comment se nourrit aujourd'hui le Yatênga?" s'inscrit dans cette optique de la dynamique régionale. L'approvisionnement en vivres de cette région sahélienne du Burkina à partir de la Kossi en zone soudanienne se déroule sous une toile de fond migratoire. Les transferts céréaliers entre les régions s'appuient sur des complémentarités existantes et/ou potentielles et des affinités particulières.

Nous exprimons notre reconnaissance et notre gratitude à:
- Monsieur le Professeur Jean Pierre RAISON qui a bien voulu diriger cette recherche. L'appui financier et matériel qu'il nous a généreusement accordé a permis la réalisation de la deuxième phase des enquêtes et la confection du document. Ses conseils nous ont permis d'approfondir nos analyses.

- Madame Anne Marie PILLET-SCHWARTZ qui a beaucoup pris sur son temps pour lire le manuscrit; ses observations ont permis d'améliorer le texte.

Nos remerciements vont également :

- aux agents des C.R.P.A. du Mouhoun et du Yatênga et particulièrement à Amidou KABORE, Claude ZABSORE, Adama SENOU, Filibert PAROU qui nous ont beaucoup aidé pour la collecte des données statistiques et les prises de contact sur le terrain.

- à tous ceux qui nous ont servi de logeurs notamment nos cousins Issa Maurice BORO et Gosso BORO, nos amis Bakary GOMINA, Charles TAMINI, Jean André KARAMBIRI, Roger KEITA, Adama BELEM, Soumaïla MAÏGA; la chaleur de leur accueil et leurs relations ont été d'un grand apport dans l'accomplissement et la réussite des enquêtes.

- nos multiples informateurs et enquêteurs, particulièrement Bernard OUEDRAOGO, Nestor COULIBALY, Amidou PORGO, Soulé BELEM, Boukary SANA, Hamidou OUEDRAOGO et El Hadj Ousmane OUEDRAOGO,

et tous ceux ou toutes celles, très nombreux, que nous ne pouvons citer ici, dont la contribution et le soutien multiformes ont, d'une façon ou d'une autre, aidé à réaliser ce travail.

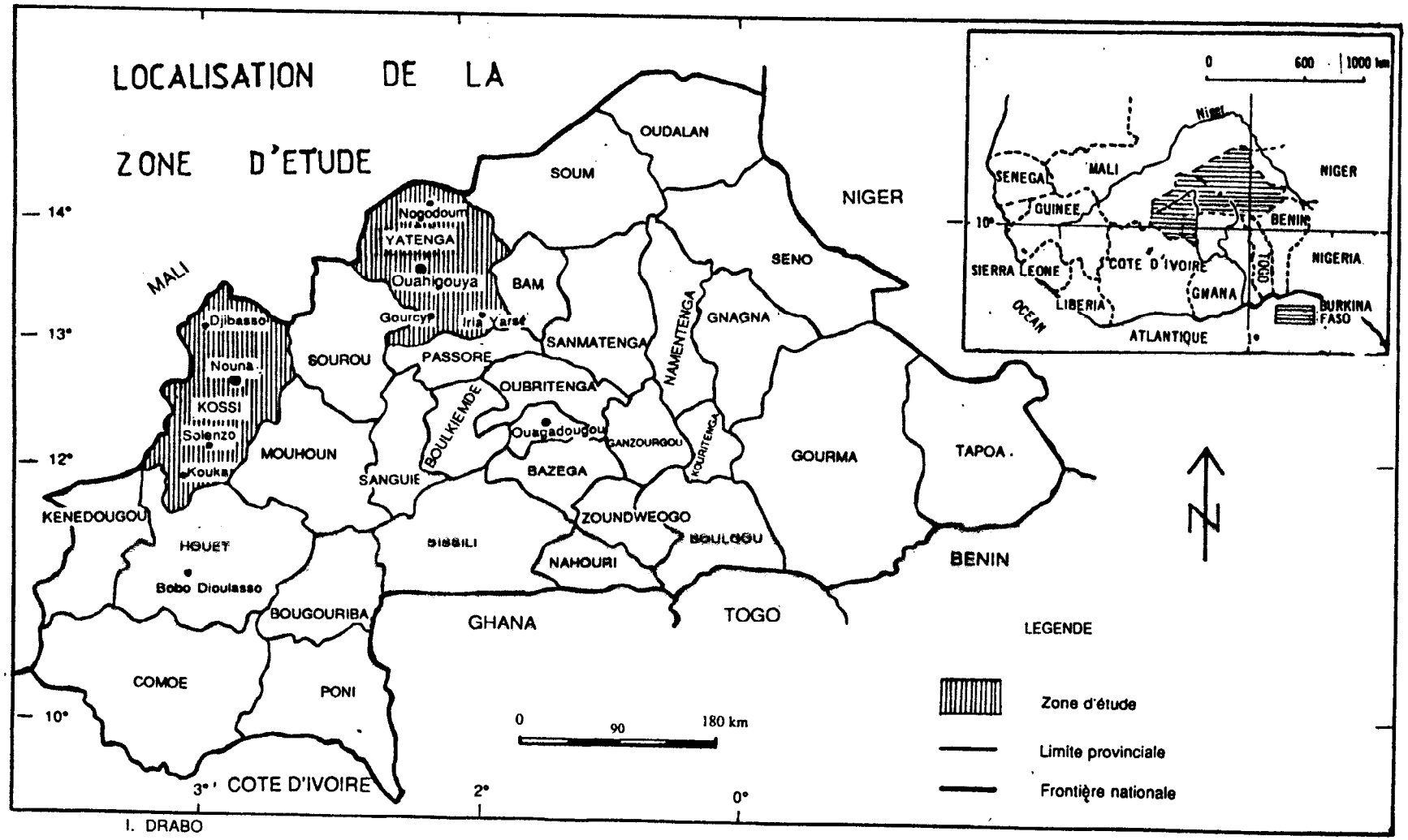
Que tous les paysans du Yatênga et de la Kossi, et à travers eux tous ceux du Burkina, trouvent ici notre profond attachement à leur cause.

SIGNIFICATION DE QUELQUES SIGLES

A.V.V.	Autorité des Aménagements des Vallées des Voltas
B.I.B.	Banque Internationale du Burkina
B.I.C.I.A.B.	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
B.N.D.	Banque Nationale de Développement
C.E.E.	Communauté Economique Européenne
C.F.A.	Communauté Financière Africaine (cours:50 FCFA=1F Français)
C.F.A.O.	Compagnie Française de l'Afrique Occidentale
C.I.L.S.S.	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
C.G.P.	Caisse Générale de Péréquation des prix
C.N.C.A.	Caisse Nationale de Crédit Agricole
C.R.G.	Centre Régional de Gestion
C.R.P.A.	Centre Régional Promotion Agro-pastorale
C.S.P.P.A.	Caisse de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles
F.A.O.	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
G.I.E.	Groupement d'Intérêt Economique
G.M.B.	Grands Moulins Burkinabè
I.N.S.D.	Institut National de la Statistique et de la Démographie
I.R.A.M.	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OF.NA.CER.	Office National des Céréales
O.R.D.	Organisme Régional de Développement
O.R.S.T.O.M.	Organisme de Recherche Scientifique des Territoires d'Outre Mer (actuellement dénommé Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération)
O.N.G.	Organisation Non gouvernementale
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial
S.A.P.	Société Africaine de Pneumatique
S.C.O.A.	Société Commerciale de l'Ouest Africain

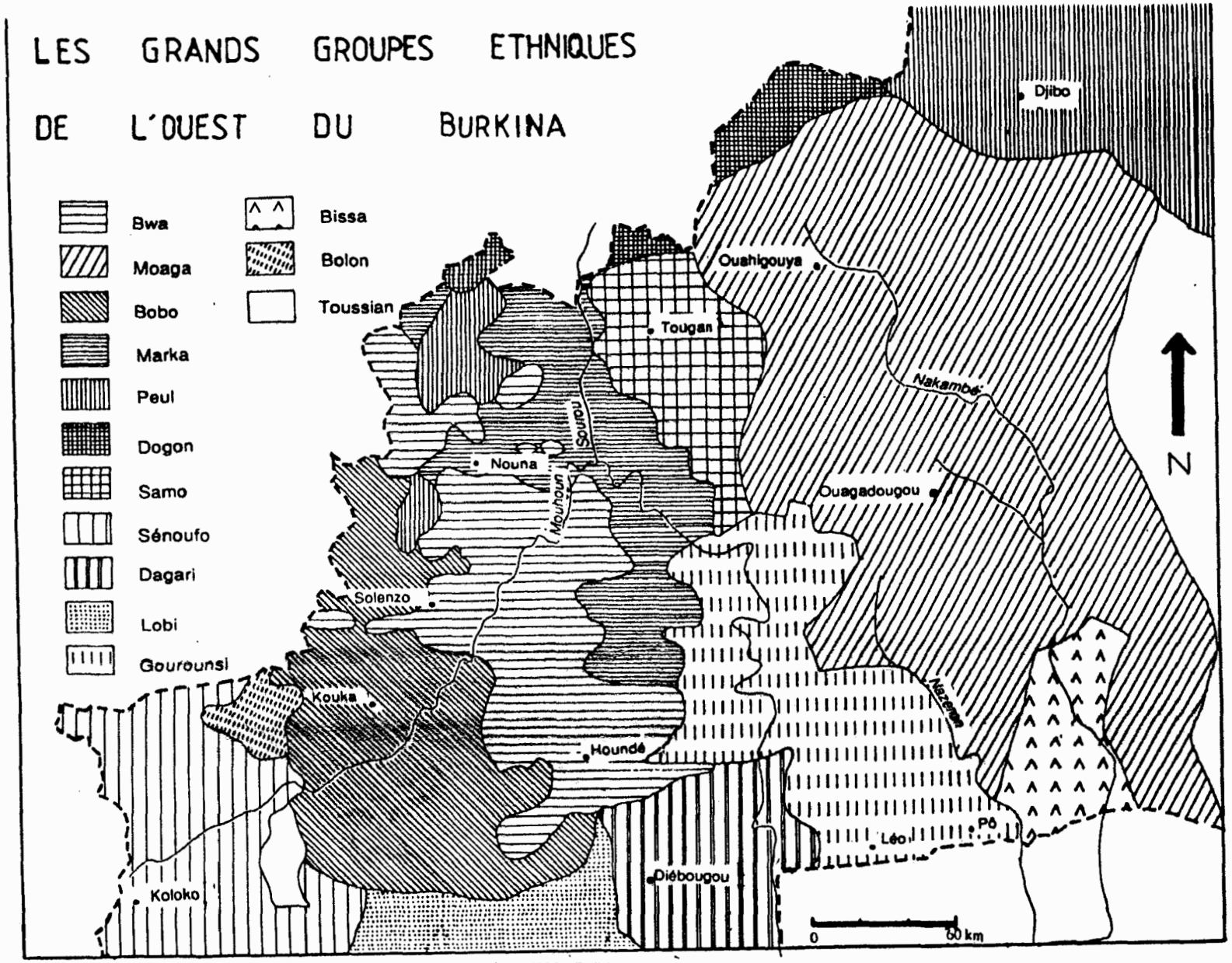
S.H.S.B./ CITEC	Société des Huiles et Savons du Burkina
S.I.P.	Sociétés Indigènes de Prévoyance
S.M.P.R.	Société Mutuelle de Production Rurale
SO.FA.PIL	Société de fabrique de Piles du Faso
SO.FI.TEX.	Société des Fibres et Textiles
SO.SU.CO.	Société Sucrière de la Comoé

Carte n°1



I. DRABO

Carte n°2



I. DRABO

Sources : SCHWARTZ (1991)
LE MOAL (1980)
CAPRON (1973)

INTRODUCTION

Enclavé au coeur de l'Afrique occidentale, le Burkina Faso est situé aux latitudes soudano-sahéliennes. Près de 90 % des huit millions d'habitants, répartis inégalement sur 274 000 km2, pratiquent l'agriculture. Aux années de bonne pluviométrie la production des céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs) qui constitue l'essentiel de l'activité agricole assure la suffisance alimentaire aux populations. Cependant en raison du caractère pluvial de l'agriculture, donc exposée aux aléas climatiques, les besoins de consommation vivriers sont bien souvent insatisfaits ces dernières décennies. Néanmoins, la situation est loin d'être homogène sur l'ensemble du territoire. L'implantation des régions dans des zones écologiques aux potentialités agricoles et productives différentes introduit des disparités parfois nettes dans la possibilité d' assurer l'équilibre alimentaire. Cette bipartion écologique et alimentaire du pays est source d'un échange entre régions animé par les diverses sociétés qui cohabitent sur le territiore national. La concrétisation de cette recherche de complémentarité et d'intégration permet à une partie de la population d'échapper à la précarité des ressources naturelles et à l'insécurité alimentaire. La société moaga (plur. moose) du Yatênga,dont la subsistance n'est que rarement assurée,se tourne vers les régions proches et lointaines pour faire face à ces problèmes. Dans le pays, la Kossi est justement l'une des régions les plus sollicitées de nos jours.

Présentation de la zone d'étude

La province de la Kossi occupe le centre-ouest du Burkina Faso entre 11°30' et 13°30' de latitude nord, 3°30' et 4°40' de longitude ouest. Sa superficie estimée à 13 200 km2 (4,8 % du territoire national) portait une population de 332 960 habitants en 1985,soit 4,18 % de la population nationale. La province compte plusieurs ethnies. Certes les Bwa, majoritaires, appartiennent au groupe ethnique le plus anciennement établi dans la région[1] de même que le petit groupe Dogon que l'on rencontre à l'extrême nord. Toutefois, ils ne sont pas plus maîtres de leur territoire que le sont les Bobo Fing (autour de Kouka), les Bobo Dioula (région de Tansila), ni même les Marka au nord-est de la province et les Peul (secteurs de Barani et de Dokuy) venus en conquérants et dont les périodes d'établissement sont nettement postérieures à celles des premiers[2] . Au regard de l'ancienneté et du mode d'implantation ce sont donc les Bwa, les Bobo (Bobo Fing et Bobo

---

[1] DELAFOSSE (1892, pp 315-316) écrit que "les Bobo (en parlant des Bwa) ont occupé de tout temps, semble-t-il, leur territoire actuel."
CIRE BA (1930),en tenant compte de l'invasion Mandé contre les Bwa,indique que l'installation bwa sur son territoire est très certainement antérieure au IXè-Xè siècles. Par contre Le MOAL (1957) et PERSON (1961) la situent respectivement au XIVè et XVè siècles.

[2] Certains groupes ethniques qui se sont implantés postérieurement aux Bwa ont profité des espaces vacants dans le Bwamu (pays des Bwa). C'est le cas des Bobo Fing, ou "Bobo" tout court, remontés de la région de Sya (actuel Bobo Dioulasso) et des Bobo Dioula issus du métissage entre Bobo et Dioula venus du sud du Fouta Djallon (DELAFOSSE et LE MOAL) ou de la vallée du Niger (PERSON). Par contre les Marka installés sur les marges du Bwamu septentrional (région de Nouna) et au nord-ouest de Solenzo (région de Dira) de même que les Peul (régions de Barani et Dokui) se seraient imposés par la force ; les premiers sans doute entre le XIVè et le XVè siècles (CIRE BA, op. cit.) et les seconds soit au début du XVIè siècle avec la fondation du village de Barani, soit au début du siècle après l'évacuation peul du Fouta Djallon (CAPRON, 1974).

Dioula) et les Dogon que l'on peut considérer comme ethnies autochtones de la Kossi; les Marka et les Peul étant des envahisseurs étrangers.

Les Bwa et les Bobo relèvent du même type culturel; "le système lignager, l'organisation villageoise et le genre de vie sont similaires" (BENOIT 1982, p.54). A l'exception des Peul, toutes les populations ont un mode de vie basé sur la céréaliculture.

A ces groupes sont venus s'ajouter, notamment à partir de la colonisation française, les Samo, les Moose (ou Mossi) et des groupes Peul en provenance du nord du Burkina attirés par ce que l'on pourrait présenter comme étant les atouts de la région.

Le relief relativement monotone du plateau gréseux (à l'exception du massif de Gboué, 480 m, qui correspond à de simples ondulations) n'offre pas de contraintes majeures de mise en valeur. La présence de larges bas-fonds (aujourd'hui plus un avantage qu'un inconvénient), les potentialités pédologiques qui la caractérisent tant sur les interfluves que dans les zones dépressionnaires permettent le développement de cultures céréalières même sans apport particulier de fumure. Cependant l'atout déterminant est le climat, de type soudanien (sud soudanien pour une part), qui permet une diversification des cultures (céréales et coton) et des productions bonnes de façon quasi permanente. Région relativement favorisée par une nature généreuse, la Kossi est cependant restée longtemps peu peuplée. Ce qui n'est pas le cas pour le Yatênga.

Situé plus au nord entre 13° et 14°15' de latitude nord et 1°45' et 3° de longitude ouest, le Yatênga connaît une pression démographique remarquable qui le place parmi les espaces les plus peuplés du Burkina; 536 578 habitants en 1985 (6,74 % de la population nationale) sur une superficie de 12 293 km2 (4,5 % du territoire national) soit une densité moyenne d'un

peu moins de 45 habitants/ km2 pouvant même atteindre 100 habitants / km2 dans certaines contrées.

Cette pression démographique sur l'espace régional est le résultat d'un long processus de peuplement dont les principaux acteurs furent les Moose. Toutefois ils ne sont pas les populations autochtones de la région. Avant leur arrivée au XVIè siècle (IZARD, 1976), le territoire "était (déjà) occupé par des agriculteurs sédentaires organisés en communautés villageoises telles qu'on peut, par exemple, les rencontrer actuellement dans l'Ouest de la Haute Volta ou dans le Gondo" (BENOIT op.cit., p. 34). Ce sont les Dogon et les Kurumba qui sont établis au nord et à l'est de la région depuis le début du XVè siècle. Ces populations, de même que les Kibsi initialement implantés dans les secteurs central et méridional du territoire, constituent les *têngbĩisi* (fils de la terre) ou *têngdemba* (gens de la terre) : elles sont les authentiques autochtones de la région. Les Moose constituent le groupe conquérant dans lequel on distingue les *nakomse* (membres de la famille royale) et les *talse* (gens du commun). La société moaga connaît une organisation sociale et politique puissante, hiérarchisée et centralisée. C'est elle qui donnera le nom de Yatênga (YADEGA tênga c'est-à-dire la terre de YADEGA) à ce territoire conquis, et qui est l'un des quatre royaumes moose qui règnèrent sur la partie centrale du Burkina Faso entre le XVIè et le XIXè siècles. Les Yarsé (sing. Yarga) et les Maransé (sing. Maranga) , originaires du Mandé, ainsi que les Peul (appelés Fulbé par les Moose) ,venus pour l'essentiel du Djelgodji, forment la population étrangère.

Toutefois, aussi bien les premiers occupants que les étrangers, en particulier les Yarsé qui se caractérisent par l'islam et le commerce, les Silmimoose [métis Moose et Peul (artisans)] et les Peul sédentarisés du centre et du sud-Yatênga, toutes ces populations ont adopté le genre de vie et la

langue moaga et se sont "mossisés" [3]. Si bien qu'utiliser le terme moose pour toutes ces populations n'est pas une simplification ou une généralisation abusive. Le mode de subsistance de ces groupes, à l'exception des Peul pasteurs du nord, est basé sur la culture du mil et du sorgho. Toutefois, le milieu naturel impose un certain nombre de contraintes.

Le relief contrasté dans le centre et le sud de la région et les plateaux cuirassés peuvent constituer un handicap à la mise en culture de l'espace. La pauvreté des sols par ailleurs lessivés par endroits est un obstacle majeur au bon développement des plantes. Mais du fait de sa localisation dans la partie sahélienne du pays, c'est surtout la pluviométrie, très insuffisante et très irrégulière d' une année sur l'autre tant en volume que dans la répartition, qui constitue le blocage de l'activité agricole. Ces conditions de production contraignantes succintement brossées compromettent dangereusement, à l'instar de la plupart des régions sahéliennes, l'équilibre alimentaire dans cette partie du Burkina. La simple satisfaction des besoins alimentaires élémentaires y est mise à mal depuis plus de deux décennies déjà.

---

[3] Il est aujourd'hui difficile de se baser sur les seuls *sonda* (noms des lignages, des familles) pour identifier les groupes ethniques au Yatênga. Il y a eu une complexification ethnique avec par exemple des familles d'origine Kurumba adoptant des *sonda* moose (IZARD, 1976) ou des familles moose prenant des noms de lignages yarsé (KOUANDA, 1984). Dans l'ensemble ces changements d'identité ont, nous semble-t-il, beaucoup plus bénéficié au Moaga, groupe le plus important numériquement et dont la langue est adoptée par les autres peuples de la région. *Yarse*, *Marânse*, *Silmimoose* sont d'ailleurs rattachés au groupe ethnique moaga par l'administration.

Problématique

Les sociétés sahéliennes connaissent depuis la grande sécheresse de 1970 d'incessantes pénuries alimentaires. Ainsi pour pallier les insuffisances de la production, les Etats ont bien souvent recours à l'importation de vivres (achats directs et aides étrangères). Dans cette perspective le Burkina a vu ses importations céréalières passées de 10 000 à 200 000 tonnes entre 1965 et 1980 [4] . Les importations de céréales étrangères sont devenues systématiques aujourd'hui et se font bien souvent au détriment des échanges locaux pourtant moins onéreux en coût et en durée de livraison. L' état de la production est rarement semblable sur l'étendue du territoire national de telle sorte qu'aux régions chroniquement déficitaires du nord s'opposent celles généralement excédentaires ou autosuffisantes du sud et de l'ouest. Mais combien de fois n'a-t-on pas importé des céréales extra-sahéliennes alors que des productions locales sont délaissées sur les bras des paysans dans les zones excédentaires? Il y a en général, avant toute sollicitation de l'extérieur, de réelles possibilités de compensation, ne serait-ce que partiel, des déficits auxquels les pays sahéliens sont en butte. Pour cela il suffit, à l'intérieur du pays, d'organiser ou de susciter une bonne circulation des vivres entre zones excédentaires et celles déficitaires. Dans la plupart des pays sahéliens, les structures officielles de commercialisation des grains et le secteur privé assurent l'approvisionnement des populations en vivres [5] .

---

[4] C.I.L.S.S., Club du Sahel, O.C.D.E., 1987, p .79

Pour la campagne agricole 1990-1991 les importations céréalières ont représenté 145 000 tonnes dont 40 000 tonnes de mil-sorgho-maïs, 75 000 tonnes de riz et 30 000 tonnes de blé. Les aides alimentaires se chiffraient à 21 270 tonnes dont 1 657 tonnes de mil-sorgho-maïs (source: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Ouagadougou).

[5] DEJOU (1987, p.122) indique qu'au Burkina la part de l'OF.NA.CER. dans l'achat des céréales aux producteurs est de 3% et de 15% dans la vente aux consommateurs en

Avec une production céréalière de 1 951 673 tonnes au cours de la campagne agricole 1989-1990, le Burkina a enregistré un déficit net de 42 975 tonnes. Seules treize provinces sur trente étaient autosuffisantes au premier rang desquelles la Kossi avec un excédent de 48 280 tonnes, contre 47 101 tonnes pour la campagne précédente. Le Yatênga avec un déficit de 39 368 tonnes était parmi les plus déficitaires. Cette situation changea complètement en 1991-1992 grâce à une pluviométrie favorable permettant au Yatênga de dégager depuis dix ans son premier excédent vivrier global (24 958 tonnes). Cette différence dans les performances agricoles et l'irrégularité dans les productions ont engendré une circulation des vivres entre les régions, seul moyen accessible - pour le moment - pour garantir la sécurité alimentaire à l'échelle nationale . L'autosuffisance alimentaire même à l'échelle locale ou régionale, malgré les discours politiques, se présente comme un objectif difficilement réalisable.

Les transferts inter-régionaux de céréales locales en l'occurrence ceux existants entre le Yatênga et ses voisins - remettant ainsi en cause la pratique de l'autoconsommation et de l'auto-production pures naguère reconnues à ces sociétés - ne sont en réalité pas un phénomène nouveau, même s'ils se sont manifestés sous des formes diverses au cours de l'histoire. Après les pillages de vivres et les razzias de captifs perpétrés lors des conquêtes guerrières par le royaume moaga du Yatênga (entre le XVIè et le XVIIIè siècles) pour assurer l'alimentation de ses troupes [6] , les commerçants de la

---

1983-1984. Le secteur privé contrôlerait 94% des achats aux producteurs et 66% des ventes consommateurs.

[6] LE MOAL (1980, p.34) écrivait :"... le Gourounsi était pour les Mossi, (...), le <vivier>, le lieu où on allait se ravitailler en captifs et en nourritures."

région, les Yarsé [7] , avec la pacification française amorcée à partir de 1897, vont assurer des transferts de céréales à partir de territoires jouxtant le Moogo comme le pays Samo (actuelle province du Sourou), le pays Gourounsi (Sanguié) et le Soudan français (Mali actuel par l'entremise de l'Office du Niger) en compensation des déficits nés des années de sécheresse. Mais avant, les famines qu'a connu le Yatênga entre 1832 et 1839 avaient contraint les paysans moose à abandonner leurs villages à la recherche de terres neuves productives en pays Samo à l'ouest et Gourounsi au sud-ouest (MARCHAL, 1974, p.7) d'où ils participaient déjà à l'alimentation de leurs parents restés au pays.

La détérioration des conditions de production dans le pays Samo à partir de la décennie 1960-1970 amène les gens du Yatênga, région dont le déficit vivrier n'est allé qu'en empirant, à orienter la collecte de leurs compléments céréaliers vers les provinces actuelles du Houet, du Mouhoun et de la Kossi, cette dernière étant aujourd'hui la première région pourvoyeuse de grains. Elle est aussi l'une des principales zones d'immigration des Moose au Burkina, une immigration qui a commencé avant l'indépendance (1960) mais qui s'est surtout intensifiée à partir de la sécheresse des années 1970. Il semble exister à l'évidence donc une plausible relation entre la péjoration des conditions climatiques, l'immigration agricole et le transfert des céréales vers le Yatênga. Nous chercherons à établir cette corrélation.

---

[7] Les Yarsé, musulmans et commerçants nous l'avons déjà signalé, sont d'origine mandé implantés dans le Moogo (pays des Moose) depuis le début du XVIè siècle. Mais ce groupe, au contact de la société moaga depuis quatre siècles, a connu une intense "mossisation". Aujourd'hui l'administration le considère comme faisant partie de l'ethnie des Moose parce que parlant leur langue. Et comme le soutien KOUANDA (op. cit., p.348) il n'y a pas d'ethnie yarga (sing. de yarsé).

En choisissant d'étudier la Kossi et le Yatênga dans l'espace ouest du Burkina, nous voulons au-delà des disparités agro-écologiques, vraisemblablement le moteur essentiel du transfert céréalier, appréhender les comportements commerciaux et productifs relatifs aux perceptions spécifiques que chacune des sociétés ainsi impliquées dans ces échanges possède. En effet face aux problèmes qui se posent, les exploitations paysannes, suivant leur appartenance ethnique et leurs particularités socio-économiques et sociologiques, proposent et adoptent une diversité de réponses et de comportements.

La société moaga du Yatênga, face à une dégradation continue et croissante de sa situation alimentaire, semble privilégier les migrations au détriment de la recherche de solutions internes purement agricoles, notamment l'intensification du système de culture.

Dans la Kossi, les conditions favorables de production ont engendré des flux migratoires forts et continus à tel point que le poids démographique des allochtones est en passe de contrebalancer celui des autochtones (l'exemple des départements de Solenzo et de Kouka est un des plus éloquants qui soient). Alors les transferts de vivres entre cette région et le nord du pays suscitent naturellement des interrogations. Incontestablement le pont céréalier constitué à la fois de flux commerciaux et sociaux entre la Kossi et le Yatênga semble animé et entretenu par le fort contingent de moose immigrés dans cette zone de colonisation agricole surtout lorsqu'on sait que ces derniers, reconnus comme "bons" agriculteurs par IZARD-HERITIER et IZARD (1958) et KOHLER (1971) et, en raison d'une orientation particulière de l'activité agricole et de l'importance des superficies emblavées, détiennent une nette suprématie céréalière dans leur zone d'accueil. En outre les commerçants, en majorité moose et originaires du Yatênga, s'appuient sur leurs "parents"

migrants dans la Kossi pour assurer le trafic. Nos investigations cherchent à décrypter l'organisation et le mécanisme de ces mouvements commerciaux de céréales et à en évaluer l'ampleur et le poids sur la réalisation de la sécurité alimentaire au Yatênga autant que faire se peut.

La compensation des déficits grâce aux transferts de grains est-elle la seule alternative de sécurité alimentaire pour cette partie septentrionale du Burkina? C'est là une question fondamentale qui exige une attention particulière au regard de l'évolution actuelle de la situation céréalière dans le pays. N'existe-il pas (ou plus) d'alternative de pleine satisfaction céréalière dans cette contrée que l'envoi des ponctions opérées par les immigrés et les quantités drainées par les négociants à partir de l'ouest ou, le cas échéant, d'autres régions aux potentialités agricoles affirmées? Si tel est le cas, n'y-t-il pas, avec l'accentuation des mouvements migratoires en rapport avec l'accroissement des difficultés économiques et alimentaires, des risques de dégradation rapide des ressources productives des régions aujourd'hui considérées comme "vache laitière" des zones à production très aléatoire? La surcharge foncière de certaines portions de la Kossi, en particulier dans les villages des migrants n'est-elle pas un signal révélateur à ce propos? Des études n'ont-elles d'ailleurs pas montré que les allochtones épuisent plus vite les terroirs mis à leur disposition que les populations autochtones?

Voilà autant de questions que nous allons essayer d'analyser tout au long de ce texte. Mais avant d'exposer les résultats du travail, voyons comment avons-nous procédé?

Méthodologie

1. *Le choix du terrain d'étude*

Au-delà de la nature même du thême qui implique la mise en relation de deux entités géographiques quelle que soit leur dimension - régions, secteurs, localités, terroirs... - la mise en exergue du phénomène étudié exige des portions d'espace suffisamment grandes où les contrastes tant humains que physiques sont les plus forts pour permettre une analyse comparative. Dans le contexte du Burkina, la province, par son étendue, cadre bien avec la région que nous voulons étudier. De plus, c'est à ce niveau d'observation que sont disponibles les chiffres les plus précis des statistiques nationales. En dessous de la région (province) les données livrées par les services techniques, notamment ceux de l'agriculture, sont quasi inutilisables.

Le choix du Yatênga et de la Kossi très représentatif de ce qui précède est d'autant plus intéressant qu'au-delà de son actualité, il concerne deux régions peu éloignées l'une de l'autre. La circulation des céréales entre les deux régions est doublée ou plus précisément précédée d'un courant migratoire agissant comme source et amplificateur de ces échanges inter-régionaux de grains.

Signalons que l'étude que nous nous proposons de mener dans cette frange occidentale de l'ouest du Burkina ne constitue pas une juxtapositoin de deux monographies régionales. Il ne sera donc pas question de l'évocation exhaustive de la vie sociale, économique, politique et de l'écologie de chacune des contrées. L'étude, grâce à une approche thématique, confronte les deux régions afin de dégager les inter-relations existant entre elles.

2. *Les échelles d'analyse*

La région comme échelle d'observation de l'étude thématique est celle qui fait le mieux apparaître d'une part les relations stables ou dynamiques entre une société et son cadre de vie et d'autre part les relations entre cette société et son milieu avec des régions voisines ou lointaines dans le cadre d'un espace plus large, national,voire supranational. Si la mise en évidence des particularités s'opère dans un cadre régional stricto sensu, celle de la résolution des contradictions et des blocages régionaux s'inscrit dans un espace national par définition hétérogène où évoluent plusieurs régions animées par des courants d'échanges et des inter-relations spécifiques. La sécurité alimentaire et la circulation des céréales sont des mécanismes complexes entre régions. Si déceler les tendances fonctionnelles qui caractérisent les sociétés en présence doit se réaliser dans un champ régional, le mouvement et l'interdépendance que leur réalisation suscite font de ce champ un espace largement ouvert sur l'extérieur - c'est-à-dire une région économique - qui ignore les barrières ethniques et les limites administratives.

Région ne rime pas avec homogénéité tant du point de vue écologique, humain qu'économique. Loin s'en faut. Les tendances générales perceptibles au niveau d'une région qui permettent de la "juger différente d'espaces voisins" [8] masquent bien des fois et presque toujours des nuances sous-régionales (secteur), locales (terroir villageois) et élémentaires (exploitation agricole). Il ne faut pas oublier que la région est avant tout, quelles que soient sa cohérence, son intégration et sa dimension, un ensemble, un emboîtement

---

[8]LAMBREZY, COUTY et al.1984. In *Le développement rural en questions*, p.126

d'espaces axés sur un pôle [9] , une "juxtaposition d'unités élémentaires d'observation statistique" (ANCEY et al., 1971, p.5). De plus l'analyse thématique demande pour être bien conduite une descente aux niveaux inférieurs d'observation des faits. La diversité des pratiques impose aussi la prise en compte des grandes échelles pour comprendre les phénomènes et affiner les analyses. D'où la nécessité d'investigations ponctuelles et approfondies dans des localités choisies en fonction de caractéristiques particulières décelées au cours de l'enquête de dimension régionale. Si cette dernière a permis de détecter les flux migratoires et céréaliers externes, celle entreprise au niveau des localités permet de saisir et d'appréhender les comportements, les motivations des acteurs et les mécanismes du déroulement des échanges. N'oublions pas que l'objet d'étude est de saisir ces échanges dans leur relation avec le phénomène migratoire, très déterminant, où les considérations ethniques et/ou de statut de résidence ou d'occupation sont par conséquent importantes parce que sous-tendant les stratégies et les pratiques des populations concernées. C'est au niveau donc des cellules domestiques de base (ménages agricoles) qui composent le village que pourront être menées des observations permettant de cerner à la fois "la diversité des situations, des tendances et des constances" (MARCHAL, 1983, p.526).

En résumé, le décryptage des causes, de l'organisation et du mécanime de fonctionnement des mouvements de céréales traditionnelles ainsi que leur quantification a été appréhendé en combinant deux niveaux d'échelle. L'échelle régionale, le premier niveau de l'observation, permet l'identification de l'organisation d'ensemble de l'espace céréalier ouest burkinabè et surtout

---

[9]PILLET-SCHWART 1988. In *Géopoint 1988*, p.107

la compréhension de la signification des causes naturelles des transferts entre le sud et le nord du pays. Pour l'appréhension des comportements et des stratégies de production, de consommation et de commercialisation des populations étudiées, l'analyse au niveau des exploitations paysannes dans leur terroir s'avère nécessaire.

3. *La collecte des données*

Notre étude s'appuie sur des données fournies par des services spécialisés en particulier les Centres Régionaux de Promotion Agro-pastorale (C.R.P.A.) du Mouhoun et du Yatênga (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage) et de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (I.N.S.D.) pour les renseignements quantitatifs d'ensemble, sur des informations livrées par la documentation disponible et sur nos enquêtes de terrain.

Compte tenu des moyens très limités qui étaient les nôtres, il était hors de question pour nous de définir une large base d'échantillon. Aussi pour éviter une dispersion qui aurait évidemment des conséquences fâcheuses sur la pertinence de nos observations et analyses, nous avons procédé à un échantillonnage en fonction des thèmes abordés.

Ainsi en ce qui concerne les circuits et flux commerciaux, nos investigations ont porté sur un certain nombre de marchés céréaliers reconnus importants pour leur volume de transactions et effectivement impliqués dans le transfert entre le Yatênga et la Kossi. Sur l'ensemble des deux régions une dizaine de marchés de cet ordre sont identifiables. Toutefois par souci d'analyse fine sur des points très spécifiques (étude de prix, fréquence des ventes, ...), il n'a été retenu que quatre marchés:

- Bèna, Solenzo et Djibasso dans la Kossi comme marchés de collecte. Leur vocation témoigne du dynamisme agricole de cet espace "éclaté" qu'est la Kossi où chaque marché est le noyau d'un espace fonctionnant de façon quasi autarcique.

- Par contre Ouahigouya, chef-lieu de la province du Yatênga, est un marché de consommation et le principal pôle de redistribution des céréales à l'intérieur de la région. Le Yatênga, dont la survie dépend de plus en plus de la circulation des vivres, se comporte comme une région économique relativement efficiente polarisée sur Ouahigouya.

Pour l'étude du volet comportement commercial et productif des ménages agricoles, notre choix a porté sur deux villages du département de Solenzo[10] , dans la Kossi, comme échantillon représentatif de la zone d'immigration et de collecte des céréales et sur deux villages au Yatênga correspondant à des localités qui ont le plus fort contingent d'émigrés dans l'un des villages sélectionnés du secteur de Solenzo, et où la situation agricole et alimentaire est en état de survie. Il faut dire que les localités choisies ne sont pas, chacune dans sa région, des cas rarissimes. Ce sont des exemples parmi tant d'autres. L'enquête dans les villages de départ des migrants a pour objectif d'éviter d'éventuelles surestimations des aides envoyées aux parents restés au pays qui, il faut le signaler, ont parfois tendance à minimiser le volume des aides qu'ils reçoivent. Elle a pour but également de connaître la destination exacte des aides céréalières. Servent-elles exclusivement à la consommation familiale, c'est-à-dire ont-elles un but

---

10 Solenzo est l'un des seuls départements de la Kossi a avoir bénéficié d'une enquête démographique et agricole poussée relativement récente (août 1989) diligentée par le C.R.P.A. . La détermination de l'échantillonnage s'est effectuée à partir de ces données. Solenzo est aussi une zone de production cotonnière.

uniquement compensatoire, ou sont-elles utilisées dans un processus d'accumulation céréalière ou monétaire dans les villages d'origine des colons agricoles?

Le choix des deux villages de la Kossi a été opéré en tenant compte à la fois de leur taille, de critères socio-ethniques et du statut d'occupation des ménages par souci de représentativité qualitative et ensuite de généralisation des réponses aux rubriques abordées par les fiches d'enquête (cf. Annexes pour les fiches d'enquête). S'il est difficile avec la taille de notre échantillon de disposer de résultats statistiques extrapolables, nos enquêtes nous permettront tout au moins d'analyser des tendances et de comparer les situations entre exploitations autochtones et allochtones dans la Kossi d'une part et entre celles-ci et les exploitations du Yatênga de l'autre.

Kouakoua, situé à 12 km au nord-est de Solenzo, est un des rares villages de la région à être encore habité majoritairement d'autochtones bwa (76 % de la population y étaient autochtones en août 1989). Il n'y a aucun migrant moaga résident dans le village. Les 24 % d'étrangers sont constitués essentiellement de Marka et de Peul. Les 88 ménages que compte le village ont été enquêtés. A l'opposé, Bonza, 19 km au sud-est de Solenzo, était en août 1989 à 98 % peuplé de populations migrantes appartenant quasi exclusivement à l'ethnie moaga et aux groupes assimilés. Fondé sur une partie des terroirs des villages autochtones de Kiè, Daboura et Dissenkuy au début des années 1960 par un migrant samo du Sourou, El Hadj Mohamadi SARAMBE accompagné d' El Hadj Boureima SANKARA du groupe des Silmimoose, Bonza a vu en trente ans à peine le nombre de ses habitants passer d'une quinzaine à 3 271 personnes en 1989 dont 3 000 Moose environ. Au regard de la taille du village, nous n'avons retenu que la moitié des ménages soit un échantillon de 165 ménages agricoles, le ménage

agricole étant comme le définit SCHWARTZ (1991, pp 5 et 7) "tout groupe de personnes unies par un lien de parenté ou tout autre lien, vivant, produisant et consommant ensemble. Il est assimilable au *ménage démographique* quand l'unité de production est fondée sur la famille restreinte, mais qui peut comprendre plusieurs *ménages démographiques* quand l'unité de production est fondée sur la famille étendue".

Pour la collecte des données nous avons opté pour l'enquête retrospective. Toutefois, dans le milieu paysan des sociétés traditionnelles, cette approche ne permet pas une reconstitution fidèle et exhaustive des événements au cours de l'année; elle ne suffit absolument pas pour suivre et comprendre le processus de production, de consommation et surtout de commercialisation dans les exploitations. Une enquête prospective qui s'attèle à noter tous les événements et opérations intervenant au niveau du ménage au cours de la campagne agricole est nécessaire pour comprendre les goulots d'étranglement auxquels sont confrontés les ménages paysans et la logique de leur "irrationnalité".

La restriction géographique de l'échantillon ne met nullement en cause, à notre sens, la représentativité qualitative tant en ce qui concerne les flux transactionnels que les comportements des acteurs en présence. En outre il est important de préciser que pour ce qui est de l'évaluation des flux céréaliers, la démarche méthodologique suivie (enregistrement des véhicules transportant les céréales aux postes de contrôle routier et la fréquence des négociants en céréales sur les marchés impliqués dans les transferts) permet une appréciation approximative non négligeable. Toutefois, il serait imprudent d'extrapoler systématiquement toutes les données quantitatives recueillies à l'ensemble de la zone encore moins, par extension, à d'autres régions accueillant des migrants moose. L'organisation et surtout l'ampleur des flux

céréaliers, les conditions géographiques, agronomiques et socio-économiques sont autant de variables très changeantes d'une région à l'autre susceptibles d'introduire souvent des distorsions. Cependant, quelles que soient les limites et insuffisances des résultats quantitatifs, ils auront le mérite de dégager des tendances et de constituer des données de base et surtout de corroborer des conclusions qualitatives.

Organisation du travail

Le développement auquel nous allons nous livrer s'articule autour de trois grandes parties comportant sept chapitres.

La première partie, subdivisée en trois chapitres, présente les conditions générales de l'espace céréalier en insistant sur les disparités (pluviométrie, pression démographique, disponibilité foncière, système de production) existant entre la Kossi et le Yatênga et qui sont vraisemblablement les conditions d'émergence des échanges (migration et transferts de vivres) entre les deux entités.

La deuxième partie traite des stratégies et des pratiques paysannes. Dans la Kossi, il s'agit d'identifier au travers des politiques de production, de stockage et de commercialisation céréalières quelles sont les ethnies ou les producteurs selon leur statut de résidence qui produisent le plus, stockent le plus et alimentent le plus le marché. Une section analyse les flux céréaliers paysans hors circuit marchand. Dans le Yatênga il sera question de la gestion de l'insécurité agricole et alimentaire. Quels sont les ajustements perpétuels auxquels les agriculteurs moose sur leur terroir ont recours pour atténuer les

effets des crises de production vivrière? Autrement dit, qu'est-ce qui justifie les migrations et les transferts céréaliers?

Enfin, la dernière partie, comportant comme la seconde deux chapitres, est consacrée au réseau marchand. Qui sont les principaux artisans de l'approvisionnement du Yatênga en grains? Quels sont les mécanismes de fonctionnement des transferts vivriers? Quelles sont les stratégies qui expliquent la suprématie des opérateurs privés dans le commerce des céréales locales? Voilà autant de questions auxquelles nous essaierons de donner des réponses et qui nous permettrons de juger de l'efficacité du secteur privé dans la réalisation de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

PREMIERE PARTIE

CADRE GENERAL DE L'ESPACE CEREALIER DE L'OUEST DU BURKINA FASO

CHAPITRE I . LES CONDITIONS BIOCLIMATIQUES

Pour les sociétés rurales en présence, les facteurs essentiels de la production sont la pluie et les sols. Les disparités entre la Kossi et le Yatênga résident dans une large mesure au niveau de ces deux éléments et principalement à celui du régime pluviométrique. Ainsi, à une certaine générosité de la nature dans la première région s'oppose un paysage meurtri caractérisé par la sécheresse dans la seconde.

A. Les nuances pluviométriques

Compte tenu de notre problématique, le régime pluviométrique des deux régions semble devoir être étudié avant tout autre point. En effet de tous les autres éléments climatiques, température, évapo-transpiration potentielle, vent, la pluviométrie, parce qu'intervenant de façon déterminante et directe sur le développement des cultures et de la végétation naturelle, est un facteur très important. Pour les paysans soudaniens et sahéliens c'est quasiment la seule manifestation météorologique qui intéresse, parce que rythmant la vie agricole et sociale et ayant des conséquences spectaculaires sur l'état des récoltes desquelles dépend la survie de la société. Comme l'écrivent AUBERT et AUBREVILLE (1975, p. 10) "la pluviométrie annuelle (se présente comme) la seule référence possible et la seule commode, pour la différenciation des années sèches et des années humides". La définition de la *sécheresse* autant pour le scientifique que pour le cultivateur repose prioritairement sur le taux de la pluviométrie, notamment celui des pluies *utiles* .

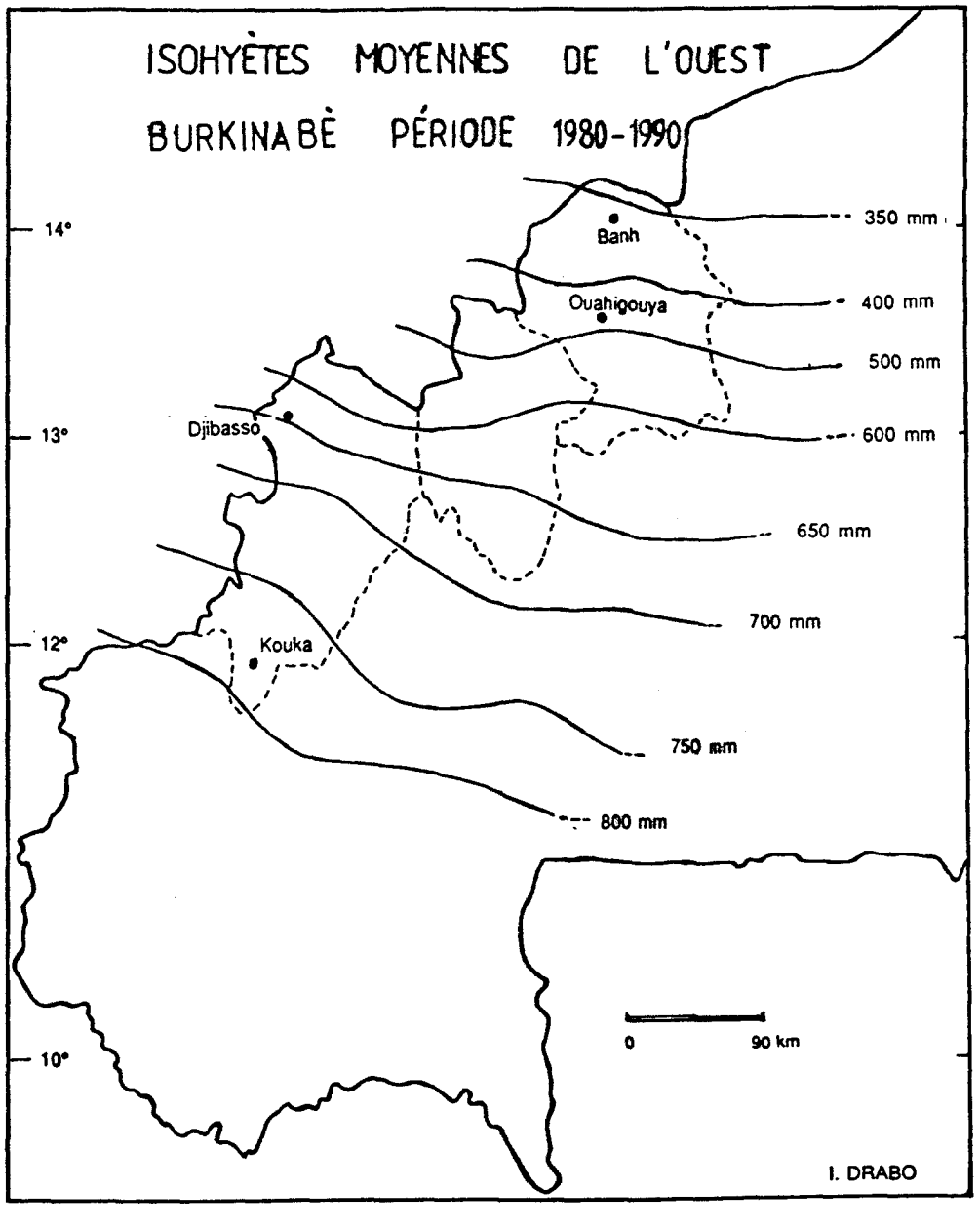
Ainsi donc, lorsque l'agriculture est totalement dépendante des pluies, la connaissance des données pluviométriques est essentielle pour la compréhension des options culturales, du déroulement des activités agricoles, de la production, bref du niveau de vie de la société rurale traditionnelle qui la pratique.

Les provinces de la Kossi et du Yatênga appartiennent respectivement aux zones de climat soudanien et sahélien dont la caractéristique majeure est l'alternance d'une longue saison sèche avec une courte saison humide. Cette dernière très déterminante pour l'organisation et le niveau de la production agricole se caractérise par des volumes et des régimes pluviométriques variables selon la situation en latitude des régions. Les masses d'air en provenance de l'océan atlantique, en balayant le Burkina Faso du sud au nord, arrosent de façon variée le pays[11] . Au fur et à mesure que l'on s'achemine vers le nord, l'hivernage commence plus tard et s'arrête plus brutalement (six à trois mois). La régularité de la répartition dans le temps et dans l'espace des précipitations obéit à cette progression en latitude des masses d'air. MARCHAL (1983) indique une baisse théorique de 50 mm de la valeur des isohyètes annuels lorsque l'on se déplace de 100 km du sud au nord. Pour AUBERT et AUBREVILLE (op. cit.) cette variation des isohyètes annuels est de l'ordre de 100 à 200 km.

---

[11] La durée de l'hivernage, le volume annuel des précipitations dans les régions sahéliennes et soudaniennes dépendent de la plus ou moins grande poussée vers le nord du Front Intertropical (F.I.T.) humide et de la masse nuageuse hétérogène qu'il génère. En fonction de la position en latitude des zones parcourues par le F.I.T. se succèdent du sud au nord du Burkina des zones où les précipitations sont de moins en moins abondantes et les saisons de pluies de moins en moins longues (AUBERT, AUBREVILLE et al., 1975 ; CAPRON, 1973 ; RICHARD-MOLARD, 1949)

Carte n°3


ISOHYÈTES MOYENNES DE L'OUEST
BURKINA BÈ PÉRIODE 1980-1990
14°
13°
12°
10°
Banh
Ouahigouya
Djibasso
Kouka
350 mm
400 mm
500 mm
600 mm
650 mm
700 mm
750 mm
800 mm
0
90 km
I. DRABO

La différence des conditions pluviométriques entre la Kossi et le Yatênga occasionne par conséquent des disparités régionales à bien des égards. Même en l'absence de données pluviométriques sur une longue période[12] pour permettre des conclusions rigoureuses, des grandes tendances, qui ne doivent pour autant pas oblitérer les nuances locales, peuvent être dégagées pour aider à la caractérisation des climats concernés.

1. Une péjoration climatique évidente au Yatênga

Avec une moyenne pluviométrique annuelle de 400 à 700 mm étalés sur quatre mois maximum, le Yatênga appartient au climat de type sahélien. En raison de sa situation géographique (entre 13° et 14°15' de latitude nord) il subit une courte influence adoucissante de la mousson. Classé parmi les régions les moins arrosées du pays, il a reçu entre 1921 et 1974 une moyenne pluviométrique de 720 mm (MARCHAL, op. cit.)[13] . La moyenne calculée par nous sur vingt ans, de 1971 à 1990, n'est plus que de 501,7 mm pour le poste météorologique de Ouahigouya sité au centre-ouest de la province contre 625 mm entre 1968 et 1974 (MARCHAL, ibid.). Même si l'échelle temporelle ne permet qu'une interprétation très malaisée entre les trois valeurs (720 mm sur 54 ans, 502 mm sur vingt ans et 625 mm sur sept ans), on peut tout de même faire remarquer la baisse sensible des hauteurs de pluie enregistrées au cours des années récentes. A preuve l'isohyète 500

---

[12] Les premiers postes météorologiques du Burkina dont les données soient exploitables n'ont été installés qu'à partir de 1920.

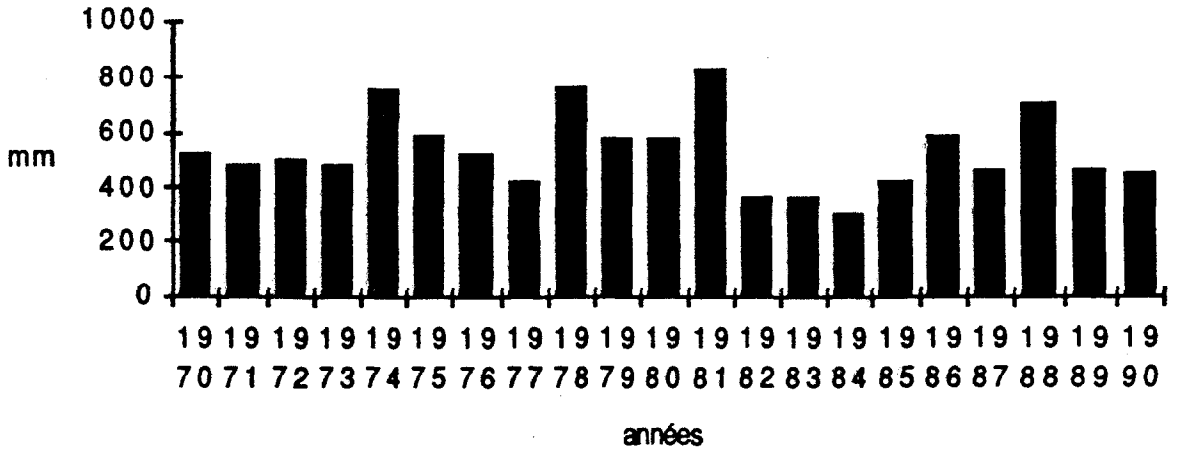
[13] ELDIN (1989,p.47) a calculé sur une période suffisamment longue (1924à 1987, soit 64 ans) pour être considérée comme relativement stable une moyenne inter-annuelle de 668 mm pour Ouahigouya situé à 13°36 nord.

mm positionné sur la limite septentrionale de la province autour des années 1960 se situe aujourd'hui à la latitude de Ouahigouya, soit une descente de près de 100 km. Sur les deux dernières décennies , onze annnées, soit un peu plus d'une année sur deux, ont présenté une pluviométrie inférieure à la moyenne de 502 mm [14] . Mieux, si l'on considère 658 mm en 38 jours, hauteur d'eau enregistrée en 1912, comme un volume pluviométrique permettant des récoltes normales (MARCHAL, 1974, p.12), le poste de Ouahigouya n'aura connu, de 1970 à nos jours, que cinq années *normales* , c'est-à-dire des années au cours desquelles les conditions pluviométriques sont à peu près suffisantes pour le développement des cultures vivrières telles que le sorgho et surtout le mil et le niébé. Les variations inter-annuelles des pluies sont importantes dans cette région. Pendant la période considérée on est passé de 836,1 mm en 1981 à 301 mm en 1984. Cette situation est bien souvent aggravée par la succession de plusieurs années déficitaires comme ce fut le cas de 1982 à 1985, toutes choses ayant un impact fâcheux sur les disponibilités céréalières des agriculteurs et de la région.

---

[14] GROUZIS et ALBERGEL(1989,p.246)ont calculé pour la région sahélienne du Burkina "qu'un risque de sécheresse qui aurait une occurrence décennale dans la période antérieure à 1970 apparaît en moyenne 6 fois en 15 ans pour la période 1970-1984."

Figure 1 Irrégularité inter-annuelle de la pluviométrie à Ouahigouya de 1970 à 1990.



Le nombre de jours de pluie au cours de l'hivernage est aussi un facteur de mise en évidence de la péjoration climatique dans la région. D'une soixantaine au cours de la décennie 1960, il n'est plus que d'une quarantaine de 1980 à 1990. Mais plus que leur nombre, il faut pour une production abondante que les jours pluvieux soient bien répartis tout au long de la saison des pluies [15] et que le degré d'humidité édaphique (quantité d'eau tombée par jour de pluie), qui dépend des caractéristiques physiques des sols, soit suffisant pour empêcher les poches de sécheresse -aux effets catastrophiques pour la levée et la croissance des cultures - malheureusement très fréquentes à cette latitude. La quantité d'eau tombée en moyenne par pluie de 1971 à 1990 est de 9,5 mm au niveau de

[15] L'essentiel des précipitations (hauteur et nombre de jours de pluie) se concentre entre la dernière décade de juillet et la première décade de septembre. Près des 2/3 du volume des pluies tombent pendant cette période.

Ouahigouya avec des valeurs extrêmes de 6,1 en 1984 et de 12,2 en 1974 et 1981. Or l'observation des relevés pluviométriques montre que cette moyenne de 9,5 mm est rarement atteinte surtout aux périodes cruciales du cycle végétatif des plants (début de l'hivernage correspondant aux semis et sa fin, période de maturation des cultures). A titre de comparaison cette moyenne calculée sur la période 1982-1991 à Solenzo dans la Kossi s'établit à 17 mm avec un minima de 10 en 1990 et un maxima de 18,8 en 1981. Toutefois ces valeurs n'ont de signification que lorsqu'elles sont corrélées avec les caractéristiques pédologiques en particulier le degré de rétention d'eau (assez médiocre au Yatênga) et à l'importance de l'évaporation liée à l'insolation ordinairement très élevée dans la partie septentrionale du pays (2.144 mm à Ouahigouya , MARCHAL 1983). Au total donc les *bonnes* pluies (MARCHAL, ibid.) ou pluies *utiles* (BERNUS et AUDRY, 1974 ; GALLAIS, 1967) desquelles dépendent la germination, la croissance et le mûrissement corrects des plantes [16] sont de plus en plus rares et très mal réparties dans le temps.

---

16 Pour AUDRY et al. repris par MARCHAL (1983) la notion de " pluie utile recouvre de façon complexe la conjonction de diverses conditions: une pluie ou une séquence de pluies assez forte pour mouiller le sol jusqu'à une profondeur suffisante pour atteindre la pluie suivante (...), une probabilité d'occurrence de pluies prochaines pour relayer l'effet de cette pluie ou de ces pluies (...), une vitesse de germination des graines puis de développement des racines permettant à la plante, dans la séquence de pluies utiles attendues, de partir gagnante dans la course de vitesse qu'elle mène alors en concurrence avec l'évaporation directe." Pour le Delta du Niger où les sols sont sableux, GALLAIS (1967) propose comme définition: "une chute (de pluie) supérieure à 3 mm, suivie d'une pluie semblable dans un délai maximum d'une semaine." En raison du substrat édaphique du Yatênga, MARCHAL propose, quant à lui, un minimum de 8 à 10 mm tout en maintenant le même intervalle de temps.

L'espacement entre les pluies qui introduit des discontinuités assez grandes souvent dans la période humide utile constitue un handicap sérieux au bon développement des cultures. La rareté de pluie journalière abondante sur des sols dont la capacité de rétention des eaux est médiocre contrarie l'activité agricole. Ces sols - le Yatênga est bâti sur des cuirasses affleurantes avec des sols gravillionnaires peu ou prou associés aux sables et argiles -, au demeurant faiblement ou rarement humectés, sont vite asséchés par une forte évaporation occasionnée par un intense ensoleillement qui s'établit à 2 144 mm à Ouahigouya contre une pluviométrie moyenne annuelle de moins de 700 mm. Ce déficit pluviométrique aux séquences sèches, longues et fréquentes ces dernières décennies accroît le dessèchement des sols. La désertification que connaît le Yatênga n'est que la traduction spatiale de la persistance de cette régression générale même si elle n'est pas la seule responsable. Nous y reviendrons.

L'installation des pluies fortes en juin, voire en juillet, entraîne un retard dans le démarrage des activités agricoles ponctuées par de multiple reprises de semis, et leur arrêt brutal en septembre (le manque par exemple d'une seule pluie au cours de la période d'épiaison peut anéantir des récoltes jadis prometteuses) réduit considérablement la durée de la période humide utile, *temps écologique* [17] (80 à 100 jours, les 120 jours de 1991 semblent un cas exceptionnel au cours des vingt dernières années), défavorable au déroulement et à l'accomplissement de la vie végétative des plantes cultivées; d'où d'ailleurs la tendance à l'utilisation des variétés céréalières à court cycle et à assez forte capacité de résistance à la sécheresse.

---

[17] MARCHAL, 1989, p.262

A ces caractères défavorables du climat dans le Yatênga, il convient d'ajouter l'existence et l'importance des variations spatiales des précipitations. Le phénomène des pluies très localisées arrosant différemment des villages voisins, voire des champs contigus, n'est plus une surprise. Les variations locales de la pluviométrie engrendrent bien souvent une disparité dans le niveau de production des ménages . Toutefois, même dans le cas où tous les agriculteurs profitent "des mêmes pluies ou subissent les mêmes sécheresses, passagères ou prolongées, les chances ne sont pas égales pour tous". En s'appuyant sur deux unités de production MARCHAL (1983) démontre que, selon la disponibilité en main-d'oeuvre aux moments opportuns, les profits qui peuvent être tirés des chutes de pluies peuvent varier sensiblement d'une exploitation à l'autre. Ainsi donc même à conditions pluviométriques égales, l'état des récoltes n'est pas toujours le même.

La brièveté de la saison pluvieuse, l'installation tardive et hésitante ainsi que l'arrêt précoce des pluies, la mauvaise répartition intra-décadaire des précipitations et, à un degré moindre, la faiblesse du nombre de jours de pluies, la rareté des *pluies utiles* ou *bonnes pluies* , constituent les caractéristiques fondamentales de la pluviométrie au Yatênga et sont autant d'accidents qui y hypothèquent la production agricole des cultivateurs. Dans la Kossi la situation est moins alarmante.

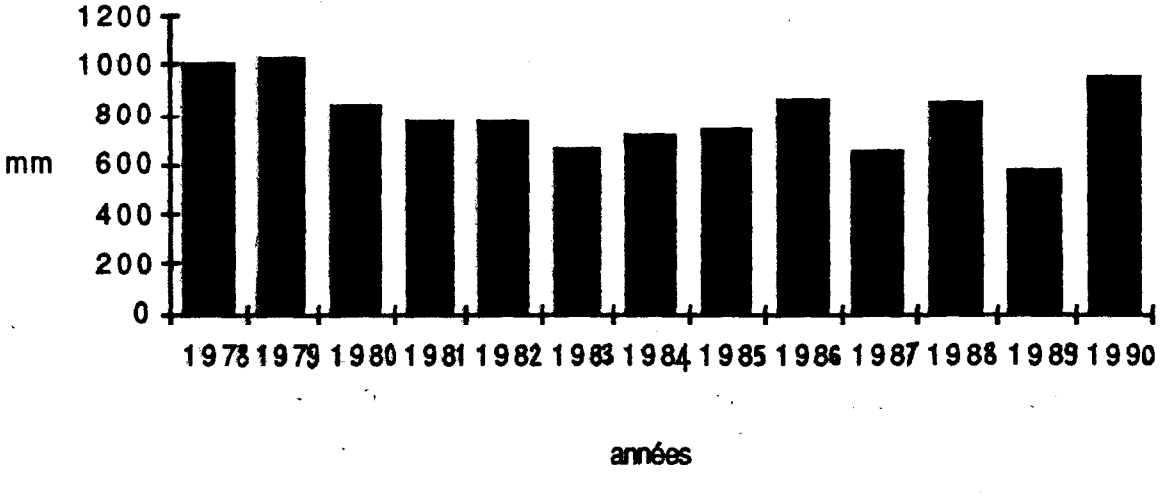
2. Un climat plus clément dans la Kossi

L'arrivée précoce des masses d'air porteuses de pluies et leur retrait tardif au niveau de la Kossi comparativement au Yatênga donnent lieu à une saison humide longue en durée (cinq à six mois) et assez abondante en pluies (700 à 1 000 mm en moyenne dans l'année). Par sa situation

géographique et ses caractéristiques météorologiques, la Kossi appartient à la zone de climat soudanien.

Avec une saison pluvieuse s'étalant de mai à octobre, elle a enregistré au cours de la période 1982-1991 une hauteur moyenne annuelle de 736 mm pour l'ensemble de ses cinq postes pluviométriques. A Solenzo la hauteur moyenne annuelle pendant cette période décennale est de 769,4 mm pour une moyenne de cinquante jours de pluies. A Bomborokuy, localité située au nord de la région, ces moyennes sont respectivement de 671,4 mm et 48 jours contre 756,4 mm et cinquante jours pour Kouka poste le plus méridional. Ce sont là des volumes d'eau suffisants avec une bonne répartition temporelle permettant une production céréalière suffisante.

Figure 2 Variation inter-annuelle de la pluviométrie à Solenzo (Kossi) de 1978 à 1990.



L'ensemble de la Kossi dispose d'assez bonnes conditions agro-climatiques. Toutefois on observe des distorsions dans la répartition spatiale des précipitations. Elles sont certes liées à la latitude mais aussi à des conditions locales particulières telles que l'influence de la chaîne de collines

grèseuses et celle des cours d'eau Mouhoun et Sourou. Elles sont de nature à provoquer des disparités entre des secteurs géographiquement voisins qui devraient bénéficier théoriquement des mêmes influences de la mousson. Entre le nord et le sud de la région existe une diversité de situations pluviométriques faisant de certains secteurs des zones attrayantes pour l'agriculture (le centre et le sud) et d'autres des zones peu convoitées, voire répulsives (nord) où les aléas pluviométriques sont pratiquement du même ordre que dans le Yatênga [18].

Une autre particularité de la pluviosité dans la Kossi, c'est la grande variabilité inter-annuelle du volume des eaux tombées et du nombre de jours des averses. Entre par exemple 652 mm de pluie en 41 jours en 1984 et 947,1 mm en 52 jours en 1991, situation observée à Solenzo, l'amplitude de variation pluvieuse autant en volume qu'en nombre de jours est importante. Un tel rythme pluviométrique inter-annuel a, on s'en doute, des implications importantes sur le niveau de la production agricole à l'échelle d'une même localité, susceptibles de la faire basculer d'une année à l'autre dans un état d'excédent, d'autosuffisance ou de déficit vivriers. Néanmoins, les effets pervers de la diminution du volume des pluies sont atténués ou même enrayés dans la région par une bien meilleure répartition numérique intra-décadaire des précipitations. Par exemple, malgré les 573,9 mm de pluie en 1990 - nettement en deçà de la moyenne décennale et de celle de ce type de climat - mais répartis sur 57 jours de pluie, c'est-à-dire sept jours de plus que la moyenne décennale, le secteur de Solenzo a dégagé un excédent

---

[18] BENOIT (1979 p.48) indique que "la pluviosité moyenne annuelle augmente de 20 mm tous les 10 km" lorsqu'on se déplace du nord vers le sud de la province. Cette évolution spatiale de la pluviosité introduit bien entendu des contrastes agricoles importants à l'intérieur de la région.

céréalier sensiblement du même ordre que celui de 1991où la hauteur d'eau enregistrée atteignait 947,1 mm (maxima décennal) en 52 jours. L'observation de la pluviosité dans le secteur de Solenzo montre que 42 jours bien arrosés et bien échelonnés assurent une humidification constante et suffisante des sols de la région au cours de l'hivernage. Au cours de la période 1982-1991, ce seuil de 42 jours pluvieux n'a pas été atteint seulement en 1983 et 1988; respectivement 652 mm en 41 jours et 679,1 mm en 38 jours.

L'étalement de l'hivernage sur près de six mois avec une période humide utile longue (120 à 150 jours) sans d'importantes poches de sécheresse (donc une humidité quasi continue) et un nombre de jours conséquent de pluies, sont les facteurs générateurs d'une bonne production agricole dans cette partie du pays. La pluviométrie constitue rarement un facteur limitant pour l'agriculture dans la Kossi en particulier dans sa moitié sud. Toutefois des incidents peuvent y contrarier l'activité agricole. Ils se manifestent de plusieurs manières: par la sécheresse (insuffisance des pluies) mais aussi par l'abondance des eaux. Si la médiocrité de la production liée au déficit pluviométrique paraît évidente, celle provoquée par l'abondance des pluies, pour implacable qu'elle puisse être aussi, l'est moins. Or "il arrive assez fréquemment qu'il tombe en un mois une quantité d'eau considérable par rapport à celle des mois précédents ou suivants; ce mois excédentaire n'est pas toujours le mois d'août; ce peut être le mois de juillet, ce qui gène considérablement les travaux de sarclage et oblige à des désherbages fréquents; ce peut être aussi le mois de septembre, ce qui compromet la fructification des mils (les feuilles se développent au détriment des grains)" (CAPRON, 1973, p.16). Le 31 août 1991, l'avalanche de 96 mm de pluie en une seule chute n'a-t-elle pas complètement dévasté des champs entiers des bas-fonds dans la région de Solenzo-Kouka?

Malgré "la persistance d'années pluviométriquement déficitaires depuis 1970, la répétitivité d'années exceptionnellement sèches, la généralisation géographique du déficit pluviométrique (qui) caractérisent les variations récentes du climat au Burkina Faso", des disparités parfois profondes à l'échelon régional ou local sont perceptibles.

L'examen de la situation pluviométrique de la Kossi et du Yatênga laisse apparaître un grand clivage , en particulier entre le sud de la Kossi et le nord du Yatênga, tant en ce qui concerne la durée, le volume que la répartition intra-annuelle des précipitations. L'hétérogénéité spatiale de la pluviométrie est aussi manifeste dans chacune des régions. Ces différences de conditions climatiques induisent même à techniques égales et à qualités physico-chimiques de sol comparables - cela est bien connu des agronomes - des variations sensibles de rendement et de production.

Au regard des données disponibles et des témoignages les plus crédibles, le constat d'ensemble suivant peut être fait :

- la Kossi jouit d'une pluviométrie satisfaisante, propice à la production céréalière en dépit de quelques années sèches touchant rarement à la fois à l'ensemble du territoire provincial.

- le Yatênga, par contre, est aux prises avec une insuffisance et une irrégularité croissantes de la pluviosité et une répétitivité "rapprochée" de séries particulièrement déficitaires et longues (1930-1934, 1946-1947, 1968-1974, 1976-1977, 1979-1980, 1982-1987) mettant sérieusement et dangereusement à mal la production vivrière. Sans conclure péremptoirement à une accentuation du phénomène de la sécheresse [19], même si depuis le

---

[19] Diverses études portant sur l'évolution de la pluviométrie au Burkina (ALBERGEL, CARBONNEL et al., 1985 ; ALBERGEL, VAUGELADE et al., 1985 ; GUINKO, 1984 ; MARCHAL, 1983 ; CARBONNEL et HUBERT, 1985 ... montrent que la série statistique

début du siècle l'on semble observer, beaucoup plus au Yatênga que dans la Kossi, une détérioration des conditions pluviométriques, le caractère aléatoire et capricieux des précipitations constitue une contrainte majeure pour les activités agricoles développant de ce fait une précarité alimentaire. Néanmoins, la coïncidence d'années de déficit vivrier avec des périodes pluviométriques favorables ou la faiblesse des rendements malgré une bonne pluviosité montre que la variation des productions n'est pas imputable au seul facteur climatique. Les sols entre autres en sont également responsables.

B. Les conditions morpho-pédologiques

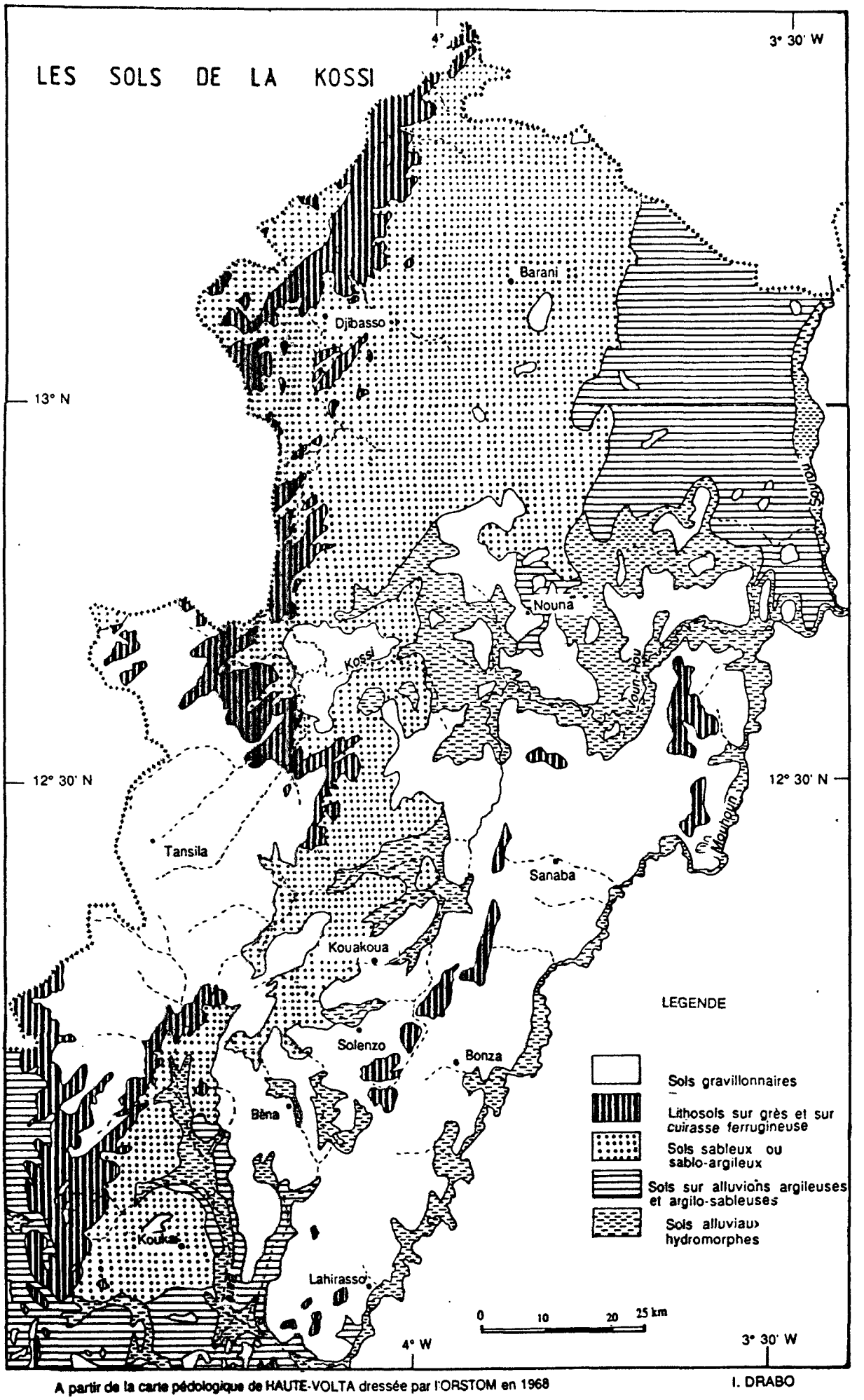
Sur l'ensemble des deux régions étudiées, les meilleures terres de production se rencontrent au niveau des zones dépressionnaires le long des axes de drainage. Les vertisols composés de sables fins et d'argiles noires formés sur les alluvions accumulées dans la plaine du Gondo (nord-est de la Kossi) et les sols hydromorphes sur alluvions argileuses ou argilo-sableuses des multiples bas-fonds [20] traditionnellement épargnés par les paysans en

---

des pluies annuelles n'est pas stationnaire même si elle présente bien souvent des épisodes sèches. Toutefois, malgré la répétitivité d'année exceptionnellement sèches depuis 1969-1970 (GROUZIS et ALBERGEL, 1989 ; SNIJDERS, 1986 ; RODIER, 1975) il est hasardeux de conclure à une péjoration irréversible de la pluviosité. En tout cas personne ne veut franchir ce pas.

[20] La Kossi est parcourue de plusieurs cours d'eau dont les plus importants sont le Mouhoun et ses affluents (le Baré, le Voun-Hou, la Kossi et le Sourou). La vallée du Mouhoun (ex Volta Noire) est une succession de vastes cuvettes inondables pendant de longs mois . Les sols sur alluvions argileuses de couleur noire ont une très bonne valeur agronomique.

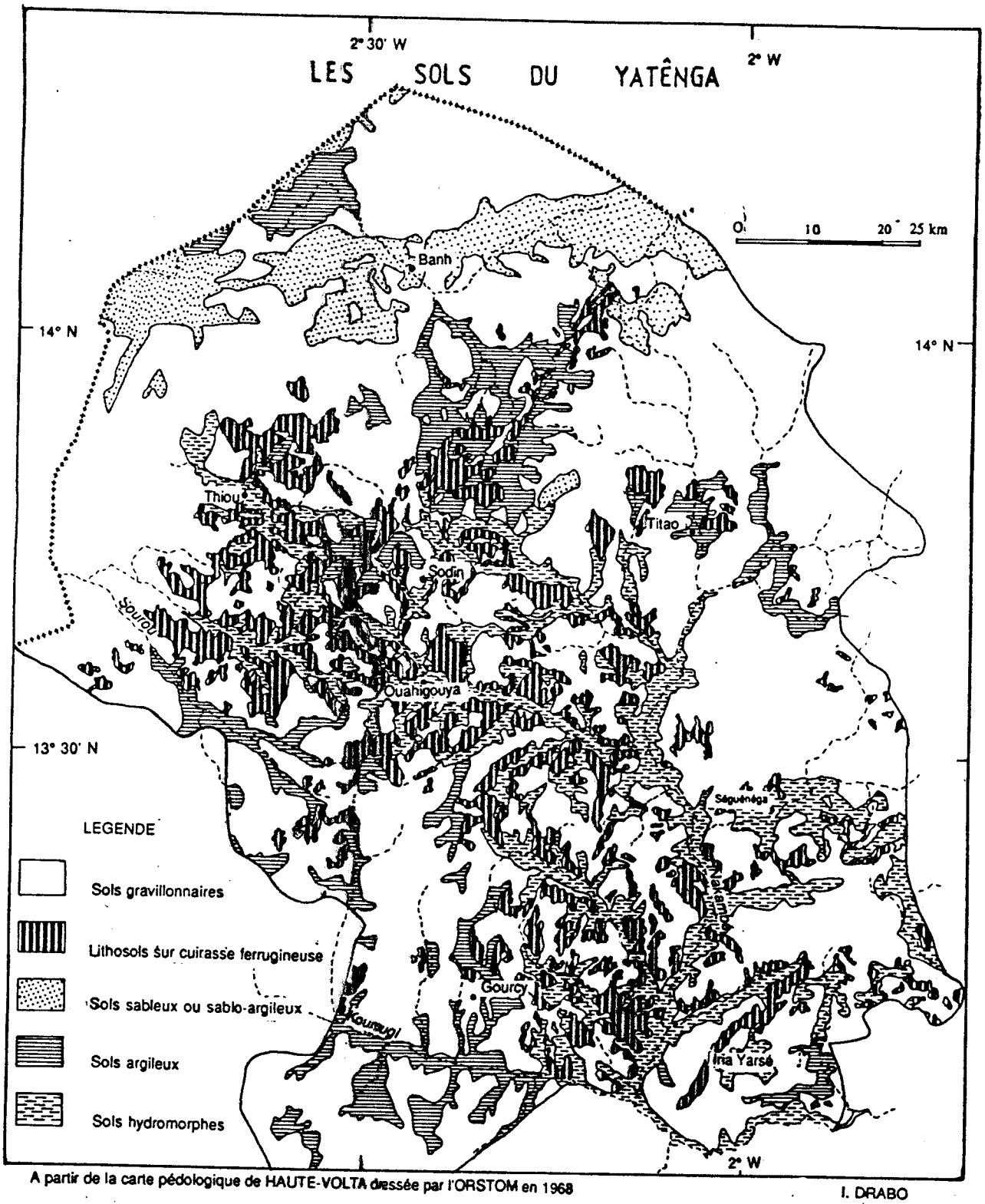
Carte n°4



A partir de la carte pédologique de HAUTE-VOLTA dressée par l'ORSTOM en 1968

I. DRABO

Carte n°5



A partir de la carte pédologique de HAUTE-VOLTA dressée par l'ORSTOM en 1968

I. DRABO

raison de l'inondation fréquente dont ils sont l'objet, de leur fort enherbement et de leur texture lourde difficile à travailler à la daba, présentent une fertilité élevée. Aujourd'hui avec l'utilisation d'équipements aratoires modernes (charrue, tracteur) et d'herbicides, leur structure et leur propension au développement des mauvaises herbes ne constituent plus un handicap insurmontable pour leur mise en valeur. Toutefois, en raison de leur hydromorphie, le risque d'inondation demeure grand en année de fortes pluies malgré l'effort de drainage des cultivateurs. Sur les marges des zones d'inondation pérenne [21] ces sols sont cultivés en sorgho, maïs ou coton.

Sur les versants et dans les axes de drainage recouverts de colluvions du sud et du centre du Yatênga, les sols hydromorphes, qui occupent des superficies non négligeables, présentent une texture moins compacte et moins lourde que ceux de la Kossi. Dans la conjoncture pluviométrique actuelle que connaît la région, leur forte capacité de rétention d'eau (permettant une bonne alimentation hydrique des plantes) en raison justement de leur texture sablo-argileuse fait d'eux les meilleures terres du Yatênga, et par conséquent, les plus recherchés pour la culture du mil et surtout du sorgho de façon continue malgré l'enherbement excessif dont ils sont l'objet. Leur intense exploitation de nos jours sur les glacis en zones schisteuses et granitiques accroît l'érosion et accelère le remblaiement des lits des cours d'eau.

Dans les zones exondées dominent des sols minéraux bruts et des sols peu évoluésd'érosion sur matériau gravillonnaire et sur cuirasse ferrugineuse

---

d'eau

21 Dans les zones d'inondation permanente ou temporaire le long des cours pérennes il y a des possibilités de maraîchage et d'ouverture de vergers et de plantations; le C.R.P.A. estime que 4,37 % des surfaces cultivables de la Kossi sont des bas-fonds aménageables.

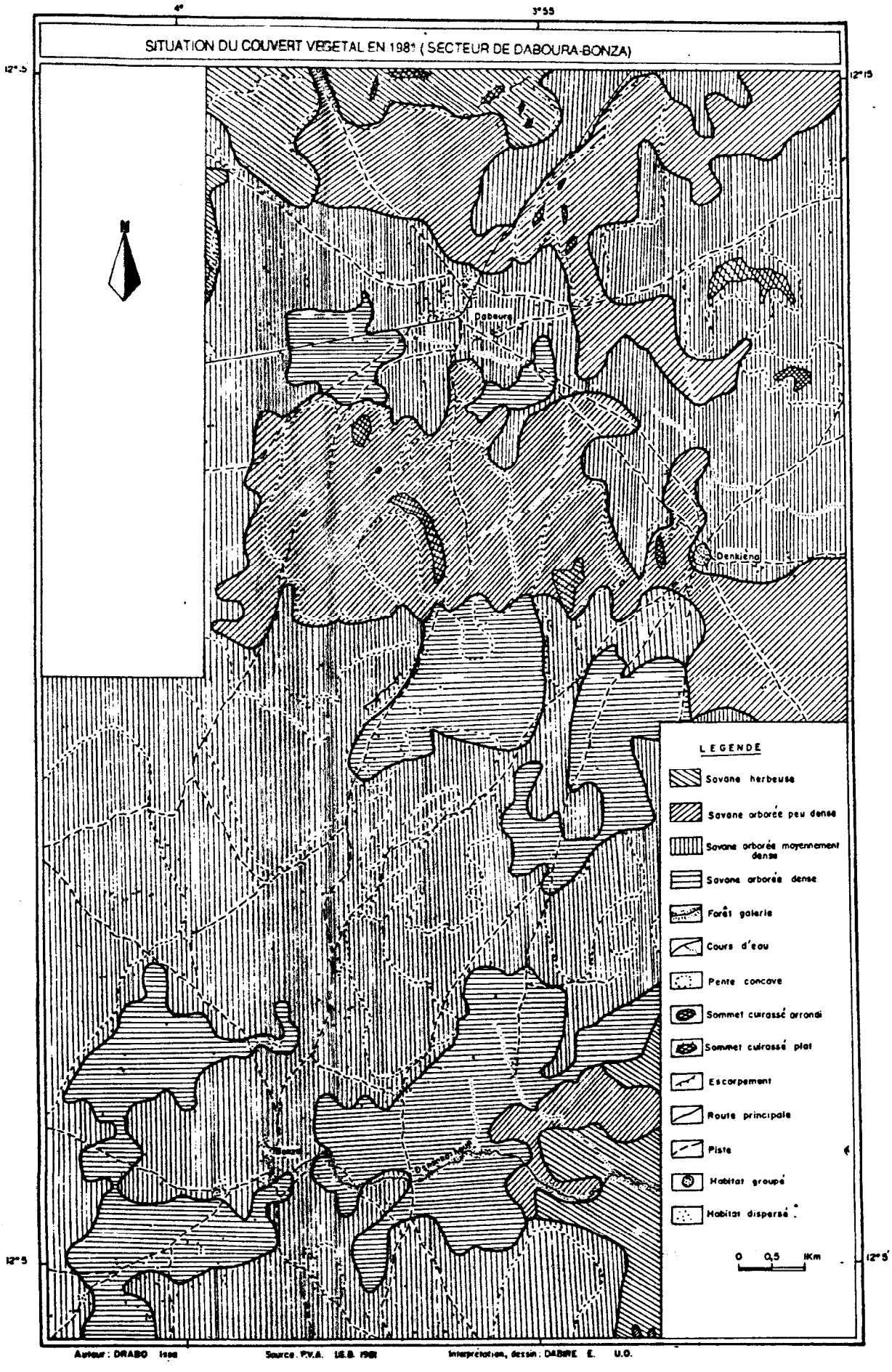
peu ou prou associés aux sables et argiles selon les régions et les secteurs. Ils constituent de loin la formation la plus étendue. Autant dans la Kossi [22] où ils sont surtout représentés dans les parties centrale et méridionale (2/3 du secteur) qu'au Yatênga (environ 60 % de l'ensemble de la région) leur fertilité médiocre n'autorise que la culture de plantes peu exigeantes comme le mil, le sorgho, l'arachide, mais le maïs et le coton y sont aussi possibles après amendement et lorsque la pluviosité est supérieure à 900 mm et connaît une certaine régularité commme c'est le cas dans la moitié sud de la Kossi. Sur les replats et les pentes des bowé le lessivage suivi d'érosion des couches superficielles de ces sols (mouvements très développés au Yatênga) donnent lieu à des surfaces indurées perdues pour l'agriculture. Sur les sommets et les versants des collines souvent jonchés de cailloux à faciès et de dimensions variables (parties centrale et méridionale du Yatênga) dominent des lithosols et et des sols peu évolués, à aptitudes culturales très faibles, dont l'exploitation nécessite un épierrage préalable et une mise en défens. Sur les sols sablonneux légers (de l'Erg Ancien) des secteurs septentrionaux de la Kossi et du Yatênga les paysans cultivent de préférence le mil, le sorgho, l'arachide et le fonio, cette dernière culture étant surtout pratiquée dans la Kossi.

Au total du point de vue des aptitudes agricoles des sols, la Kossi n'est que très légèrement mieux lotie que le Yatênga. Plus que la qualité des

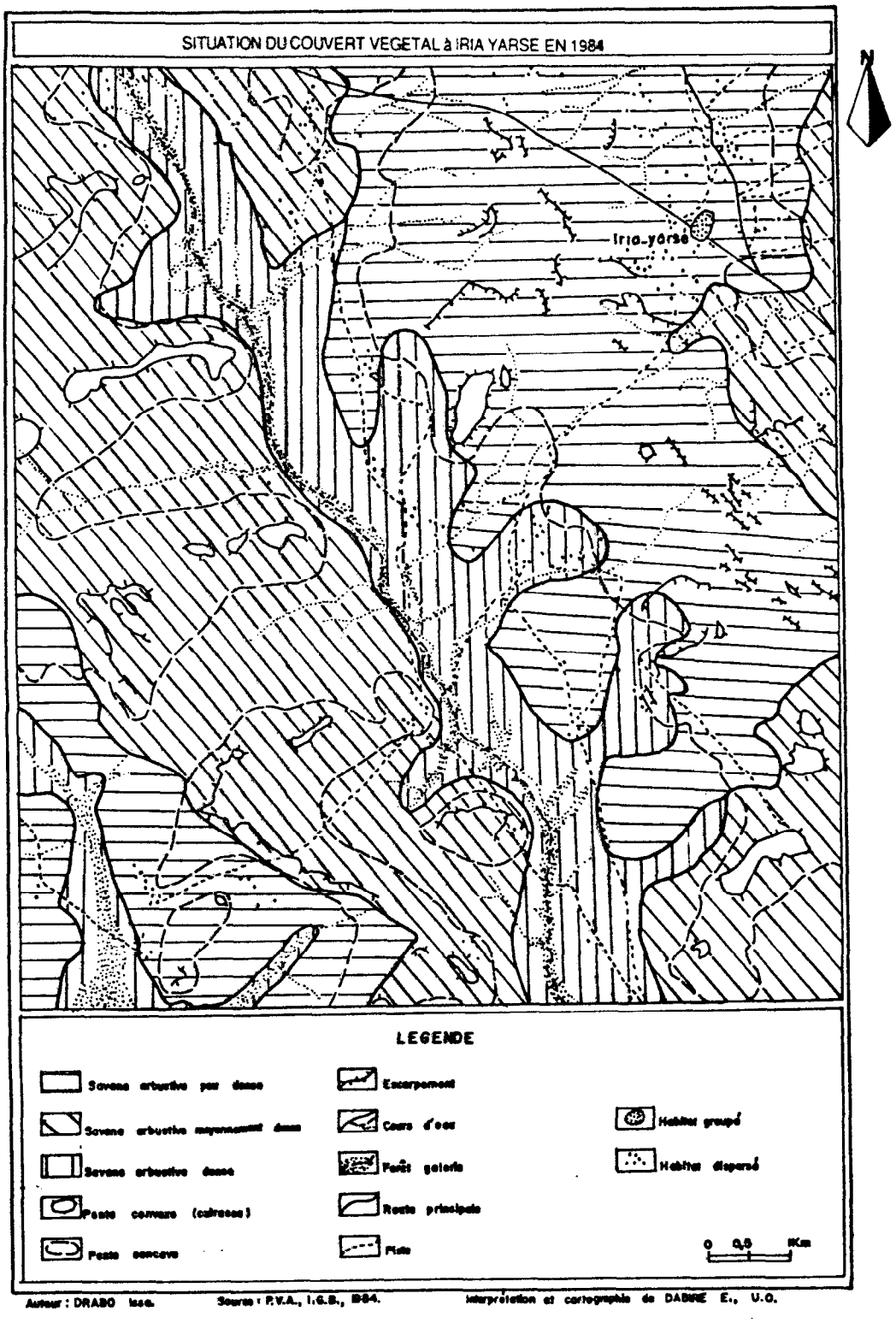
---

[22] Sur la bordure occidentale de la Kossi les sols minéraux bruts d'érosion développés sur grès - on en trouve également sur cuirasse ferrugineuse à l'est de Solenzo et entre le Voun-Hou et au sud du confluent de ce cours d'eau avec le Mouhoun - correspondent à des hauteurs (à l'ouest d'une ligne Kouka-Toukoro au sud, dans le secteur de Dokui au centre et tout autour de Djibasso au nord) aux versants parfois marqués, théâtre d'un intense décapage surtout lorsqu'ils sont exagérément et imprudemment exploités.

Carte n°6


SITUATION DU COUVERT VEGETAL EN 1981 (SECTEUR DE DABOURA-BONZA)
4°
3°55
12°15
12°5
Daboura
Denkiena
LEGENDE
Savane herbeuse
Savane arborée peu dense
Savane arborée moyennement dense
Savane arborée dense
Forêt galerie
Cours d'eau
Pente concave
Sommet cuirassé arrondi
Sommet cuirassé plat
Escarpement
Route principale
Piste
Habitat groupé
Habitat dispersé
0 0,5 1Km
Auteur : DRABO Issa
Source : P.V.A. I.E.B. 1981
Interprétation, dessin : DABIRE E. U.O.

Carten°7


SITUATION DU COUVERT VEGETAL à IRIA YARSE EN 1984
N
Iria-yarse
LEGENDE
Savane arbustive peu dense
Savane arbustive moyennement dense
Savane arbustive dense
Poste convexe (cuirasse)
Poste concave
Escarpement
Cours d'eau
Forêt galerie
Route principale
Piste
Habitat groupé
Habitat dispersé
0 0,5 1Km
Auteur : DRABO Issa.
Source : P.V.A., I.G.B., 1984.
Interprétation et cartographie de DABIRE E., U.O.

sols[23], c'est surtout le régime des précipitations et les possibilités de restauration qui définissent la valeur agronomique des différents types de sols. De ce point de vue, la Kossi est nettement favorisée par rapport au Yatênga, en raison d'une meilleure pluviosité et de la pratique d'une restauration naturelle des sols (jachère fréquente et plus longue) et d'un amendement (apport d'engrais industriels surtout) devenu systématique grâce à la culture du coton. En revanche au Yatênga, la rareté des espaces libres n'autorise guère des jachères (très rares et de courte durée) - cela oblige à la mise en valeur de sols marginaux - et la pauvreté des exploitations paysannes empêche l'utilisation d'engrais chimiques. Seuls les amendements organiques grâce à la fumure animale et aux ordures ménagères sont pratiqués, mais quasi uniquement sur les sols de l'aire habitée.

*

* *

Avant de tirer les conclusions de l'analyse des conditions bioclimatiques, il convient d'évoquer brièvement un élément non moins important de l'écologie, également point de disparité capital entre les deux régions: la végétation.

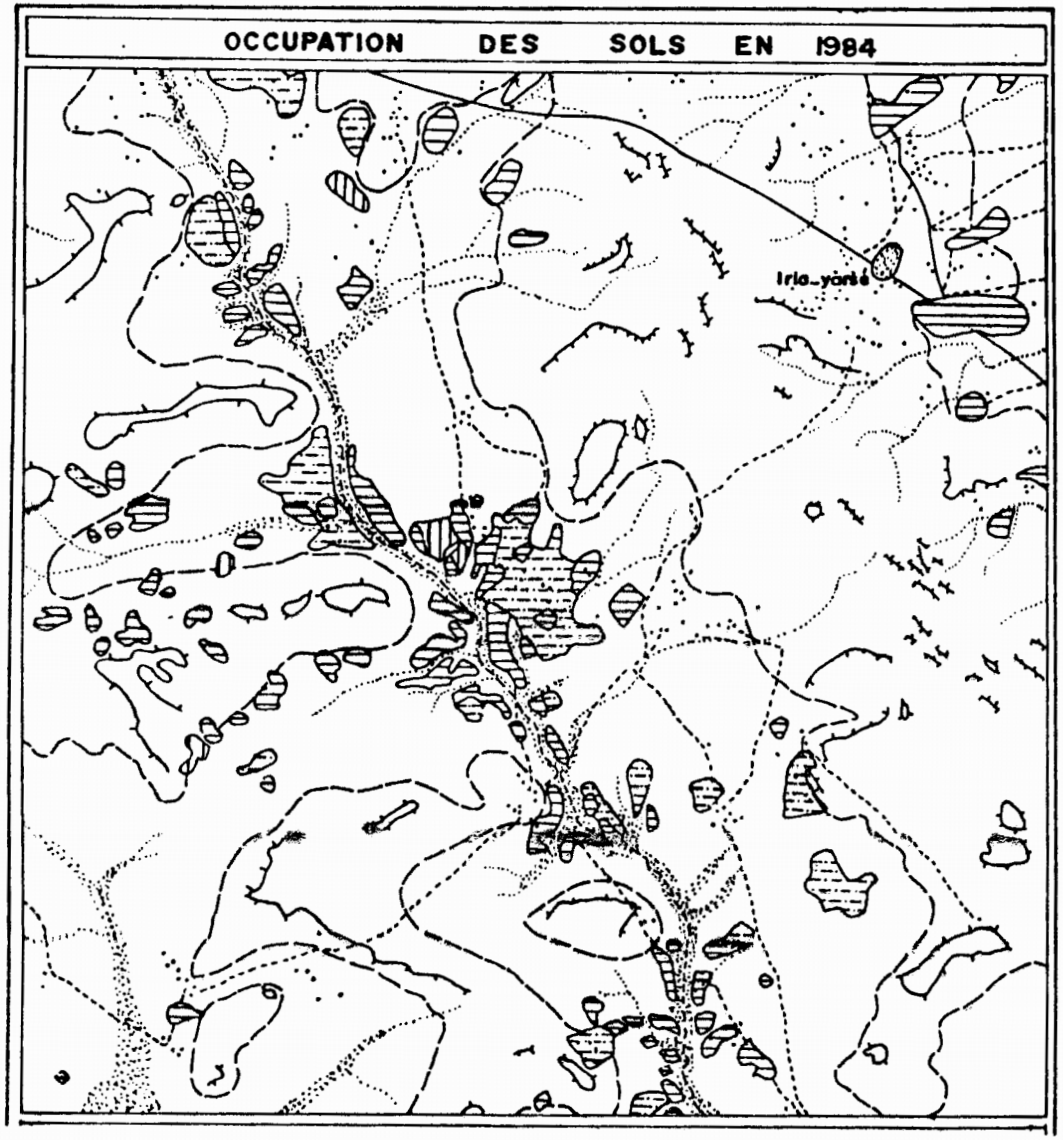
La sécheresse et le processus de désertification qui lui est lié ont, au Yatênga, entamé le développement et la composition de la flore. La réalité de

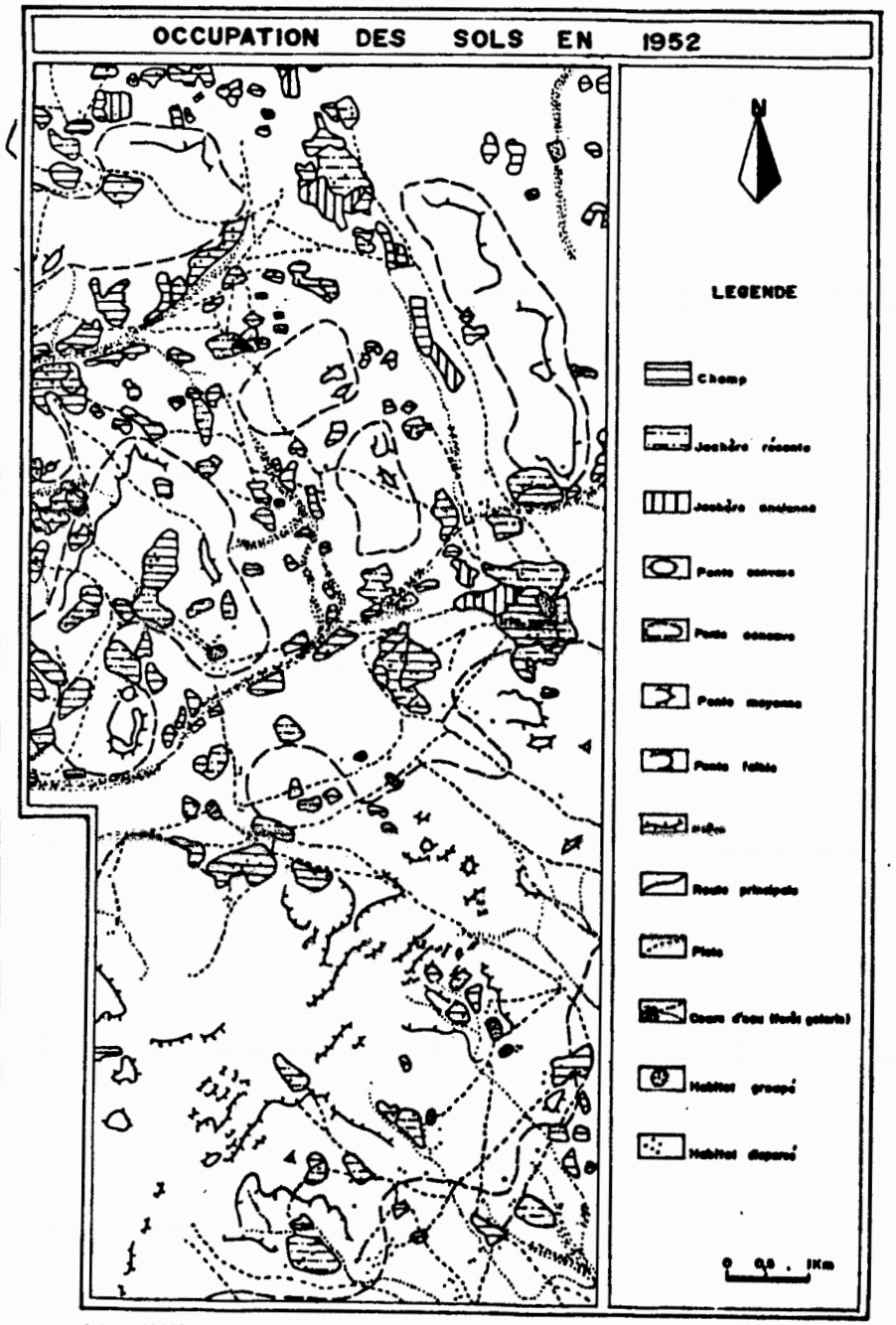
---

23 MARCHAL (1983,p.203) a calculé pour le Centre-Yatênga 40 % de sol de valeur agronomique médiocre et 60 % de sol d'aptitude "moyenne" à "très bonne".
Dans la Kossi on estime à environ 60 % de bons sols, 25 % de sols moyens et 15 % de sols médiocres à mauvais.

Carte n°9

EVOLUTION DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE A IRIA YARSE





Auteur : DRABO Issa, Sources RVA., I.G.N., I.G.B., 12.06.88. Interprétation et cartographie du [illegible]

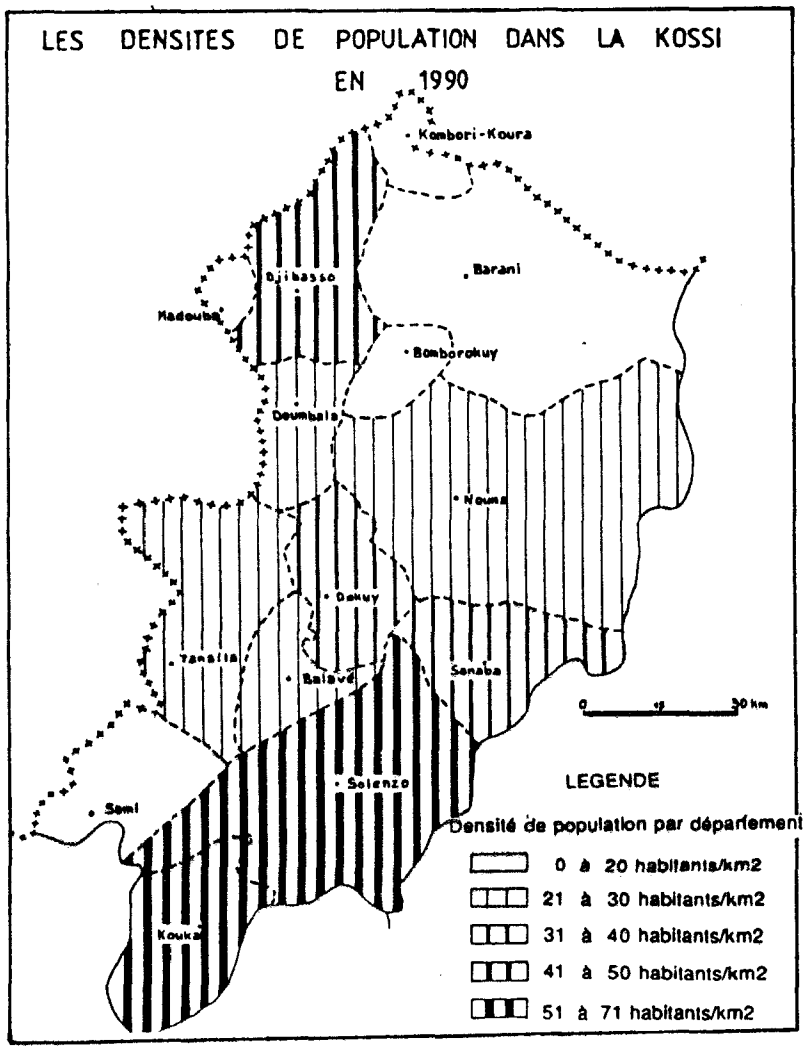
la régression de la végétation tant en ce qui concerne sa composition que son étendue y est très patente. Hormis la végétation le long des cours d'eau (relique d'une végétation dense totalement disparue), le paysage y est constitué de savane à dominance arbustive et herbeuse et de steppe à épineux. Les espèces ligneuses et la flore rampante qui pour leurs fruits, leurs tubercules ou leurs feuilles entraient jadis dans la composition alimentaire des populations en particulier en période de grande famine, sont de nos jours soumises à l'action anthropique et animalière dans la plupart des *brousses.* En outre le déficit pluviométrique ne leur permet plus à l'évidence qu'une production médiocre, voire nulle certaines années. C'est le cas des espèces arborées telles que *Vitellaria paradoxa* (karité), *Sclérocarya birrea* (prunier), *Parkia biglobosa* (néré), *Tamarindus indica* (tamarinier), *Zizyphus mauritiaca* ou encore *Lannea acida*(iane), qui pour leur utilité ont été épargnées par les défrichements (savane-parc) et des espèces arbustives telles que *Acacia penata* (légumineuse), *Boscia sénégalensis* ... dont les graines peuvent au besoin constituer de plats de résistance.

En revanche dans la Kossi où les mêmes espèces apparaissent (en particulier les arbres), leur productivité du fait d'une pluviosité satisfaisante est très peu affectée. Mieux elles constituent dans bien des cas une source de revenus supplémentaire pour les populations; graines de néré pour la confection du *soumbala*, amandes de karité pour la fabrication du berre...

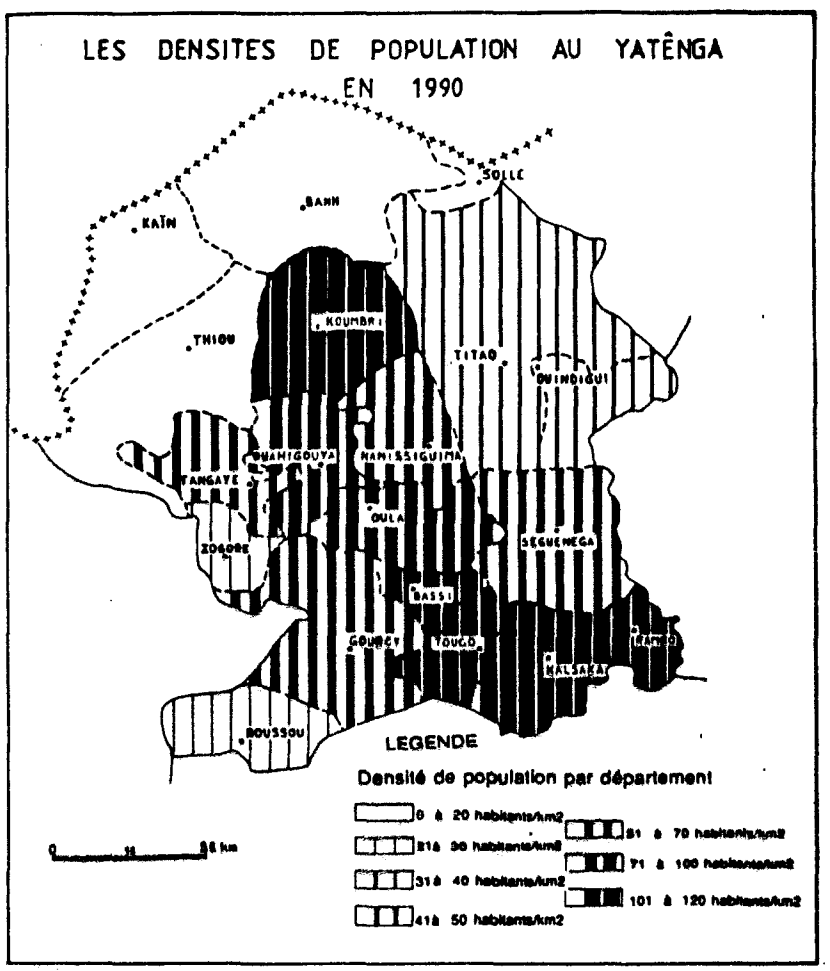
Dans l'ensemble la sur-exploitation du couvert végétal, dont le stade ultime de dégradation est déjà perceptible au Yatênga, est la conséquence de la péjoration climatique, de l'action humaine (importants défrichements à des fins agricoles, coupe de bois de chauffe, étêtement des arbustes pour les animaux) et du surpâturage, ne permet plus une bonne protection des sols contre l'érosion pluviale et éolienne.

En définitive, plus que les principaux facteurs édaphiques notamment la composition chimique et la structure des différents types de sols, l'élément essentiel de différenciation entre la Kossi et le Yatênga est la pluviométrie et par ricochet la végétation. La pluviométrie est donc un élément capital autant dans le développement des formations végétales que dans celui des cultures. C'est elle qui détermine également la richesse des espèces cultivées, le choix des cultures pratiquées et le volume de la production dans chaque région. Néanmoins faut-il lui imputer, à elle seule, les causes de l'insuffisance de la production vivrière au sein des ménages des régions étudiées? Non! Les mutations démographiques en cours semblent constituer un facteur amplificateur des impondérables climatiques et, pourquoi pas, la principale cause de déficit de la production chez certaines exploitations paysannes. Comme le pense MARCHAL (op. cit., p.716) à la suite de MARC (1906), la série climatique n'est qu'une circonstance aggravante et non déterminante, au moins dans certains cas, dans l'avènement des pénuries de vivres: " la sécheresse aggrave ce que le système agraire produit." Autrement dit, l'homme, par ses actes, a aussi une part de responsabilité importante dans l'état de blocage actuel.

Carte n°11



Carte n°10



I. DRABO

CHAPITRE II. LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE

Nos analyses s'appuieront pour une grande part sur la documentation existante en la matière [24] . L'étude de la population à laquelle nous nous livrons n'a pas pour but une évocation exhaustive des composantes de la démographie à la Kossi et au Yatênga mais tout simplement une analyse des tendances qui permette une compréhension des multiples situations et stratégies possibles portant sur la disponibilité en force de travail et en nourriture, sur la gestion de l'espace agricole...

Les populations de la Kossi et du Yatênga sont évaluées respectivement à 332 960 et 536 578 habitants par le recensement général de la population en 1985. Les taux d'accroissement annuels y sont estimés respectivement à 4,3 % et 2,2 % entre 1975 et 1985. Le fort taux de croît de la Kossi ne serait pas uniquement la différence entre les naissances et les décès, mais l'apport d'une population immigrante importante fuyant la sécheresse et les disettes sur le plateau moaga. De même le taux de croissance modéré du Yatênga, pourtant considéré comme une des régions du Burkina à fort dynamisme démographique, n'est que le résultat de l'importance des départs de la population à destination de la Côte d'Ivoire et des régions écologiquement plus favorables du territoire national. Soulignons que le taux de croissance annuel pour l'ensemble du pays est de 2,68 %.

---

[24] CLAIRIN,1970 ; COUREL (M.F.) et COUREL (A.), 1977 ; QUESNEL et VAUGELADE, 1975 ; MARCHAL, 1983.

A. Un fort accroissement démographique au Yatênga: un mythe.

Le Yatênga, à l'instar des autres royaumes du Moogo, a longtemps été considéré comme une région fortement humanisée, "un réservoir d'hommes", par l'administration coloniale. Dès 1897, le lieutenant VOULET qualifiait les densités du Moogo de fortes et les estimait de 30 à 35 habitants/ km2. Avec 250 000 habitants en 1930, les densités dans le Yatênga étaient estimées à 40 habitants/ km2, chiffre qui évolua très vite pour atteindre 60-70 habitants/ km2 en 1960 (DE GROENE, 1961) pour un effectif d'environ 415 000 personnes.

L'observation des taux de remplissage de l'espace montre une certaine rapidité dans l'augmentation de la population au Yatênga en dépit des départs importants en migration dont il est victime [25]. QUESNEL et VAUGELADE (1975) indiquent pour la période de 1961 à 1973 un taux d'accroissement des absents de 7 %. Déjà en 1957 un minimum de 56 479 personnes originaires du Yatênga étaient récensées hors du cercle: 25 289 dans le cercle de Djibo, 26 699 dans celui de Tougan et 4.491 dans le cercle de Nouna (MARCHAL, 1974).

D'une manière générale, l'accroissement démographique potentiel du Yatênga est élevé; il découle d'une fécondité élevée. L'indice de fécondité se situait à 6,6 enfants par femme en 1960 (COUREL et POOL, 1973) et 1976 (enquête post censitaire de 1976, p.32) ce qui est supérieur par exemple à

---

25 MARCHAL (1974) dénombre en 1970 et 1973 dans la sous-préfecture de Ouahigouya, le départ de 400 familles (3700 personnes au total) soit 2,6 % de la population rurale résidente.

celui des femmes bwa de la Kossi [26] .De plus, le taux de stérilité dans le Yatênga est peu élevé. Il est même inférieur à la moyenne nationale; 4,7 % pour les femmes ménopausées contre 6 % pour l'ensemble du pays. Ces deux facteurs biologiques favorables à la procréation ont été suivis, avec l'insertion,après la colonisation, de ces populations dans un système de santé moderne, d'une baisse relative de la mortalité tout particulièrement de la mortalité infantile et juvénile; d'où une croissance naturelle suffisamment forte aboutissant à un gonflement de la population.

Face à un fort dynamisme démographique et à ce haut potentiel de reproduction biologique dans une région en proie à des difficultés alimentaires, les Moose du Yatênga ont adopté une stratégie de stabilisation de leur territoire, comme on le voit généralement en pareille circonstance, par prélèvement et déversement du trop plein dans des zones de vide démographique.

Dès lors le fort accroissement démographique dont est crédité le Yatênga devient un mythe. Les chiffres sont là pour nous le signifier. CLAIRIN (op. cit.) a calculé pour la région un taux de croît annuel de 1,36 %. VAUGELADE et QUESNEL(op. cit.) en ont trouvé 1,8 %. MARCHAL (1983) a même calculé un taux de 0,5 % entre 1970 et 1975 correspondant à la période de la grande sécheresse. Ainsi donc le taux d'accroissement global

---

26 COUREL et POOL, 1973 (cités par FROMENT, 1988, p.19) indiquent un indice de fécondité de 5,5 pour les femmes bobo en 1976 qui détenaient avec leurs consoeurs bambara et bissa l'indice le plus bas. La moyenne nationale était de 6,1. Toutefois l'ethnie Bobo enregistrait l'un des taux de stérilité (45-49 ans) les plus forts 16,1 % contre seulement 4,7 % à l'ethnie Moaga. Pour CLAIRIN et CANTRELLE(op. cit.,p.37)ces taux corroborent "l'impression répandue sur le niveau élevé de la stérilité parmi les femmes bobo (femmes bwa et bobo fing). Pour plus de détail le lecteur peut se reporter aux travaux de ces deux auteurs.

du Yatênga connaît une baisse significative. Le double effet de la fécondité élevée et de la baisse relative de la mortalité infantile par amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène n'est pas en cause. La baisse du taux de croissance est tributaire de l'évolution des départs en émigration dont le volume est changeant en fonction de l'état des récoltes. En définitive le fort potentiel de croissance de la population yatengaise se trouve atténué par des courants migratoires qui constituent, nous allons le voir plus loin, un allègement du volume des besoins fonciers et alimentaires de la région. Mais avant, examinons l'évolution du volume de la population dans la Kossi.

B. Une évolution démographique modérée chez les autochtones de la Kossi.

Les Bwa et les Bobo, populations autochtones de la Kossi, sont classées parmi les groupes ethniques à faible taux de croissance démographique au Burkina Faso.

Le taux d'accroissement de 4,3 % l'an que connaît la région englobe les taux de croissance naturelle des autochtones et des allochtones et ceux des flux migratoires dont elle est bénéficiaire. Les conditions favorables de production vivrière et cotonnière dans la région ont suscité un courant migratoire animé par les paysans des contrées sèches. Déjà en 1957, IZARD-HERITIER et IZARD (1958, p.52) mentionnaient la présence de 4.491 Moose sur une population totale de 114 900 individus, soit une proportion d'immigrés de 3,9 %. En 1985 le C.R.P.A. dénombrait 105 339 migrants agricoles établis dans la Kossi, soit 36,2 % de la population résidente totale de la province. Comme on le voit, l'importance de la croissance naturelle dans cette partie du

pays n'est due en réalité qu'aux gains occasionnés par les arrivées massives de populations étrangères.

Même avec l'amélioration du système de santé et des conditions de vie d'ensemble, on note dans la Kossi, une faiblesse particulière de la fécondité des populations autochtones. L'indice de fécondité pour la femme bwa et bobo est nettement inférieur à celui de leurs consoeurs d'autres ethnies du Burkina. Les enquêtes menées par CAPRON [27] sur les composantes de la démographie des Bwa *pwesya* et *nahatusyo* de la rive gauche du Mouhoun (Kossi) montrent que la faiblesse de l'indice net de fécondité des femmes des deux sous groupes de l'ethnie bwa de la région [28] (3,7 enfants par femme ménopausée contre 5,7 pour l'ethnie moaga et 5,3 pour l'ensemble du pays), est aggravée par un taux de stérilité assez prononcé: 21,8 % dans le village ayant fait l'objet d'enquête par CAPRON. Au-delà de la particularité de ce village du reste relevée par l'auteur, l'enquête démographique de 1960-1961 à l'échelle nationale a dégagé une proportion de femmes stériles bwa et bobo de 17,8 %, près de trois fois supérieure à celle de l'ensemble du Burkina à l'époque (6,1 %). En 1976, malgré une légère amélioration, le taux bwa se situait encore loin de celui des Moose ; 16,1 % contre 4,2 % et 7,7 % pour la moyenne nationale. En 1985 il est de 6,9 % pour la Kossi, 5,2 % pour le Yatênga et 6 % pour l'ensemble du pays. Toutefois on doit accorder une moins grande importance à ces derniers chiffres. La globalisation des taux à

---

[27] CAPRON, 1973, pp 126-134

[28] Le taux de fécondité actuelle, c'est-à-dire le nombre de naissances vivantes de l'année à l'effectif des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans), calculé par CAPRON (op. cit. , p.128) est aussi inférieur (106 % pour les Bwa de Dissankuy ou 175 % pour l'ensemble du groupe Bwa) à celui de la moyenne nationale (197 %) et largement en deçà du taux observé chez les Moose (212 %).

l'échelle provinciale gomme les nuances locales et ethniques, plus intéressantes pour notre démonstration. La spectaculaire diminution du taux de stérilité de la Kossi en 1985 s'explique par la présence de femmes appartenant à d'autres groupes ethniques et témoigne de l'importance du phénomène d'immigration qui harmonise les clivages démographiques entre les régions.

Même s'il est hasardeux de généraliser à partir du seul exemple de Dissankuy qui pourrait être un cas isolé et conjoncturel, il semble aussi que chez les Bwa le taux de mortalité infantile (187 %),du même ordre que chez les Moose,soit plus élevé que la moyenne nationale (174 %).

La défaillance démographique des populations autochtones de la Kossi [29], dont la conséquence immédiate est une restriction de la descendance, c'est-à-dire une descendance familiale et une progéniture réduites, s'est longtemps traduite par une faible humanisation de l'espace.

Il résulte de ce bref aperçu sur l'évolution des composantes démographiques des autochtones bwa de la Kossi - nous n'irons pas jusqu'à dire une régression ou une stagnation démographique à l'image de ce qui est advenu à Dissankuy (régression de 1,9 % par an entre 1951 et 1956, CAPRON (op. cit., p.135) [30] - que la région, notamment dans sa partie

---

[29] Si les Peul, populations anciennement implantées dans la Kossi, sont aussi caractérisés par un faible indice de fécondité (5,7 enfants par femme) et un fort taux de stérilité (14,3 %), les Marka, autres "autochtones" de la région,sont quant à eux marqués par un fort dynamisme démographique relatif.

[30] CAPRON(ibid.,p.135) indique pour le village de Dissankuy que la constatation de la "régression lente mais continue" de la population, "rejoint l'expérience vécue des intéressés - pour qui l'affaiblissement démographique des familles, préoccupation majeure des villageois depuis plus d'un demi-siècle, ne présente aucun signe de fléchissement."

méridionale, a longtemps connu une augmentation naturelle très lente de sa population. Raisonnablement on peut fixer cette croissance à moins de 1,5 % l'an (le taux établi pour l'ensemble du Burkina en 1960-1961 est de 1,86 %). Le manque de vitalité démographique s'explique évidemment par le "niveau anormalement élevé de stérilité primaire féminine, (la) décroissance accélérée du taux de fécondité chez les femmes âgées de plus de 30 ans" (CAPRON, ibid.). Néanmoins, à l'échelle régionale cette modération dans l'évolution de la croissance démographique naturelle est aujourd'hui compensée par un important gain migratoire en provenance du nord du pays.

C. Les courants migratoires.

Pour partielle qu'elle ait été, l'analyse des quelques composantes de la situation démographique des populations autochtones dans le Yatênga et la Kossi a permis d'évaluer la capacité de reproduction biologique des sociétés concernées. Elle nous a permis en outre de constater une dynamique dans l'évolution démographique des deux régions, en particulier, l'inversion des taux d'accroissement: parler de démographie galopante au Yatênga est aujourd'hui un mythe tout comme est illusoire vouloir parler actuellement d'une faiblesse de la croissance de la population dans la Kossi.

La cause de cette inversion des tendances (ou l'atténuation des tendances antérieures) est la naissance puis la poursuite et l'intensification de flux migratoires entre la Kossi et un certain nombre de régions du pays : Yatênga, Passoré, Bulkiemdé, Bam, Sanmatenga et loin derrière Sourou, Oudalan,Soum... En cherchant à analyser brièvement ces mouvements de perte pour les uns et de gain pour l'autre des populations, nous nous

contenterons de nous limiter volontairement à la situation prévalant entre le Yatênga et la Kossi et de passer en revue les causes généralement invoquées pour rendre compte de leur existence.

Le Yatênga est une zone de tradition migratoire. Après la stabilisation de l'entité politique faisant suite à la conquête et à l'implantation des gens de YADEGA sur leur territoire actuel on a assisté, surtout à partir de la fin du XIXè siècle et du début du XXè, à des mouvements de migration pour des raisons diverses; fuite devant les travaux forcés et les recrutements militaires orchestrés par l'administration coloniale vers des "aires-refuges", ensuite départs volontaires spontanés ou organisés par l'administration vers la Côte d'Ivoire et l'Office du Niger au Mali et/ou les territoires contigus au Yatênga (Djelgodji et le pays samo principalement) et enfin avec l'indépendance, concurremment avec les migrations de travail à destination de la Côte d'Ivoire, des mouvements de colonisation agricole vont s'étendre à des territoires lointains (Kossi, Mouhoun, Houet) qui échappaient jusque-là à la convoitise des gens du Yatênga. Ce qui est évident et important à souligner,c'est que le Yatênga est une zone répulsive. Selon l'indice d'efficacité calculé par l'I.N.S.D. en 1985, c'est-à-dire le rapport de la migration nette à la migration brute qui renseigne sur le degré d'attractivité ou de répulsivité d'une zone, le Yatênga serait la province de plus forte émigration au Burkina: - 0,84 suivi du Passoré (- 0,75), du Sanmatenga (- 0,68)... Par contre la Kossi est parmi les trois premières provinces les plus attractives avec un indice de (+ 0,61) juste après la Sissili (+0,77) et le Houet (+ 0,63) (I.N.S.D., 1989, p.78).

L'examen chronologique des flux migratoires du Yatênga vers la Kossi révèle qu'en dehors de cas isolés, l'immigration moaga dans cette partie du

Burkina (alors cercle de Nouna) est récente. Elle débute entre 1930-1940 [31]. Elle n'est intervenue qu'après la détérioration des conditions de production dans les zones d'accueil traditionnelles des yatengais à savoir le Djelgodji et le pays samo. En 1957, IZARD-HERITIER et IZARD ne comptabilisaient que 4 491 Moose dans la région, soit 3,9 % de la population totale. De 8.000 en 1960 cet effectif va rapidement augmenter pour atteindre 10 000 sur une population migrante totale de 20 370 personnes en 1969, soit 49 % de la population étrangère. En 1975, les Moose de la Kossi représentaient toujours près de 50 %(49,96 % pour être précis) de la population immigrée: 23 000 Moose sur 46 032 colons agricoles recensés. En 1989 la population immigrante totale était estimée à 119 189 individus, soit environ 33 % de la population totale (natifs et allochtones confondus). Sur les 119 189 étrangers recensés par le C.R.P.A., on dénombrait 79 422 Moose soit 66,63 % de l'ensemble. Le Yatênga fournissait l'essentiel des contingents: 53 201 personnes, soit 44,63 % des colons et 66,98 % des Moose toutes origines confondues. En trente-deux ans (1957 à 1989) la proportion des immigrants dans la Kossi a été multipliée par près de dix. Celle des Moose doit se situer au même niveau. La proportion des Moose serait passée de 3,9 % de la population totale de la Kossi en 1957 (IZARD-HERITIER et IZARD) à 6,6 % en 1960, puis à 10 % en 1973 (BENOIT, op. cit.). En supposant que la progression de l'effectif des Moose soit restée régulière - c'est-à-dire la moitié de l'ensemble des immigrés de la région - leur proportion serait actuellement

---

31 BENOIT(1982, p.34), sur la foi de témoignages, fait remonter l'installation dans la Kossi des premières familles moose au cours des années 1920. Mais l'administration ne s'y est véritablement intéressée au phénomène qu'en 1937, année à laquelle elle recensait 700 Moose. Ces effectifs iront croissants pour atteindre 1.500 individus en 1939, 7.000 en 1952 et 8.000 en 1960.

d'environ 16,5 % de l'ensemble de la population. Cela n'est qu'un taux minimum dans la mesure où depuis la sécheresse de 1969-1973, le plateau moaga n'a connu que des crises alimentaires et que par conséquent les effectifs d'immigrants se sont amplifiés. En effet,il ressort de la grande enquête menée par SCHWARTZ en 1989-1990 que l'ethnie moaga fournit 20,7 % des exploitations agricoles de l'ensemble de l'aire cotonnière dont fait partie la Kossi. L'ampleur de l'immigration dans la Kossi n'est donc plus à démontrer ; un habitant sur trois est allochtone. Cela est très important. Il montre à quel point le poids des étrangers peut être déterminant dans la production, dans l'orientation de la vie socio-économique et dans la gestion de l'espace agraire.

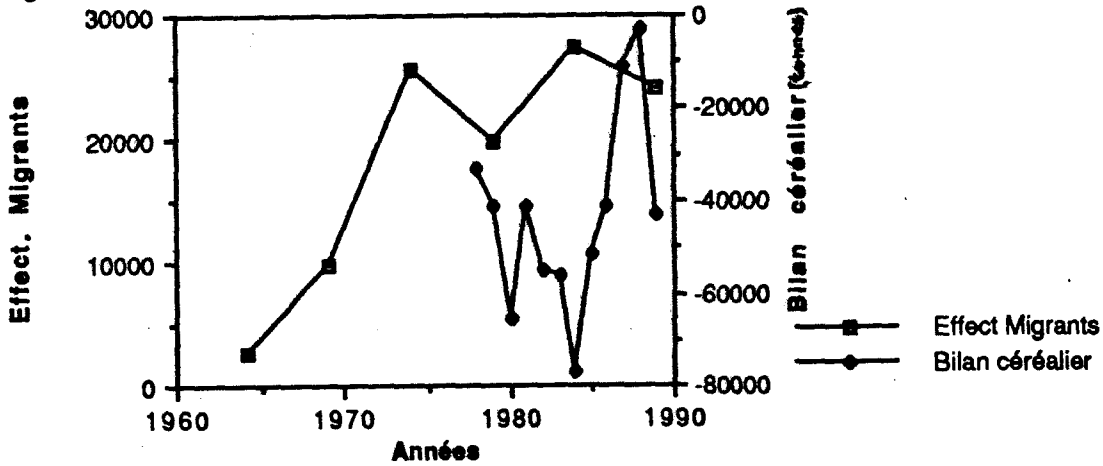
Tableau n° 1 : Effectifs des immigrants agricoles par département d'accueil dans la Kossi (situation en 1989)

		Balavé	Kouka	Sami	Sanaba	Solenzo	Tansila	Total
Ménages	Nombre	571	3313	143	1822	5297	935	12081
	%	35,7	61,42	23,4	57,49	47,24	28,91	47,91
Populations	Nombre	5080	32089	1388	17357	54806	8469	119189
	%	49,01	64,16	29,88	58,21	73,12	37,04	54,16

Source: Etabli à partir des données C.R.P.A. Boucle du Mouhoun

L'analyse par grandes périodes des flux migratoires dans la Kossi fait ressortir des fluctuations dans les volumes. Et lorsqu'on établit un rapprochement entre la chronologie des différentes vagues d'immigration moaga et les épisodes de disettes et de famines intervenues dans le Yatênga, il y a une concordance frappante. De 1969 à 1976 période de la grande sécheresse qui a durement éprouvé, à l'instar d'autres régions du Burkina et de l'Afrique sahélienne, le plateau moaga, le nombre des Moose est passé de 10 000 à 23 000 individus dans la Kossi, soit un bon de 130 % . L'évolution de l'immigration générale dans la Kossi obéit à cette même corrélation. En effet, le pic de 25 662 colons entre 1970 et 1974 et celui de 27 481 entre 1980-1984 (annexe IV) correspondent parfaitement aux séries de déficits céréaliers enregistrés dans le Yatênga. L'installation dans la Kossi de 12 042 immigrés pour la seule année de 1985 fait suite immédiatement à l'important déficit vivrier de la campagne agricole 1984-1985 au Yatênga (77 100 tonnes, soit 64 % des besoins céréaliers). Ceci nous amène à convenir avec MARCHAL (1983, p.667) que "l'émigration et l'état des récoltes sont interdépendants".

Figure 3: Corrélation entre l'état des récoltes au Yatênga et les flux migratoires à la Kossi



L'observation rapide de l'histoire de la trame d'implantation des Moose sur le territoire de la Kossi laisse percevoir une discrimination dans le choix des secteurs. Le dénombrement des Moose par canton dans l'ancien cercle de Nouna fait apparaitre justement des préférences. Ainsi le nord de la région, occupé par les communautés villageoises bwa, marka et peul, semble avoir été, dès le début de l'immigration moaga dans la Kossi, une aire d'*évitement* ou précisément de *contournement* pour les colons agricoles moose. Seules quelques implantations y sont signalées [32] . Or près de 60 % de l'espace y était constitué de terres vacantes.

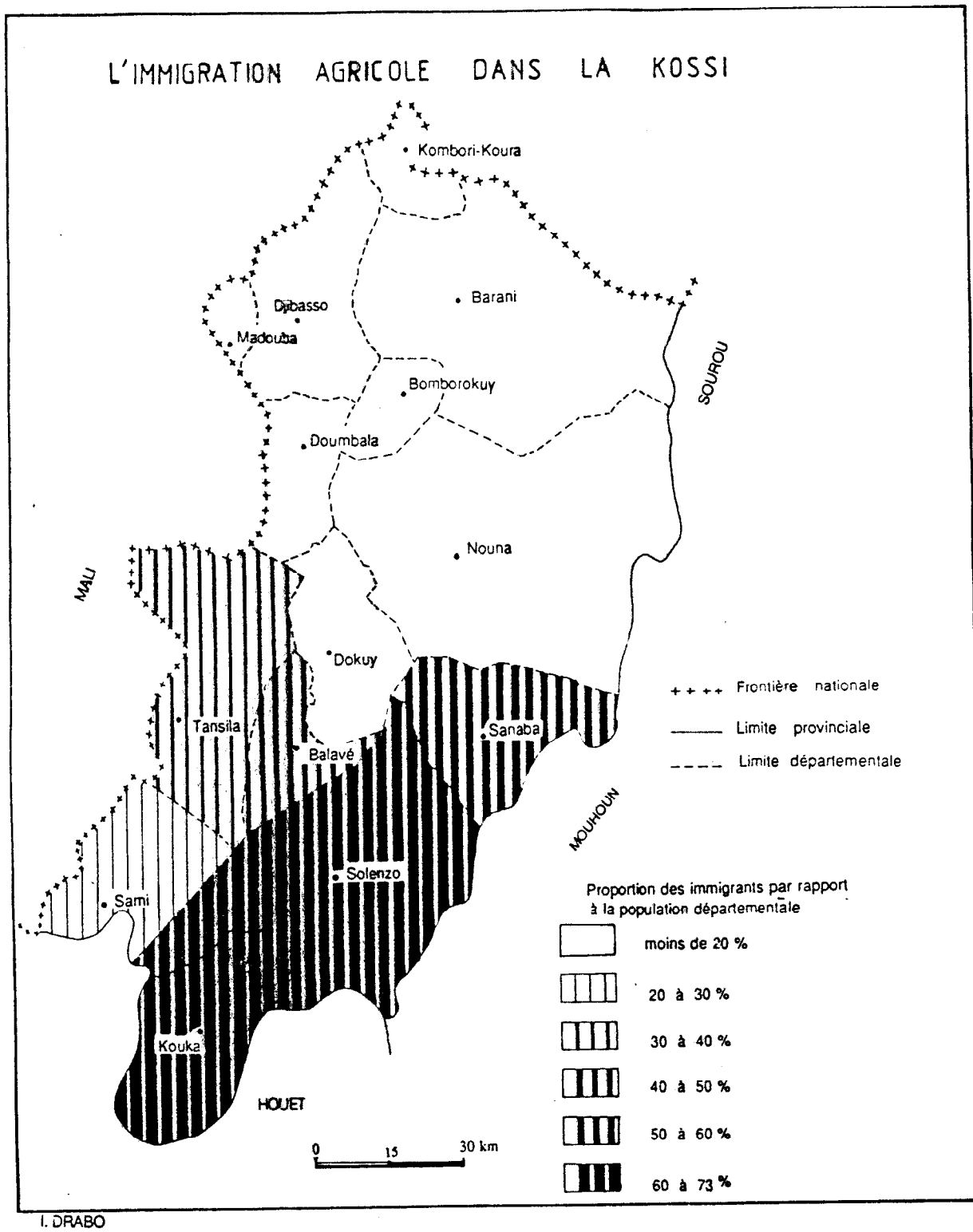
La colonisation agricole des Moose était surtout dirigée vers la partie méridionale de la région, la plus arrosée (800 à 1 100 mm), la plus ouverte (70 à 80 % des terres y étaient inexploitées) et dont les sols étaient les plus fertiles. En 1957, le canton de Sanaba comptait 1 415 Moose pour une population de 4 255 personnes et celui de Solenzo 571 pour 12 2795 habitants. Aujourd'hui, l'essentiel sinon la quasi-totalité des implantations moose se localise dans cette zone où, sur la foi de l'observation du terrain, des témoignages et des écrits [33] , la supériorité numérique des allochtones est évidente (tableau n° 1). Dans le département de Solenzo, l'enquête réalisée par le C.R.P.A. indique que 73 % des populationsde cette entité administrative sont constituées de migrants. La même tendance est repérable dans les départements de Sanaba et de Kouka. Seuls quelques rares isolats

---

[32] IZARD-HERITIER et IZARD (op. cit.,p.52) signalent la présence de 519 Moose seulement à Barani sur 31.572 personnes que compte le canton, 41 à Diokongo sur 9.299 et 719 à Soin sur 9.540 habitants.

[33] Enquête C.R.P.A. de 1989.
BENOIT, 1982

Carte n°8



I. DRABO

échappent encore à cette colonisation d'envergure des Moose. Ce sont les enclaves telles que Kouakoua et les zones excentriques telles que la bande de Tansila à Sami le long de la frontière avec le Mali. On note depuis quelques années un glissement du peuplement moaga, mais aussi de certaines populations autochtones de la région (en particulier celles du nord), vers la zone sud de la province (BENOIT, op. cit.; SCHWARTZ, 1991) qui reçoit en sus les anciens immigrés des premiers foyers de colonisation agricole devenus aujourd'hui,à cause de la saturation foncière et des conditions atmosphériques très mauvaises les caractérisant, des zones répulsives. Cette progression du front de la colonisation agricole s'étend au-delà du sud de la Kossi pour atteindre les provinces du Houet et du Kénédougou à mesure que les disponibilités en terres propices et les conditions générales de production dans la Kossi se détériorent (augmentation des risques agricoles). L'installation privilégiée des Moose entre l'axe Sanaba - Kouka et le fleuve Mouhoun obéit à trois principes majeurs: la disponibilité en terres, la fertilité des sols et la normalité de la pluviosité, c'est-à-dire les facteurs essentiels de bonne production.

L'évolution spatio-temporelle de l'immigration moaga dans la Kossi confirme l'opinion généralement émise que les flux migratoires tiendraient prioritairement à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire sur le plateau central. L'on cherche à échapper à la faim en se plaçant hors d'atteinte des risques agricoles. Toutefois à ces causes, il faudrait ajouter le manque de terre cultivable par congestion de l'espace au Yatênga[34] conséquence de

---

[34] En 1937 un administrateur du Yatênga prenant conscience de la saturation des terroirs écrivait:"...j'estime que la véritable cause de ces mouvements (les départs des administrés sans autorisation) réside (...) dans l'insuffisance des terrains de culture existant aux abords des villages actuels." (cité par MARCHAL, 1983)

méthodes culturales "extensives", de péjoration climatique et de pression démographique, l'attrait du niveau de vie plus élevé du paysannat dans la Kossi grâce au revenu cotonnier, des considérations plus psychologiques telles la fuite devant la honte [35] , le banissement, etc., l'effet boule-de-neige bien connu dans les mouvements de migration et enfin la politique de l'Etat en matière de gestion foncière et agraire.

Lorsqu'on se place à l'échelle des familles pour analyser les départs en migration des gens du Yatênga, on se rend bien compte que l'immigartion agricole apparaît comme une soupape de sécurité pour contourner les impondérables de la production céréalière. Rares sont les familles du Yatênga ne possédant aucun représentant dans l'univers de la migration. Tout se passe comme si les familles-mères restées sur la terre des ancêtres envoyaient des *mandataires* ou des *doubles* de leur groupe pour entreprendre dans la zone de colonisation une oeuvre de production et d'accumulation désormais compromise au Yatênga et les gains en migration viendraient en compensation des pertes dont sont victimes les premières. Nous en reparlerons dans la deuxième partie de notre travail. D'ores et déjà on peut retenir, à la suite de LESOURD (1984, p.353) parlant des Baoulé dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, que "malgré l'éloignement, le village de départ reste le principal foyer social, économique et culturel du pionnier et l'espace ethnique (moaga pour ce qui nous concerne) apparaît de plus en plus comme bipolarisé".

A l'évidence, les départs en migration qui concernent principalement la portion dynamique de la population du Yatênga constituent un facteur

---

35 BENOIT(op. cit., p.72) fait remarquer que "la disette comme cause de la migration ne fait pas l'unanimité, tant s'en faut! Il y a la faim mais aussi la honte et le besoin de la brousse pour l'oublier, se faire oublier et assumer sa condition."

important de la diminution de la capacité productive de la région et des exploitations qui en sont victimes. Toutefois, sont-ils les seuls motifs de baisse de la population active sur laquelle repose la production? C'est ce que nous allons essayer de cerner maintenant.

D. La baisse de la population active.

Selon les résultats du dernier recensement général de la population de 1985, la structure par sexe de la population donne un avantage numérique aux femmes qui représentent 54,22 % de la population de la province du Yatênga (la moyenne nationale en milieu rural étant de 52,30 %) [36] . Dans la Kossi, les femmes et les hommes sont sensiblement égaux en proportion: respectivement 50,05 % et 49,95%[37] . Cela donne au Yatênga un rapport de masculinité assez faible (84,40) et dans la Kossi un taux plus équilibré (99,80 %). Rapportés à l'âge, ces rapports de masculinité présentent un déficit assez prononcé au Yatênga (70,84 %), atténué à la Kossi (95,70%) pour la tranche d'âge active de la population rurale (15 à 64 ans). Or on sait qu'avec un emploi de temps très chargé par des activités multiples (cuisine, recherche d'eau, entretien de bébé, ...) la femme ne peut être, notamment en période de procréation, une active-agricole à productivité élevée [38] .

---

[36] I.N.S.D., décembre 1989, p.151

[37] Idem, p.182

[38] La participation féminine aux activités agricoles est variable selon les ethnies. Chez les Moose elle est très impliquée dans l'exécution de toutes les tâches culturales à l'exception du défrichement. De plus, en dehors du champ collectif, elle dispose d'un champ personnel. En revanche chez les Bwa, sa participation est faible: non seulement

Les déficits masculins rélevés, en particulier aux âges actifs, sont incriminés aux départs en migration qui touchent sélectivement cette frange de la population rurale. La conséquence immédiate de cette réduction du nombre d'actifs agricoles, accentuée par une importance relative de la popuplation à charge (moins de 15 ans et les plus de 64 ans représentant 55,90 % de la population totale du Yatênga et 51,77 % de celle de la Kossi) sous l'effet combiné de la baisse de la mortalité et de la *forte* natalité relatives, est un accroissement de la charge des actifs.

Au Yatênga le nombre de personnes à charge par actif agricole est de 1,27 contre 1,07 dans la Kossi. A Iria Yarsé, notre village-échantillon au Yatênga, il est de 0,78 (nettement en deçà de la moyenne provinciale) ce qui semble être une exception. Cette particularité du village d'Iria ne saurait s'expliquer que par les ponctions migratoires; village de très forte émigration (le nombre de ménages en migration est 1,9 fois supérieur à celui des ménages présents; 78 contre 41 en 1992), la faiblesse du poids des inactifs sur la population active est liée à une baisse de la croissance démographique imputable aux départs des populations (hommes comme femmes) en âge de procréer. A Bonza dans la Kossi, l'actif agricole a en charge 1,09 inactif (1 247 inactifs pour 1 136 actifs). A Kouakoua le rapport est de 1,32 (267 pour 201). Le C.R.P.A. de la Boucle du Mouhoun a calculé en 1989 pour le secteur de Solenzo, dont relèvent nos deux villages-échantillons, 1,15 inactifs pour un actif. Cette charge des adultes en activité étaient aisément supportable lorsque la production était organisée dans le cadre d'exploitation de grande taille. Aujourd'hui les choses se présentent autrement.

---

elle n'entretient pas de champ personnel mais aussi dans les champs collectifs elle ne prend pas part à des opérations culturales clées comme la préparation du champ (buttage).

A Kouakoua la moyenne des unités familiales est de 5,32 personnes (4,5 chez les Bwa du village). Les exploitations de moins de six personnes représentent 58 % de l'ensemble; celles de six à dix personnes 34 %; onze à vingt , 7 % et vingt à vingt-quatre seulement 1 %. Dans le temps les unités de production rassemblaient cinquante à cent personnes en moyenne. A Bonza , village quasi exclusivement peuplé d'immigrants moose, la taille moyenne des unités domestiques est de 11,64 individus. En revanche à Iria Yarsé en pays moaga (Yatênga) le nombre moyen de personnes par unité n'est plus que de 9,68 ; là aussi,seulement 5 % des unités de production regroupent plus de vingt personnes.

Tableau n°2: Taille des unités de production (en pourcentage)

	YATENGA	KOSSI	
Taille	Iria Yarsé	Bonza	Kouakoua
1 à 5 personnes	26,83	5,62	57,95
6 à 10 "	41,46	30	34,09
11 à 15 "	21,95	31,88	3,41
16 à 20 "	4,88	13,75	3,41
21 à 25 "	2,44	5,62	1,14
26 à 30 "	0	5	0
Plus de 30"	2,44	8,13	0

Tableau n° 3 : Taille des unités de production selon les ethnies dans la Kossi (en %)

Taille	KOUAKOUA			BONZA		
	Bwa	Marka	Peul	Moose	Dogon	Peul
1 à 5 personnes	63,24	53,85	14,29	5,49	11,11	0
6 à 10 personnes	33,82	30,77	42,86	29,46	33,33	40
11 à 15 presonnes	2,94	0	14,29	32,19	33,33	20
16 à 20 personnes	0	15,38	14,28	13,01	11,11	40
21 à 25 personnes	0	0	14,28	6,16	0	0
26 à 30 personnes	0	0	0	4,79	11,12	0
Plus de 30 personnes	0	0	0	8,9	0	0

Deux remarques s'imposent à l'observation des tableaux n°2 et 3:

- avec la fragmentation des unités familiales, la dimension des unités de production dérivées a baissé de façon générale, mais le degré de cette diminution est variable selon les ethnies. Il est paradoxalement plus fort chez les Bwa où le mouvement est récent par rapport aux Moose.

- la seconde remarque est l'écart assez important entre la taille des unités de production moose dans le Yatênga et la taille de celles ayant migré dans la zone de colonisation; les secondes sont plus grandes que les premières. Cela confirme ce que des auteurs comme BENOIT (1982) et IZARD-HERITIER et IZARD (1958) ont soutenu: la propension à la reconstitution de grandes

familles dans les localités d'accueil par les migrants moose lorsque les conditions d'existence sont excellentes.

L'examen du nombre d'actifs par ménage agricole confirme également la baisse tendancielle du nombre de travailleurs par famille. Au-delà de toutes nuances ethniques, le ménage agricole compte en moyenne aujourd'hui 3 à 4 actifs. Les évolutions sociales et économiques récentes ont conduit autant au Yatênga que dans la Kossi à un éclatement des anciennes structures de production. De la forte capacité de mobilisation de main-d'oeuvre (plusieurs dizaines d'actifs) pour l'exécution des tâches de production agricole des unités étendues, on a évolué vers des unités de production restreintes où la main-d'oeuvre disponible est réduite. En dehors de Bonza où le nombre moyen de personnes actives est relativement élevé (8 personnes environ) pour les raisons déjà évoquées, à Iria et surtout à Kouakoua il n'est plus que respectivement de 5,5 et de 3. Dans la dernière localité environ 74% des unités de production ont entre un et trois actifs, 25% entre quatre et dix et uniquement 1% pour celles ayant plus de dix travailleurs. La tendance observée à Iria est assez semblable à celle de Kouakoua. Par contre à Bonza la proportion des ménages ayant plusieurs actifs est plus importante; 55% des unités y ont plus de six travailleurs.

Tableau n°4 : Répartition des actifs par unité de production (en %)

Nombre d'actifs	KOSSI		YATENGA
	Kouakoua	Bonza	Iria Yarsé
1	5,68	0,62	4,88
2	48,86	5	9,76
3	19,32	5,63	17,07
4	17,05	15	12,19
5	1,14	11,25	19,51
6	2,27	7,5	9,76
7	1,14	13,13	4,88
8	0	11,25	12,19
9	2,27	6,25	2,44
10	1,14	4,38	0
11	0	3,13	2,44
12	0	3,12	0
13	0	1,88	2,44
14	0	2,50	0
15	1,14	0,63	0
16 et plus	0	8,73	2,44

Tableau n° 5 : Répartition des actifs par unité de production selon les ethnies dans la Kossi (en %)

Nombre d'actifs	KOUAKOUA			BONZA		
	Bwa	Marka	Peul	Moose	Dogon	Peul
1	5,88	7,69	0	0,68	0	0
2	54,41	38,46	14,29	3,43	22,22	20
3	20,59	23,08	0	5,48	11,11	0
4	14,7	23,08	28,57	16,44	0	0
5	1,47	0	0	9,59	11,12	60
6	2,94	0	0	8,22	0	0
7	0	0	14,29	13,01	22,22	0
8	0	0	0	11,64	11,11	0
9	0	7,69	14,29	6,85	0	0
10	0	0	14,28	3,43	11,11	20
11	0	0	0	3,43	0	0
12	0	0	0	3,43	0	0
13	0	0	0	2,05	0	0
14	0	0	0	2,74	0	0
15	0	0	14,28	0,68	0	0
16 etplus	0	0	0	8,9	11,11	0

La généralisation de l'atomisation des exploitations (TALLET, 1984, p.394) s'est soldée par une augmentation de la charge par actif agricole (une famille conjugale se retrouve avec plusieurs enfants non encore productifs) donc un accroissement des difficultés et, pour boucler la boucle, une accélération du processus de segmentation [39] là où il ya encore regroupement de plusieurs "ménages conjugaux." Cette charge est d'autant plus pesante que les conditions de production (pluviométrie et sol) sont des plus aléatoires, comme c'est le cas au Yatênga. En effet, dans le système

[39] La segmentation intervient d'autant plus rapidement que les unités de production sont pauvres, n'arrivent pas àsatisfaire les besoins alimentaires des membres du groupe.

traditionnel de production où l'importance de la taille des unités (en particulier le nombre d'actifs) bonifie dans une certaine mesure la productivité des terres cultivées grâce à la minutie des pratiques culturales (soins culturaux) en dépit de la réduction du temps des travaux par travailleur (l'étude de MARCHAL, 1974 est très intéressante de ce point de vue), une diminution de leur taille conduit à une baisse de la productivité - malgré un accroissement du volume du temps de travail - due à un difficile respect du calendrier agricole.

La réunion de plusieurs ménages en une unité de production (ménage du chef de famille auquel s'ajoutent ceux des frères et des fils mariés) ne constitue de nos jours qu'un cas isolé. Comme le signale TALLET (op. cit., p.396), "le nombre d'exploitations formées de familles nucléaires se multiplie". Que ce soit dans la Kossi ou au Yatênga où les conditions de production sont particulièrement désastreuses, la restriction du nombre d'actifs a naturellement des répercussions malencontreuses sur la capacité de couverture des besoins de l'exploitation qui reste sensible à tous les imprévus possibles. Quand par exemple "la production vivrière de l'année repose sur deux ou trois actifs, les répercussions des maladies (donc des incapacités à travailler) peuvent être catastrophiques, surtout si elles surviennent lors des périodes de presse agricole (semis,sarclages)."(TALLET, ibid.). Dans le contexte de recul des formes traditionnelles d'entraide, le processus d'éclatement des structures anciennes fragilise le système alimentaire des unités de production dérivées par accroissement des risques agricoles. Dans un système de production de type traditionnel, l'idéal serait que l'exploitation ait un effectif de travailleurs suffisamment grand pour pouvoir produire en quantité suffisante pour la consommation familiale. Sinon et comme le souligne GUEBHARD (pp.130-131) "isolés ou peu nombreux, les indigènes sont impuissants à réaliser les travaux importants de débroussaillement, de

labours, de semailles, les multiples soins culturaux qu'exigent les opérations agricoles; (et dès lors) la famine, la pauvreté sont l'apanage des cases (exploitations) restreintes..."

L'âge des chefs des ménages est aussi intéressant à appréhender en raison des implications sociales mais surtout économiques qui y sont liées; en particulier la dimension et la cohésion des ménages, l'engagement dans l'économie de marché, les comportements productifs et commerciaux. Nous en reparlerons. Pour l'instant retenons que l'âge moyen des chefs d'exploitation est de 49 ans à Bonza, 40 ans à Kouakoua et 58 ans et demi à Iria. La jeunesse des chefs de ménage chez les autochtones bwa de Kouakoua confirme le caractère récent et l'ampleur de l'émiettement des grandes cellules familiales.

Le dysfonctionnement du système de production au niveau des ménages, notamment l'inadéquation entre production céréalière et besoins de consommation autant sur le plateau moaga que dans le Bwamu est imputable certes aux déboires climatiques mais s'explique en partie aussi, dans certains cas, par la déstructuration de l'appareil familial préexistant et le comportement démographique actuel. Au total la croissance démographique dans les campagnes se traduit par une raréfaction de la main-d'oeuvre agricole donc par une baisse relative de la force de travail.

*

* *

Au terme de cette approche de la question démographique, il apparaît que les caractéristiques démographiques dans le Yatênga et à la Kossi sont en pleine évolution remettant ainsi en cause certaines idées reçues.

L'important flux migratoire qui existe entre les deux régions a fini par émousser les disparités portant sur l'accroissement démographique régional. Il en est même résulté une régulation, voire une inversion des taux de croissance naturelle des populations des deux régions. En effet d'une progression initialement très lente de la population, la Kossi, grâce à un gain migratoire, connaît de nos jours une évolution démographique globale accélérée. A l'opposée le Yatênga, en raison du départ en migration de ses fils, enregistre ces dernières décennies une baisse substantielle de son potentiel humain.

De façon générale, le démantèlement des anciennes grandes familles en de multiples unités de production de taille réduite a engendré un déséquilibre en main-d'oeuvre. Toutefois, en fonction de la taille des exploitations, une différenciation ethnique peut être faite. Chez les Bwa et les Bobo où le phénomène est pourtant récent, le nombre de personnes par exploitation est le plus faible. En revanche chez les Moose où il est plus ancien, la taille des unités de production est plus grande. Mieux, elle est plus grande encore chez les immigrants moose bénéficiant de meilleures conditions d'existence dans la Kossi.

Le déficit en main-d'oeuvre dans les unités domestiques dérivées y accroît la charge de l'actif agricole. Si dans la Kossi l'utilisation des équipements agricoles modernes (charrue, tracteur,...) - quoique leur acquisition et leur exploitation efficiente exigent un certain nombre de travailleurs (8 à 10 actifs minimum, taille réclamée par la SO.FI.TEX. pour l'octroi du crédit-tracteur) - peut compenser, par l'augmentation des superficies cultivées, le manque à gagner qui résulte du déficit en main-d'oeuvre, au Yatênga, où prédomine la culture manuelle et où les conditions

de production sont défavorables, la carence en actifs introduit à coup sûr une défaillance dans la conduite des opérations culturales et dans la production.

La mécanisation agricole puis surtout l'arrivée massive de colons dans la région ont entraîné une mise en valeur accélérée de l'espace agraire dans la kossi. Pour mieux comprendre et apprécier cette colonisation rapide de l'aire cotonnière de la Kossi, bien souvent attribuée aux immigrants moose, un regard sur la dynamique de l'occupation de l'espace au Yatênga et à la Kossi est nécessaire.

CHAPITRE III. OCCUPATION DE L'ESPACE ET SYSTEMES DE PRODUCTION

Incontestablement la démographie est une donnée importante qui influence grandement l'intensité et le mode d'occupation du sol dans le monde rural. Les évolutions démographiques constatées dans le Yatênga et la Kossi ont des répercussions évidentes sur l'organisation des terroirs villageois, la gestion du foncier et par ricochet sur les possibilités de production agricole. L'ampleur du défrichement, la saturation quasi totale de certains terroirs tiennent à un accroissement démographique rapide de ces sociétés et à une augmentation correspondante des besoins en terres de culture grâce aux effets conjugués de la croissance naturelle et des mouvements des hommes. En effet, si l'augmentation de la population au Yatênga est uniquement due au surcroît de la natalité sur la mortalité, celle de la Kossi, liée timidement au même phénomène (du moins anciennement), est surtout accentuée par un mouvement migratoire important en provenance des régions éprouvées par la sécheresse. Du coup le sous-peuplement que connaissait la Kossi jusqu'aux années 1960 s'est pratiquement mué en une forte humanisation de l'espace dans certains secteurs qui, très bientôt, pourrait conduire au même résultat qu'au Yatênga, à savoir le manque de terres labourables. Cette évolution récente de l'occupation foncière dans la Kossi se traduit déjà dans bon nombre de villages par des tensions, notamment entre autochtones et allochtones.

B. La dynamique agraire et foncière.

Principale source de biens qui assure l'existence comme l'écrivait KOHLER, la terre, autant chez les populations du Yatênga que chez celles de la Kossi d'ailleurs, a des dimensions à la fois religieuses, socio-politiques et économiques. Elle appartient selon les traditions à la fois aux morts et aux vivants. De ce point de vue, elle ne doit pas être accaparée par un individu au détriment de son semblable et ne peut être interdite à quiconque, soit-il étranger, pour exploitation s'il n'a pas transgressé les us et coutumes y afférents. En outre, dans les deux traditions, elle ne doit pas faire l'objet de vente.

Mais avec les mutations générales que connaissent ces sociétés (perte du caractère sacré de la terre, nouvelles orientations socio-économiques, augmentation de la population et des besoins en terres de culture...), on assiste à une évolution du régime foncier mettant ainsi en cause, ouvertement ou tacitement, les anciennes conceptions du droit foncier, en particulier son inaliénabilité. La conjugaison des effets de l'expansion démographique et de l'accroissement des besoins de consommation indivuduels (alimentaires, produits manufacturés, biens d'équipement,...) s'est traduite dans l'espace par une extension souvent spectaculaire des aires d'implantation de l'habitat. Néanmoins si la tendance générale est à la saturation des zones ou secteurs, l'acuité de problème n'est pas la même au Yatênga et à la Kossi.

1. Au Yatênga, un espace agricole "fini"

Avant l'arrivée des *Nakombse* au XVIè siècle, l'espace aujourd'hui appelé Yatênga était contrôlé par les Kurumba dans sa partie septentrionale

en "un semis lâche" et, dans sa partie méridionale, par les Kibse qui auraient mis en place un peuplement plus dense (MARCHAL, op. cit., pp.699-700). De vastes portions d'espace étaient quasi vides. Mais pendant trois siècles, et sous la houlette des différents *Naba* (rois des Moose) qui se sont succédés aux commandes du royaume ainsi créé, va se dérouler le remplissage de proche en proche du territoire aujourd'hui dévolu aux *yatengbîise* [40].

Le fort accroissement démographique qu'a connu cette société depuis son implantation qui a fait qu'une population de plus en plus nombreuse a été amenée à vivre dans un espace de plus en plus délimité, circonscrit, donc inextensible, a conduit à la saturation foncière de la région. Résultat d'un long processus d'occupation de l'espace, le Yatênga est l'exemple type au Burkina Faso d'une surcharge foncière plus ou moins stabilisée depuis pratiquement le début des années 1970, parfois nettement avant. Il est quasiment impossible d'étendre désormais les surfaces cultivées dans bien des contrées de la région. Les témoignages des premiers explorateurs (BINGER, 1892), chefs militaires (VOULET, 1897) et administrateurs (TERRIER, 1898 ; MARC, 1909) rapportés par MARCHAL (op. cit., pp.712-713) reconnaissent unaniment la forte densité de peuplement dans le pays des gens de YADEGA - même si certains chiffres appellent des réserves; 20 habitants/ km2 selon BINGER, 30 à 35 selon VOULET, 37,5 à 50 pour MARC - et une forte exploitation de l'espace. MARC écrivait déjà en 1909 que ce qui frappe l'observateur c'est "l'aspect dénudé que présente le paysage" et "la surface défrichée considérable". La forte humanisation de l'espace était déjà effective. A preuve MARC se faisait écho des premiers "glissements" de population hors du Moogo. Plus tard IZARD (1970), MARCHAL (1974,1983), HERITIER-IZARD

---

40 Pour plus d'informations sur la mise en place du peuplement des gens du Yatênga, le lecteur peut se reporter aux ouvrages de IZARD (1980) et de MARCHAL (1983) qui seront beaucoup cités dans ce passage.

(1974), etc. évoquent la pénétration par les Moose d'espaces jouxtant le Yatênga comme si l'on cherchait coûte que coûte à restaurer l'équilibre entre la population et l'espace disponible qui se présente comme étant "fini". Toutefois, comme il ressort des différents propos, la saturation du Yatênga n'est pas le résultat d'une densification de l'occupation par tassement de la population - dans certaines contrées de la région on en trouve - mais celui surtout d'une extension de l'occupation foncière. La forte occupation de l'espace est loin d'être le fait d'une explosion démographique; elle est inhérente à "une vision" de l'espace donc un fait de société, une "option".

Les études monographiques menées à Sodin et à Iria Yarsé sont très révélatrices de cet état de fait. Il n'existe plus de terres vierges dans ces localités; toutes les terres, même celles situées à la périphérie des terroirs, sont défrichées depuis longtemps. Actuellement environ 58 % du terroir de Sodin et 36 % de celui d'Iria sont mis en culture. Ces taux d'occupation du sol atteignent respectivement 92 et 86 % lorsqu'on exclut les terres incultivables et les jachères récentes. Effectivement de manière générale, l'indisponibilité en terres suite à la croissance démographique est accentuée par l'épuisement et l'induration de certaines terres jadis exploitées dans un proche passé. Cette caractéristique des sols est en partie responsable de l'impossibilité d'ouvrir un champ de plusieurs hectares d'un seul tenant sur le même site [41] (champ par plages): d'où un nombre élevé de champs par ménage (3,21 parcelles par ménage agricole à Iria et 3,7 à Sodin) localisés

---

[41] La multiplication des champs sur des sites différents est aussi une pratique délibérée des paysans du Yatênga lorsque cela est possible, dans le but d'accroître les chances de tirer parti d'une pluviométrie très capricieuse et très irrégulièrement repartie spatialement même à l'échelle d'un village. Il est très fréquent maintenant, au cours d'une campagne agricole, qu'un secteur de village (les champs d'un quartier ou quelques champs d'un quartier...) bénéficie d'une pluviosité suffisante et bien répartie dans le temps alors que les autres en manquent.

assez souvent dans la même aire géographique et la même auréole. La plupart des jeunes ménages (53 % à Iria, 61 % à Sodin) sont dans une situation de confinement géographique (ils n'ont accès surtout qu'aux périphéries des terroirs) limitant leur marge de manoeuvre dans l'ouverture des champs. La ségrégation dans la gestion de l'espace agraire du Yatênga, que souligne très bien MARCHAL (1974), se situe aussi au niveau de l'occupation des types de sol: les meilleures terres (les bas-fonds hydromorphes dont le potentiel de fertilité est meilleur et la capacité de rétention d'humidité grande, les terres de l'aire habitée sous parc à *Acacia albida*...) sont accaparées surtout par les aînés et les chefferies.

Au Yatênga seulement 30 % des terres sont actuellement cultivables (369.000 ha). Le taux d'occupation moyen par rapport aux superficies emblavables qui s'établit à environ 50 % atteint 80-100 % et plus dans les secteurs centre et sud et cela de façon continue(Carte n°9, p.50).

La tendance à l'abandon de la pratique de la jachère rend compte de l'état de consommation de l'espace. La jachère jadis pratiquée comme mode de restauration et de reconstitution de la fertilité du sol n'existe pratiquement plus dans la région. Déjà en 1917 TAUXIER (pp.154 et 341), cité par MARCHAL dans sa thèse, écrivait : "Dans le village de Ouahigouya même, on ne fait (plus) jamais reposer les champs de brousse parce qu'il y a juste assez de terrain cultivable pour la population (...). Partout ailleurs, dans les endroits où la terre est bonne, elle est appropriée complètement". Depuis cette période, il n'y a pas de doute que la situation ait empiré. La situation dans nos deux villages-échantillons ne s'écarte pas de cette évolution générale. Seuls 4,9 % des ménages à Iria et 6,3 % à Sodin déclarent avoir procédé à la mise en repos de leur champ au cours des dix dernières années.Plus de 3/4 des ménages dans les deux villages ne sont plus en mesure de pratiquer

convenablement la jachère par manque de terres, faute de pouvoir abandonner une portion des parcelles ou champs déjà insuffisants au regard des besoins de consommation. Même les ménages possédant des terrains en jachère ne peuvent attendre une reconstitution totale des potentialités naturelles du sol avant une remise en exploitation; d'où des rendements assez faibles même sur des jachères nouvellement défrichées. Ainsi donc le raccourcissement des jachères - qui ne sont plus que de six à huit ans dans le meilleur des cas pour une mise en valeur de dix à quinze ans dans nos villages-échantillons - voire leur inexistence dans certains secteurs ou pour certaines familles, conséquence d'une surcharge foncière, donne dans le meilleur des cas une savane-parc constituée d'arbres utiles (karité, néré, tamarinier,...) épargnés par l'action anthropique et plus couramment, une savane herbeuse et arbustive piquetée d'arbres épars dominés par les espèces épineuses.

L'expansion démographique des dernières décennies (croissance de la population et multiplication des unités de production) entraîna une réorganisation de l'espace agraire au Yatênga. A l'ancienne division de l'espace villageois en aire de champs permanents ou quasi permanents correspondant à l'aire habitée et en aire de champs temporaires située à la périphérie du terroir que TAUXIER (1917, p.5) qualifiait de "parfaitement ordonnancé(e)", tend à se substituer une couronne d'un seul tenant avec des champs pratiquement jointifs mis en culture de façon permanente. En effet sous la pression du manque de terres emblavables, on assiste non seulement à la généralisation de la mise en culture de l'ensemble du terroir mais aussi à leur exploitation "intensive" et permanente qui ne se limite plus à la zone habituelle de culture continue de l'aire habitée; elle s'étend de plus en plus aux champs des zones intermédiaires et des brousses.

La fumure des champs de brousse n'est plus un phénomène exceptionnel; maints paysans, notamment les jeunes cultivateurs qui, en raison des règles de la gestion foncière (hiérarchie dans l'appropriation de la terre (KOHLER,1971)), ne peuvent avoir - de sitôt ou pas du tout - des terres dans l'aire privilégiée de l'habitat réservée aux aînés, et compte tenu de l'appauvrissement des terres et de l'impossibilité d'en acquérir de nouvelles, procèdent à l'amendement des champs qui leur sont attribués à la périphérie du terroir. Toutefois, l'apport de fumier dans la catégorie des champs "temporaires" ou "semi-permanents" est nettement moins systématique (moins de 22 % des chefs de ménages d'Iria se sont livrés à cela) que dans les champs de l'aire habitée totalement ou partiellement fumés par tous les chefs de ménage du village. La forte densité d'occupation du sol et le manque de terre qui en résulte entraînent une évolution du système agraire ancien vers une pérennisation dans l'exploitation des champs situés à la périphérie du terroir par généralisation des aménagements, tant individuels que communautaires, pour la défense et la restauration des sols (poquets, cordons pierreux, ...) [42]. Mais ces aménagements qui viennent après une dégradation pousseé de l'espace ne semblent susciter aucune amélioration de la situation. Et il n'est plus possible, en état actuel des choses, de pallier les incertitudes pluviométriques et de compenser les faibles rendements par une extension des superficies cultivées dans l'espoir d'accroître la production

---

[42] Ces aménagements, en particulier la construction des cordons pierreux, ne sont plus pratiqués pour faciliter prioritairement les opérations culturales et accroître la superficie cultivée ou encore comme tâche purement accessoire des travaux culturaux comme le relevait KOHLER (1971,p.74), mais désormais exécutés pour effectivement défendre les sols contre l'érosion, favoriser l'infiltration des eaux de pluie et amender les sols dans l'ultime but d'améliorer les rendements. Ils s'inserrent de plus en plus dans le calendrier agricole de bon nombre de communautés villageoises de la région en témoignent les nombreux apports de pierres sur les champs (champs de brousse inclus).

vivrière; seule l'adoption de méthodes et de techniques d'intensification peut résorber en partie la déficience climatique. Or justement, et MARCHAL n'a cessé de le démontrer tout au long de sa thèse, les gens du Yatênga se sont révélés peu enclins à recourir à des innovations techniques pour mieux tirer parti de leur espace saturé. Ils ont préféré perséverer dans l'"extensif" ce qui leur a valu d'aggraver la situation.

La diminution de l'aire cultivable par stérilisation quasi complète de certains sols naguère exploités, l'accroissement démographique, la multiplication des unités de production par démembrement des grandes ont conduit à une concentration sur les terres encore labourables, à une réduction (assez sensible parfois) des superficies moyennes cultivées par ménage agricole et paradoxalement, dans bien des cas, à une augmentation des superficies par actif agricole. Néanmoins, plusieurs cas de figure sont repérables. A Iria Yarsé les unités de production exploitant les grandes surfaces (3 à 9,5 ha) sont naturellement celles qui se composent de plus d'un ménage agricole. Par contre celles qui sont issues d'un très grand morcellement possèdent les plus faibles superficies (moins de 2 ha par unité). Or justement la soif de l'autonomie, même pour des chefs de ménage [43] n'ayant d'autre main-d'oeuvre supplémentaire que leur femme, place la société moaga du plateau central dans un processus d'éclosion de petit es unités de production - processus déjà observé en 1958 par IZARD-HERITIER et IZARD (op. cit., p.95) - handicapées à la fois par la faiblesse des superficies octroyées, en raison d'un partage des terres familiales entre les multiples unités dérivées, et par celle relative de la main-d'oeuvre. Il ya une corrélation

---

[43] KOHLER (1971, p.64) à propos des Moose écrit qu'"autrefois, un homme ne pouvait créer une unité de production autonome avant d'avoir des enfants en âge de travailler."

structurelle entre la taille de l'unité de production et les superficies cultivées par actif.

Les petites unités de production ne comportant pas plus de deux travailleurs sont celles dont la superficie moyenne cultivée par actif est la plus grande: 1,5 ha si l'on exclut les quatre cas exceptionnels possédant des superficies comprises entre 1,75 et 2,5 ha [44]. Pour les unités de plus de deux travailleurs la moyenne cultivée s'établit à 1,25 ha qui tombe à moins d'un hectare quand la taille du groupe augmente. Les unités de production comptant quatre actifs et plus cultivent en moyenne 0,80 ha par actif qui baisse à 0,42 ha pour l'unique unité totalisant vingt travailleurs. Ainsi donc, plus l'unité est de taille réduite, c'est-à-dire a moins d'actifs, plus ses travailleurs fournissent d'efforts (augmentation du volume de travail, organisation rigoureuse des activités, anticipation du calendrier agricole, ...) afin d'assurer la subsistance du groupe. La précarité des conditions de production les oblige à cultiver de plus vastes étendues afin de compenser le manque à gagner qu'une exploitation dans les meilleures conditions n'aurait permis. En 1990, le rapport des superficies en culture par résident qui se situe en moyenne à 0,30 ha à Iria, 0,50 ha à Sodin évolue dans le même sens: moins l'unité a de personnes, plus la superficie par actif (et aussi par résident) est grande [45]. Inversement plus la taille est grande, plus la superficie par actif est petite. Point n'est besoin alors de passer par des calculs complexes pour

---

[44] Les chefs de ces unités sont des pensionnés (un ancien combattant, un ancien migrant fonctionnaire revenu de la Côte d'Ivoire) et des commerçants. Ils font appel à la main-d'oeuvre salariale pour l'exécution des travaux agricoles.

[45] MARCHAL (op. cit., p.749) a calculé en 1975 une superficie cultivée de 0,93 ha en moyenne (jachère comprise) par résident avec toutefois des variations importantes. Les superficies par résident de 0,5 à 1,09 ha concernaient 56% des terroirs. "Toutes les superficies données comme représentatives, tant du Yatênga que du Moogo, varient entre 0,3 et 0,6 ha par résident et entre 3et5 ha par exploitant."

démontrer que la multiplication des unités de production par segmentation des grandes familles est, plus que l'accroissement démographique en lui-même, le facteur essentiel de consommation de l'espace agricole grâce à la poussée et à l'extension des champs. Toutefois l'augmentation compensatoire des superficies emblavées, qu'elle soit l'oeuvre des petites ou des grandes unités de production - d'autant que, rappelons-le une fois de plus, la tendance actuelle est à la prolifération des unités restreintes - ne peut s'effectuer indéfiniment. L'équilibre qui existait entre les besoins en terres des différents groupes et les possibilités d'en acquérir sur le terroir par besoin d'autonomie s'est estompé.

La pénurie de terre cultivable développe chez les paysans une réticence aux prêts de terre. Chaque lignage cherche à préserver son patrimoine foncier afin d'assurer une certaine autonomie à sa descendance. Néanmoins au sein du groupe lignager l'inégalité de l'accès à la terre est exacerbée par la pénurie et l'appauvrissement des terres; les cadets sont bien souvent rejetés sur les terres marginales peu fertiles et éloignées du centre du village. Cette impossibilité pour les jeunes ménages de trouver des terres potentiellement favorables à la culture et de dimension suffisante pour espérer couvrir les besoins familiaux de consommation frappe tout de même sélectivement les différentes composantes de la société et les chefs d'exploitation selon le rang occupé dans la hiérarchie sociale; les "gens du pouvoir" constitués de *Nakomse* et de *Talse* (conquérants), les "gens de la terre" ou *tengdemba* (autochtones) appartenant dans leur grande majorité au groupe ethnique Kurumba, et enfin les captifs. Les difficultés d'accès aux terres, dans ce contexte de pénurie foncière, évoluent graduellement pour atteindre leur paroxysme selon que l'on appartient à un sous-groupe plus ou

moins éloigné des détenteurs de pouvoir politique et religieux au niveau du village.

Les densités d'occupation sur les terroirs ont atteint un tel niveau que les nouveaux besoins en terre ne peuvent être satisfaits en l'état actuel des habitudes de production. Quoique moins significatives, les densités calculées par circonscription administrative renseignent déjà sur l'état de l'occupation de l'espace rural dans la région (carte n°10). Le phénomène est beaucoup plus perceptible au niveau des terroirs villageois où l'ampleur de la pression sur les sols selon leurs potentialités est révélatrice du degré de saturation foncière. C'est ce que montre la carte d'occupation du sol à Iria où l'on note une migration des champs du terroir vers les bas-fonds; les abords des cours d'eau sont désormais exploités quasi continuellement. MARCHAL (op.cit.,p.233) indique que les taux d'occupation des sols qualifiés de "bons", c'est-à-dire aptes à la production agricole, atteignaient, en 1973, 82 % dans le nord du secteur centre-Yatênga, 80,5 % dans le sud et 77,6 % dans l'extrême sud. L'intérêt des agriculteurs pour les sols marginaux témoigne aussi de l'indisponibilité des terres de culture convenables. On a poussé les limites de l'espace cultivé jusqu'à celles de l'espace cultivable. Autrement dit, on a "fini" l'espace agricole; à l'exception de quelques micro-isolats, l'espace agricole est complètement "plein" comme disaient GRANET (1950) et CHAUNU (1974) repris par MARCHAL. Même les supposées "réserves" qui ne sont en réalité que des terres déjà dégradées en partie (plaques de sol nu) ou conservées pour le bois de cuisine et les parcours pastoraux, "ne sont pas ou ne sont plus des terres à prendre; elles ne peuvent servir à augmenter encore la superficie cultivée par résident pas plus qu'à reéquilibrer le cycle culture/jachère, leur nature ne le permettant plus" (p.498).

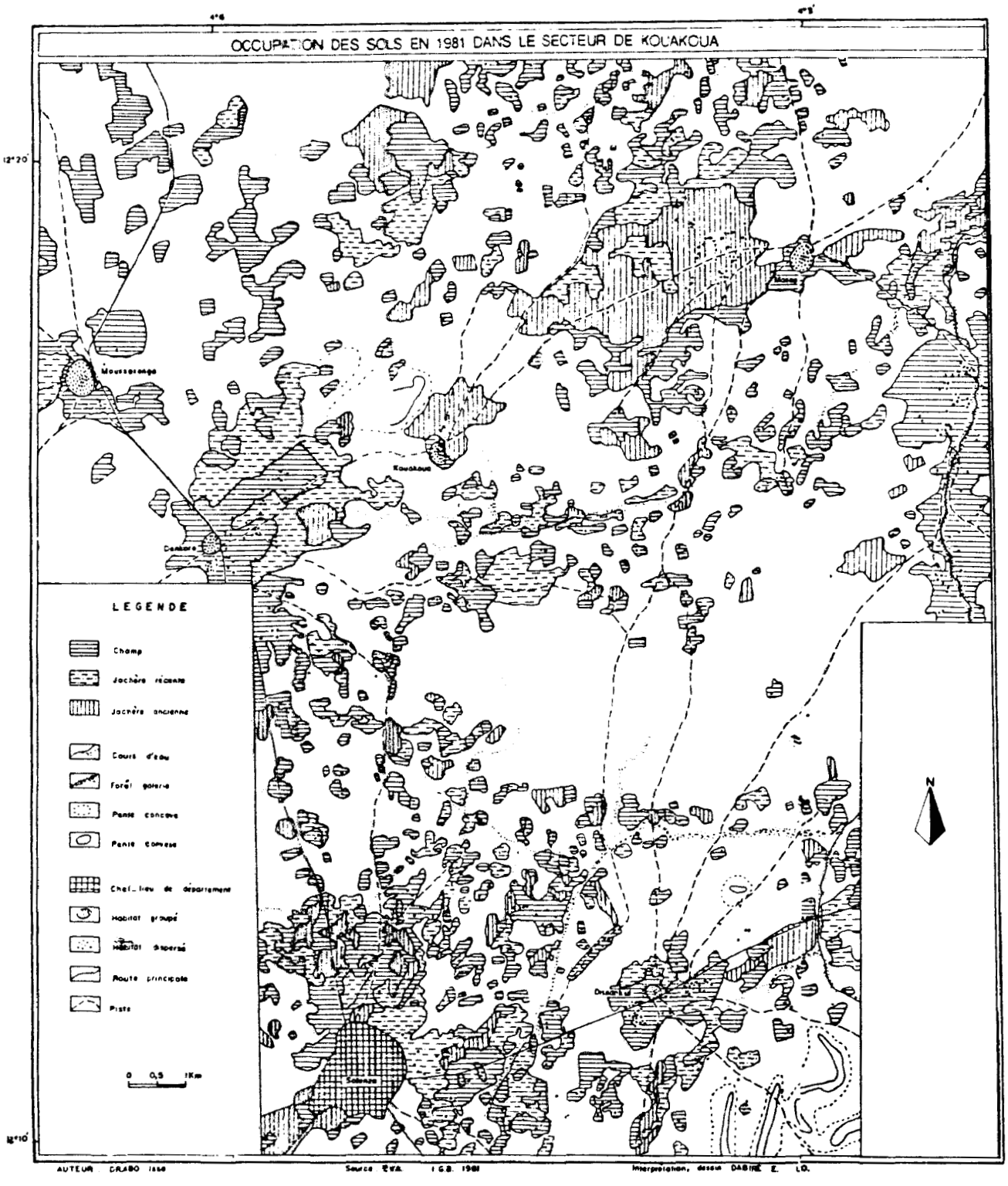
Alors face à ce constat de saturation des terres, s'imposait à la société moaga du Yatênga un choix; soit procéder à une intensification de la production qui libèrerait au bout du compte des espaces ou stabiliserait les besoins fonciers supplémentaires ou complémentaires, soit aller chercher des terres de culture ailleurs. Et c'est cette dernière option que la société semble avoir choisie; l'émigration comme solution aux contraintes posées conjointement par le manque de terre, le trop plein démographique et les impondérables des conditions climatiques. Il semble donc avoir un dépassement du seuil d'occupation du sol pour les raisons évoquées (du moins pour certains secteurs) qui, corrélé avec les conditions pluviométriques difficiles, entraîne des départs importants de populations. Nous en avons déjà parlé.

La multiplicité des terrains de culture par ménage, le gommage progressif de l'ancienne structuration de l'espace agraire, l'amenuisement des superficies emblavées par résident, la mise en exploitation des sols et des faciès marginaux, la nécessité de fumer des champs hors zone habitée,... sont les reflets d'une saturation foncière marquée. Comment se présente la situation dans la Kossi?

2. Dans la Kossi, des espaces encore libres!

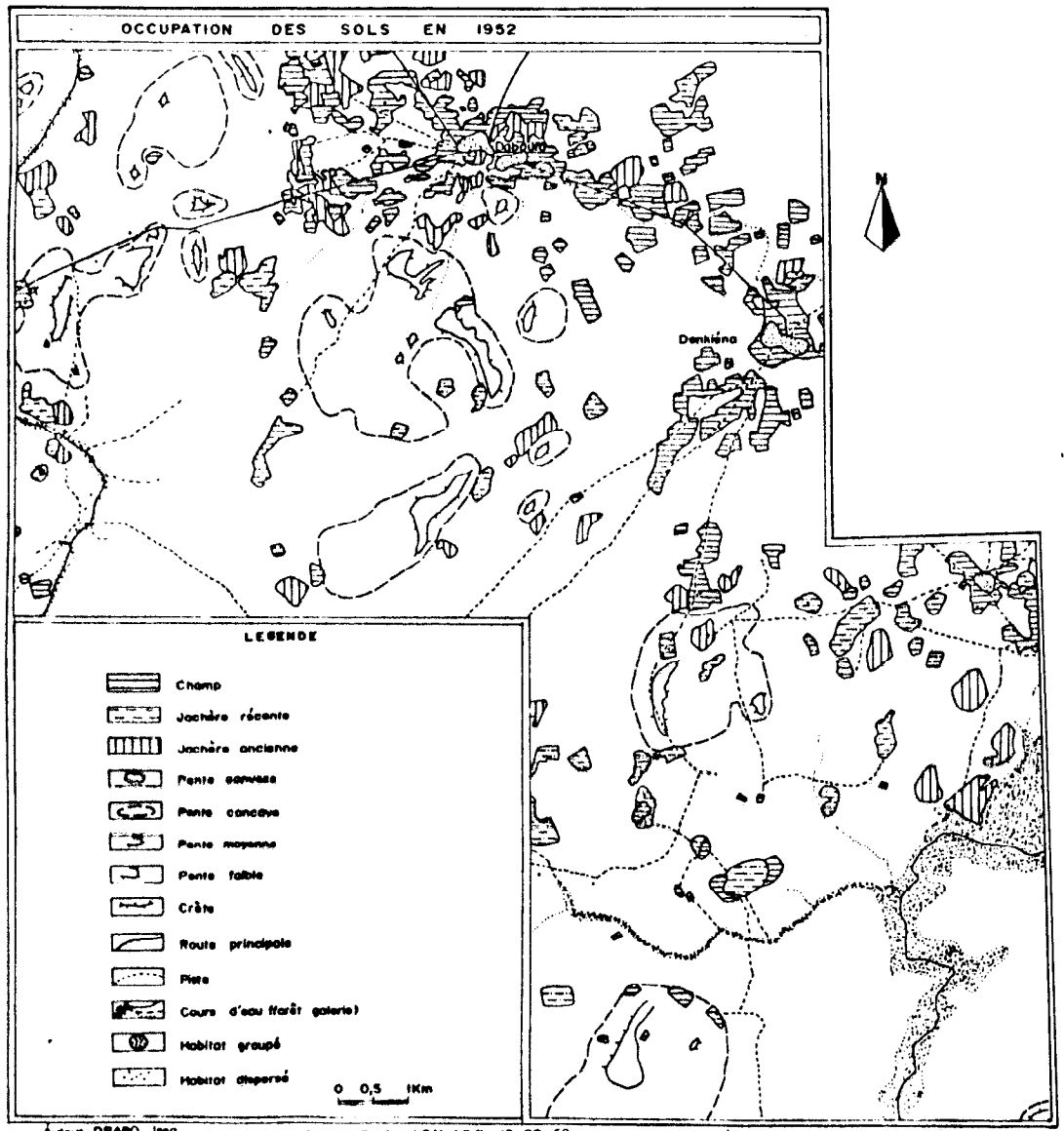
La Kossi, et même par extension le sud-ouest du Burkina ,a longtemps été un territoire faiblement peupé. Les populations autochtones de la Kossi, grâce a une gestion communautaire des terres et à une évolution démographique modérée jusqu'au début des années 1960, vivaient encore, dans un passé récent, sur un territoire sous-peuplé et très lâchement mis en valeur.

Carte n°12

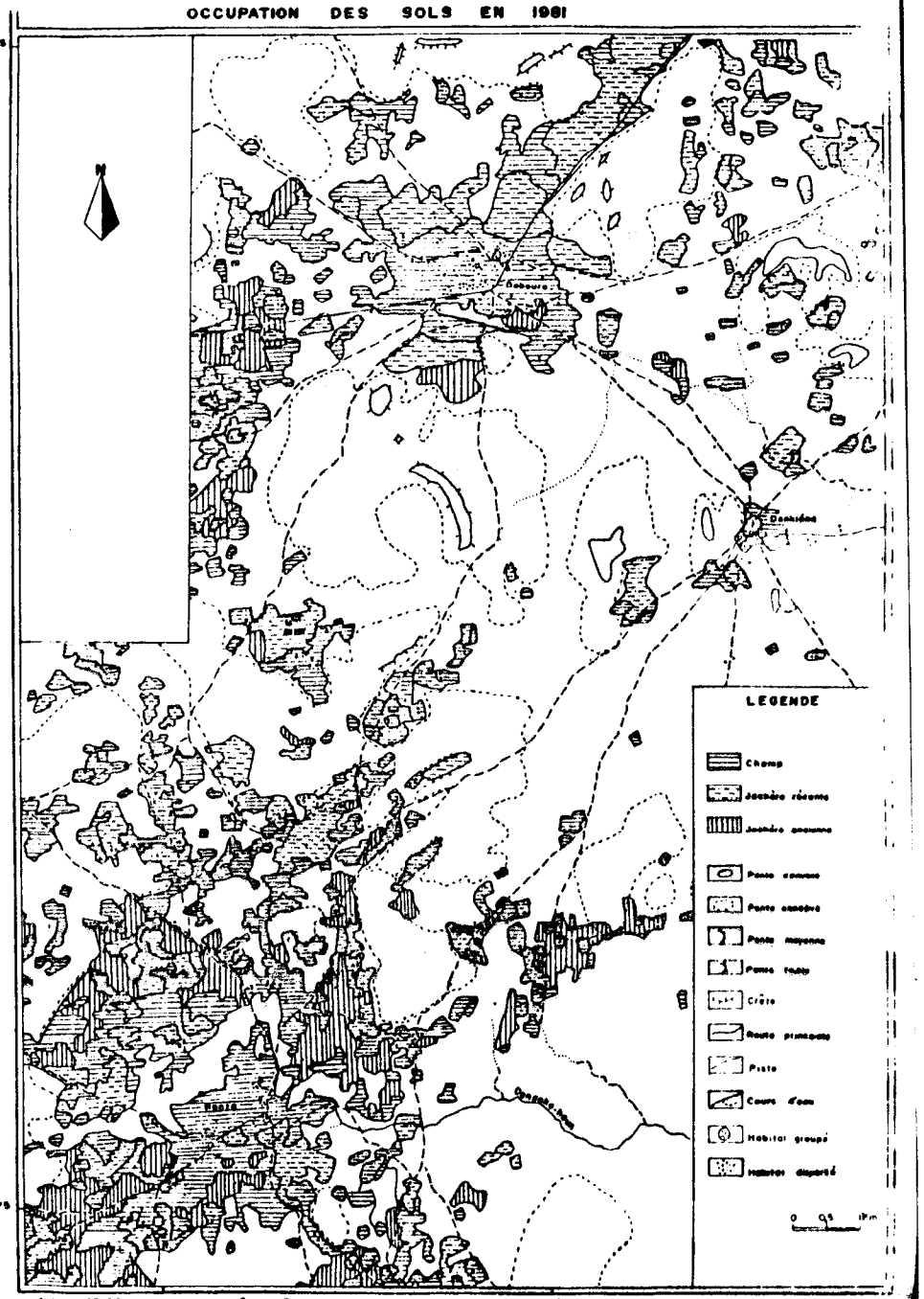

OCCUPATION DES SOLS EN 1981 DANS LE SECTEUR DE KOUAKOUA
LEGENDE
Champ
Jachère récente
Jachère ancienne
Cours d'eau
Forêt galerie
Pente concave
Pente convexe
Chef-lieu de département
Habitat groupé
Habitat dispersé
Route principale
Piste
0 0,5 1Km
N
Mousseraga
Kouakoua
Dabakala
Sakaha
AUTEUR : DRABO Issa
Source : ENA - I.G.B. 1981
Interpretation, dessin : DABIRE E. - I.D.

Carte n°13

EVOLUTION DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE DANS LE SECTEUR DE DABOURA-BONZA



Auteur DRABO Issa — Source: P.V.A., I.G.N., I.G.B., 12-02-82 — Interprétation et cartographie de DABIRE E., U.O.



Auteur DRABO Issa — Source: P.V.A. I.G.B. 1981 — Interprétation, dessin: DABIRE E. U.O.

Les superficies cultivées par les unités de production cantonnées dans des groupements résidentiels bien distincts étaient petites. Comme le disent bien souvent encore les vieux, on n'avait pas besoin de grandes surfaces pour assurer la subsistance de la famille. Les habitations d'un même village étaient regroupées sur l'aire habitée pour des raisons de sécurité [46] et les cases construites dans les champs de brousse (fait récent d'ailleurs, postérieur à la colonisation française) n'étaient utilisées par une partie des membres de l'unité de production qu'au moment des travaux champêtres. Toutes proportions gardées, l'espace agricole était peu attaqué. Ainsi donc, chez les Bwa et les Bobo de la rive gauche du Mouhoun, d'immenses étendues de brousse jamais ou très peu mises en culture se dressaient entre les zones habitées. On avait à faire à une sorte de *no man's land*, "domaine d'une brousse dense, de type savane arborée à hautes herbes, inhabité et inculte, domaine des animaux sauvages" (BARRAL, 1962-63, p.1). A l'exception de la partie septentrionale de la Kossi, la quasi- totalité du territoire est recouverte de savane arborée de densité moyenne à forte. Les berges du Mouhoun sont occupées de forêt-galeries et de zones inondables d'une végétation herbacée très dense (carte n°6). Au total la région apparaissait

---

[46] Il faut savoir qu'au cours de son histoire, avant l'instauration de l'ordre colonial français à partir de 1897, les Bwa de la rive gauche du Mouhoun ont subi des invasions de peuples tels que les Dioula au sud et surtout les Peul au nord et au centre. Devant ces dangers, les Bwa ont réagi en abandonnant les hameaux les plus exposés aux pillages des envahisseurs pour procéder à une concentration des populations dans des villages bien déterminés aptes à défendre ses habitants; ainsi leurs "efforts de mise en valeur du sol se concentrent sur les terres situées dans la zone de sécurité entourant le village" (CAPRON, op. cit., p.87). Mais nettement après ces concentrations-refuges, va s'opérer après l'insurrection de 1916 contre les Français des regroupements initiés par l'administration coloniale. Dès lors on assiste à une extrême mobilité et à une concentration des regroupements familiaux et communaux anciens qui vont libérer des espaces naguère occupés.

comme une zone de vide démographique. Jusque dans les années 1960-1970, sauf dans le secteur nord-est, le taux d'occupation du sol, très modeste, excédait rarement 10-15% de l'espace (BENOIT, 1979, p.66). Ainsi, au moment où le problème de manque de terres se posait avec une certaine acuité au Yatênga, de vastes étendues de terres demeuraient encore en friche dans la Kossi. Même aujourd'hui encore, comparativement au plateau moaga, les densités moyennes sont modestes: 31 habitants/ km2 contre 50 environ au Yatênga en 1990 (cartes n° 11 et n°10). Toutefois ce qui est intéressant à relever, c'est la rapidité du taux de remplissage de l'espace. En l'espace de deux-trois décennies, le vide spatial d'autrefois va céder la place à un territoire peuplé - fortement humanisé par endroit - par une extension spectaculaire des aires anciennement habitées et par la création de nouvelles aires d'habitat grâce essentiellement à l'arrivée dans la région de nombreuses populations migrantes. Les taux d'occupation du terroir des principales aires géographiques d'habitat ont sans conteste augmenté. L'implantation des villages-allochtones sur des territoires des villages-autochtones préexistants a engendré dans la région des unités sans terroir propre (les terres appartenant à plusieurs villages hôtes) presqu'exclusivement habitées par les migrants. C'est le cas, dans le département de Solenzo, de Signoguin [47] créé sur les portions de terroir de Bèna, de Sanakui et de Dar-Salam, Bonza sur celles de Kiè, de Dinkèna et de Daboura, ou encore Bayé sur le terroir de Kiè, etc.

---

[47] Les migrants moose ont pris l'habitude de donner les noms de leurs villages d'origine aux nouvelles implantations dans les zones d'immigration. De même la seule toponymie des villages est aussi révélatrice; elle permet dans certains cas de connaître le mode de création des localités. Des localités telles que "Yèrèssoro" qui signifie en langue dioula "autonomie" ou "indépendance", "Hèrèdougou", "village de paix" (dans le sens de prospérité) ou encore "Yansoumadougou" sont autant d'appelation qui renvoient à un passé rude , triste pour le ou les fondateurs.

Avec ces créations engendrées par l'arrivée des migrants, la carte d'occupation de l'espace dans la contrée a profondément changé. L'organisation de l'espace ne relève plus du seul fait bwa ou bobo; l'empreinte moaga y est fortement marquée; il ne serait même pas exagéré, sur certains terroirs en tout cas, de parler d'un contrôle du paysage agraire par les colons moose. En effet par son ampleur, le mouvement de colonisation moaga qui relaie et prolonge des mouvements antérieurs a abouti, grâce à une importante dissémination, à l'accentuation du gommage de l'ancien parcellaire, de l'ancienne configuration agraire bwa et bobo déjà entamée par les intéressés eux-mêmes [48]. Le paysage agraire offre l'aspect d'un espace piqueté d'habitations entourées de champs d'un seul tenant; d'où l'impression d'un paysage sans brousse, voire saturé, notamment dans les secteurs de forte colonisation agricole. Dans ces zones en dehors des ilots de végétation sur des sols stériles ou difficiles à travailler (collines, bas-fonds,...) et au niveau des secteurs classés "réserves forestières" par l'administration, les immenses étendues de brousse qui assuraient la transition entre terroirs

---

[48] Si autrefois les Bwa grâce à la pratique d'un certain nombre de méthodes et de techniques culturales ("champs de case" en culture permanente grâce à la fumure domestique, champs sous *Acacia albida* en culture quasi permanente, "champs de brousse" connaissant un déplacement circulaire pluri-annuel; billonnage; aménagements anti-érosifs; adaptation des plantes cultivées au degré d'épuisement du sol;...) ont tiré bénéfice d'un système agricole très économe d'espace, l'établissement de la "paix coloniale" après l'insurrection de 1916 va se solder par un dessèrement de certains terroirs et une plus grande diffusion du parcellaire; c'est le début d'une plus grande consommation de l'espace agricole sous la houlette des autochtones eux-mêmes dans un contexte d'abandon des blocs de culture permanente et semi permanente et de détérioration des techniques de culture (BENOIT, 1973 ; CAPRON, 1973). L'immigration des Moose dans la région ne fera qu'amplifier le phénomène par pénétration des espaces encore vacants, notamment les zones vides de la vallée du Mouhoun.

contigus n'existent pratiquement plus: d'où une confusion de terroirs villageois, un enchevêtrement des champs dont les propriétaires appartiennent à des villages différents. Cette nouvelle physionomie de l'espace agraire de la Kossi est la conséquence de l'essaimage des implantations humaines sur le territoire régional (migration des champs vers la brousse et création de nouveaux groupements résidentiels) et de l'introduction de nouveaux facteurs de production (charrue, tracteur) ayant permis d'importants défrichements en un temps record. La dissémination des hameaux de culture sur l'aire agricole a été un facteur multiplicateur de l'extension et de l'intensification des défrichements et par conséquent de l'amorce d'une saturation foncière visible dans le paysage quoiqu'encore localisée.

Les plus forts taux d'occupation des sols se rencontrent surtout sur les terroirs majoritairement peuplés de migrants, les Moose en particulier. Bonza, village d'immigrants moose et marqué par une très forte dispersion de l'habitat, en est un cas type. Ses habitants éprouvent désormais d'énormes difficultés à acquérir de nouvelles terres de culture; les frictions foncières y sont désormais fréquentes. Plus de 75 % du terroir a déjà été exploité:d'où une progression de l'occupation des sols en direction des terroirs de Dinkéna et surtout de Daboura au nord-est. La situation vécue à Bonza n'est nullement un cas exceptionnel dans la région. Toutes les localités peuplées en majorité de colons moose connaissent une telle occupation importante de l'espace agricole villageois. Par contre dans les villages à dominance d'autochtones tels que Kouakoua, habité à 76 % par des Bwa autochtones sans aucun moaga résident, les espaces vierges sont encore vastes. Moins de 40 % du terroir est actuellement ou a été soumis à la culture. A l'échelle de la province le taux d'exploitation représente 1/3 environ des surfaces cultivables. Les

migrants, notamment les Moose , sont-ils les principaux gaspilleurs des terres? Les tensions de plus en plus fréquentes entre autochtones et allochtones à propos des terres en disent long. Toutefois, la dépendance de certains autochtones vis-à-vis des étrangers [49] , l'abandon de la gestion communautaire du foncier jadis reconnue aux Bwa (CAPRON, op. cit.) au profit de la poursuite des intérêts individuels (vente camouflée des terres, donc la violation de leur inaliénabilité), l'imprécision dans la délimitation de l'espace donné en jouissance aux étrangers... sont les principales entraves à la gestion prudente du foncier dans le Bwamu.

Contrairement au Yatênga où les conditions naturelles sont par ailleurs incriminables, la crise foncière relative dans la Kossi est essentiellement d'ordre sociologique. L'ensemble des facteurs explicatifs évoqués (expansion démographique, utilisation de moyens modernes de culture[50] auxquelles il convient d'ajouter la pratique de la culture du coton) a accru de manière très sensible les besoins en terres pour produire beaucoup afin de satisfaire non seulement la subsistance du groupe mais aussi les besoins en numéraire pour résoudre les problèmes nés des nouvelles obligations (remboursement de crédit agricole, besoins secondaires de consommation, scolarisation, ...).

---

[49] Certains autochtones voient en l'octroi de terre aux allochtones un "placement", une source de revenu constituée de dons en nature surtout (vivres...) faits par l'exploitant hôte. Ainsi l'allochtone bénéficiaire, évoluant sur un espace indéfini dès le départ, profite de la situation pour accroître les superficies mises à sa disposition, quitte à augmenter le volume de ses aides à l'autochtone octroyeur. Au pire cette pratique aboutit à une sorte d'"appropriation" de l'espace exploité ou, en tout cas, à une exploitation maximale de l'espace disponible. Là où l'espace octroyé est bien délimité (cas de Kouakoua), le défrichement demeure encore contrôlé et les ressources écologiques mieux gérées. L'intérêt personnel recherché dans l'octroi des terres y est encore très marginal.

[50] Pour rentabiliser son équipement agricole, une exploitation motorisée doit défricher un minimum de 15 ha de champ. L'utilisation du matériel attelé a permis de son côté un doublement des superficies exploitées par actif.

Or autrefois, la permanence des bonnes récoltes, la rareté des risques agricoles graves et l'absence de contraintes financières importantes dissuadaient les exploitations paysannes des sociétés autochtones de la région de se fixer un objectif strict de surplus. On se contentait de mettre en valeur des champs de petites dimensions - juste pour la satisfaction de la consommation familiale pour une année ou deux - une pratique qui a eu assez longtemps pour effet une gestion précautionneuse du patrimoine foncier. Sur l'ensemble des campagnes 1989-1990 et 1990-1991, les ménages agricoles de Kouakoua ont mis en culture annuellement en moyenne 3,75 ha chacun, soit le double de la moyenne du Yatênga au cours de la même période. A Bonza ce taux s'élève à 9,25 ha, soit près de deux fois et demie celui de Kouakoua. Dans ce village d'immigrants moose (Bonza), les superficies cultivées par ménage varient de 2,5 ha à 28 ha. Près de 3/4 des ménages ont moins de 5 ha, un peu moins d'un quart entre 5 et 10 ha et le reste dispose de plus de 10 ha. Il apparaît assez clairement que de façon générale les unités de production migrantes, moose pour le cas présent, cultivent des superficies plus grandes que les autochtones et possèdent un nombre plus élevé de parcelles par ménage (3,4 contre 2,8). Cette tendance, en dépit du caractère peu évocateur de nos chiffres, est globalement respectée lorsqu'on évalue la superficie emblavée par actif ou par résident. A Kouakoua le rapport superficie/actif s'établissait à 0,76 ha en 1990 et 0,89 ha en 1991. La superficie moyenne par résident y était respectivement de 0,43 ha et de 0,51 ha. Pour Bonza ces rapports sont pour les superficies par actif respectivement de 0,93 ha et de 0,94 ha. Ces données semblent sous-estimer l'ampleur des surfaces cultivées par résident en comparaison avec les chiffres proposés par BENOIT (1969, p.81) pour les Moose dans l'aire de colonisation de la Volta Noire (0,76 à 1,08 ha) et par ANCEY (1975, p.164)

(1,04 à 1,07 ha) . Dans tous les cas, l'ampleur des surfaces défrichées par l'ensemble de la communauté migrante n'est nullement remise en cause; la taille des ménages moose et l'accélération des mouvements de colonisation accroissent en valeur absolue les superficies exploitées. Pour le secteur de Solenzo - qui n'est pourtant pas un cas particulier dans la moitié sud de la Kossi, à l'exception de la frange bordière de la frontière avec le Mali - pour lequel nous disposons de données précises sur le contingent immigrant (73% de la population départementale), les surfaces cultivées par les étrangers seraient, en utilisant les valeurs moyennes de superficies/résident calculées par nous, de 26 808 ha en 1990 et de 8 701 ha pour les autochtones. En proportion, les allochtones occuperaient 75,49 % des surfaces totales labourées, soit un rapport de trois sur quatre. Dans le secteur de Kouka, la dynamique des défrichements est aussi renforcée par les flux migratoires moose qui y atteignent également des proportions importantes. Ce seul constat permet de conclure que l'essentiel de la production dans la partie méridionale de la Kossi est fourni par les allochtones. Nous y reviendrons dans la deuxième partie de l'exposé.

Tableau n°6 : Rapport superficie par actif et par résident dans la Kossi (en ha)

		KOUAKOUA		BONZA	
		Céréales	Toutes cultures	Céréales	Toutes cultures
1990	Superf./actif	0,56	0,76	0,61	0,93
	Superf./résid	0,32	0,43	0,32	0,49
1991	Superf./actif	0,65	0,89	0,61	0,94
	Superf./résid	0,37	0,51	0,32	0,49

L'importance des défrichements par les colons est évidente. Ce n'est donc pas par hasard que les autochtones attribuent la responsabilité de la surexploitation de l'espace aux allochtones moose. Toutefois ils ne peuvent être les seuls responsables. Le système cultural des autochtones, notamment la pratique de la culture itinérante sur brûlis qui intervient assez souvent avant l'épuisement des sols en exploitation [51], provoque un déboisement accéléré de l'espace agricole. Mais en plus de cette contrainte *technique* comme facteur d'accroissement du domaine cultivé, il convient d'ajouter ce que BENOIT (1982, p.62) considère comme étant les défrichements bwa à but dissuasif contre la pénétration moaga de l'espace agraire.

L'abandon des formes classiques d'intégration et de solidarité communautaires reconnues aux Bwa et l'émergence de l'individualisme qui sont apparus au fil du temps, bref l'évolution décadente de la structure et du fonctionnement de l'appareil politique, social et économique bwa a détruit la gestion communautaire du terroir. Aussi à la générosité communautaire *innée* d'octroi de droit d'usage sur les terres de culture aux tiers venants, s'est adjointe une générosité individuelle d'octroi de terres dont la phase ultime est la vente voilée (certes peu généralisée pour le moment) des terrains de culture. Tout ceci se conjugue pour définir une nouvelle spatialité de la Kossi et faciliter la consommation rapide de l'espace agricole par les populations

---

51 Certains autochtones, après six à huit ans de culture sur une parcelle, l'abandonnent au profit d'un nouveau défrichement. La raison de cet abandon est vraisemblablement plus la présence de mauvaises herbes qui envahissent les champs que l'appauvrissement des sols,puisque les mêmes terrains attribués à des migrants produisent, comme nous l'ont confié des paysans, autant que les nouveaux (à vérifier).Mais l'abandon précoce des champs exploités par les autochtones n'est-il pas aussi une forme de gestion du foncier? En évitant d'épuiser au maximum la terre on facilite sa restauration et la regénérescence de la végétation. Néanmoins si tel était le but recherché, pourquoi l'octroi-t-on immédiatement aux migrants?

allochtones surtout que les limites de défrichement sont floues et ne sont que très rarement contrôlées [52]; les Moose profitent au maximum de cette imprécision en étendant les surfaces défrichées sans en référer à l'hôte (ou parfois avec sa complicité), ce qui ne va pas sans poser des problèmes fonciers graves entre autochtones et allochtones ou même entre les autochtones eux-mêmes par migrants interposés.

Dans le Yatênga, la saturation foncière stabilisée depuis au moins deux décennies est tributaire des effets cumulés d'une forte expansion démographique grâce à une croissance naturelle importante, d'une accélération de la multiplication et de l'atomisation des unités de production, donc d'un accroissement des besoins en terres, d'une réduction des espaces cultivables par stérilisation et épuisement complets de certains sols et, enfin, des effets de la sécheresse auxquels les paysans réagissent par l'extension des superficies des champs. Le résultat de tout ceci, pour une société rurale technologiquement limitée, est une chute de la production, qu'elle soit commerciale ou vivrière. Même les départs en migration ne suffisent plus à y décongestionner l'espace agraire.

---

52 Cette citation de IZARD (1959, p.53) prodiguée à l'endroit des Marka de Di (Sourou) pourrait s'adresser aux autochtones de la Kossi: "plus exactement, il leur montra d'un geste du bras une direction en signifiant qu'ils pourraient cultiver comme bon leur semblerait les terres de cette région et ce, sans à lui demander une autorisation particuliére pour chaque champ". D'ailleurs BENOIT (op. cit., p.49) indique que "très vite, le fait mossi (dans la Kossi) devient autonome. Au delà d'un certain effectif, les nouveaux venus ne demandent plus - directement ou non - la terre aux Bwawa et s'arrogent le droit de défricher à leur convenance, sous couvert de leur propre chef de village. L'espace s'organise alors sans impératifs sans autres règles que celles de la société mossi elle-même (extensivité et consommation de l'espace) ".

La Kossi qui a longtemps bénéficié de vastes espaces vides grâce à une croissance démographique très faible et une fragmentation tardive des cellules familiales est, depuis pratiquement un demi-siècle, l'objet d'un flux migratoire massif dont les principaux artisans sont de loin les Moose du Yatênga suivis de ceux du Passoré et du Sanmatenga. On assiste de ce fait à un remplissage année après année des terres jadis vacantes à la fois sous la pression numérique et la *course à la terre* ou la concurrence du plus grand espace défriché (c'est-à-dire la volonté d'occuper le maximum de terrain); les exploitations allochtones moose sont plus vastes que celles des autochtones. Ce dynamisme du paysan moaga dans l'ouverture des champs dans la zone de colonisation n'est pas un cas isolé. CHALEARD (1984, p.345) a relevé la même propension chez les Moose dans le département d'Agboville en Côte d'Ivoire. Certes, la pression démographique sur les terres dans la Kossi semble être encore moins forte qu'au Yatênga, mais une accélération des implantations sur les aires agricoles par une continuation et une augmentation du courant migratoire et l'éclosion des ménages agricoles - rien en ce moment ne laisse présager un ralentissement de ces évolutions - pourrait aboutir rapidement à une saturation mettant en question la pratique des longues jachères pour la reconstitution de la fertilité des terres défrichées. La pratique simultanée de la culture itinérante sur brûlis et de la culture mécanisée sera de nature à précipiter la consommation de l'espace dans la région -si des mesures d'accompagnement pratiques ne sont pas appliquées - dont les signes avant-coureurs sont d'ailleurs déjà visibles. Les conflits fonciers, le refus de certains autochtones de donner la terre aux Moose, l'aliénation des terres sont des facteurs annonciateurs d'une crise foncière inéluctable.

Examinons maintenant, un autre élément, celui même qui justifie l'occupation de l'espace agricole à savoir le système de production.

B. Les systèmes de production

Le volume de la production vivrière constitue le baromètre de la situation d'ensemble qui peut prévaloir dans une société d'autoconsommation. Dans la Kossi et le Yatênga, il est globalement une conséquence directe du régime pluviométrique. Ainsi au regard des conditions agro-climatiques qui caractérisent chacune des deux régions, il se dégage une différence nette dans le volume et les possibilités de production. De façon générale, on a dans la Kossi un système de production sécurisée avec des excédents céréaliers quasi permanents, alors qu'au Yatênga les déficits sont chroniques et fréquents.

Les données statistiques qui seront livrées dans cette section émanent de deux sources.Les données officielles provinciales sont fournies par les Centres Régionaux de Promotion Agro-pastorale (C.R.P.A.) qui s'appuient sur des enquêtes par sondage exécutées par les agents d'agriculture sur le terrain.Ce sont des estimations fondées sur des extrapolations à manier avec précaution compte tenu de la faible taille de l'échantillon [53]. La quantification de la production est effectuée à partir des résultats de carrés de rendement. Les données issues de nos propres enquêtes sur tout ou partie des localités-

---

53 A titre d'exemple, pour établir en 1991 les statistiques agricoles du C.R.P.A. de la Boucle du Mouhoun regroupant les provinces de la Kossi, du Mouhoun et du Sourou, seulement 206 ménages ont été retenus (sur 93 337 ménages agricoles que comptait le C.R.P.A. en 1989, I.N.S.D., 1990,p.11) et 1 365 carrés de rendement posés (C.R.P.A. Mouhoun, Rapport d'activité campagne 1991-1992).

échantillons ont pour but d'expliciter les statistiques globales et de livrer des éléments d'analyses plus fines à l'échelle du village et du ménage agricole. Le bilan de la production à l'échelle élémentaire par décompte du nombre de récipients (paniers, sacs, charrettes) récoltés ayant servi à remplir le grenier et leur conversion en unité de poids est beaucoup plus proche de la réalité,même s'il dépend aussi de la fiabilité des déclarations des producteurs (méfiance ou orgueil du paysan conduisant à une sous ou sur-estimation volontaire, altération de la précision par le temps dans le cas de données rétrospectives, ...) et aux imprécisions nées de la conversion des mesures locales en unités de poids. Une marge d'erreur est donc certaine quelle que soit la source statistique considérée. Toutefois les ordres de grandeur sont respectés.

La démarche suivie dans l'étude du système de production a plus pour but de montrer la différence entre les deux régions que de porter un jugement de valeur sur les méthodes et les techniques culturales. Il s'agit ni plus ni moins de démontrer à partir des volumes globaux de production céréalière quelle région se prête bien ou mal aux activités agricoles (vivrières en particulier) d'une part et,de l'autre,quelles sont les possibilités ou les taux de couverture des besoins vivriers par l'auto-production à l'échelle de l'exploitation, du secteur ou de la région. Autrement dit, l'analyse de la production vivrière à ce stade de la réflexion cherche à savoir si les régions concernées et les unités de production sont ou non autosuffisantes [54] en produits vivriers de base et si les céréales que l'on rencontrera plus tard sur les marchés locaux sont des excédents (conjoncturels ou structurels) venant

---

[54] Nous nous alignons sur la définition de BIARNES et de COLIN (1987, p.460) pour qui "l'autosuffisance (est) entendue comme (un) auto-approvisionnement total du groupe de consommation ". Cette définition peut être extrapolée au niveau de l'échelle régionale.

de l'intérieur ou de l'extérieur. Mais avant d'en arriver là, nous allons analyser succintement les systèmes de culture en vigueur dans les deux régions.

1. Les systèmes de culture

1.1 Les cultures pratiquées

a) Une gamme variée à la Kossi

La durée de la saison des pluies, de même que l'abondance relative de la pluviosité, d'une part, et de l'autre la multiplicité des caractéristiques physico-chimiques des sols satisfont normalement aux besoins en eau et en substances minérales et organiques ainsi qu'au cycle végétatif de nombre d'espèces culturales. Il y a donc à l'évidence, pour les cultivateurs de la région, un large choix non seulement des espèces mais aussi des variétés des dites espèces que les préférences alimentaires et/ou commerciales des ménages et les conditions spécifiques de production définissent. Il ne s'agira pas pour nous de dresser ici un inventaire exhaustif des espèces et des variétés encore moins d'entrer dans des considérations techniques de leurs besoins et capacités nutritionnels.

Compte tenu de la prépondérance de l'autoconsommation, les espèces cultivées sont dominées par des cultures vivrières représentées par les céréales. Le mil et le sorgho constituent les principales cultures de subsistance. Ils occupent 71,33% des superficies totales emblavées de la Kossi en 1989-1990. Le mil, moins exigeant en eau mais qui préfère des sols plus légers, est plus cultivé au nord de la province (Nouna-Bomborokui-Barani- Djibasso) où il représente en 1989-1990 61,62% de la superficie

Tableau n° 7 : Répartition spatiale des espèces végétales dans le système agraire de la Kossi en 1989-1990 (en pourcentage)

	CEREALES						OLEAGINEUX			AUTRES CULTURES		
	Sor-gho	Mil	Maïs	Riz	Fonio	Total	Arachi-de	Sésa-me	Total	Coton	Niébé	Voand-zou
Solenzo	37,8	23,9	5,7	0,04	0,36	67,8	2,09	0,39	2,48	27,9	0,76	1,09
Nouna	22,3	61,6	1,37	0,04	4,54	89,8	3,8	1,33	5,13	1,99	0,04	3,02
Total Kossi	31,1	40,3	3,82	0,04	2,17	77,4	2,83	0,8	3,63	16,6	0,45	1,92

Source: Pourcentages calculés à partir des statistiques fournies par le C.R.P.A.Mouhoun

totale cultivée de la moitié nord contre 22,25 % au sorgho et 1,37 % pour le maïs. En revanche, le sud plus abondamment arrosé est plus cultivé en sorgho et en maïs: ils y occupaient respectivement en 1989-1990 37,81 % et 5,70 % contre 23,91 % au mil. Le fonio, 2,17 % des surfaces cultivées pour l'ensemble de la Kossi (0,36 % pour la moitié sud et 4,54 % au nord), auquel il faut ajouter le riz pluvial de bas-fonds (0,04 % des superficies) complètent la gamme des principales espèces céréalières de la région. Signalons que le maïs est essentiellement produit dans le sud (84,60 % des surfaces consacrées à cette céréale contre 15,40 % au nord). Le fonio est l'apanage du nord: 90,37 % de l'ensemble des superficies consacrées à cette plante lui sont réservés contre seulement 9,63 % au sud. Le tableau ci-avant donne des indications sur l'importance relative des différentes espèces cultivées en 1989-1990, campagne agricole au cours de laquelle nous disposons de données sur les superficies emblavées de la plupart des cultures pratiquées dans la Kossi. A défaut d'une spécialisation stricte en cultures par secteur on remarque tout de même une légère différence au niveau des surfaces

consacrées à chaque espèce entre le secteur septentrional (Nouna) et le secteur méridional (Solenzo) de la région.

Chaque espèce présente généralement plusieurs variétés. Au niveau du sorgho (*hanboro* en bwamu) on a la distinction entre le sorgho blanc, plus apprécié par les populations autochtones ici à cause de sa double vocation (préparation de la pâte de mil, *doro* en bwamu et de la bière de mil, *yamu*), et le sorgho rouge utilisé pour l'accomplissement de certains rites. A propos du cycle il faut remarquer que, de manière générale, les autochtones de la Kossi, dans un souci de "calage" [55] de la vie végétative des plantes cultivées avec la durée de la saison pluvieuse, cultivaient et cultivent encore préférentiellement les variétés à long cycle. Toutefois en plus de ces variétés (mil et sorgho de 120 à 150 jours) propres aux terroirs de la Kossi s'est ajouté ultérieurement un éventail de mils et de sorghos à cycle court (70 jours) ou moyen (90 jours) adapté à un climat rude. L'introduction et surtout la propagation de ces variétés est certainement à lier à la présence des immigrants moose.

Des cultures céréalières de base le maïs, *bara* en bwamu, est celle, quel que soit le type (maïs blanc ou maïs jaune) et la variété considérés, dont la maturation est l'une des plus rapides dans la région (70 à 90 jours

---

55 Lorsque la vie végétative du mil est inférieure à la durée de la saison des pluies, il y a des dangers de mauvais mûrissement des plantules (pourrissement des grains, carence en grains des épis, réduction de la taille des épis,...) notamment lorsque l'épiaison s'effectue dans une période de pluies abondantes et continuelles. Pour annihiler ce risque, les paysans de la région ensemencent des mils à long cycle de telle sorte que la phase d'épiaison corresponde avec le début de la fin des précipitations, période de raréfaction des averses. Il faut aussi souligner que la préférence des autochtones pour ces plantes à long cycle s'explique, à en croire les agriculteurs eux-mêmes, par le fait que plus la vie végétative de la plante est longue mieux les graines produites sont plus consistantes et plus nourricières.

maximum). Première céréale de consommation dans certaines contrées et exploitations du sud de la Kossi, il est le produit de soudure par excellence pour les gens de la région. Le fonio est pour les ménages du secteur nord ce que le maïs est pour ceux du sud.

Dans plusieurs localités de la région, en plus des cultures énumérées, on crée dans les bas-fonds des jardins potagers et des vergers de manguiers. Au bord des cours d'eau, en particulier du Mouhoun, des cultivateurs *modernistes* ouvrent des plantations de bananes. Certes il s'agit là de pratiques marginales mais, ce sont tout de même des possibilités culturales qui pourraient procurer aux paysans des revenus substantiels complémentaires ou supplémentaires et pourquoi pas de substitution surtout à un moment où la principale culture de rente, le coton, "bat de l'aile" en raison de la baisse des cours [56] alors que les coûts de production (prix des engrais, des pepticides et des équipements aratoires) ne cessent de croître d'anné en année.

A l'exception du coton - cultivé surtout dans le sud où il occupe 27,85 % des superficies totales mises en valeur en 1989-1990 - dont la finalité première et même exclusive est la vente, les autres espèces largement diffusées sont destinées prioritairement à la consommation familiale avant de se retrouver sur le marché. Dans ce sens les céréales traditionnelles, en particulier le maïs, dont le coût de production est nettement inférieur par rapport à celui du coton, pourraient constituer une alternative possible comme produit de vente à la culture du coton. Déjà bon nombre de gros producteurs du sud-Kossi commencent à inclure sérieusement le maïs dans leur stratégie de production commerciale, en raison d'une part de son faible coût de

---

[56] Le prix du coton au producteur est passé de 100F CFA/kg 1989-1990 à 95F en 1991-1992 et à 80F en 1992-1993.

production comme nous l'avons dit et d'autre part de son rendement réel moyen (1,8 tonnes/ha) plus élevé que ceux du sorgho (0,90 tonne/ha), du mil (0,60 tonne/ha) et même du coton (1,10 tonnes/ha). Au cours de la campagne agricole 1991-1992, les exploitations motorisées du secteur méridional de la Kossi ont mis en culture 215,04 ha de maïs contre 179,95 ha de coton. Cela est-il véritablement un changement d'orientation (ou une amorce de conversion) dans la stratégie de la production et des préférences culturales ou un simple événement conjoncturel? Dans tous les cas ce recentrage ou redéploiement sur le vivrier corrobore bien la possibilité de diversification de la production dans la région.

De manière générale, les allochtones moose sont plus portés vers les variétés précoces que leurs hôtes bwa et bobo. Cette *ethnicisation* des choix variétaux des espèces céréalières est assez intéressante dans la mesure où elle révèle, au-delà de la rigidité des habitudes,la prudence dans la production chez les colons moose (prévenir les effets de la contraction de la saison pluviale); habitué à d'incessants ajustements, le Moaga, sous quelque latitude qu'il soit, cherche instinctivement à mettre de son côté toutes les chances pour minimiser ses pertes en cas d'impondérable pluviométrique. Mais la préférence pour les variétés hâtives s'accompagne d'un désintérêt pour d'autres plantes telles que le niébé en raison précisément de la mécanisation de l'agriculture qui ne permet pas des cultures associées [57]. Alors que dans leur pays d'origine une grande place est accordée à cette espèce (7,5 % des superficies emblavées en 1987 au Yatênga), dans l'aire d'immigration, les colons n'y consacrent plus que des superficies de moindre importance: à peine 1% pour les producteurs de Bonza.

---

[57] Le niébé (ou haricot) est surtout cultivé en association avec le mil et le sorgho.

Tableau n°8:Préférences culturales des producteurs selon leur statut

CULTURES		AUTOCHTONES (Bwa et Bobo)	ALLOCHTONES Moose surtout
MIL	Cycle court	nul	fort
	Cycle long	fort	moyen
SORGHO BLANC	Cycle court	moyen	fort
	Cycle long	fort	moyen
SORGHO ROUGE	Cycle court	nul	marginal
	Cycle long	marginal	marginal
MAÏS		fort	moyen
FONIO		marginal	nul
COTON		fort	fort

b). Des cultures vivrières exclusivement au Yatênga

Les aléas climatiques répétés que connaît actuellement le Yatênga de même que la médiocrité des sols, ne permettent plus, à la différence de la Kossi, la culture de nombreuses espèces végétales, notamment celles qui réclament une importante humidité et des sols fertiles pour leur croissance. Deux cultures dominent spatialement et économiquement le système agraire yatengais. Il s'agit du mil et du sorgho (*ki* en mooré) qui ont couvert en moyenne 85,56 % des surfaces totales cultivées entre 1984 et 1988. MARCHAL (1983, p.527) estimait pour sa part en 1970-1974 à 88 % la part

des céréales sur l'espace cultivé; 99 % pour l'ensemble des cultures vivrières. Les autres cultures vivrières maïs, riz pluvial, arachide, niébé, sésame, fonio et voandzou n'occupent qu'une place secondaire (14,44 % des surfaces mises en valeur de 1984 à 1988) même si niébé et voandzou constituent des plats de résistance dans le système alimentaire moaga. Le coton, seule culture non alimentaire, qui était souvent cultivé pendant la période coloniale, ne représentait plus que 1,15 % des superficies cultivées en 1970 à Say (cela peut être considéré comme représentatif du Yatênga) (MARCHAL, op. cit., p. 377). Aujourd'hui il a pratiquement disparu. Les cultures de contre-saison telles que la pomme de terre, les divers légumes (chou, aubergine, tomate, haricot vert, ...) qui sont des créations récentes tournées presqu'exclusivement vers l'économie de marché et pratiquées seulement aux abords des barrages préférentiellement construits autour des grandes bourgades, n'occupent qu'une place très marginale; elles n'entrent pas encore dans le système agraire moaga. Leur diffusion se heurte d'ailleurs aux exigences financières de la construction des retenues d'eau.

Les contraintes climatiques, les habitudes socio-culturelles des populations, les caractéristiques physico-chimiques et topographiques des terres, bien souvent contraignantes, et l'orientation de l'économie traditionnelle compriment les choix des espèces cultivées. Le mil et le sorgho, par la grande possibilité d'adaptation (climatique, pédologique, topographique et de transformation alimentaire) de leurs multiples variétés hâtives comme tardives [58], sont des cultures vivrières par excellence sur lesquelles repose tout le système agraire.

---

58 KOHLER (1971, pp 84-85) relève dans l'ouest du pays moaga l'existence de près d'une trentaine de variétés pour les sorghos rouge et blanc confondus et deux pour le mil. MARCHAL (op. cit., p.387) a récensé dans le village de Say (Yatênga central):

Tableau n° 9 : Occupation spatiale des différentes cultures pratiquées dans le Yatênga de 1984 à 1988 (en %)

Années	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Coton	Arachide	Sésame	Niébé	Voandzou
1984	91,67		0,86	0,4	0,2	0	5,52	0,14	1,21	?
1985	46,66	35,76	2,75	0,38	0,34	0	8,91	0,61	4,22	0,37
1986	50,69	34,81	1,86	0,4	0,14	0,06	7,02	0,46	4,23	0,33
1987	53,31	25,16	3,57	0,36	0,46	0	9	0,66	7,48	0
1988	58,94	30,81	2,54	0,38	0	0	6,7	0,53	?	?

Source: Taux calculés à partir des résultats de l'enquête agricole du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage , 1989.

Anciennement (jusqu'au début du XXè siècle), TAUXIER dans Noir du Yatenga écrivait que "ce que l'on fait le plus au Yatenga c'est le sorgho blanc ou gros mil blanc. On l'appelle Kenda ou Kienda. Ensuite c'est le petit mil ou millet que l'on appelle Kazua ou Kazuya. Ensuite vient le sorgho rouge (Karada ou Kayadi)" (p.132). Mais de nos jours on assiste à une inversion dans le choix des céréales. La péjoration climatique dans la région incite désormais les paysans à adopter de plus en plus des variétés précoces et offrant une grande résistance à la sécheresse afin de tirer parti de la brièveté de la saison des pluies et d'écourter les soudures. C'est la raison pour

---

- six variétés de *Kazuya* (mil ou petit mil): *Kalbu, Wakaré, Kiliba, Nadiwemba, Belko, Beblada* ce dernier étant réservé aux rites rendus à la terre et à usage médical.
- sept variétés de *Kênda* (sorgho blanc): *Gnabne, Gnougo, Kapelgho, Barga, Baliga zonambdo, Wila* ou *Wedki, Lubri* (blanc)
- sept variétés de *Kazênda* (sorgho rouge): *Pogo yalma kamse, Makaki, Kadre lande, Gwanbdinongo, Kamanki, Lubri* (rouge)

laquelle on assiste à une préférence pour le mil par rapport au sorgho: 52,40 % des superficies emblavées lui ont été consacrées contre 31,64 % au sorgho entre 1985 et 1988. Le choix des espèces et des variétés tient donc désormais beaucoup plus compte des données naturelles (meilleure adaptation climatique, pédologique et topographique) que des considérations de rendement, de présentation, de goût, de conservation ou de commercialisation. C'est ainsi que le mil, dont le rendement réel moyen est plus faible que celui du sorgho (483 kg contre 675 kg/ha), mais qui est moins exigeant à l'entretien et plus résistant à la sécheresse, est plus cultivé.

Tableau n° 10 : Evolution inter-annuelle des rendements moyens du mil et du sorgho dans le Yatênga de 1985-1986 à 1991-1992 (kg/ha)

Campagne Cultures	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Mil	413	543	381	556	281	?	723
Sorgho	577	623	483	694	662	?	1013

Source: C.R.P.A. Yatênga

MARCHAL (op. cit., pp 513-515), cherchant à établir les rendements du mil et du sorgho dans le Centre-Yatênga, révèle une forte variation en fonction d'une part des aptitudes des sols et d'autre part du comportement pluviométrique. Ainsi les rendements du mil fluctuent entre 131 et 386 kg/ha sur les sols "marginaux" et entre 256 et 647 kg/ha sur les "bons" sols suivant les années. Les rendements du sorgho varient de 170 à 363 kg à l'hectare sur sols "marginaux" et de 352 à 680 kg sur "bons" sols et 600 à 900 kg sur les "très bons" sols. Ce qu'il faut retenir des rendements au Yatênga c'est, au-

delà des variations inhérentes à la qualité des sols et de la pluviométrie, leurs niveaux bas, voire très bas; moins de la moitié de ceux de la Kossi[59]. Ils se situent parmi les plus faibles du pays.

En résumé, la situation des cultures pratiquées dans la Kossi et au Yatênga se présente de la façon suivante:

- une large possibilité de diversification des cultures pour les exploitations de la Kossi, en particulier dans sa partie méridionale où cultures vivrières et culture de rente (coton) sont pratiquées. De plus, avec une bonne pluviosité et l'utilisation de la mécanisation intermédiaire et des engrais industriels liée à la culture du coton, les rendements y sont élevés.
- au Yatênga en revanche, la sécheresse a provoqué un appauvrissement de la gamme des plantes cultivées. Seules les cultures vivrières reduites au couple mil/sorgho peuvent encore y réussir les bonnes années. Les cultures exclusivement commerciales n'y existent pratiquement plus.

Comment les paysans, devant ces possibilités dictées par les conditions écologiques propres à chaque région, procèdent-ils concrètement au semis de ces cultures dans l'espace agraire? Quels objectifs recherchent-ils dans les combinaisons culturales pratiquées?

1.2 Les combinaisons culturales

Les combinaisons culturales adoptées par une société ou une exploitation paysanne sont un indicateur important qui renseigne sur la ou les

---

59 Les travaux des auteurs ci-après attestent la faiblesse du niveau des rendements au Yatênga: CARBON (1964), GERES (1964), LANDRAUD (1974), BILLAZ (1980).

finalité (s) réelle (s) sous-tendant l'activité agricole collective ou individuelle. L'analyse à laquelle nous nous livrons se fonde essentiellement sur des enquêtes d'opinion réalisées auprès des paysans.

a) Monoculture vivrière sur le plateau moaga

Le système de culture en vigueur au Yatênga repose exclusivement sur la culture du mil et du sorgho. Cette simplicité du système cultural moaga est à rattacher aux exigences agro-écologiques et à des considérations sociales, économiques et religieuses. Les effets combinés de la structure pédologique et topographique et du régime pluviométrique n'autorisent plus la pratique d'une gamme variée de cultures. L'abandon de la culture du coton jadis imposée par l'administration coloniale, au-delà du fait qu'il pourrait constituer le refus d'une politique coercitive - mais cela n'est sans doute pas le cas puisqu'à la Kossi, introduite par le même canal et dans les mêmes circonstances, elle y prospère - est la conséquence de la dégradation des conditions de production. Par contre le mil et le sorgho, par la durée de leur vie végétative et leurs besoins en eau et en éléments fertilisants, conviennent mieux aux conditions actuelles. De plus, leur présence en plusieurs variétés leur permet une meilleure adaptation aux variations du régime pluviométrique que le maïs, jadis cultivé dans les champs de case, ne l'autorise. Aujourd'hui toutes les unités de production sans exception ne pratiquent que la monoculture vivrière mil/sorgho. Et toutes les stratégies culturales mises en oeuvre concourent au renforcement de ce choix. Le seul objectif avoué étant la satisfaction des besoins alimentaires familiaux. Toutefois, les possibilités de commercialisation qu'elle génère ne laissent pas indifférents les paysans.

Comment ces cultures sont-elles inscrites dans l'espace?

Au Yatênga deux combinaisons culturales sont pratiquées: la rotation et l'association de cultures. A l'intérieur de ces combinaisons, une diversité de pratiques à l'échelle de l'unité de production portant en particulier sur l'ordre et la durée des successions des cultures complexifie le système.

La rotation des cultures, en particulier du couple sorgho-mil, est une pratique ancienne au Moogo mise en oeuvre pour gérer au mieux le potentiel de fertilité du sol (mil et sorgho tirent à des degrés divers les éléments nutritifs du sol) et varier la production tout en garantissant la sécurité alimentaire. L'ordre de succession des deux cultures est très variable selon les exploitations: ce peut être des rotations annuelles ou bi-annuelles mais rarement plus. Et si le sorgho ouvre toujours le cycle de production sur une parcelle nouvellement défrichée (il préfère les terres neuves), le mil est généralement la culture qui met fin au temps d'exploitation de la parcelle. Il supporte mieux les sols épuisés, l'enherbement exageré de fin d'exploitation et la concurrence des adventices.

L'association des cultures est en réalité conçue pour minimiser l'impact des effets pervers de la péjoration climatique et pour répondre aux exigences topographiques des champs tout en préservant les chances d'une production minimale. Le mélange de plusieurs plantes sur la même parcelle notamment mil-sorgho-niébé (plantes vivrières) et accessoirement sésame, da (oseille) est l'une de ses formes. Aujourd'hui beaucoup d'unités s'adonnent à cette pratique d'autant plus aisément que la culture manuelle, technique qui concerne encore la quasi-totalité des exploitations, le permet. La deuxième forme d'association est la juxtaposition des cultures sans possibilité de rotation. Elle est beaucoup plus une réponse technique dans le cas où le champ s'étend sur des topographies différentes (haut de glacis où sera cultivé du mil et bas de glacis réservé au sorgho).

L'adoption dans le Yatênga d'un système de culture simplifié reposant exclusivement sur la monoculture vivrière mil-sorgho est la réponse que la paysannerie apporte à l'insécurité du système vivrier. Qu'en est -il de la situation dans la Kossi?

b) Le couple culture vivrière/culture de rapport dans la Kossi

Dans la moitié sud de la Kossi, l'introduction de la culture du coton par l'administration coloniale française (MANESSY, 1960) puis sa vulgarisation après l'indépendance par les agents du service de l'Agriculture (SO.FI.TEX. en collaboration avec l'O.R.D. puis le C.R.P.A. de nos jours) a engendré une profonde mutation dans le système de culture des exploitations paysannes de la région. Tout comme actuellement dans la partie septentrionale, le système de culture ancien y reposait entièrement sur la production vivrière, avec toutefois une recherche de diversification des cultures pratiquées afin de permettre "une alimentation variée et plus équilibrée que celle qui repose sur des régimes alimentaires à base quasi exclusive de céréales" (TERSIGUEL, 1992, p.234). Cette diversification était rendue possible et dictée par les conditions climatiques souples et surtout par la variété et la complémentarité des plantes dont les cycles végétatifs et les calendriers culturaux peuvent s'emboîter.

Aujourd'hui avec la culture du coton, le système de culture dans le secteur méridional de la Kossi, à l'instar des autres régions de l'aire cotonnière du Burkina, a pris un double objectif: culture vivrière de consommation et culture commerciale [60] . Pour satisfaire à ce double objectif,

---

[60] Il n'y a plus une opposition,une dichotomie entre cultures vivrières et cultures commerciales. Toutes les plantes céréalières cultivées servent à la fois à l'alimentation des familles et à l'acquisition de numéraire.

les producteurs, équipés dans leur grande majorité de matériels agricoles modernes (charrue, tracteur,...) pour la production du coton, délaissent les cultures associées jadis pratiquées par les anciens pour se contenter de la rotation. TERSIGUEL (op.cit., p.251) qui souligne cette simplification du système de culture chez les Bwa de Boho-Kari, sur la rive droite du Mouhoun, indique deux types de rotation dominante: coton-céréales ou arachide, coton-maïs-sorgho ou autre avec une évolution tendancielle vers le couple coton/maïs. Le maïs par ses rendements nettement plus élevés que ceux des autres céréales (environ deux fois ceux du sorgho et du mil) est à la fois une culture vivrière de consommation, la plus appréciée dans la région, et une culture vivrière de rapport; d'où son association au coton, destiné exclusivement au marché et dont le prix est garanti et le débouché assuré jusque là. A cet égard, il convient de rélever l'efficacité du système coton-céréale qui permet simultanément la sécurité alimentaire et l'acquisition de numéraire. Toutefois la mécanisation introduit un appauvrissement de la gamme des plantes cultivées pour des raisons à la fois techniques et de rentabilité économique. Par exemple le mil, assez largement cultivé dans les exploitations manuelles, l'est moins dans celles dotées d'un attelage en raison de son faible rendement. Dans les unités motorisées il est encore moins cultivé: pendant la campagne 1991-1992, seulement 18,62% d'entre-elles relevant de la Cellule Motorisation de Solenzo (SO.FI.TEX.-Projet Motorisation) ont pratiqué le mil contre 79,41% au sorgho et 100% au maïs et au coton. Le haricot, le sésame sont de moins en moins cultivés par les unités motorisées.

Une autre lecture des combinaisons culturales, fondée cette fois sur l'appartenance ethnique, peut être faite. Chez les colons moose, les Bobo et Marka la gamme des plantes cultivées est plus diversifiée que chez les Bwa.

Plus de la moitié des ménages moose et marka cultive à la fois le sorgho, le mil, le maïs et le coton auxquels ils ajoutent subsidiairement le niébé, le sésame et le voandzou. Dans les exploitations moose la culture du coton occupe autant d'unités de production que la céréaliculture. Chez les Bwa le coton concerne nettement moins de ménages agricoles que le sorgho et le maïs. Voilà qui bouscule beaucoup d'idées reçues, à moins que les Bwa de Kouakoua ne constituent un cas très particulier. Le maïs est beaucoup plus présent dans le système de culture bwa et marka qu'il ne l'est dans ceux des Bobo et des colons moose.

Tableau n°11: Répartition des ménages par cultures pratiquées et par ethnies à Bonza et à Kouakoua en 1991-1992 (en %)

	Cultures							
Ethnies	Sorgho	Mil	Maïs	Coton	Arachide	Niébé	Sésame	Voandzou
Bwa	99	50,15	93	66	6	0	0	0
Moose	96,9	54,6	51	90,6	12,4	4	0,3	1,3
Bobo	32,9	86,2	29,9	62,2	64,6	13,1	8,9	21,5
Marka	97,3	50,7	74,4	73,3	33,3	40,2	18,7	7,5

Autant dans le Yatênga que dans la Kossi, on note une modification des systèmes de culture mais pour des raisons différentes . Au Yatênga la complexification du système de culture mise en évidence par la diversification des combinaisons culturales est la réponse qu'une société, où la culture manuelle est encore fortement implantée, oppose à la détérioration des conditions météorologiques et édaphiques. Dans l'aire cotonnière de la Kossi en revanche on assiste à une simplification du système appréhendable aussi bien au niveau des combinaisons culturales (rotation des cultures quasi

exclusivement) qu'à celui de la gamme des plantes cultivées par l'exploitation (coton-maïs et/ou sorgho de préférence). Cette évolution tient à la généralisation de la mécanisation engendrée par l'introduction de la culture du coton dans la zone.

Malgré ces évolutions différentes, à priori contradictoires, la recherche de la sécurité alimentaire par l'auto-production demeure encore dans les deux régions l'objectif prioritaire de la production, même si au niveau du secteur méridional de la Kossi la spéculation est aujourd'hui une donnée très importante dans les prises de décision et dans la conduite des opérations culturales. Mais l'objectif de l'autosuffisance alimentaire est-il pour autant atteint dans les deux régions? Pour répondre à cette question, analysons maintenant les volumes de la production vivrière de chacune des deux entités.

2. Les volumes de production vivrière

2.1 Des excédents céréaliers permanents à la Kossi

L'étude du régime pluviométrique dans la Kossi a révélé une relative régularité et une assez bonne répartition spatio-temporelle des pluies, en tout cas suffisantes pour une production céréalière satisfaisante.

De la campagne agricole 1984-1985 à celle de 1990-1991, période pendant laquelle nous disposons de données sur la province de la Kossi [61], les productions ont toujours été excédentaires.

---

61 La Kossi n'a été érigée en province autonome qu'en 1984 par un décret portant restructuration administrative du territoire du Burkina Faso: 25 provinces furent ainsi créées. En 1986, elles furent portées à 30. Auparavant le cercle de Nouna (Kossi) de même que ceux de Tougan (Sourou) et de Dédougou (Mouhoun) étaient regroupés au

Tableau n° 12 : Evolution de la production céréalière dans la Kossi de 1984-1985 à 1990-1991 (en tonnes)

Campagne	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
Production nette	61290	74248	86000	80824	115613	121263	116930
Bilan céréalier (excédent)	11433	11437	16800	14318	47101	48280	42954

Source: C.R.P.A. Boucle du Mouhoun. Dédougou

La production croissante dans l'ensemble est due en grande partie à une augmentation des superficies emblavées (de 83 847 ha en 1984-1985 à 270 200 ha en 1990-1991, soit un accroissement de 222 % environ en sept ans) pour des raisons déjà évoquées dans le chapitre II (augmentation du nombre des exploitations agricoles par morcellement des anciennes grandes unités de production et par le maintien d'un courant migratoire fort) et, à un degré moindre, à l'amélioration des techniques de production (mécanisation

---

sein de la même entité administrative dénommée Département de la Volta Noire avec pour chef-lieu Dédougou. Le découpage du territoire national en Organismes Régionaux de Développement (O.R.D.) obéisait à cette ancienne organisation administrative du pays. Malgré le changement de dénomination (O.R.D. devenu C.R.P.A.) et la restructuration administrative, les trois provinces continuent de rélever de la même direction agricole, le C.R.P.A. de la Boucle du Mouhoun (dont le siège est à Dédougou), qui assure, en plus de l'encadrement des paysans, l'établissement des statistiques agricoles de chaque province.

des exploitations et emploi direct des engrais industriels dans les champs de céréales ou, plus fréquents, les arrières effets de leur utilisation sur les parcelles de coton abandonnées ensuite au profit de la céréaliculture).

Néanmoins on décèle des variations inter-annuelles avec parfois des baisses relatives plus ou moins sensibles (1987-1988) entre des années très fastes (1986-1987 et 1988-1989) alors que les superficies cultivées n'ont cessé de croître régulièrement. Cette fluctuation montre à quel point les productions sont aussi bien tributaires de la pluviométrie que des méthodes et techniques culturales. En effet, malgré une nette amélioration ces dernières années des techniques et moyens de production, les rendements, à l'image de la pluviosité, sont très fluctuants aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Tableau n° 13 : Variation dans le temps et dans l'espace des rendements dans la Kossi

(kg/ha)

13 a

	1985-1986			1986-1987			1987-1988		
	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs
Secteur Solenzo	985	1085	1320	765	1215	1295	757	847	1350
Secteur Nouna	625	835	770	720	900	1145	500	512	1526
Total Kossi	705	980	1220	733	1090	1270	629	680	1438

13 b

	1988-89			1989-90		
	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs
Secteur Solenzo	726	896	1980	713	908	1536
Secteur Nouna	697	602	1406	614	756	1466
Total Kossi	712	749	1693	647	861	1525

Source: A partir des rapports annuels d'activités du C.R.P.A. Boucle Mouhoun

Les rendements moyens (mil-sorgho-maïs confondus) calculés par nos soins à partir des déclarations des exploitations de notre échantillon à Bonza puis à Kouakoua dans le secteur de Solenzo s'établissent à 827,10 kg/ha en 1990-1991 et 922,67 kg/ha en 1991-1992. Le rendement calculé à partir des informations collectées auprès du Service Motorisation de la SO.FI.TEX. (Cellule de Solenzo) s'élèvent à 1 076,50 kg/ha en 1991-1992 pour les exploitations motorisées. Les écarts entre les chiffres sont à lier au choix et à la taille des échantillons, à l'irrégularité inter-annuelle des pluies, à l'implantation géographique des exploitations et à leur niveau de *modernisation*. Les unités de production mécanisées utilisant l'engrais chimique ont des rendements nettement plus élevés que leurs homologues

privilégiant la culture manuelle [63] . Ainsi les productions à l'unité de surface peuvent fortement fluctuer d'une exploitation à l'autre pour cette raison mais aussi pour des considérations, nous semble-t-il, d'appartenance ethnique. Nous y reviendrons dans la deuxième partie de cette thèse. Pour l'instant retenons qu'à l'intérieur d'un même terroir et au cours d'une même campagne, les variations peuvent aller du simple au double comme l'attestent ces deux exemples empruntés au village de Bonza; en 1990-1991 l'exploitation de OUEDRAOGO a obtenu un rendement à l'hectare de 1 311 kg alors que celle de GUINDO n'a enregistré que 624,70 kg. Au-delà de l'inégalité intra-régionale des rendements, la Kossi est, avec le Houet, le Kénédougou et la Comoé, la province où le niveau de rendement à l'hectare des céréales traditionnelles est le plus fort au Burkina, soit de l'ordre de dix quintaux. C'est aussi ici que la productivité moyenne par actif est la plus intéressante: nos enquêtes indiquent 363,15 kg par actif en 1990-1991 et 426,83 kg en 1991-1992 pour Kouakoua, 617,44 kg et 728,10 kg respectivement en 1990-1991 et 1991-1992 pour Bonza. Dans les exploitations motorisées, où pour la plupart le maïs est cultivé comme produit de rapport, la productivité par actif pour les céréales atteint et dépasse bien souvent 2 000 kg. TERSIGUEL (op. cit.) a fait le même constat chez les exploitations motorisées de Boho-Kari.

---

63 Les rendements moyens toutes cultures confondues des unités de production motorisées varient de 910 à 1345 kg/ha. Pour le maïs ils vont de 1250 à 2111 kg/ha, le sorgho de 780 à 1197 et le mil de 510 à 726.

La comparaison des rendements moyens toutes céréales confondues n'est pas aisée. Suivant la répartition des superficies allouées à chaque céréale dans une unité de production (la plupart des exploitations cultivent au moins deux céréales), le rendement moyen peut être faible ou élevé sans pour autant que l'unité en question soit peu ou prou performante (moins de soins culturaux, pratiques "extensives" ou plutôt application de méthodes "intensives").

Malgré le bon comportement de la production globale, l'abondance des récoltes, comme le laisse présager du reste les variations importantes de rendement et de productivité par actif, n'est pas effective sur toute l'étendue du territoire provincial encore moins pour tous les ménages agricoles. Si le secteur de Solenzo, l'aire cotonnière (moitié sud de la Kossi), est en permanence excédentaire (exceptés des cas conjoncturels très rares) celui de Nouna (moitié nord) a accusé entre 1984-1985 et 1989-1990 trois années déficitaires sur six; -6 084 tonnes en 1984-1985, -41 tonnes en 1985-1986 et -580 tonnes en 1987-1988. Cependant, la faiblesse des contre- performances sectorielles et surtout leur espacement dans le temps - elles sont précédées et/ou suivies d'une ou de plusieurs années fastes (3 800 tonnes d'excédent en 1986-1987, 26 466 en 1988-1989, 13 879 en 1989-1990 et sans doute autant en 1990-1991) - font que les déficits influent peu sur l'équilibre alimentaire dans la région en raison de la disponibilité des réserves paysannes.

Tableau n° 14 : Variation spatiale de la producton céréalière dans la Kossi de 1984-1985 à 1989-1990 (en tonnes)

14 a

Secteurs	1984-1985		1985-1986		1986-1987	
	Production	Bilan	Production	Bilan	Production	Bilan
Solenzo	36027	+17517	41374	+11478	47500	+13000
Nouna	25263	-6084	32874	-41	38500	+3800

14 b

Secteurs	1987-1988		1988-1989		1989-1990	
	Production	Bilan	Production	Bilan	Production	Bilan
Solenzo	46558	+14898	53251	+20635	68866	+34401
Nouna	34266	-580	62362	+26466	52397	+13879

Source: C.R.P.A. Boucle Mouhoun

+ : excédent

- : déficit

La variabilité inter-annuelle et les disparités dans la production céréalière à l'échelle des villages et des ménages sont également perceptibles dans la zone de Solenzo pourtant réputée excédentaire. Pour l'échantillon du village de Bonza, la production est passée de 769,950 tonnes en 1990-1991 occasionnant un déficit de 70,89 tonnes à 907,950 tonnes en 1991-1992 produisant un excédent de 67,12 tonnes[64] . Avec un coefficient d'extrapolation de 1,8 en 1990-1991 et de 1,9 pour 1991-1992, la production de l'ensemble du village était respectivement de 1 385,910 tonnes et de 1 725,105 tonnes. Or cette quantité produite en 1991-1992 ne peut être expliquée par une augmentation des superficies puisqu'il y a eu parallèlement plutôt, si infime soit-elle, une réduction des surfaces semées en céréales: 764 ha en 1990-1991 contre 762,75 ha en 1991-1992 pour l'ensemble des ménages-échantillons du village. Et comme il n'y a pas eu une amélioration subite des techniques de production, il y a fort à parier que

---

[64] Les bilans céréaliers sont calculés ici sur la base des taux de consommation déclarés par les producteurs eux-mêmes qui sont toujours supérieurs au taux considéré par l'administration. Lorsqu'on table sur le taux officiel de consommation de 190kg par personne et par an, le déficit de 1990-1991 se transforme en excédent de 321,17 tonnes et le solde positif de 1991-1992 se consolide à 459,17 tonnes.

l'écart est le résultat d'une meilleure pluviosité pour toutes les céréales ensemencées. A Kouakoua la production est allée de 96,960 tonnes en 1990-1991 à 113,964 tonnes en 1991-1992 pour l'ensemble des 88 ménages. Ces productions sont insuffisantes au regard des besoins de consommation déclarés par les chefs de ménage (118,442 tonnes) [65] . Dans la localité 48,65 % des ménages ont enregistré une production déficitaire en 1990-1991 contre 52,27 % en 1991-1992. A Bonza ces pourcentages sont respectivement de 26,39 et de 20,25; les pourcentages extrapolés s'établissent à 47,50 et 38,48. Il n'y a donc pas d'homogénéité dans la production d'excédents céréaliers dans la Kossi. Tous les ménages, tous les villages ne produisent pas d'excédents en même temps.

La défaillance des ménages, outre les caprices pluviométriques, est liée à de multiples facteurs :

- le problème de main-d'oeuvre (à Kouakoua, 36,17 % des ménages déficients ont une population à charge supérieure à la population active; à Bonza, le taux est de 37,50% [66]) peut contrarier l'exécution, dans les délais opportuns, des opérations culturales. Une prédominance de main-d'oeuvre féminine, surtout lorsque les femmes ont des nourrissons, peut conduire au même résultat. D'ailleurs dans la société bwa, la femme participe très peu aux travaux champêtres. Sa participation à l'exécution des opérations agricoles, très épisodique, se limite aux semailles des parcelles préparées (buttage ou billonnage après défrichement ou nettoyage éventuel) par l'homme, aux

---

65 En considérant un taux de consommation per capita de 190 kg/an, le village de Kouakoua, contrairement aux bilans établis sur la base des déclarations des ménages, aurait produit un excédent d'au moins 8 tonnes en 1990-1991 et de 25 tonnes en 1991-1992.

66 Au total 55,32% des ménages déficitaires à Kouakoua ont une population à charge supérieure ou égale à la population active. A Bonza, 65,63% des ménages défaillants ont un nombre d'inactifs supérieur ou égal à celui des travailleurs.

récoltes, au vannage et au transport des produits au village [67]. Elle ne prend donc pas part à l'opération culturale la plus contraignante et la plus exigeante en force de travail et de laquelle dépend l'étendue de la parcelle ensemencée; le buttage ou billonnage est réalisé avant le semis chez les Bwa.

- les choix culturaux; des ménages peuvent privilégier la culture du coton au détriment de celle des plantes vivrières mil-sorgho-maïs, quitte à acheter tout ou partie de la consommation céréalière avec le revenu cotonnier après les récoltes.
- le niveau d'équipement de l'exploitation; les unités "motorisées" puis celles pratiquant la culture attelée produisent nettement plus que celles qui en sont encore à la houe.
- des événements conjoncturels tels que les inondations, les décès, les maladies, etc. peuvent avoir des répercussions fâcheuses sur les quantités produites en fin de campagne agricole.

En dépit de la défaillance des ménages moins performants dans la production céréalière, on note, de façon générale, une augmentation de la production agricole dans la Kossi grâce sans doute à une évolution des méthodes et techniques de production mais beaucoup plus aux mouvements migratoires et aussi, dans une certaine mesure, à l'incitation née de la valeur marchande prise par les céréales permettant aux paysans de satisfaire à un

---

[67] Pour plus de détail sur la division du travail dans l'exécution des opérations culturales et sur le déroulement des activités champêtres, le lecteur peut se reporter aux travaux de TAUXIER (op. cit., p.52), SAVONNET (op. cit., pp40-42), MANESSY (op. cit., pp210-221). Soulignons que de nos jours la participation des femmes, notamment celles évoluant dans les exploitations motorisées, est de plus en plus importante.

certain nombre de besoins de consommation et d'équipement et d'obligations sociales. Ceci tranche carrément avec la situation prévalant au Yatênga.

2.2 Des déficits céréaliers chroniques et fréquents au Yatênga

Le Yatênga fait désormais partie des zones déficitaires du Burkina Faso. Les statistiques du C.R.P.A. attestent cet état de fait. Cette déficience est la conséquence directe de l'insuffisance et de la mauvaise répartition des précipitations. Toutefois des événements conjoncturels comme les invasions acridiennes par exemple en sont parfois responsables. En 1989, plus que par la défaillance pluviométrique, les récoltes y ont été compromises par l'arrivée des criquets et des sauteriaux. Les déficits céréaliers sont devenus, au regard de tous ces aléas, structurels dans cette région nord du pays. Le tableau ci-après résume bien la situation. Les calculs sont faits avec un taux de consommation de 190 kg/personne/an.

Tableau n° 15 : Bilan céréalier du Yatênga de 1980-1981 à 1991-1992
(unité: 1 000 tonnes)

15 a

Campagne agricole	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
Production	39,09	69,1	53,63	54,12	22,1	58,41
Bilan	-65,4	-41,1	-55,2	-56	-77,1	-51,6

15 b

Campagne agricole	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Production	90,62	59,06	108,7	78,32	44,3	?
Bilan	-41,2	-11	-2,7	-42,9	-69,2	+24,9

+: excédent

-: déficit

Sources : - AMIRA pour les données portant sur le bilan et C.R.P.A. en ce qui concerne les productions de 1980-1981 à 1986-1987; elles concernent le C.R.P.A. du Yatênga qui regroupe les provinces du Yatênga et du Passoré.
- C.R.P.A. du nord pour les données de 1987-1988 à 1991-1992. Données afférentes à la seule province du Yatênga.

Une seule campagne agricole sur douze, celle de 1991-1992, est excédentaire. La région a subi des déficits céréaliers cumulatifs et croissants depuis pratiquement la grande sécheresse du début des années 1970. S'il n'a été que de 2,61 % en 1988-1989 (année du plus faible déficit), le déficit a représenté 64,82 % des besoins de consommation céréalière de la province en 1990-1991.

Toutefois, conformément à la variation spatiale de la pluviosité, tous les secteurs du Yatênga ne sont pas toujours déficitaires simultanément. SOME,dans un rapport d'étude (1990, p.3), indiquait par exemple que les Zones d'Encadrement Agricole (Z.E.A.) de Thiou et de Kaïn, rélevant de la province du Yatênga, dégageaient un excédent vivrier d'environ 3 900 tonnes à l'issue de la campagne agricole 1988-1989, alors que bon nombre de Z.E.A. de la région affichaient des déficits plus ou moins importants selon les cas.

Cette différence de performances agricoles est aussi répérable à l'échelle des ménages. Même à l'intérieur d'un village, toutes les unités de production n'accusent pas dans les mêmes proportions les déficits céréaliers. A Iria Yarsé dans le département de Kalsaka, malgré des récoltes catastrophiques en 1990-1991 [68], six ménages sur les quarante-un que compte le village, parce qu'ils ont semé des variétés très hâtives dans des champs de bas-fonds pourtant réservés habituellement à des variétés plus tardives en pluviométrie normale, ont pu effectuer des récoltes. En 1991-1992, en dépit d'une assez bonne production dans la province (un excédent de près de 25 000 tonnes), un seul ménage à Iria était excédentaire. L'ensemble des ménages de la localité a enregistré un déficit représentant 49,11 % des besoins de consommation pouvant être rehaussé à 63,22 % si l'on prend en compte les déclarations des chefs de ménages.

La crise de production dans le Yatênga peut également s'apprécier à partir de la faiblesse de la productivité par actif. A Iria où nos enquêtes dans ce sens sont approfondies, il apparaît que la quantité de céréales produite par actif agricole s'élève à 426,51 kg en 1991-1992 (année exceptionnellement bonne) contre 91,65 kg en 1990-1991, année *blanche* du fait de la très mauvaise pluviosité. Pour MARCHAL (op. cit., p.521), elle ne dépasse guère 330 kg/actif même en "bonne" année pluviométrique dans les exploitations privilégiant l'"intensif". En année normale l'actif agricole yatengais arrive à peine à assurer sa propre consommation individuelle. Le rapport production/résident, encore plus défavorable, renseigne sur la précarité de la

---

[68] La quasi-totalité des ménages d'Iria Yarsé, à l'instar de bien d'autres localités du Yatênga, n'a pu effectuer aucune récolte: "même pas un panier "nous ont confié les villageois.

L'arrêt inattendu des pluies après la première décade de septembre alors que les plantes étaient à la phase d'épiaison - il fait suite à une installation tardive de l'hivernage - a provoqué un assèchement des plantes sur pied avant mûrissement.

production et des possibilités d'alimentation dans la région. En 1990-1991 le rapport pour l'ensemble du Yatênga était de 78,80 kg; 275,35 kg en 1991-1992. A Iria il était respectivement de 18,70 kg et de 96,70 kg.

Dans l'ensemble, la production dans le Yatênga bon an mal an est déficitaire. Malgré les adaptations culturales (qui ont *involontairement* d'ailleurs développé l'*extensif* au détriment de l'*intensif*) et l'évolution du choix des variétés cultivées, ni les rendements à l'unité de surface, ni la productivité par actif agricole et par résident ou même celle de la journée de travail (MARCHAL, op. cit., p.520) ne sont capables d'assurer aux gens une production vivrière suffisante. Même en année considérée comme normale là-bas, les travaux de bon nombre d'auteurs ayant étudié la région révèlent que la production par habitant (200 kg de grains) suffit à peine à l'autoconsommation.

*

* *

En analysant le système de production à l'échelle régionale, nous cherchions à caractériser les potentialités agricoles des régions étudiées qui légitimeraient les échanges existants entre elles. Deux grandes tendances peuvent schématiquement être dégagées:

- d'un côté la Kossi dont la production, grâce à des conditions pluviométriques et pédologiques favorables, est structurellement excédentaire et où le paysan se voue à la production vivrière et à la culture commerciale. Les rendements et les productivités y sont parmi les plus élevés du pays.
- de l'autre le Yatênga, où pourtant la paysannerie ne se contente que de la culture vivrière, les déficits sont devenus un événement habituel. C'est aussi

d'ailleurs ceux-ci qui ont entraîné cela. Les rendements, les productivités par actif ou par résident et la production y sont très faibles. ANCEY (1975, p.110) estime de 1 à 2,5 la différence de production entre l'agriculteur du Yatênga et son homologue de la Volta Noire (l'aire cotonnière).

Au-delà des grandes tendances, l'analyse de la production montre à quel point il y a, et cela est très important, une diversité de situations tant au Yatênga que dans la Kossi. Si la variété des tonnages récoltés au cours d'une même campagne agricole dans un secteur ou un terroir donné traduit les inégales possibilités de mise en valeur [inégal accès au foncier et aux meilleures terres, contraintes foncières (BIARNES et COLIN,1988; DUPIRE 1960; MARCHAL,1983 et IZARD,1980); inégale efficacité culturale des exploitations qui conduit à l'adoption de pratiques "intensives" ou "extensives" (MARCHAL, ibid.), bref inégale performance socio-économique des unités de production], les variations inter-annuelles et spatiales des productions céréalières introduisant des contrastes, des disparités entre régions, secteurs, localités et ménages agricoles sont plutôt inhérentes aux régimes et aux caprices pluviométriques. C'est là une particularité de la production des régions à climat soudano-sahélien qui complexifie la carte des disponibilités vivrières et la structuration de l'espace céréalier à cette latitude.

CONCLUSION PARTIELLE : LES CONDITIONS D'EMERGENCE D'UN ECHANGE INTER-REGIONAL

Des analyses qui précèdent, il ressort que l'espace céréalier de la frange occidentale de l'Ouest-Burkina est constitué de régions dont les potentialités sont différentes, voire opposées. La Kossi et le Yatênga en sont des exemples types.

La première, par sa situation géographique, bénéficie de grandes potentialités agricoles. Grâce à des conditions pluviométriques favorables et des sols fertiles, les populations y pratiquent une agriculture florissante. La moitié sud en particulier, qui s'intègre dans le secteur cotonnier, est une zone de forte production céréalière. Les paysans qui y possèdent des moyens modernes de production dégagent des excédents céréaliers importants et quasi permanents.

Par contre avec un climat plus sahélien que soudanien caractérisé par une insuffisance et une irrégularité inter-annuelle et intra-saisonnière marquées des précipitations, des sols apprauvris par surexploitation, un espace agricole quasi "fini" et, en conséquence de tout cela, une chute de la production vivrière, le Yatênga connaît une série d'années de disette et de famine créant une situation d'insécurité alimentaire alarmante, une impossibilité d'autosuffisance à l'échelle régionale. Les besoins alimentaires n'y sont que très rarement satisfaits ces dernières décennies.

Face à une insatisfaction vivrière devenue structurelle, les gens du Yatênga, attirés par l'abondance de l'alimentation ainsi que la qualité du niveau de vie général atteint par le paysannat dans la Kossi, sont portés à migrer dans cette région (parallèlement à la migration de travail à destination de la Côte d'Ivoire) devenue l'une des contrées du Burkina la plus

spectaculairement soumise à la colonisation agricole moaga. C'est dans cette logique que naîtront et s'intensifieront les flux migratoires aboutissant à une forte occupation de la Kossi, en l'occurrence sa portion méridionale qui bénéficie encore d'espaces libres, de sols fertiles et d'une bonne pluviosité.

Or le départ des migrants, lorsqu'il n'est pas le résultat d'un fait conflictuel, ne signifie pas rupture, cassure d'avec le pays natal. Des relations multiples et complexes lient l'émigré à sa famille et à sa région d'origine. Ce peut être des relations fondées sur des considérations matrimoniales comme l'a étudié KOHLER (1974) pour les colons moose originaires du Yatênga de l'Office du Niger au Mali pendant la période coloniale. Ce peut être aussi des relations sous-tendues par l'envoi d'argent aux parents restés au village pour l'achat de vivres et le paiement de l'impôt de capitation (ANCEY, 1974). Ce peut être enfin, et c'est ce que nous analyserons dans les chapitres à venir, des rapports qui se manifestent par l'envoi direct de céréales aux connaissances restées au *pays* ou par l'appui consenti d'une façon ou d'une autre aux commerçants assurant le transfert céréalier à destination du *pays*.

La précarité écologique dont la résultante est l'indisponibilité céréalière (Yatênga), les grands atouts agricoles source d'une abondance de la production et les réserves d'espace (Kossi), la présence massive des gens du Yatênga dans la Kossi, voilà les fondements spécifiques générateurs de mouvements de vivres entre les deux régions. Après une série de processus de déstructuration cumulative de la fin du XIXè siècle à nos jours qui a abouti à la désorganisation et à l'appauvrissement total de l'espace et de la société agricole, donc "à la déstructuration de la société et de l'économie préexistantes" comme l'écrivait ATTIA (1984, p.211) à propos des régions de Sidi Bouzid et de Kasserine dans le Centre-Ouest tunisien, la société moaga du Yatênga s'est vue obligée de recourir à la complémentarité inter-régionale,

laquelle a permis jusque-là la survie d'une partie de ses membres grâce à la migration qui, en même temps qu'elle stabilise l'espace, rapporte de l'argent et des céréales.

D'ores et déjà, on peut supposer que le transfert de grains de la Kossi vers le Yatênga est une suite logique de la colonisation agricole moaga dans la première région. Maintenant il va falloir voir si dans sa manifestation (transfert assuré directement par les immigrants ou effectué par les commerçants), le transfert des vivres de l'aire d'immigration à l'aire d'émigration est une stratégie de compensation des déficits de la production au Yatênga pensée et exécutée comme telle, donc considérée comme une situation normale de contournement des risques agricoles. En d'autres termes, peut-on ou doit-on considérer le transfert de céréales en grande partie produite par les colons moose comme cause et non comme conséquence de l'immigration? Si l'insertion des colons dans une logique d'échange céréalier semble indéniable - nous en voulons pour preuve leur installation préférentielle près des axes routiers et des marchés d'une part et l'option prise pour les surplus vivriers d'autre part - il nous reste à prouver leur importance sur le marché et leur désir d'acheminer leur production en priorité vers le Yatênga.

DEUXIEME PARTIE

LES STRATEGIES ET PRATIQUES PAYSANNES ET LEURS LIMITES

Les stratégies et les pratiques auxquelles les paysans ont recours pour assurer leur subsistance et autres besoins vitaux ne peuvent être cernées qu'à l'échelle du terroir et à celle des exploitations agricoles. Cette descente *au ras du sol* permet, au-delà de la diversité des cas de figure, de procéder à un regroupement des stratégies selon le statut de résidence ou l'ethnie des paysans. "Unité fonctionnelle d'organisation et d'exploitation de l'espace rural" (COUTY et HALLAIRE, 1980), le terroir avec ses unités domestiques constitue le meilleur observatoire de détection et d'analyse de la "diversité, à l'échelle locale, des contraintes qui pèsent sur les paysans, de leurs objectifs, de leurs stratégies de production face aux opportunités de diversification qui s'offrent à eux" (COLIN, 1990, p.116). Toutefois, devant la modicité du champ d'investigation (trois terroirs), notre approche ne peut échapper à la critique courante de non représentativité spatiale et statistique surtout que derrière l'individuel (exploitation) nous recherchons le collectif, le groupe. A l'évidence il y a de bien réelles difficultés de généralisation à partir d'un tel nombre limité de terroirs. Néanmoins, *l'ethnisation* des comportements et stratégies paysans là où elle sera caractérisée, donc la généralisation des observations réalisées, ne devrait souffrir de cette lacune dans la mesure où les faits de société quel que soit leur champ d'application, que ce soit à l'échelle du groupe, d'un fragment du groupe ou de l'individu, demeurent peu amovibles.

Les pratiques et les objectifs paysans étant suscités par les conditions naturelles et humaines locales, nous tenterons, dans cette partie, d'analyser les particularités paysannes par région. Cette démarche nous permettra, en conclusion, de ressortir l'obligation pour les ménages ruraux du Yatênga de recourir au marché pour assurer leur alimentation.

CHAPITRE IV. LES ATTITUDES PAYSANNES DANS LA KOSSI

Conformément à l'approche décrite auparavant, nous ferons systématiquement la distinction entre exploitations autochtones et exploitations allochtones. Nous regrouperons sous le vocable d'exploitation autochtone toute exploitation bwa, bobo ou marka dont le chef est originaire de la région. A l'opposé, l'exploitation allochtone est celle dont le chef d'exploitation provient d'une région autre que la Kossi, donc appartenant à un groupe ethnique différent des trois ci-dessus cités. Mais compte tenu de notre problématique et aussi du poids numérique des Moose, lorsque nous ferons allusion aux exploitations allochtones sans autre précision c'est qu'il s'agit de moose. Rappelons qu'à Bonza 98 % de la population est allochtone (Moose et assimilés en quasi-totalité) et qu'à Kouakoua 83,5 % de la population appartient à des ethnies autochtones de la région (dont 60,5 % originaire du village) en 1992.

Par cette catégorisation nous cherchons à déterminer la part réelle des étrangers, et précisément des Moose, dans le volume de la production, des réserves et de l'offre céréalières dans la Kossi. Sont-ils les principaux promoteurs de la production et de la commercialisation des céréales transférées ou transférables vers les régions lointaines, en l'occurrence vers le Yatênga? Et les stratégies utilisées sont-elles conçues dans une optique de nourrir les parents à distance? Pour répondre à ces interrogations, une analyse des caractéristiques propres à chaque ethnie ou groupe d'ethnies a été tentée afin de cerner, à travers les pratiques paysannes, l'originalité et la ou les finalités de chaque système de production traditionnel dans sa dynamique.

A. Les politiques de production des exploitations agricoles

1. Un équilibrage de la production chez les autochtones

Les règles traditionnelles de l'organisation et de la gestion de la production chez les populations autochtones de la Kossi ont toujours constitué un contrepoids à une production exagérée.

L'exclusivité d'une économie foncièrement basée sur la subsistance a longtemps caractérisé la société bwa pour ne prendre que cet exemple. La production était pour ainsi dire limitée aux cultures vivrières de base que sont le mil, le sorgho et le maïs et aux plantes alimentaires telles que le haricot, le fonio, le voandzou, l'arachide généralement cultivées en association avec les premières. L'agriculture était quasi exclusivement consacrée à l'autoconsommation. Pour concrétiser cet objectif, la société bwa précoloniale a mis en place une organisation communautaire de la production. L'accumulation individuelle des richesses était mal vue. L'égalitarisme était la philosophie du groupe; il inhibait toute entreprise personnelle. D'ailleurs toute personne qui allait à l'encontre de cette doctrine était châtiée. CAPRON (1973, p.240) écrivait qu' "il suffisait qu'un chef de village tributaire (relevant d'un village-métropole régional) lui (chef du village-métropole) signât un individu comme en train d'acquérir une fortune plus considérable: *"lo kyi"*, il a du poids, pour qu'aussitôt, il le fasse massacrer et se fasse livrer tous ses biens". Pour cadrer avec cette philosophie, la législation traditionnelle excluait l'existence de champs individuels. L'ensemble du système social et économique était fondé sur l'approche de la production au niveau de la famille étendue et aucune indépendance des ménages *démographiques*,

pour partielle qu'elle soit, n'était tolerée. Seule donc la *maison* [1] définit par CAPRON (op. cit., p.235) comme étant "l'unité de production et de distribution de produits vivriers autoconsommés" a été instituée comme étant l'unique cadre de l'exécution de la production pour l'ensemble des membres de la famille. Même lorsque les structures sociales et l'organisation de la production ont commencé à être ébranlées, conséquence de l'insertion accélerée des Bwa dans l'économie de marché, "la culture des céréales vivrières de base: petit mil, sorgho blanc, sorgho rouge, maïs (considérées comme cultures des ancêtres, donc sacrées), (était) interdite sur les champs individuels." (CAPRON, ibid., p.317).

Or, tant par son climat sud soudanien nettement plus pluvieux qu'actuellement que par ses sols de bonne valeur agricole, la région convenait bien à ces productions vivrières. Et en l'absence de risques agricoles pressants (sinon très conjoncturellement), les populations avaient pris l'habitude de produire juste ce dont elles avaient besoin pour leur consommation; on prévoyait rarement plus de deux années de surplus vivrier. A l'exception des raisons de force majeure, comme ce fut le cas à la fin du XIXè siècle et au cours des premières décennies de la période coloniale pendant lesquelles le climat d'insécurité politique qui règnait dans la région (attaques des voisins Marka et surtout Peul, répression de l'insurrection de 1915-1916 par la puissance coloniale) a engendré des pénuries alimentaires, les récoltes pouvaient être difficilement médiocres deux années consécutivement. La nécessité de dégager des surplus importants ne

---

[1] " Groupe familial étendu, la *maison* apparaît également, traditonnellement, comme la plus petite unité existante d'exploitation agricole; dans le cadre d'une économie indifférente aux échanges avec l'extérieur, cette cellule économique autonome que forme *la maison* vit en autarcie; elle assure par elle-même et pour elle-même la production et la distribution de la quasi-totalité des produits de consommation courante." (CAPRON, op. cit., p;315)

s'imposait donc pas et ce d'autant que l'économie d'échange était embryonnaire, voire inexistante. L'ouverture de champ de superficie réduite, qui a conduit à une gestion précautionneuse de l'espace agricole, s'inscrivait dans cette optique. En se fiant aux dires des anciens et en procédant à des recoupements, vraisemblablement à peine 0,50 ha était cultivé par actif et 0,3 à 0,4 ha par résident; et pourtant l'espace ne constituait nullement un facteur limitant. Bien au contraire.

Objectivement donc, aucune raison ne pouvait justifier la mise en exploitation de grandes superficies pour la production d'éventuels surplus importants. Ni les besoins de consommation, ni une quelconque hantise devant des aléas climatiques, encore moins les nécessités de commercialisation et de thésaurisation importantes.Les sociétés bwa et bobo fing, surtout elles, ayant tardivement pénétré dans l'économie de marché ne pouvaient être incitées à surproduire ni à but dissuasif, ni pour constituer des richesses importantes.

Le réflexe d'ajustement de la production aux besoins de consommation à court ou très moyen terme se dégage aussi à la lecture de la période mouvementée de fin du XIXè et début du XXè siècles. Les crises alimentaires apparaissaient rapidement dès lors qu'une communauté villageoise ou un hameau ne pouvait, au cours d'une campagne, se livrer convenablement aux activités agricoles; les réserves vivrières étaient peu importantes pour supporter plusieurs années d'improductivité.

Depuis les choses ont évolué. Les sociétés rurales de la région ont été aux prises avec plusieurs événements. Il y a eu la colonisation, l'ouverture au monde extérieur, l'introduction de la monnaie, la naissance des besoins nouveaux dont la satisfaction s'impose comme obligatoire. Il s'en est suivi une série de mutations très fondamentales dans l'organisation et la gestion

de la production agricole ainsi que d'ailleurs dans la structuration de la cellule économique de base, la *maison*. L'apparition des nouveaux impératifs (d'abord l'impôt pendant la période coloniale et post-coloniale, la monétisation des rapports sociaux et, à partir des années 1970, l'équipement agricole et autres facteurs de production agricole, l'acquisition de certains biens de consommation et d'équipement exotiques ...) a développé le sens de l'autonomie, de l'individualisme de telle sorte que la *maison* apparaît aujourd'hui aux yeux des jeunes comme une structure, un cadre de production totalitaire tout puissant et omniprésent bloquant les initiatives individuelles et perpétuant de ce fait la pauvreté, l'impossibilité de subvenir à des besoins de plus en plus individualisés. Alors est advenu l'émiettement de l'ancienne structure familiale de production aboutissant à des unités d'exploitation agricole bâties sur le ménage, c'est-à-dire la famille conjugale.

La conséquence de cette rapide transformation structurale (et structurelle) des unités de production a été une augmentation sensible des superficies cultivées par actif et par résident respectivement 0,75 à 0,90 ha et 0,40 à 0,50 ha en moyenne chez les autochtones de Kouakoua. Toutefois l'accroissement brut des surfaces emblavées cache bien un statu quo: en effet, de l'avis des vieux, il semble que les superficies céréalières par individu aient peu évolué. Ainsi les 0,63 ha / actif et 0,36 ha/résident , moyennes établies sur les campagnes 1990-1991 et 1991-1992, sont peu supérieurs aux rapports d'autrefois. L'agrandissement des superficies constaté est en réalité le fait de l'introduction dans le système agraire, puis de son extension, de la culture du coton exclusivement destinée à la vente. Les ménages autochtones de Kouakoua y ont consacré chacun en moyenne 1,01ha en 1990-1991 et 1,07 ha en 1991-1992, soit respectivement 34,23 % et 36,51 % des surfaces totales cultivées. Dans certaines contrées de la région, la part du

coton dans les superficies emblavées atteint 50 % dans les unités de production. TERSIGUEL (1992) a fait la même constatation chez les Bwa de Boho-Kari. A l'évidence les exploitations autochtones, exception faite cependant des unités motorisées [2], continuent de réserver des surfaces modestes aux cultures vivrières de base. L'épreuve du temps et les changements divers intervenus dans l'univers socio-économique des sociétés n'ont pas modifié foncièrement leur stratégie de production; le réflexe d'ajustement de la production céréalière aux besoins de consommation à brève échéance demeure malgré la présence et le poids des besoins nouveaux. Mieux, avec la dégradation progressive de la situation alimentaire de ces populations autochtones et le recours de certaines d'entre elles à la bienveillance de leurs hôtes moose pour assurer la soudure (nous y reviendrons), l'on peut naturellement se demander si, plutôt que maintenir la *juste-production* (maintien d'une pratique héritée), les autochtones bwa ne se placent pas dans un processus de régression vivrière relative au profit du développement de la culture rentière, le coton, qui, grâce à des prix garantis et un débouché sûr, procure de substantiels revenus monétaires nécessaires aux exploitations. En effet au niveau de certaines unités de production bwa, on a comme l'impression que l'introduction du coton dans le système de production traditionnel et la monétarisation de l'économie ont eu pour conséquence un changement des motivations dans la production agricole; l'objectif fondamental n'est plus seulement la recherche de la subsistance et

---

[2] Les exploitations motorisées, pour des raisons de rentabilité, défrichent, sur les conseils des techniciens, de grandes superficies (17 ha en moyenne par unité) consacrées à la culture des céréales, en particulier le maïs (dont la productivité est élevée). Il s'agit là d'un phénomène très récent. L'essentiel des défrichements opérés par les exploitations motorisées était plutôt réservé à la production du coton, seul produit de rente. En fait l'acquisition du matériel motorisé (tracteur) était liée au degré d'implication de l'exploitation dans la production cotonnière.

de la reproduction du groupe, mais également celle du numéraire, constamment croissant, pour la satisfaction de besoins divers tout autant incompressibles que ceux de la consommation alimentaire. Les besoins en numéraires sont parfois si importants, si pressants et si forts que des exploitations, encore minimes certes, n'hésitent pas à accorder la priorité, voire l'exclusivité à la production marchande.

En définitive, malgré les bouleversements sociaux et économiques qui ont caractérisé les sociétés autochtones de la Kossi depuis leur pénétration dans l'économie marchande, les options vis-à-vis de la production vivrière n'ont radicalement pas changé. Les ménages dans leur grande majorité continuent, nonobstant l'augmentation des surfaces cultivées, de *caler* le volume de la production céréalière sur les besoins de consommation alimentaire. Cette politique qui fonctionne bien quand les conditions de production sont favorables se grippe très vite, du fait qu'elle ne permet pas un stockage abondant, lorsque survient une seule mauvaise année. Cela laisse certains d'eux à la merci des allochtones mosse plus entreprenants.

2 L'option pour les excédents chez les alloctones

A la différence des systèmes bwa et des bobo, le système de production traditionnelle moaga a longtemps conféré à l'individu une relative autonomie en lui permettant l'ouverture, à côté des champs communs (*pugkeense* et *zakse*), des champs individuels (*beolse*). Cette disposition légale de promotion relative de l'initiative individuelle, renforcée par la pratique de l'islam dont l'idéologie favorise l'émergence de l'individu et la

constitution de la fortune [3], a suscité chez l'élément moaga, même évoluant sur son territoire, le goût de la richesse quelle que soit l'activité pratiquée (agriculture, commerce,...).

A cette propension naturelle, vient s'ajouter ce que le migrant moaga considère comme étant *l'obligation de réussir la migration* pour échapper à la médisance. Cette déclaration d'un colon moaga est évocateur à ce propos: "A la Kossi, parce qu'il pleut bien et que les sols sont fertiles, tous ceux qui travaillent peuvent s'enrichir. Voilà ce que pensent nos parents du Yatênga. Il faut donc tenter de se conformer à cette vision des choses. Sinon tu seras traité de vaurien, de paresseux." Psychologiquement, les migrants sont préparés à devenir des entrepreneurs agricoles autonomes pour qui l'assise économique et sociale individuelle est la seule preuve *palpable* d'une réussite parfaite de l'exode. Dès lors l'acharnement au travail (travail de la terre tout comme l'exercice du commerce...) devient le passage obligé d'acquisition de richesses et de prestige social.

L'enquête menée au niveau des ménages agricoles à Bonza a mis en lumière la remarquable réussite agricole moaga, particulièrement leur suprématie céréalière et les avantages qui y sont liés [4]. L'autochtone moaga, dont l'esprit est marqué par les disettes et famines dans son pays natal, ne lésine pas sur les moyens pour assurer la sécurité alimentaire dans la zone d'accueil. Producteur de céréales (mil, sorgho et maïs lorsque cela était ou est possible), il n'abandonne pas cette préférence en arrivant sur l'aire de

---

[3] La plupart des migrants moose dans la Kossi sont musulmans. A Bonza 93% des ménages moose de notre échantillon pratiquent l'islam.

[4] La réussite des colons moose dans la culture du coton est aussi évidente. Toutefois nous avons évité expressément de nous étendre sur ce volet du système de production des agriculteurs de la Kossi, en raison de la problématique de notre étude, malgré les incidences que sa production et ses revenus peuvent avoir sur les décisions de production et de gestion des cultures vivrières.

colonisation de la Kossi. Au contraire la priorité est accordée aux cultures de subsistance . Leur intérêt pour les cultures vivrières traditionnelles traduit leur réaction aux situations d'insécurité céréalière vécues dans leur pays d'origine. Les cultures qui garantissent la subsistance apparaissent d'emblée, pendant les premières années d'implantation dans l'Ouest, avant le coton, comme un moyen de fondement et de fortification de l'autonomie et d'évitement de la honte auxquels les colons moose tiennent par dessus tout.

L'importance des superficies affectées à la production céréalière par les allochtones de Bonza témoigne de cet attachement du groupe aux cultures vivrières; chaque ménage a disposé de 4,91 ha en moyenne en 1990-1991 et 4,85 ha en 1991-1992, soit respectivement 65,20 % et 64,49 % des surfaces semées par exploitation. Les superficies vivrières ainsi mises en valeur dans l'unité de production allochtone moaga de Bonza sont un peu plus de deux fois et demi supérieures à celle du ménage autochtone bwa de Kouakoua. La dimension des parcelles de défrichement des colons moose est à rattacher au système de production en vigueur dans leur région d'origine: l'extension des superficies emblavées même si cela doit se faire au détriment de la productivité à l'unité de surface. Mais, en raison des conditions favorables de production, une éventuelle baisse de rendement à l'hectare par des techniques expéditives (des opérations culturales peu soignées) n'empêche pas l'abondance des récoltes. L'ampleur de la production céréalière de l'immigrant moaga de la Kossi s'explique plus par l'importance de la taille des champs que par l'intensité des techniques même s'il est vrai aussi que celui-là, sur les terres de colonisation, est bien volontiers réceptif aux innovations culturales vulgarisées par le service de

l'Agriculture [5] . Ainsi la pratique de l' "extensif" (aucune contrainte foncière ne l'y contrariait jusque-là), qui sous le climat rude du pays d'origine (le Yatênga) s'avère improductive, devient, en zone de colonisation où les facteurs limitants disparaissent, payante; elle est la clé de la réussite agricole (quoique cela se fasse au détriment de la gestion prudente de l'espace) des immigrants moose spontanément installés sur les terres de l'Ouest burkinabé.

Même si nous n'avons pas procédé à la mesure des temps de travaux, il semble évident, vu l'importance des superficies exploitées par ménage, que le volume du temps de travail est plus élevé chez les colons moose que chez les autochtones de la région. L'installation préférentielle des colons dans des hameaux où les champs sont très proches des habitations (si ces dernières ne sont pas bâties sur les champs) favorise justement la prolongation de la durée de la journée de travail. De même le nombre limité de journées "obligatoires" de repos - favorisé par la pratique de l'Islam [6] qui "incite au

---

[5] L'enquête statistiques agricoles du secteur de Solenzo menée par le C.R.P.A. de la Boucle du Mouhoun d'août 1989 à janvier 1990 indique:

- 90,94 % des ménages de Bonza (dont, rappelons le, 98 % de la population est constituée de colons moose) sont encadrés par le service de l'Agriculture,
- 78,19 % des ménages pratiquent la culture attelée,
- 69,46 % des ménages sont équipés de matériel de traction pour labour (houe, charrue, butteur, tracteur).

A Kouakoua par contre, dont 83,58 % de la population est autochtone bwa et où il n'y a aucun moaga, la même source donne:

- 48,39 % de ménages encadrés,
- 29,03 % de ménages pratiquant la culture attelée,
- 33,87 % de ménages équipés en matériel de traction aratoire.

Ces deux exemples sont loin d'être des cas particuliers. On en déduit donc aisément que les migrants moose dans la Kossi sont plus ouverts aux techniques agricoles modernes que leurs hôtes bwa.

[6] Le vendredi , jour de grande prière pour les musulmans, n'est pas entièrement chômé. Les fidèles se libèrent surtout pour l'après-midi. Les jours de fête (Ramadan et Tabaski), très

travail plutôt qu'aux *réjouissances*" (KOHLER, 1974, p.38) contrairement à la religion traditionnelle qui introduit dans le calendrier agricole une journée obligatoire de répit dans la semaine sans compter les fêtes coutumières collectives et/ou familiales - accroît le nombre de jours de travail au cours de la saison agricole. Du coup si le rendement à l'unité de surface est sujet à caution, la productivité du travail qui résulte du rapprochement des données portant sur le rendement et sur les temps de travail pourrait bien être à l'avantage des allochtones.

L'apport de certaines variétés céréalières à court cycle cultivées par les colons moose permet de réduire les risques liés aux aléas pluviométriques. Elles permettent sûrement une plus grande régularité de la production même en cas d'écourtement de la saison des pluies. Même en l'absence d'information sur l'ampleur de leur utilisation par les ménages, tout laisse à penser qu'elles sont plus cultivées par les migrants moose habitués à s'en servir dans leur zone de départ que les autochtones bwa et bobo qui ont une inclination pour les variétés de cycle long jugées plus nourricières et convenant mieux à la préparation de la bière de mil.

La combinaison de toutes ces pratiques permet au Moaga de la Kossi d'être plus performant que l'autochtone. En effet, lorsque nous procédons à une comparaison ethnique des productions par actif à partir des exemples de Bonza et de Kouakoua, on note une nette suprématie du premier. En 1990-1991, l'actif de Bonza a produit 627 kg de céréales contre 444 kg pour l'actif autochtone bwa de Kouakoua. En 1991-1992, les performances étaient respectivement de 748 contre 470 kg. Ainsi l'actif immigrant moaga produirait environ une fois et demie plus que l'autochtone bwa.

---

tournants, ne coïncident pas toujours avec la période des travaux agricoles. Néanmoins, lorsque le mois de carême tombe sur la période des travaux agricoles, le rendement des fidèles s'en ressent.

Tableau n° 16 : Production par actif et par ethnie (unité: kg)

	BONZA		KOUAKOUA	
	1990-1991	1991-1992	1990-1991	1991-1992
Bwa	-	-	443,87	469,67
Moaga	627,44	748,35	-	-
Marka	-	-	366,43	489,85
Dogon	493,65	487,3	-	-
Peul	477,77	422,22	70,58	187,25

Il est clair que la finalité de la production dans les zones pionnières des allochtones moose, c'est de dégager des surplus vivriers. Il y a là une évolution dans l'attitude de l'immigrant; du simple souci de subvenir à ses besoins élémentaires de consommation alimentaire à son départ du Moogo, le colon, arrivé dans la Kossi, cultive pour les excédents. Ce propos d'un immigrant moaga dans la région rapporté par BENOIT (1982, p.93) corrobore bien cette option: "nous (Moose) travaillons beaucoup pour manger et faire fortune. Eux (Bwa et Bobo), ils cultivent uniquement pour se nourrir". De façon générale les ménages moose de Bonza ont dégagé un excédent de 332 tonnes en 1992, soit 62,17 % de leurs besoins en nourriture. En 1991, alors que le village était déclaré déficitaire, les Moose produisaient un surplus céréalier de 192 tonnes, soit 35,95 % des besoins de consommation. La même année sur les 146 ménages de colons moose que comptait notre échantillon, 98 étaient excédentaires (67,12 %). En 1992, ils représentaient 79,45 %. A titre de comparaison signalons qu'à Kouakoua la proportion de ménages bwa excédentaires s'établissait à 43,55 % en 1991 et 38,71 % l'année suivante.

Tableau n° 17 : Efficacité des ménages allochtones moose de Bonza

	Campagne 1990-1991		Campagne 1991-1992	
	Nombre	%	Nombre	%
Déficitaires	33	22,6	24	16,44
Autosuffisants	15	10,28	6	4,11
Excédentaires	98	67,12	116	79,45

Tableau n° 18 : Importance des excédents chez les immigrants moose de Bonza

Niveau des excédents	1990-1991		1991-1992	
	Nombre ménages	%	Nombre ménages	%
Production inférieur au double des besoins	55	56,12	61	52,59
Production double les besoins de consommation	32	32,66	40	34,48
Production triple les besoins de consommation	9	9,18	11	9,48
Production quadruple les besoins de consommation	1	1,02	1	0,86
Production quintuple et plus les besoins de consommation	1	1,02	3	2,59
Total	98	100	116	100

L'engouement pour les excédents chez les allogènes moose obéit également à d'autres mobiles. En particulier la possibilité ou le *devoir* de

subvenir aux besoins céréaliers des parents restés en pays d'origine. "Nous avons laissé des parents derrière nous avant de venir ici. Tout ce que nous gagnons, nous le partageons et nous envoyons leur part. C'est ainsi que nous faisons." nous rapporte encore BENOIT (ibid.). Certes cette assertion n'est peut être pas systématique pour tous, mais elle est quand même révélatrice d'une pratique, d'une politique.

Le système de valeur et la logique de la société moaga accompagnent le migrant au cours de sa pérégrination. Dans le cas de la colonisation agricole, l'abondance de la production semble un moyen essentiel pour se hisser au sommet de la hiérarchie sociale. En effet, l'ampleur de la production et des surplus constitue, au-delà de l'autonomie qu'elle procure chez les colons, un critère majeur qui détermine la prééminence sociale. Ce sont les chefs de ménages dont les productions céréalières (mais aussi cotonnière) sont importantes qui se taillent une place de choix dans le tissu social particulièrement très hiérarchisé chez les Moose. Dans la zone de colonisation, la suffisance et la richesse apparaissent comme la clé de la personnalité, du pouvoir, de l'autorité concurremment (ou en superposition) avec l'appartenance clanique ou de caste de la division sociale du Moogo. La possession d'excédents céréaliers abondants procure à l'allochtone moaga un respect non seulement de la part de ses *frères* migrants, mais aussi des autochtones au premier rang desquels le tuteur, ce dernier n'hésitant pas à recourir aux largesses de son étranger en cas de besoin. A titre indicatif le tableau n°19 donne une idée de la réussite agricole et économique des colons moose dans la Kossi. Signalons que les équipements ont été acquis pour une très large part grâce au revenu cotonnier. A l'exception des unités motorisées pour lesquelles les revenus céréaliers (maïs surtout) interviennent dans le remboursement des crédits agricoles, dans l'ensemble, ils sont peu

utilisés dans l'acquisition des matériels,notamment lorsque celle-ci s'effectue sur crédit auprès de la C.N.C.A.(Caisse Nationale de Crédit Agricole). Toutefois il faut savoir que si une grande partie de l'équipement agricole a été acquise sur crédit auprès de cette institution - cela est valable aussi bien pour les immigrants moose de Bonza que pour les autochtones bwa de Kouakoua - la part relevant d'achat au comptant est plus importante chez les Moose que chez les originaires de la région.

Tableau n° 19 : Equipement des ménages agricoles à Bonza et à Kouakoua en 1990

EQUIPEMENTS	BONZA			KOUAKOUA		
	Nombre	Ménage	%	Nombre	Ménage	%
Charrue	227	197	66,1	12	12	19,35
Houe	71	70	23,48	3	3	4,83
Butteur	76	65	21,81	2	2	3,22
Herse	3	3	1	0	0	0
Semoir	7	5	1,67	O	O	O
Triangle	84	76	25,5	0	0	0
Tracteur	3	3	1	0	0	0
Charrette	132	126	42,28	13	13	20,96
Appareil de traitement	154	119	39,96	12	12	19,35
Boeuf de trait	543	194	65,1	31	11	17,74
Ane de trait	142	133	44,6	18	15	24,19
Cheval de trait	5	5	1,67	2	2	3,22
Véhicule	2	2	0,9	0	0	0
Total	-	207	69,46	-	21	33,87

Au-delà de la constance ethnique, l'efficacité céréalière des colons moose se caractérise également par une inégale performance des ménages agricoles. Les tableaux n° 17 et 18 traduisent justement l'inégale efficacité et l'inégale réussite céréalière des unités de production moose dans la Kossi. Cela aiguise d'ailleurs la concurrence et la rivalité entre chefs d'exploitations migrantes considérés individuellement ou identifiés à leur village ou région natal lorsqu'ils sont d'origines différentes. Plus que l'ancienneté de l'installation et l'âge du chef de ménage, c'est la taille du ménage et précisément le nombre d'actifs (cette dernière est bien souvent d'ailleurs fonction du second et même parfois de la première lorsque l'immigrant n'appartient pas à la deuxième ou troisième génération) qui introduit les inégalités des tonnages récoltés entre unités de production. Sur les 24 ménages moose déficitaires de Bonza en 1992, 17 (soit 70,83 %) avaient un nombre d'inactifs supérieur ou égal à celui des actifs. Mais il faut noter que 49 ménages sur 116 (soit 42,24 %) excédentaires toujours en 1992 possédaient une population à charge supérieure au nombre de travailleurs agricoles. Et sur les 55 unités dont les productions correspondaient au double de leurs besoins alimentaires, 25 (soit 45,45 %) d'entre elles possèdent un nombre d'inactifs supérieur à celui des actifs. Ces pourcentages rendent compte un peu mal de l'incidence du nombre d'actifs sur les inégales réussites vivrières. Parce qu'en fait, l'importance absolue du nombre de travailleurs est aussi déterminante dans les possibilités de mise en valeur et de production des exploitations. A partir d'un certain seuil numérique, le rapport actif / inactif influe peu sur le volume de la production. En d'autres termes, lorsque l'effectif des travailleurs est élevé, le déficit en main-d'oeuvre contrarie peu l'abondance des productions et des surplus.

Finalement entre les sociétés autochtones et les allochtones moose dans la Kossi, deux styles de production s'opposent:

- chez les premières les héritages du passé pré-colonial n'ont pratiquement pas bougé. On continue de produire juste pour se nourrir et ce en dépit des profondes mutations sociales et économiques intervenues.
- en revanche chez les colons moose, le système de production traditionnel, conférant à l'individu une relative autonomie en lui permettant l'ouverture à côté des champs collectifs des parcelles individuelles, plus la nécessité de réussir l'immigration ont insufflé le désir de la *surproduction* à la fois pour des raisons de fierté personnelle (prestige social) et pour se mettre à l'abri des désagréments alimentaires.

Cette dissemblance des conceptions dans la production vivrière peut être également mise en exergue au niveau de la gestion des récoltes.

B. La gestion des récoltes

L'objectif premier pour les exploitations agricoles familiales est avant tout de répondre à la consommation domestique avec comme idéal l'autosuffisance alimentaire du ménage quelles que soient l'année et la saison. Ainsi, pour assurer la couverture complète des besoins vivriers, le système de production céréalière mis en place par les sociétés rurales traditionnelles était appuyé sur une politique de gestion des récoltes de mil. Mais au-delà de ces intentions, comment les choses fonctionnent-elles dans la réalité? C'est ce que nous essaierons de cerner en analysant tour à tour l'alimentation, le niveau de stockage et le volume de la production mis sur le marché.

1. L'alimentation: une bien meilleure couverture des besoins chez les allochtones moose

L'alimentation ici ne sera pas traitée du point de vue nutritionnel. Il ne sera donc pas question de procéder à une quelconque analyse portant sur la valeur nutritionnelle des céréales ni de quelques autres produits entrant dans l'autoconsommation. De même nous ne nous livrerons à aucune évaluation ou analyse de l'état nutritionnel des paysans ou encore les répercussions des apports ou carence des nutriments sur les comportements pathologiques des populations concernées. Pour en savoir plus sur ce domaine précis de la question, le lecteur peut se reporter aux travaux de FROMENT (1988) [7] entre autres.

Notre propos ici cherche tout simplement à apprécier la disponibilité alimentaire, en particulier céréalière, à l'échelle du temps et pour l'ensemble de l'unité de consommation qui correspond dans la quasi-totalité de notre échantillon au groupe de production. Les disparités qui en résulteront à l'échelle régionale et ethnique devront expliquer certaines tendances observables au niveau de la Kossi et du Yatênga ou entre les deux régions. Pour parvenir à ce but, il était donc nécessaire de recueillir, au niveau des villages-échantillons et des ménages enquêtés, les quantités de céréales consommées au cours de l'année. Mais plutôt que de mesurer par la technique de pesée les aliments durant toute l'année ou par passages successifs (mais dans ce cas la fiabilité des résultats dépend de la fréquence des passages et de leur bonne répartition sur les différentes périodes de l'année), nous nous sommes contenté des déclarations des paysans eux-

---

[7] FROMENT, *Le peuplement humain de la boucle du Niger*, éd. ORSTOM

mêmes, en l'occurrence les chefs de ménage aidés de leurs épouses au besoin. Les quantités consommées journalièrement par l'ensemble du ménage - volumes donnés en mesure locale et convertis en unité de poids après pesée - sont rapportées ensuite à l'année. Il s'agit en fait de norme alimentaire quotidienne et non forcément de quantité effectivement consommée. Le rapprochement entre la quantité de céréales consommée annuellement ou qui devrait l'être et la production réalisée par l'exploitation permet de calculer le taux de couverture des besoins alimentaires par les récoltes propres de l'unité domestique. C'est dire que nous excluons volontairement, et dans un premier temps, tous mouvements d'entrée et de sortie de vivres au niveau du ménage. Il faut aussi souligner que nous partons du principe que les céréales traditonnelles (mil, sorgho, maïs) consommées sous forme de pâte communément appelée *tô* (*doro* en bwamu, *sagabo* en moore) constituent l'aliment de base et que, dans la Kossi et le Yatênga rural, elles assurent encore la quasi-totalité des besoins alimentaires des exploitations paysannes. Il ressort de l'enquête alimentaire et nutritionnelle menée par SERRE (1963, p.91) dans le village d'Issigui au Yatênga que les céréales locales entraient pour 80 % dans la composition des repas; le haricot (ou niébé), le pois (ou voandzou), l'arachide et le sésame n'intervenaient que pour 9,5 %. Dans la Kossi la modestie des quantités de légumineuses produites, en l'occurrence le haricot (3,46 % à Kouakoua et 0,88 % à Bonza de la production vivrière), indique leur très faible participation dans la satisfaction des besoins de consommation alimentaires des populations de cette région. FROMENT (op., cit.) signale, pour les populations du sahel à la fois éleveurs et cultivateurs ou uniquement pasteurs, que les céréales fournissent 87 % des calories. La F.A.O./ P.A.M. estime pour l'ensemble du Burkina que les céréales assurent 70 à 75 % des

besoins énergétiques calculés sur la base d'une ration alimentaire journalière de 2 200 k cal.(GREET et KONATE,1988).

La Kossi, nous l'avons vu dans le chapitre III, est une région de production abondante. Pour cette raison ses populations bénéficient d'une bonne situation alimentaire et nutritionnelle. Plus que tout d'ailleurs, nous pensons que c'est cette abondance de l'alimentation ou la possibilité d'en créer qui attire les paysans des régions affamées du Burkina. Ainsi, autant chez les populations autochtones de la Kossi que chez les colons agricoles, trois repas sont quotidiennement servis pendant une majeure partie de l'année.

Pour les préférences alimentaires aucune distinction ethnique ne peut véritablement être faite. Devant la relative diversité des productions céréalières, chaque ménage,en fonction de ses goûts,opère son choix. Mais dans la plupart des foyers l'on se nourrit à la fois du maïs, du mil et du sorgho. Certes les Bwa ont un penchant particulier pour le maïs parce que, selon eux, il a bonne allure, mais les Bobo,et mieux les colons moose qui sur leur terroir natal en produisent péniblement ou pas du tout, le consomment également. De même,le mil et le sorgho entrent dans les habitudes alimentaires de toutes les ethnies rencontrées dans la région même s'ils semblent plus appréciés par les migrants moose pour des raisons socio-culturelles; le mil sert à confectionner le *zom kom* (farine de mil délayée) très prisé par les Moose, en particulier les musulmans. En outre le *tô* de sorgho et beaucoup plus celui du mil jugés plus consistants sont généralement préparés pendant la saison des travaux champêtres au moment où l'agriculteur a le plus besoin d'énergie pour produire. Le haricot constitue un repas d'appoint au même titre que le

fonio ou même le riz, ce dernier n'étant encore consommé dans les ménages qu'à des occasions de fêtes surtout.

En se fiant aux déclarations faites par les ménages, les rations alimentaires varieraient suivant les foyers et les ethnies. Chez les autochtones bwa par exemple, la ration est en moyenne de 239 kg /personne/an : avec 19,20 % des foyers entre 160 et 200 kg, 48,50 % entre 201 et 240 kg et 30,30 % au-delà de 240 kg. Le colon moaga consomme en moyenne 210 kg dans l'année. 33,33 % des ménages immigrants moose fourniraient entre 160 à 200 kg à leurs membres dans l'année, 55,60 % entre 201 et 240 kg et 11,07 % plus de 240 kg. Sous réserve de vérification par des mesures systématiques et de l'extension de la taille de l'échantillon, on peut conclure que malgré la plus grande disponibilité céréalière dont ils jouissent dans la Kossi, les colons moose font la meilleure *économie* (par rapport aux normes officielles de consommation) dans la consommation par ajustement de la ration alimentaire. Signalons qu'au niveau national, le taux de consommation per capita, après avoir fluctué entre 170 et 180 kg, a été finalement fixé à 190 kg/an.

L'importance de la ration alimentaire bwa suscite des réflexions. Est-ce une surconsommation (40 kg de plus que la normale nationale) effective? Les femmes , comme chez certaines autres ethnies du Burkina (Samo en l'occurrence), n'effectuent-elles pas des prélèvements sur les vivres destinés à la cuisine, prélèvements qui entreraient dans la fabrication de la bière de mil? La consommation de la bière locale, autant chez les Bwa que chez les Bobo, est l'une des plus élevées du pays. CAPRON (op. cit., p.138) estime que près du cinquième de la récolte de mil y est consacré. En fonction du rythme de préparation du *dolo* à Kouakoua en 1992 nous avons estimé à 20 800 kg, soit 18,25 %, la part de la production qui en est destinée. Il n'a pas été tenu

compte de la quantité de bière préparée à l'occasion des fêtes et cérémonies coutumières .

L'abondance de la production procure donc aux habitants de la Kossi une sécurité alimentaire enviable. Toutefois on ne doit pas perdre de vue les différences qui existent entre exploitations dans la couverture des besoins de consommation alimentaires. L'auto-production n'assure pas à toutes une nourriture suffisante entre deux récoltes. A kouakoua en 1990-1991, pour 51 % des ménages, la ration alimentaire normale n'a pu être satisfaite ou l'a été tout juste tandis qu'un groupe de 23 % disposait d'une production de plus de deux fois les besoins nécessaires. En 1991-1992 ces taux étaient respectivement de l'ordre de 55 % et de 25 %. A Bonza 26% des ménages ne pouvaient assurer normalement leur subsistance qu'entre un et douze mois en 1990-1991. Par contre pour environ 21 % d'entre eux la consommation des membres de la famille pouvait être satisfaite durant plus de deux ans. En 1991-1992 ces proportions s'établissaient à 22 et 34,50 % .

Tableau n° 20 : Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux à Bonza

	Moins de 7 mois		7 à 12 mois		13 à 24 mois		25 à 36 mois		Plus de 36 mois	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1990-1991	13	8,12	29	18,1	69	43,1	23	14,4	10	6,25
1991-1992	3	1,87	32	20	68	42,5	46	28,8	9	5,62

Tableau n° 21: Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux à Kouakoua

	Moins de 7 mois		7 à 12 mois		13 à 24 mois		25 à 36 mois		Plus de 36 mois	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1990-1991	17	23	21	28,4	19	25,7	8	10,8	9	12,2
1991-1992	11	12,5	37	42,1	18	20,5	6	6,82	16	18,2

La disparité dans la satisfaction alimentaire entre les deux villages nous amène à procéder à une comparaison ethnique de la disponibilité en nourriture. L'analyse ethnique de la couverture des besoins de consommation vivriers montre que le meilleur taux de couverture alimentaire est réalisé par les colons moose. 77,40 % d'entre eux ont assuré pleinement leur subsistance en 1991 et 83,55 % en 1992. Chez les autochtones bwa seulement la moitié (51 %) des ménages est parvenue à couvrir ses besoins sur la campagne 1990-1991 et presqu'autant (48,50 %) en 1991-1992. Les Marka se situent dans la même lignée que les Bwa. Quant aux Peul, occasionnellement cultivateurs, ils assurent péniblement, sinon rarement pour la plupart, leur consommation annuelle grâce aux récoltes provenant de leurs champs.

Tableau n° 22 : Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux par groupe ethnique à Bonza

Ethnies		< 7 mois		7 à 12 mois		13 à 24 mois		25 à 36 mois		> 36 mois	
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
1990-1991	Moose	11	8,46	26	20	61	46,92	23	17,69	10	7,69
	Dogon	1	11,11	2	22,22	6	66,67	0	0	0	0
	Peul	1	20	1	20	3	60	0	0	0	0
1991-1992	Moose	2	1,39	24	16,67	65	45,14	44	30,55	9	6,25
	Dogon	0	0	5	55,56	2	22,22	2	2	0	0
	Peul	1	20	3	60	1	20	0	0	0	0

Tableau n° 23:Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux par groupe ethnique à Kouakoua

Ethnies		< 7 mois		7 à 12 mois		13 à 24 mois		25 à 36 mois		Plus de 36 mois	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1990-1991	Bwa	16	25,4	15	23,8	15	23,8	8	12,7	9	14,28
	Marka	0	0	4	50	4	50	0	0	0	0
	Peul	1	35,3	2	66,7	0	0	0	0	0	0
1991-1992	Bwa	7	10,3	28	41,2	16	23,5	3	4,41	14	20,59
	Marka	2	15,4	5	38,5	2	15,4	2	15,4	2	15,38
	Peul	2	28,6	4	57,1	0	0	1	14,3	0	0

Ce bref aperçu sur la situation de l'alimentation dans la Kossi révèle une hétérogénéité dans la couverture des besoins en nourriture. Si les autochtones enregistrent la ration alimentaire la plus élevée, la meilleure couverture annuelle des besoins est assurée par les allochtones moose. Même dans cette région de forte production vivrière, l'abondance alimentaire n'est donc pas l'apanage de tous. Il en est tout autant du stockage que nous allons maintenant examiner.

2. Le stockage céréalier mieux pratiqué par les immigrants moose

Le stockage des céréales a toujours constitué une préoccupation majeure dans les sociétés traditionnelles où un système de production communautaire assurait à tous les membres du groupe familial une nourriture relativement abondante pour permettre le maintien de la force de travail à un certain niveau à tout moment (et plus particulièrement pendant les temps des travaux) et la reproduction du groupe.

L'une des principales finalités des systèmes de production paysans était donc la constitution, à partir des surplus de production, de réserves vivrières pour prévenir les pénuries. Les récoltes stockées dans les greniers avaient traditonnellement en fait un double but: assurer la couverture des besoins en céréales pour l'année d'abord, et épargner du mil utilisable pendant les périodes de crise de production ensuite. C'est cette épargne céréalière qui sera l'objet de notre propos ici. Elle représente la quantité de grains effectivement gardée dans le grenier pouvant venir en compensation d'un déficit occasionné au cours d'une année à venir. Elle est généralement

constituée de cumul de surplus de deux à cinq années, voire plus [8] . Le volume et l'ancienneté des réserves au niveau du groupe est un puissant indicateur de la sécurité ou de l'insécurité alimentaire des exploitations paysannes.

A la lecture des résultats de nos enquêtes, deux constats sont à faire:

- une forte hétérogénéité dans l'importance et la durée des stockages pluriannuels au niveau des exploitations,
- en outre, l'intérêt des ménages pour le stockage est lié à l'appartenance ethnique.

L'organisation sociale de la production et de la consommation des céréales et l'importance du poids des risques liés principalement à la pluviométrie conditionnent le choix des producteurs en ce qui concerne la capacité de stockage pluriannuel. Comme l'écrit LOMBARD (1987, p.481) "la capacité de stockage est donc un indicateur du fonctionnement du système de production". Elle dépend des finalités collectives et individuelles que la société et ses composantes, au regard des aptitudes et des conditions d'exécution de la production, se sont assignées.

L'organisation collective de la production et de la distribution dans la société traditionnelle bwa imposait pour la gestion et l'utilisation de la production vivrière un chef de grenier, *naleso*, différent du chef de l'unité de production, *duso*. Le *naleso* était chargé de l'utilisation rationnelle des récoltes vivrières produites grâce au travail collectif. Il devrait veiller dans sa gestion à ce que l' "honneur" de la *maison* ne soit pas bafoué (CAPRON, op.cit.). Mais malgré ce souci général de garantir l'équilibre alimentaire du groupe en tout temps grâce à la suffisance et la régularité des récoltes bon an

---

[8] Les réserves pluriannuelles concernent surtout le sorgho et le mil; le maïs supporte difficilement une longue conservation. Pour les ménages qui en (maïs) produisent beaucoup,une grande part est destinée au marché.

mal an en raison d'assez bonnes conditions naturelles , la société bwa semble n'avoir pas opté pour la mise en réserve de grosses quantités de céréales - contrairement à ce qu'avance SAVONNET (1965) à propos des Bwa de la rive gauche du Mouhoun - qui puissent assurer la subsistance de l'exploitation lorsque celle-ci est en proie à des déficits importants s'échelonnant sur plus de deux-trois années consécutives. Aujourd'hui avec l'émiettement des unités de production, le développement de l'individualisme et l'introduction de la société dans l'économie de marché, la gestion des récoltes ne fonctionne plus, sinon rarement, selon le système collectif. Chaque chef de ménage est seul responsable de la production et de la nécessité du stockage de ses vivres. Cette autonomie des ménages s'accompagne d'un accroissement des risques de soudure, de la naissance d'une insécurité alimentaire quasi annuelle. De plus en plus, une seule récolte médiocre suffit maintenant à créer, dans bon nombre d'unités domestiques, une situation de crise alimentaire aiguë.

A Kouakoua parmi les 49 % des ménages qui avaient une capacité de production supérieure à leurs besoins de consommation en 1991, 47,72 % d'entre eux possédaient effectivement en 1992 des stocks de report (réserves) dont le volume ne représentait guère que 25,19 % des besoins alimentaires annuels. De l'exploitation de nos enquêtes, il ressort que la possibilité et le niveau de stockage pluriannuel sont très réduits dans beaucoup de ménages autochtones. 44,78 % des ménages bwa de Kouakoua ne disposaient en 1992 d'aucun stock de report . 34,32 % d'entre eux avaient une capacité de réserve inférieure de moitié à leurs besoins vivriers annuels. Seulement 19,40 % des ménages possédaient des réserves céréalières pouvant couvrir plus de la moitié de leur consommation. Uniquement deux ménages, soit à peine 3 % du total des unités de

production bwa avaient des stocks de plus de deux années de nourriture. Certes la possession de grosses réserves peut paraître aujourd'hui peu pertinente en raison des possibilités offertes aux paysans de se procurer les vivres sur le marché à tout moment . Mais elle continue de constituer un facteur important de prestige social. La richesse d'une exploitation se mesure aussi (et encore) à sa forte capacité de mobilisation de réserves vivrières et de réserves vieilles de plusieurs années.

Tableau n° 24 : Répartition ethnique des ménages agricoles par niveau de stock de report en 1992 à Kouakoua

Ethnies	Aucun stock		Stock < 15 % des besoins		Entre 15 et 50 %		Entre 50 et 100 %		> 100 %	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Bwa	30	44,78	14	20,89	9	13,43	5	7,46	8	11,94
Marka	4	40	4	40	1	10	0	0	1	10
Peul	6	100	0	0	0	0	0	0	0	0

La détérioration généralisée du stockage à long terme, voire son abandon, remet en cause l'équibre céréalier pluriannuel des populations autochtones de la Kossi et favorise leur dépendance vis-à-vis d'une part du marché (celui-là même qui est une cause, et non des moindres, de cette dégradation du niveau et de la pratique des réserves; nous y reviendrons) et de l'autre des colons moose. Le recours des autochtones à l'aide céréalière des allochtones, quoique concernant encore peu d'exploitations, témoigne de

la fragilité du mécanisme de la gestion prévisionnelle des vivres dans certains ménages bwa et bobo inhérente au mode de production et à l'altération des conditions économiques générales. De même la systématisation du recours au crédit-soudure de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.) et son utilisation pour des achats réels (mais parfois prétextés) de céréales en particulier par des exploitations bwa et bobo expliquent aussi l'effritement du système de stockage, de la pratique de la conservation des grains.

Par contre chez les immigrants moose, au-delà de la disparité des cas de figure, on peut déceler une incontestable tendance à la constitution de réserves céréalières pluriannuelles. Ayant acquis une conscience individuelle et/ou collective des dangers alimentaires vécus sur leurs terroirs initiaux et provoqués par une pluviométrie aléatoire et un système de production déphasé, les anciens rescapés des crises vivrières, pour contrecarrer les pénuries, procèdent quasi systèmatiquement au stockage inter-annuel des récoltes. L'importance des excédents produits est le principal gage de cette possibilité. 75 % des ménages moose de l'échantillon de Bonza ayant répondu de façon satisfaisante aux questions se rapportant à cette rubrique possédaient, en 1991, un stock de céréales dont le niveau représentait 38,29% des besoins en nourriture de l'ensemble des Moose de l'échantillon et 47,26% des besoins de ceux possédant des réserves. Un quart des ménages ne disposait d'aucune réserve pluriannuelle tandis qu'environ 30 % d'entre eux, au regard de leur production, devraient avoir une capacité de stock s'échelonnant de six mois à trois ans et demi. Des stocks vieux de sept ans sont encore engrangés chez certains colons moose. Le mode de stockage en épis - contrairement au stockage en grains pratiqué habituellement par les populations autochtones de la région qui ne permet

pas une longue conservation (attaque plus aisée de vers) et favorise le déstockage (vente) - prisé par les Moose marque la volonté d'un long engrangement des productions.

Tableau n° 25 : Répartition ethnique des ménages agricoles par niveau de stock de report en 1992 à Bonza

	Aucun stock		< à 15 % des besoins alimentaires.		Entre 15 et 50 %		Entre 50 et 100 %		Supérieur à 100 %	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moose	34	24,8	19	13,87	43	31,4	27	19,7	14	10,2
Dogon	3	33,3	5	55,56	1	11,1	0	0	0	0
Peul	3	60	2	40	0	0	0	0	0	0

Là aussi, la meilleure sécurité alimentaire est réalisée par les colons moose. Cette aptitude à une plus ou moins longue conservation de la production leur permet de parer aisément aux conjoncturelles mauvaises récoltes qui peuvent intervenir. Mais surtout, elle leur permet de secourir parfois leurs hôtes qui deviennent par la même occasion dépendants d'eux. Cette dépendance alimentaire de certains autochtones procure aux immigrants des facilités foncières et une plus grande complicité de leur *protecteur.* L'absence de gros stocks chez les ménages autochtones s'explique évidemment par la faiblesse de la production mais aussi dans bien des cas, et c'est ce que nous allons voir dans le point suivant, par la commercialisation d'une partie des récoltes.

3. La commercialisation des céréales produites: ici encore, le poids des colons moose

Les céréales locales ont, depuis la pénétration des sociétés rurales dans l'économie marchande, un double rôle : elles servent à la fois à l'autoconsommation alimentaire et à l'acquisition de numéraire.

Quel que soit le ménage agricole considéré, il ressort que le volume de céréales destiné au stockage pluriannuel, là où il est pratiqué, est inférieur au surplus dégagé au cours d'une campagne agricole. Alors on est naturellement en droit de chercher la destination de ce reliquat. Dans le cas qui nous concerne deux orientations majeures sont plausibles: soit il entre dans un circuit de don (la solidarité communautaire de la distribution de la production intra et inter-familiale), soit il est écoulé sur le marché, soit les deux simultanément. En raison de son importance et de ses retombées sur la vie socio-économique des ménages, il sera plutôt question dans ces pages de la seconde destination.

La pénétration des sociétés rurales traditionnelles dans l'économie moderne, en développant un comportement économique de plus en plus individualiste, a bouleversé les fondements et les finalités des systèmes de production préexistants. L'autoconsommation vivrière n'est plus le seul but à atteindre. Le besoin d'argent, souci majeur des individus, est tel qu'une partie de la production céréalière nécessaire à la subsistance vient à être commercialisée. La vente des céréales sur le marché est aujourd'hui une pratique paysanne très fréquente et généralisée à telle enseigne que se poser la question de savoir si elle concerne des excédents (conjoncturels ou structurels) ou carrément une fraction des quantités destinées avant tout à couvrir les besoins alimentaires du groupe de consommation ne serait pas

déplacée. Elle témoigne de l'importance de la commercialisation des vivres dans le système de production des unités domestiques des temps nouveaux. Alors, au risque de paraphraser BIARNES et COLIN [9] , le système de production paysan dans la Kossi s'est-il orienté vers un "vivrier de rapport" c'est-à-dire "la création délibérée d'un surplus destiné au marché" ou vers la vente de la ration alimentaire? En fait les deux situations existent.

L'analyse corrélative de la production et de la commercialisation permet de distinguer grossièrement une spéculation ethnique dans le comportement économique des producteurs. En dehors des exploitations motorisées qui s'insèrent , toutes ethnies confondues, dans une optique de "vivrier de rapport" pour rentabiliser leurs équipements (tracteurs) et facteurs de production (engrais, peptisides, ...), les unités de production privilégiant la culture manuelle ou la culture attelée pratiquent dans leur majorité du "vivrier" d'autoconsommation. Et la part de la production mise sur le marché par ces dernières (surtout les deuxièmes) ne représente pas forcément des excédents. Cette pratique "irrationnelle" est surtout visible dans la Kossi au niveau des ménages bwa et bobo. Toutefois elle n'est nullement un cas exceptionnel. Beaucoup de sociétés et d'exploitations paysannes dans le Sahel se voient de plus en plus contraintes, devant l'ampleur et l'urgence des besoins à satisfaire, de procéder de la sorte, au prix de l'accentuation du déséquilibre alimentaire du groupe.

En dépit de la modestie de la quantité de céréales produites et devant des besoins d'argent difficilement compressibles, bon nombre de ménages bwa se livrent, même quand l'auto-production est insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires, à la commercialisation des céréales. 26,47 % en 1991 et 41,17 % en 1992 des unités domestiques bwa de Kouakoua ont vendu des

---

[9] BIARNES, COLIN, 1987, in *Cah. Sci. Hum.* 23 (3-4), p.463.

céréales alors qu'elles étaient déficitaires. Elles comptaient pour la plupart sur le paiement du revenu cotonnier pour racheter les vivres nécessaires à l'alimentation familiale. La quasi-totalité des ménages excédentaires (30 sur 31) avait vendu des céréales sur l'ensemble des deux années. Seulement 19,12 % des unités de production en 1991 et 14,70 % en 1992 n'ont pas commercialisé de grains. Les ventes effectuées par l'ensemble des ménages bwa de Kouakoua représentaient près de 19 % de la production en 1991 et 17 % en 1992. Les quantités commercialisées par ménage vendeur étaient en moyenne de 298,53 kg et 240,27 kg respectivement en 1991 et 1992.

Tableau n° 26 : Taux de vente des céréales selon l'appartenance ethnique à Kouakoua

	1991		1992	
	Quantité (kg)	% production	Quantité (kg)	% production
Bwa	14628	18,67	14176	16,81
Marka	1400	9,32	3196	15,91
Peul	0	0	0	0

Chez les colons moose à travers l'échantillon étudié à Bonza, la portion des vivres commercialisée correspond - sauf exception confirmant la règle - à des surplus, qu'ils soient conjoncturels ou structurels. Là on peut vraisemblablement parler de la pratique d'un " vivrier de rapport". La vente des céréales auto-produites est, chez la majorité des producteurs, un des objectifs du système de production et dont la concrétisation est pensée en amont des opérations de production (option pour les excédents). La conception et la réalisation de la vente du surplus correspondent à une volonté délibérée de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant ou de constituer

une richesse (épargne en numéraire ou investissement dans le cheptel par exemple: chaque ménage y possède en moyenne 3,2 bovins d'élevage en plus des boeufs de trait, 11 ovins/caprins contre respectivement 1,3 et 4 à celui de Kouakoua. Au total 34,50 % des ménages de Bonza possèdent un cheptel bovin et 94 % des petits ruminants, contre seulement 4,8 % et 27 % pour ceux de Kouakoua.). Les gains des céréales vendues viennent en appoint aux revenus du coton dont la culture répond exclusivement à une stratégie commerciale.

Généralement la vente des céréales dans les exploitations allochtones moose entre rarement en concurrence avec l'autoconsommation. C'est la raison pour laquelle les ventes sont réduites lorsque l'année est mauvaise ou médiocre tandis qu'elles sont en hausse les bonnes années. Néanmoins, cette tendance reste fortement corrélée au niveau de la production du coton. Une mauvaise production cotonnière peut susciter une commercialisation importante de céréales même si les récoltes vivrières ne sont pas très bonnes. Par contre, une production réussie du coton et le paiement rapide de son revenu se solderaient par une vente réduite des grains (en proportion) malgré des récoltes vivrières abondantes. Sur les 70,29 % des ménages moose ayant vendu une partie de leur production en 1991 dans le village de colonisation moaga, uniquement 13,40 % d'eux l'avaient fait alors qu'ils se déclaraient déficitaires. Soulignons que 61,50 % des unités déficitaires fournisseuses du marché ont commercialisé à peine 7 % de leur production. 86,60 % des producteurs-vendeurs étaient excédentaires; environ 4 % des ménages quoiqu'excédentaires se sont abstenus de mettre leur production sur le marché. En 1992, 73 % des ménages ont procédé à la vente de mil. Dans le groupe des vendeurs 7 % étaient déficients, 93 % étaient tout au moins autosuffisants.

Au total l'échantillon des ménages moose de Bonza a commercialisé environ 79 tonnes de mil-sorgho-maïs en 1991, soit près de 11 % de la production et 79,5 tonnes en 1992, soit 9 %. Toutefois on note une forte hétérogénéité dans les taux de vente suivant les ménages. Un peu plus de la moitié des unités ne consacra pas plus de 10 % de ses productions au marché. Par contre une fraction d'unités de production, minime certes, commercialisa de 30 à 50 % des siennes. L'essentiel de ces exploitations est celles qui produisent d'énormes excédents; elles sont résolument tournées vers la spéculation vivrière. Cela confirme ce que nous disions plus haut: la vente des céréales chez les colons moose concerne principalement, à la différence de la pratique en vigueur chez les autochtones bwa, les surplus. En outre, l'infériorité des taux de vente de la production moaga par rapport à ceux des Bwa (11 contre 19 % en 1991 et 9 contre 17 % en 1992) liée au niveau de la production justifie la priorité que les étrangers accordent à leur sécurité alimentaire, le stockage étant le meilleur moyen de la garantir. Il convient aussi de noter que la réussite cotonnière pour une grande majorité des colons moose évite à un bon nombre des ventes céréalières obligatoires dans des proportions importantes pour la satisfaction des besoins.

Tableau n° 27 : Taux de vente des céréales selon l'appartenance ethnique à Bonza

	1991		1992	
	Quantité (kg)	% de la production	Quantité (kg)	% de le production
Moose	79088	10,89	79560	9,19
Dogon	2900	9,32	1600	5,21
Peul	700	5,42	200	1,75

Tableau n° 28 : Catégorisation des ménages de Bonza selon le taux de vente des céréales et l'appartenance ethnique

Taux de vente de la production	Moose		Dogon		Peul	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992
1 à 5 %	14,43	18,81	0	25	0	0
5 à 10 %	38,14	38,61	40	25	0	100
10 à 15 %	25,77	25,74	0	50	0	0
15 à 20 %	6,18	7,92	60	0	100	0
20 à 30 %	6,19	5,94	0	0	0	0
30 à 50 %	9,29	2,97	0	0	0	0

Le volume de vente par ménage-vendeur s'établit en moyenne à 815,34 kg en 1991 et 787,72 kg en 1992, soit en moyenne le triple de la quantité vendue par le ménage autochtone de Kouakoua. Il n'y a pas de doute, dans la zone de colonisation agricole de la kossi, ce sont les Moose qui sont les principaux fournisseurs du marché en céréales. Si une extrapolation devrait être tentée, les 7 467 ménages moose recensés en 1989 dans la région auraient commercialisé près de 6 100 tonnes en 1991 et 5 882 tonnes en 1992, soit respectivement 5,22 et 3,34 % de la production de l'ensemble de la province [10]. Pour le secteur méridional de la Kossi (secteur de Solenzo) où ils sont presque tous installés, le volume de mil vendu par les migrants moose en 1991 représenterait 8,86 % de la production. Si l'on admet que le taux de commercialisation de la production par les paysans est de 13,89 (taux calculé sur l'ensemble des deux campagnes considérées), la part des colons moose dans la production totale vendue dans le secteur de Solenzo serait de 63,77 % dont 42,71 % aux seuls ressortissants du Yatênga.

[10] On considère que le nombre de ménages moose n'a pas changé entre-temps.

L'analyse du rythme de commercialisation des céréales ne laisse entrevoir aucune spécificité ethnique véritable. A l'exclusion de ceux qui sont résolument tournés vers le marché, c'est-à-dire les ménages qui produisent expressément pour la vente - les " motorisés" et une partie des Moose produisant d'abondants excédents - qui sont attentifs à l'évolution des cours des céréales pour accroître leurs gains, tous les autres placent leur production sur le marché en fonction des besoins en numéraire. Le très grand fractionnement des volumes vendus - rarement au-dessus de 25 kg en une seule vente - est une des conséquences de cette pratique; on ne vend que lorsqu'on a besoin d'argent et juste la quantité qu'il faut pour résoudre un problème ponctuel. Ce qui prime, c'est la solution du problème. L'impérativité des besoins à satisfaire ôte toute sensibilité au prix d'achat pratiqué. Quoiqu'il se profile chez le producteur de la kossi une plus grande propension à la spéculation céréalière par rapport à leurs homologues du nord et des zones non cotonnières de façon générale,l'indifférence à l'évolution des prix est assez remarquable. Elle traduit l'impuissance et la résignation du monde rural à pouvoir influer sur le cours des céréales. Et contrairement à ce qu'on pourrait penser, une hausse des prix n'entraîne pas systématiquement une augmentation de la superficie emblavée par unité de production, donc de la production l'année suivante. L'extension des champs consacrés aux céréales est surtout liée soit à un gain supplémentaire en main-d'oeuvre (l'arrivée d'un enfant à l'âge actif par exemple), soit à l'acquisition d'un équipement agricole (charrue, tracteur), soit enfin à une année particulièrement déficitaire. La très grande variabilité des prix d'une année sur l'autre ne peut susciter chez le cultivateur une option culturale sérieuse sur cette base. Il sait par expérience que les hausses de prix au cours d'une année donnée ne sont que le reflet d'une situation conjoncturelle: une baisse de la production locale ou une forte

augmentation de la demande en provenance des grands centres urbains de consommation et surtout des régions déficitaires du nord.

La périodicité des problèmes (les grands besoins d'argent se posent généralement au même moment pour bon nombre de ménages) amène la très grande majorité des producteurs à se retrouver sur le marché en même temps; alors l'offre paysanne augmente et les prix chutent. C'est le cas par exemple juste avant et après les récoltes où des paysans doivent rembourser les dettes (en nature ou en espèces) contractées pendant la soudure soit auprès de commerçants (des Moose quasi exclusivement), soit des allochtones moose et préparer la fête de Noël; les prix sont au plus bas de l'année. C'est aussi le cas à l'approche des fêtes musulmanes et de la reprise des travaux agricoles où les prix fléchissent par rapport à l'évolution normale. Les producteurs qui arrivent à contourner ces créneaux bénéficient des meilleurs prix. En principe, le morcellement de l'offre pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent devrait permettre une régularité des ventes tout au long de l'année pour chaque ménage, donc la possibilité pour tous de profiter des périodes de renchérissement. Mais combien arrivent réellement à conserver et à n'écouler leur production que pendant les périodes fastes? Très peu. Certes les colons moose en raison de l'importance de leur offre ont la possibilité d'étaler les ventes dans le temps. Mais cela n'est que théorique: les 3/4 de ceux de notre échantillon ont écoulé près de 90 % des volumes commercialisés en 1992 dans les six premiers mois qui ont suivi le début des récoltes. Dans le même temps, 93 % des Bwa ont vendu toute leur part de la production commercialisée. Il y a sans doute eu des circonstances persuasives, notamment le paiement tardif de l'argent du

coton et l'insolvabilité de bon nombre de producteurs [11], qui ont contraint beaucoup d'entre eux à se contenter de leur production vivrière pour se procurer le numéraire nécessaire à la résolution de leurs problèmes. Alors le ravitaillement permanent et soutenu du marché qui en est résulté (d'autant plus que les récoltes au Yatênga étaient jugées moins catastrophiques qu'à l'accoutumée) n'a pas permis la sensible variation habituelle des prix qui sont restés *comprimés*, sept mois durant, entre 44 et 47 F CFA le kilogramme.

Seule la localisation préférentielle des immigrants moose le long ou à proximité des axes de communication et dans ou non loin des villages-marchés peut leur permettre de bénéficier des meilleurs prix. En effet, l'altération des prix à mesure que l'accessibilité devient périlleuse ne profite guère aux producteurs des localités marginales. Il faut signaler que le marché n'est pas le seul lieu de commercialisation des grains pour le paysan de la Kossi. Il y a la concession et plus spectaculaire le champ. En effet certains cultivateurs, aux prises avec des contraintes financières graves et pressantes, ne peuvent attendre le jour d'animation du marché ou même parfois les

---

[11] Avec la mauvaise production cotonnière beaucoup de producteurs étaient insolvables vis-à-vis de la C.N.C.A. qui est à la fois l'organisme de paiement de l'argent du coton aux producteurs, d'octroi de crédit et de placement des équipements et facteurs de production. Le paiement du revenu cotonnier intervenant en général tardivement (mars-avril ou même mai en année de grand retard), le déstockage des céréales s'impose aux paysans à la fois pour rembourser les dettes contractées pendant la période des travaux agricoles (embauche de manoeuvres salariés pour compenser le manque de main-d'oeuvre dû à la fragmentation des grandes unités de production d'autrefois et à la baisse des activités d'entraide communautaire notamment pendant les phases de billonnage, de semi et de sarclage, location de tracteur pour labour , emprunt d'argent et / ou de céréales, achat d'engrais ou d'insecticide à crédit pour le traitement des plantes, etc.), financer la récolte du coton qui se déroule de la mi-décembre à la fin janvier (main-d'oeuvre salariée) et préparer la fête de Noël qui n'est plus réservée aux seuls chrétiens (ils sont très majoritaires dans les ethnies bwa et bobo fing): les animistes mais aussi de plus en plus les jeunes musulmans la fêtent.

récoltes. Sous la pression des difficultés (manque de vivres, besoin urgent d'argent), il y en a qui se voient obligés de vendre ou d'échanger leur mil sur pied avant maturation. Les prix pratiqués dans cette situation extrême sont bien entendu nettement en deçà des prix du marché ou, si le remboursement en nature (mil) est réclamé par le commerçant, la quantité exigée est toujours supérieure à celle "empruntée" par l'affamé.

La vente par anticipation et l'endettement, autres faits caractéristiques du monde rural dans la kossi, sont un indicateur de l'extrême péril de la condition paysanne. La très nette progression du volume du crédit-soudure octroyé par la C.N.C.A. aux paysans du secteur de Solenzo en l'espace de deux ans (250 millions en 1990/1991 et 475 millions en 1991 / 1992) [12] est révélatrice de l'insertion profonde de ce paysannat dans l'économie de marché et de la dégradation de son autonomie. Cette spectaculaire augmentation de l'enveloppe crédit-soudure (compte non tenu du crédit équipement) serait le résultat d'une généralisation du phénomène. Pratiquement tous les Groupements Villageois (G.V.), structure villageoise avec laquelle traite la C.N.C.A., ont été demandeurs de crédit-soudure pour leurs membres contrairement aux années antérieures. Le G.V. de Bonza qui s'en est abstenu jusque-là, en a été demandeur en 1992. De même tout rachat de grains par le paysan est une preuve de la déroute du système de production et de gestion vivrière de la paysannerie. Cette pratique qui concerne surtout les autochtones de la région est la conséquence soit d'une mauvaise production, soit, et cela est de plus en plus fréquent, de la commercialisation d'une production déficitaire au départ ou de la *sur-commercialisation* d'une récolte au demeurant suffisante ou excédentaire. L'analyse très sommaire du niveau et de la structure des dépenses

---

[12] Source: C.N.C.A. agence de Solenzo

auxquelles sont confrontés les paysans révèle non seulement l'insertion de nouveaux besoins de consommation, mais aussi un gonflement des sommes allouées aux besoins classiques. Par exemple chez les paysans bwa et bobo, les dépenses consenties pour la consommation "abusive" de la bière de mil et les distractions connexes qu'elle génère sont si importantes qu'ils rechignent à en communiquer le montant (d'ailleurs le savent-ils réellement?) [13] . Autant chez les colons moose que chez les populations autochtones, les chefs de ménage les plus âgés sont ceux-là même qui vendent le plus leur production céréalière. Les plus jeunes préfèrent miser sur la production cotonnière pour acquérir le numéraire nécessaire à l'exécution de leurs projets.

Les immigrants moose vendent-ils prioritairement aux commerçants de leur ethnie? Ou plutôt pour préciser la question - la majorité, sinon la totalité sur certains marchés, des négociants en céréales étant moose, poser la question en ces termes ne serait pas pertinent - les ventes des colons sont-elles préférentiellement orientées vers les marchands originaires de leur contrée? Pour environ 3/4 des gens interviewés, la réponse est affirmative lorsque cette possibilité s'offre à eux. Lorsque la vente s'effectue en dehors du marché, elle est presqu'entièrement dirigée vers un marchand bien connu et de préférence issu ou proche de la famille ou de la région.

En raison de la relative suffisance en produits céréaliers des ménages de la Kossi, en particulier dans le secteur sud, la vente directe entre

---

13 L'une des principales causes de vente de la production céréalière chez les chefs de ménage autochtone, c'est la fréquentation des cabarets où sont vendus la bière de mil et assez fréquemment maintenant le *kotokoun* , un alcool très fort distillé à partir du sucre. Les Moose pour des raisons religieuses (Islam pour une grande majorité d'eux) investissent peu dans l'alcool. Par contre les événements tels que le baptême, le mariage sont pour eux des occasions de déstockage plus ou moins important de la production.

producteurs est assez rare durant une bonne partie de l'année - plus rare qu'elle ne l'est au Yatênga. Les principaux interlocuteurs pour le paysan sont les négociants privés auxquels s'ajoutent les dolotières. La structure étatique de commercialisation des grains, l'OF.NA.CER., n'est présente sur le marché qu'une partie de l'année (trois à quatre mois au maximum pour la collecte).

L'examen des pratiques paysannes, autant au niveau de la production, de la consommation, de la constitution des stocks que de la commercialisation, révèle la diversité des exploitations agricoles et des finalités assignées individuellement à l'agriculture.

Face à une situation commune les paysans recourent à une multiplicité de réponses reposant beaucoup plus sur une diversité des aptitudes que sur des critères purement et uniquement ethniques. Toutefois une timide distinction peut être faite au vu des similitudes et des dissemblances repérées entre allochtones moose et autochtones bwa et bobo dans le système de gestion de la production et des réserves céréalières. Les premiers, grâce à une politique plus prévoyante forgée sans doute par l'expérience des sécheresses sur leur territoire d'origine et à une propension naturelle à la création de la richesse (renforcée par la pratique de l'Islam), sont plus enclins à la production de surplus et à la constitution de réserves pluriannuelles que les seconds, leurs hôtes, dont la politique céréalière tiendrait, beaucoup plus du fait d'une assez bonne succession historique de bonnes récoltes, à un renouvellement uniquement annuel ou bi-annuel des stocks. Autant au niveau de l'alimentation où ils réalisent la meilleure économie par rapport aux autochtones et la meilleure couverture des besoins familiaux de consommation, qu'à celui du stockage où ils détiennent les plus grosses réserves, les allochtones moose réalisent la meilleure sécurité alimentaire

dans la Kossi. La part de la production commercialisée inférieure de moitié environ à celle des autochtones bwa remet très rarement en cause donc ce souci de sécurité alimentaire du ménage moaga.

En plus de la culture commerciale d'exportation (coton), les deux communautés pratiquent donc des cultures vivrières marchandes. Toutefois, si chez les étrangers moose seuls les surplus sont préférentiellemment et couramment commercialisés (non exclusif et exhaustif cependant), chez les autochtones les grains portés sur le marché sont rarement des excédents.

La sauvegarde du système de production originel par les colons moose, qui est l'une des clés de leur réussite céréalière et économique dans la kossi, leur vaut d'être les principaux fournisseurs du marché en céréales traditionnelles. Cette ouverture sur le marché est certes un moyen pour l'immigrant de se procurer de l'argent, de se construire une assise confortable mais ne répond-elle pas aussi à d'autres visées? En l'occurrence, en plaçant ses vivres sur le marché par ailleurs contrôlé par des commerçants moose et originaires de sa région qu'il sait chroniquement et fréquemment déficitaire, n' a-t-il pas le sentiment de venir en aide à ses " parents"? C'est ce que nous chercherons à cerner , sans y parvenir totalement sans doute, à travers les envois de céréales qu'il effectue en dehors du circuit marchand.

C. Les transferts paysans de céréales: des faits conjoncturels?

Il s'agit des flux céréaliers non marchands existants entre la Kossi et le Yatênga, donc entre des milieux ruraux, par l'entremise des immigrants moose. En cherchant à systématiser ces transferts *sociaux*, nous avons

découvert d'autres flux céréaliers hors circuit marchand dont ceux orientés vers les villes et animés cette fois-ci en grande partie par les autochtones. Ces deux types d'échange s'inscrivent dans le réseau complexe des relations intra-familiales. Ils répondent à des impératifs de solidarité et de parenté. D'où notre hésitation à utiliser les termes d' "échange", de "don" ou même de "cadeau". Tous ces vocables cachent une certaine obligation de réciprocité que l'on pourrait appeler de contre-don, de flux de retour ou de compensation,... Or les paysans semblent ne rien attendre systématiquement et immédiatement en contre partie de leur geste. Pour eux, ils ne font que s'acquitter d'un devoir; les envois constituent les *parts* revenant à des ayants droit.

Les céréales transférées dans le circuit non marchand ne font jamais l'objet d'un convoi exclusif; ce qui rend difficile toute approche quantitative. Seule l'enquête au sein des ménages ruraux permet de se faire une idée de son ampleur. Ainsi donc les sondages réalisés à Bonza (transfert Kossi-Yatênga), à Kouakoua (transfert campagne/ville) n'avaient autre but que de fournir des ordres de grandeur du phénomène. Aucune extrapolation n'est envisageable. Ce qui importe ici c'est le mécanisme de ces transferts et la philosophie qui sous-tend leur existence.

Avant d'analyser les aides des colons moose à leurs parents en terre natale, examinons rapidement les flux intra-familiaux de céréales de la campagne vers la ville animés par les autochtones de la Kossi.

1. Les flux intra-familiaux campagne/ville

Les flux céréaliers intra-familiaux campagne/ville ne sont évoqués ici que parce qu'en dehors du mobile qui les sous-tend, ils obéissent au même

mécanisme que les transferts non marchands Kossi-Yatênga et se déroulent sur de longues distances (hors de la province).

L'installation d'un membre de la famille en ville ne signifie pas qu'il n'a plus d'attache avec le village. Loin s'en faut. La mobilité et la distance ne détériorent pas à priori les sentiments d'appartenance au même groupe. "Ce sentiment reste intense et motive les envois réciproques" [14].

Dans le village de Kouakoua où le phénomène a été étudié, 2,27 % des ménages ont envoyé des céréales à des parents résidant en ville. Au total 400 kg en 1991 (0,40 % de la production) et 500 kg en 1992 (0,43 %) y ont été consacrés. Les deux destinations étaient Bobo Dioulasso (33 % des expéditions en 1991 et rien en 1992) et Dédougou (67 % en 1991 et 100 % en 1992). Comparées aux échanges intra-villageois non marchands qui ont concerné 4,49 % de la production, ces expéditions en direction de la ville sont insignifiantes en volume.

Les circonstances qui suscitent les expéditions sont l'arrivée des récoltes surtout lorsqu'elles ont été exceptionnellement bonnes, la scolarisation d'un fils en ville, le retour d'un parent citadin venu en visite ou d'un membre de la famille se rendant en ville. Compte tenu de la nature des circonstances énumérées, les envois s'effectuent généralement juste après les récoltes et au moment des rentrées scolaires. Les transferts en hivernage sont quasi inexistants. Les produits sont acheminés dans la majorité des cas par les membres directs de la famille. Toutefois, il arrive que l'on fasse appel au service d'un transporteur bien connu.

---

[14] O'DEYE, 1985, pp 256-274

2. L'aide céréalière des émigrés à leurs parents

Le transfert céréalier intra-familial non marchand des colons moose de la Kossi en direction du village d'origine et des parents qui y sont restés doit être perçu comme une stratégie collective de survie; elle ne doit pas être considérée comme un acte spontané et conjoncturel dans sa conception, mais bel et bien comme une politique alternative dont la finalité serait tout au moins l'atténuation des effets de la précarité alimentaire dans la région d'origine.

Le lien parental, c'est-à-dire l'appartenance à la même famille et par extension au même lignage, le lien d'alliance sont les principaux moteurs des transferts entre les émigrés et leur pays natal. La distance ne constitue nullement une entrave. Bien au contraire, elle ravive et conforte parfois les liens familiaux. Elle peut tout simplement provoquer des modifications dans la nature des aides, mais aucunement les empêcher. Ainsi le Moaga installé en Côte d'Ivoire choisira par commodité d'envoyer de l'argent à ses parents au village pour l'achat de vivres alors qu'implanté dans une zone de colonisation agricole au Burkina, à peu de distance du territoire originel et où il cultive des céréales, il préférera acheminer directement les vivres. C'est cette deuxième forme de l'entraide (sans être la seule) qui est en vigueur entre la Kossi et le Yatenga.

L'envoi des céréales, nous semble-t-il, est ressenti chez les émigrés moose (beaucoup d'entre eux tout au moins) comme un *devoir* et un *droit* pour les parents qui les reçoivent. Telle est l'impression qu'ils laissent percevoir. Tous ont l'intime sentiment d'appartenir à une même unité de production tout simplement *éclatée* par la force des choses. Et malgré la séparation géographique - mais sans séparation sociale - ils sont astreints au partage du fruit du travail *commun*. Dès lors les colons considèrent les envois

à leurs parents, non pas uniquement comme "une sorte de compensation pour le manque à gagner qui résulte pour ceux-ci de leur absence" (KOHLER, 1974, p.29 à propos des colons moose de l'Office du Niger au Mali), mais mieux comme la part du travail collectif qui leur revient. Ainsi donc la discontinuité spatiale n'empêche pas la continuité sociale, familiale. Le sentiment d'appartenance à une même unité et l'obligation que constituent les envois sont bien mis en évidence dans ces propos dont deux sont empruntés à BENOIT (1982) :

- un Moaga du Yatênga se confiant à BENOIT disait ceci: " En fait certaines familles se divisent en deux: une reste ici (au pays natal) et l'autre va au pays du mil. Ils se mettent d'accord pour s'entraider"(p.77).
- plus loin à la page 93, se faisant l'écho d'un autre témoignage, celui d'un immigrant moaga dans la kossi, il écrit: " ... Nous avons laissé des parents derrière nous avant de venir ici. Tout ce que nous gagnons nous le partageons et nous envoyons leur part. C'est ainsi que nous faisons."
- enfin un colon moaga originaire d'Iria Yarsé (Yatênga) et installé à Bonza (Kossi), en paraboles, nous disait: " lorsqu'un mendiant va quémander de la nourriture, il en ramène toujours pour sa famille. L'oiseau a beau voler il finit toujours par regagner la terre."

Pour tester la conviction des immigrants dans la nécessité d'envoyer des céréales au Moogo, nous avons cherché à savoir si les envois étaient des réponses à des sollicitations manifestées par les parents du village ou s'ils se faisaient spontanément sans intervention extérieure. Les réponses sont variables. Lorsque les colons sont informés (par le bouche à oreille à partir des informations véhiculées par les commerçants ou transporteurs originaires du Yatênga par exemple) d'une éventuelle mauvaise récolte sur le plateau moaga, donc d'une crise généralisée, les envois sont spontanés

dans 81 % des cas. Par contre en situation de crise très localisée (dont la cause est généralement extra-climatique), 66 % des chefs de ménage déclarent ne procéder à des transferts que lorsqu'ils sont saisis par la famille au village.

Le transfert des céréales maintient et consolide les relations entre le colon et sa famille au village. Sa fréquence est un ferment, un indicateur de la cohésion familiale. Il fait partie intégrante de la manifestation des formes traditionnelles d'entraide et de solidarité communautaires. Plus l'émigrant envoie souvent et des quantités importantes de vivres, plus il se sent utile à sa famille et mieux il est apprécié par ses parents. Au niveau de notre échantillon à Bonza 18,62 % des ménages moose ont envoyé consécutivement en 1991 et 1992 des vivres au Yatênga. 11 % des ménages déclarent transférer annuellement des céréales à destination du village natal. Ainsi donc les expéditions des vivres vers le pays d'origine ne sont pas systématiques chez toutes les exploitations émigrées. 61,38 % des ménages de Bonza en 1991 et 34,82 % en 1992 (cette année-là les récoltes ont été moyennes au Yatênga) ont acheminé des grains vers le Yatênga. La quantité transférée par chacun des ménages ayant effectué des envois est en moyenne de 293 kg en 1991 et de 340 kg en 1992. Pour l'ensemble des ménages moose de la localité, elle s'établissait respectivement à 180 et 117 kg. Les valeurs moyennes masquent de fortes disparités; en 1991 les envois par ménage variaient de 50 kg à 1 500 kg et en 1992 de 32 à 1 500 kg. Les expéditions par exploitation peuvent atteindre exceptionnellement 5 000 voire 10 000 kg, quantités envoyées en 1991 respectivement par El Hadj RAPOGMA (immigrant " motorisé" installé à Daboura) et El Hadj SANA, gros producteur implanté à Ban. Dans le dernier cas, il s'agit de céréales acheminées et distribuées à tout le village natal.

Tableau n° 29 : Les envois de céréales au Yatênga par les colons moose de Bonza

Quantités (kg)	Pourcentage de ménages	
	1991	1992
Moins de 100	7,86	10
100 à 400	68,54	66
400 à 600	18,4	20
600 et plus	5,2	4

Au-delà des particularismes et des distorsions qui caractérisent l'importance des envois céréaliers, l'ancienneté de l'implantation, l'ampleur des surplus dégagés, les responsabilités que joue l'émigré au village natal, notamment la place qu'il y occupe dans la hiérarchie familiale, ont une incidence décisive sur le rythme et le volume des transferts. Le poids économique du colon et la solidité des attaches - elle peut être entamée avec le temps par les causes réelles du départ en migration, une réorientation de l'option culturale, etc. - avec sa région d'origine influent généralement sur le type de relation qu'il entretient avec la "tête" de la famille.

Contrairement à ce que nous attendions, le taux de transfert intra-familial entre la Kossi et le Yatênga ou le pays moaga de manière générale est certes non négligeable mais peu important. En 1991 il ne représentait que 3,58 % de la production chez les colons de Bonza (26 tonnes). En 1992, compte tenu d'une production moyenne dans plusieurs secteurs du Yatênga, il a même chuté à 1,96 % de la production du village (17 tonnes). Tout de même ces transferts représentaient 13,55% des excédents moose de Bonza en 1991 et 5,12 % en 1992. Au-delà de la variabilité interannuelle des taux

en fonction du niveau de la production, autant dans la Kossi qu'au Yatênga, c'est leur faible proportion par rapport à la production et même aux excédents. Elle contredit la plupart des immigrants qui, dans leur discours, font supposer des envois massifs au profit des parents résidant au pays. En réalité, à l'exception de cas isolés, les aides que les colons envoient en famille sont faibles et ne peuvent de ce fait couvrir entièrement les besoins au Yatênga. Les enquêtes menées dans la zone d'émigration sur ce point précis confirment ce constat. Il y a un décalage entre l'idéologie prônée par les immigrants et la pratique et l'ampleur des expéditions effectuées. Leurs taux sont nettement en deçà de ceux des dons octroyés à l'intérieur du village. La circulation généreuse intra-villageoise des céréales prioritairement destinées aux personnes déshéritées (vieillard, handicapé, miséreux, etc.), la *zakat*, a représenté en 1992 7,19 % de la production et concerné 94,52 % des chefs d'exploitation à Bonza[15] .

Pour mesurer le degré d'attachement du colon moaga à son groupe, son lignage, nous avons recherché les destinations précises des envois. Quel type de relation lie le colon à celui qui reçoit les vivres dans le Yatênga? Cela nous a permis d'établir la ventilation suivante:

- 76 % des envois sont destinés au lignage du chef de ménage (père, frère ou cousin de la lignée paternelle),
- 16 % des transferts sont octroyés à la belle famille,
- 4 % à des amis,
- 4 % à des membres de la lignée maternelle du chef de ménage (oncles et cousins maternels).

---

[15] La tradition voudrait en réalité qu'un dixième du revenu de l'exploitation (soit donc 1 / 10è de la production) soit donné en aumône à une personne nécessiteuse. En fait, il s'agit d'une pratique islamique dont les Moose en ont fait la leur.

Ces résultats montrent que la notion de sang est capital dans l'existence et l'orientation des flux. Elle confirme ce à quoi nous faisions allusion plus haut: l'appartenance à la même unité de production et la *nécessité* de transférer les vivres pour combler les déficits ou en tout cas amoindrir leurs effets sur la "tête" de la famille enracinée au Yatênga. Lorsque, par suite de décès, il n'y a plus de membres directs de la famille au village ou quand l'immigration intervient à la suite de conflit, les transferts ne sont plus opérés ou, le cas échéant, la fréquence et les quantités baissent énormément. Ce mouvement de désengagement dans l'envoi des vivres aux parents demeurés au village est accéléré par le processus de désintégration de la famille agnatique et par la montée au rang de chef d'exploitation de la deuxième ou troisième génération des immigrants. Ces deux évolutions altèrent progressivement la cohésion familiale en développant l'individualisme, l'autonomie, l'isolationnisme. De plus en plus, à l'exception des sollicitations expresses, l'on n'envoie des céréales au village que quand les parents proprement dits et les frères y résident encore. Il n'est donc pas surprenant de constater la baisse généralisée de la part relative des céréales transférées au Yatênga au fil du temps.

L'acheminement des céréales se fait surtout pendant la saison sèche, période d'inactivité agricole et de voyages, de préférence dans les tous premiers mois qui suivent les récoltes. Toutefois,un retard dans le paiement de l'argent du coton peut différer l'opération de transfert. Les frais de voyage et de transport élevés[16] et l'argent nécessaire pour le séjour sont entre autres des éléments qui exigent des sommes importantes pour entreprendre un voyage en pays natal. Les transferts pendant l'hivernage sont quasiment

---

16 Le coût du transport d'un sac de 100 kg varie entre 1 000 et 1 250 F CFA entre la Kossi et le Yatênga. Le tarif pour une personne s'établit entre 2 000 et 2 500 F CFA .

inexistants; l'occupation des gens pour l'exécution des travaux agricoles explique cela.

Paradoxalement, l'envoi des céréales semble constituer rarement en lui seul un motif de déplacement d'un membre de l'exploitation émigrée à destination du village d'origine. Il est presque toujours associé à des raisons sociales (visite de courtoisie, cérémonies coutumières, funérailles, demande en mariage ou célébration de mariage,...); dans ces cas, l'apport de céréales est une conséquence du voyage. Dans la majorité des cas, les vivres transférés sont apportés directement par un membre de l'exploitation exilée. Ils peuvent aussi être confiés à une tierce personne, originaire du village natal ou qui en est proche, se rendant au pays. L'utilisation des transporteurs comme commissionnaires n'est pratiquée que lorsque le village de destination est situé sur son itinéraire habituel. De façon générale d'ailleurs, l'accessibilité joue un grand rôle dans la décision de procéder à un transfert de céréales. L'enclavement du village d'origine peut dissuader d'envoyer des sacs de céréales. Une aide financière sera plus indiquée. Enfin, l'envoi des vivres se fait aussi par l'intermédiaire des parents du village venus en visite de courtoisie ou venus tout spécialement pour solliciter des grains.

- La *bilocalisation* des familles dans des aires de production différentes ne constitue pas une barrière à la manifestation de la solidarité intra-familiale. Les envois céréaliers des immigrants moose à destination de leur pays d'origine témoignent de l'attachement de ces derniers à leurs parents. Toutefois, ils sont loin d'être une pratique structurelle chez tous les colons. Seulement un dixième des ménages immigrés s'y attèle systématiquement à Bonza. Les autres n'y recourent que lorsque les circonstances l'exigent. En

outre ils représentent des volumes assez faibles qui ne peuvent évidemment pas couvrir entièrement les déficits des bénéficiaires.

*

* *

En conclusion de ce chapitre, il convient de souligner que les héritages et les événements, qui ont façonné les systèmes de production mis en oeuvre par les communautés qui vivent aujourd'hui dans la province de la Kossi, ont conduit à la fois à une diversité et une uniformité des pratiques paysannes. Schématiquement on peut résumer la situation en quatre points.

1) - Les autochtones, avec le maintien du système de production dont le fondement est l'équilibre entre la production et la consommation (recherche d'une adéquation entre les besoins et les ressources) alors qu'ils sont fortement engagés dans des transformations profondes (déstructuration des unités familiales, insertion dans l'économie marchande, monétarisation des rapports...), éprouvent des difficultés à dégager des excédents massifs afin d'assurer convenablement leur nourriture quotidienne et de garantir leur sécurité alimentaire par la constitution de stocks vivriers consistants malgré des prélèvements destinés au marché.

2) - La réussite économique des colons moose dans la Kossi, favorisée par l'absence de contraintes foncières et climatiques, est remarquable. Grâce à leur suprématie céréalière, ils sont parfois sollicités par les autochtones et les autres allochtones de la région. En raison de cette performance, ce sont les exploitations moose qui fournissent la majeure partie des céréales commercialisées sur les marchés de la kossi (64 %). Elles détiennent en outre les plus importantes réserves vivrières.

3) - Tous les producteurs-vendeurs de leur production ne sont pas autosuffisants ou excédentaires. Sous la pression d'obligations - les besoins financiers des agriculteurs de la Kossi sont d'autant plus intenses et aigus que ces derniers, à cause du revenu cotonnier, sont habitués à la manipulation de sommes nettement plus importantes que leurs compères des aires non cotonnières du Burkina - il arrive que des chefs de ménage soient contraints de commercialiser une partie de la ration alimentaire des membres de leur famille. La faiblesse des réserves vivrières et l'indisponibilité céréalière ne sont pas toujours provoquées par une baisse de la production liée à des conditions naturelles défavorables mais, plutôt, à une commercialisation exagérée de la production. Des désagréments pouvant intervenir dans le paiement de l'argent du coton ou même dans sa production peuvent inciter, accélérer et/ou accroître l'offre céréalière paysanne sur les marchés.

4) - Les transferts céréaliers non marchands opérés par les colons moose à destination du pays natal, au-delà de leur modestie et des fluctuations interannuelles les caractérisant, constituent la matérialité des liens entre l'émigrant et sa famille. L'émigration n'altère pas les liens de parenté et de solidarité. Les céréales transférées permettent aux parents, aux prises avec une crise de subsistance vivrière, d'atténuer les déficits structurels.

De façon générale, et malgré la précarité de la situation céréalière de certains groupes de paysans, la Kossi, grâce à des conditions naturelles favorables à l'agriculture, à la forte extension des superficies cultivées en mil, sorgho et maïs due à l'arrivée massive des colons (moose en majorité) et à l'évolution des techniques de production, connaît depuis le début des années soixante des gains de production importants. Cette progression de la production n'a pas été dictée par le seul souci de la paysannerie d'assurer la

satisfaction des besoins vivriers et de constituer des réserves pour garantir la sécurité alimentaire. La nécessité de contenter un certain nombre de besoins matériels et d'obligations sociales amène des paysans à prévoir des céréales pour le marché en vue de se procurer l'argent nécessaire.

Si globalement la sécurité alimentaire dans la Kossi est bon an mal an assurée dans les ménages, au Yatênga, la situation est toute autre: l'insécurité vivrière y est permanente.

CHAPITRE V. LA GESTION DE L'INSECURITE VIVRIERE DANS LE YATENGA

Le Yatênga, situé dans la partie septentrionale du Burkina Faso, est à cheval sur les zones nord-soudanienne et sud-sahélienne. La région est caractérisée par une insuffisance et une irrégularité pluviométrique importantes qui accroissent les caractères d'aridité. Les effets induits d'une telle évolution climatique sur un espace fortement humanisé grâce à une croissance démographique assez élevée et à une politique d'occupation "efficace" vieilles de quatre siècles environ ont enclenché un processus de *sahélisation* de la savane préexistante. Sans pour autant qu'on puisse parler dans l'état actuel des connaissances d'un "processus régressif irrémédiable"[17] ou irréversible du climat et de l'écologie yatengais, il serait absurde d'ignorer la réalité de la sécheresse dans cette contrée du Burkina.

Les effets des conditions et caractéristiques climatiques difficiles (variabilité intra et inter-annuelle , variation de la répartition spatiale des pluies, la brièveté de la durée des "pluies efficaces", le ruissellement, ...MARCHAL (1983), CHEVALLIER et al.(1985), GROUZIS (1987)) ont contraint la société moaga qui évolue dans cette région dont l'économie est basée essentiellement sur une agriculture pluviale archaïque (techniques agricoles extensives) à adopter, pour la satisfaction des besoins de subsistance d'une population qui n'a cessé de croître rapidement (taux d'accroissement naturel resté longtemps supérieur à 2,6 % l'an), des pratiques qui globalement ont conduit à une exacerbation des risques, à des

---

17 RAISON, 1990. - "Quelles sociétés rurales en Afrique pour l'an 2000?" in *cahier du GEMDEV*, n°17, pp119-134

blocages. La saturation foncière, la désintégration des grandes unités de production familiales qui s'est soldée par une raréfaction de la main-d'oeuvre agricole et une accentuation de la mobilité, les stratégies et pratiques agricoles adaptatives d'intensification des risques in fine, etc. " ont très sérieusement mis à mal les mécanismes classiques de gestion des risques annuels" (RAISON, op. cit.)

C'est dans ce contexte de grande incertitude agricole qu'évolue l'agriculteur moaga du Yatênga. Face au poids des contraintes, le producteur moaga sur son plateau natal demeure impuissant, vulnérable; il se contente de recourir à des ajustements incessants dans l'espoir d'atténuer les effets des goulots d'étranglement auxquels il est confronté. Devant la longue période de crise que connaît la région, les paysans ont adopté un ensemble de comportements collectifs et individuels pour gérer l'insécurité alimentaire.

Nos enquêtes dans le Yatênga se sont déroulées surtout à Iria Yarsé à 7 km de Kalsaka dans le sud-est de la région de mars à avril et septembre 1992. Les indications sur la couverture des besoins, la production, les achats de vivres, ... s'inspirent des réponses faites aux questions adressées à l'ensemble des 41 ménages de cette localité. Toutefois, des séjours ont été réalisés également à Nogodoum dans le département de Ban à l'extrême nord de la province (mars 1991), à Sodin au centre (mai 1992). Six passages de près d'une dizaine de jours chacun ont été effectués à Ouahigouya, capitale régionale, de 1991 à 1992. Il faut aussi souligner qu'en plus des observations directes du terrain, les analyses faites dans ce chapitre s'appuient énormément sur de la documentation existante; le Moogo et plus précisément le Yatênga ont été l'objet de maints travaux d'éminents chercheurs dont TAUXIER, IZARD, MARCHAL, KOHLER, ANCEY, ... pour ne citer qu'eux. La liste est loin d'être close. Alors entreprendre une quelconque

étude, pour partielle qu'elle soit, sur un tel terrain, relève à la limite de la gageure.

Pour analyser la situation alimentaire dans le Yatênga, nous allons dans un premier temps faire état de la vulnérabilité du producteur malgré l'adoption de pratiques adaptatives de production et dans une deuxième phase, nous verrons comment l'agriculteur gère les crises vivrières devenues structurelles.

A. La vulnérabilité de l'agriculteur yatengais

1. Des pratiques agricoles adaptatives

L'organisation ancienne de la production agricole en pays moaga a placé au centre de ses préoccupations la satisfaction de la subsistance de tous les membres du groupe. Le système de production mis en place avait pour ultime but la réalisation de cet objectif. Au regard des conditions d'ensemble de l'époque (climatologie et plus globalement écologie favorables, poids démographique soutenable, cohésion familiale au sein d'unités de production élargies, les *pugkeense* et les *zakse*, solidarité communautaire, espace disponible, ...) la société a inventé des techniques culturales, manuelles et rudimentaires certes, mais qui paraissaient bien adaptées à la situation; le travail du groupe, en compensant la faible productivité de l'individu, arrivait à assurer correctement l'alimentation de ses membres. L'on vivait dans une certaine quiétude alimentaire sauf lors de quelques rares années déficitaires qui ne remettaient d'ailleurs pas en cause les techniques agricoles pratiquées.

Depuis le début du siècle, période que nous connaissons relativement bien, les choses ont changé. Si les techniques culturales voire le système de production sont fondamentalement peu entamés, les conditions et facteurs de production, l'ampleur des besoins, la structure des unités de production... ont connu de profondes modifications allant dans le sens de la génération et de l'accroissement des incertitudes.

Aujourd'hui les très lourdes contraintes du milieu, en particulier les aléas et insuffisances pluviométriques dans le Yatênga, font courir des risques évidents aux activités agricoles (et pastorales aussi d'ailleurs) devant lesquels la paysannerie a réagi en mettant en oeuvre des stratégies et des pratiques pour atténuer l'impact néfaste de ces perturbations de l'environnement (MILLEVILLE, 1989).

Nous tenterons non pas d'analyser l'ensemble du système agricole actuel des gens du Yatênga encore moins l'ensemble du système de production, mais tout simplement de parcourir les pratiques communément adoptées en réaction à la péjoration de la situation climatique dans la région et, en l'occurrence, celles qui ont une répercussion intense et surtout négative en définitive sur la sécurité alimentaire. Nous ne nous livrerons donc pas à une analyse exhaustive en bonne et due forme des pratiques agricoles. Nous nous bornerons uniquement à celles qui sont en rapport direct avec la production céréalière et dont la mise en oeuvre aboutit à un apaisement ou une accentuation des tensions sur les facteurs de production et l'équilibre alimentaire.

Plutôt que de procéder à un inventaire de ces pratiques agricoles adaptatives en réponse aux risques climatiques - elles sont interdépendantes et conçues pour des buts et stratégies bien précis - il nous paraît plus intéressant de les présenter par groupe de stratégies (cela est plus

fonctionnel et plus opératoire) afin de mieux comprendre leur logique (et la logique paysanne avec) même si, aux yeux de l'observateur que nous sommes, elles semblent bien souvent irrationnnelles. Ainsi, au risque de reprendre SAUTIER (1989) à propos de la vallée du Rio Canete dans les Andes Centrales au Pérou, nous tenterons d'approcher la question en étudiant tour à tour les pratiques de "dispersion", d' "évitement" et de "contournement" des risques.

1.1 Pratiques de "dispersion" des risques agricoles

Cet essai d'analyse n'abordera pas la question suivant une démarche chronologique. Il est certes évident que l'application des pratiques a dû s'imposer au fur et à mesure de l'installation et de l'intensification de la crise climatique et de ses effets, mais ce qui importe pour nous ici c'est leur impact sur le système de production agricole et, par ricochet, sur la satisfaction de la subsistance tel qu'il se présente aujourd'hui.

Devant l'accentuation de la crise climatique qui engendra une crise alimentaire de plus en plus aiguë, les exploitations agricoles du Yatênga ont eu recours à des tactiques qui se sont généralisées au fil du temps (mais conçues pour le court terme) et dont l'objectif final vise à assurer une régularité de la production céréalière. Dans l'étude du climat yatengais dans le chapitre I, nous avions constaté que la pluviométrie, sur laquelle se fonde tout le système de production agricole de la société moaga, se caractérise par de fortes fluctuations dans l'espace-temps tant au niveau des volumes que du rythme. Alors les réponses des paysans à cette variabilité spatiale et temporelle dont la conséquence est une grande inégalité zonale de la

production (aussi bien à l'intérieur d'une année que d'une année sur l'autre) furent, dans leur ensemble, de lutter contre le problème à plusieurs niveaux.

En l'absence de contraintes foncières aiguës à un moment donné de l'histoire des populations de la région (les conquêtes territoriales des chefs politiques à l'époque permettaient aux gens de s'insérer dans de vastes espaces), la réaction des paysans face à la mauvaise répartition spatiale des pluies sur le terroir villageois fut de disperser les parcelles. L'un des buts recherchés était de répartir entre les différentes parcelles ouvertes, au niveau des différentes couronnes concentriques du terroir, les chances d'une récolte. L'aggravation de la situation allant, on est même parvenu, à l'échelle de l'exploitation, à la multiplication des champs à l'intérieur d'une couronne. Cette tactique de dissémination des parcelles sur le terroir (paradoxalement liée en partie aussi aux contraintes foncières) qui vise évidemment à tirer le meilleur parti des variations locales de la pluviométrie pour assurer une sécurité maximale a pour souci principal, non l'amélioration de la productivité à l'unité de surface, mais la sauvegarde de la production à un niveau donné.

On se doute qu'à l'échelle du temps, la généralisation de cette pratique dans un espace figé qui a cessé de s'étendre grâce aux conquêtes aboutit à une saturation foncière. Saturation foncière qui a été en outre accélérée par l'accroissement démographique de la population ayant produit des générations nombreuses arrivant à l'âge adulte, et surtout par l'éclatement des anciennes grandes unités familiales de production. Ce dernier facteur d'anticipation de la congestion de l'espace peut être d'ailleurs considéré aussi comme une réponse aux risques agricoles ou plus exactement à ses effets. Il est intervenu à un moment où, confrontée à l'impossibilité de satisfaire les besoins élémentaires de consommation alimentaire, la société a évolué vers une déstructuration de la cellule traditionnelle de production,

aidée en cela par l'émergence des problèmes nés de son insertion dans l'économie moderne. Ce qui est intéressant à souligner, c'est que cette segmentation des grandes unités familiales a engendré une multiplication des cellules de production et par voie de conséquence une multiplication des parcelles mises en valeur. Mais aussi, et contrairement à l'effet recherché, la déstructuration a accru le risque agricole.

Une deuxième pratique adoptée par les exploitations moose en vue d'amoindrir les effets de l'irrégularité pluviométrique est l'association ou le mélange dans le même champ de plusieurs cultures ou variétés. Elles cherchent, par la combinaison aléatoire des incertitudes pluviométriques d'une part, du cycle végétatif, de la résistance à la sécheresse et des besoins hydriques des plantes et des variétés de l'autre, à accroître les chances de récoltes quel que soit le régime pluviométrique inter-annuel [18] .

De même le paysan du Yatênga, plus par obligation d'ailleurs que par pure stratégie d'éparpillement des risques liés à la variation de la durée de l'hivernage (temps des "pluies utiles"), échelonne dans le temps les dates des semis. Par cette pratique, on le conçoit, le paysan cherche à jouer sur deux incertitudes à la fois; le difficile démarrage de la saison des pluies pouvant s'étaler sur près d'un mois, parfois plus, et la fin des précipitations tout autant aléatoire que leur début. Les semis précoces en anticipation de l'arrivée des premières grandes pluies sont réalisés dans le but de bénéficier à la fois au maximum du balbutiement pluviométrique du début de la saison humide (deux à trois bonnes pluies au début de la saison peuvent assurer une bonne

---

18 MARCHAL (1983, p.385) pense plutôt que l'association généralisée de culture ne semble pas relever d'une stratégie "anti-risques climatiques" mais d'une stratégie "anti-risques fonciers" parce qu'il aurait constaté dans le village de Say (Yatênga) que cette pratique était plus pratiquée sur les parcelles empruntées que sur celles faisant l'objet d'un droit de propriété qui accueilleraient plus les cultures pures.

germination et surtout une consolidation des jeunes pousses avant les premiers " trous" de sécheresse) et éventuellement d'un abrègement exceptionnel de la durée pluviale (un arrêt brusque et/ou prolongé des averses en début septembre par exemple compromet la maturation des semis effectués après la première quinzaine du mois de juillet). Malheureusement, dans bien des cas, cette anticipation se solde par des semis repétés. La pratique de semis successifs sur la même parcelle au cours d'une même saison peut aboutir à un mélange de cultures et de variétés. Ainsi des variétés hâtives peuvent côtoyer des variétés tardives. De même une parcelle préalablement semée en sorgho peut être, à la suite d'une insuffisance particulière des pluies de début d'hivernage, transformée en champ de mil ou d'association sorgho-mil. Inversement, un premier semis en mil peut être complété par un second de sorgho lorsqu'après une bonne reprise de la pluviosité le paysan juge la parcelle trop humectée pour permettre une bonne germination et une bonne croissance du mil.

La mise en poquet d'un grand nombre de grains est pratiquée par les agriculteurs en vue d'accroître les chances de poussée et de survie des plantules quitte à procéder à un démarriage ultérieurement, lorsque la période critique sera passée.

Ces quelques pratiques d'éparpillement des incertitudes agricoles ne suffisent pour autant pas à dissiper les difficultés de la production. Pour essayer d'y parvenir les unités de production recourent à d'autres tactiques afin de les éviter.

1.2 Pratiques d' "évitement" des risques agricoles

La réaction des agriculteurs vis-à-vis de l'irrégularité climatique ainsi que des effets de la croissance démographique (augmentation de la part des inactifs par rapport aux actifs, donc diminution relative de la force de travail au sein des exploitations accentuée par la fragmentation des unités de production puis par les départs en migration des jeunes) a été logiquement la recherche de solutions radicales pour agir non pas sur les causes des risques mêmes mais plutôt sur leurs manifestations. Pour ce faire, les paysans ont recouru à la fois à des techniques "intensives" et "extensives".

L'utilisation des variétés hâtives de mil et de sorgho qui s'est faite progressivement au détriment des variétés à long cycle avait pour but d'adapter au raccourcissement de la durée de la saison pluvieuse les plantes dont le mûrissement est réalisable dans ce nouveau contexte pluviométrique. L'abandon de la culture du maïs dont les phases critiques de la croissance et du développement coïncident avec les "trous" pluviométriques permet justement d'épargner une partie de la force de travail, du temps et de l'espace agraire et de la réinvestir dans la production de cultures plus adaptées à la nouvelle situation climatique. De même les pratiques individuelles et/ou collectives de la fumure animale et ménagère (circonscrite principalement aux parcelles des zones circonvoisines de l'aire habitée), de l'aménagement des sites anti-érosifs (diguettes, épierrement, ...) pour lutter contre le ruissellement dévastateur des eaux de pluies et le départ des éléments fins du sol et favoriser l'infiltration des eaux, de la culture attelée (très limitée pour des raisons d'insolvabilité des unités) sont, on le perçoit, des facteurs visant à améliorer les rendements. Toutefois ces pratiques "intensives" encore bien trop ponctuelles et rarement exécutées simultanément sur les mêmes

parcelles et sur toute l'étendue du terroir demeurent insuffisantes, voire inopérantes, pour optimiser le système de culture actuel du plateau moaga. Dans bien des cas leur application, très tardive, ne peut produire les effets escomptés.

L'accroissement des superficies emblavées par actif en réponse à ou en conséquence de la raréfaction de la main-d'oeuvre devrait permettre le maintien du statu quo en ce qui concerne le niveau de la production vivrière. On espérait par ce biais rattraper le manque à gagner qui résultait de la déperdition en main-d'oeuvre et celui occasionné par la péjoration climatique. Mais malheureusement dans un contexte d'accentuation de l'incertitude pluviométrique, cette pratique s'est soldée par un accroissement supplémentaire du temps de travail pour l'actif agricole, le recours à des façons culturales peu soignées voire expéditives n'assurant ni le maintien de la fertilité des sols ni leur capacité de rétention de l'eau et aggravant la baisse des rendements en cas de mauvais hivernage (MARCHAL, 1983; RAISON, 1990). A vouloir compenser la baisse des rendements, le système de culture actuel au Yatênga a conduit à une extension notable des surfaces cultivées aboutissant, dans un délai relativement court, à une saturation de l'espace. Nous ne reviendrons pas dans le détail sur la congestion de l'espace évoquée dans la première partie de l'étude et surtout décrite brillamment dans la thèse de MARCHAL (op. cit.). Ce qu'il faut surtout retenir dans le processus de la saturation spatiale au Yatênga selon toute vraisemblance, c'est plus l'expansion des surfaces cultivées née de la conjonction de l'accroissement démographique et du démantèlement des unités de production que le grignotage opéré directement par la dégradation des conditions écologiques à savoir l'induration par migration de l'horizon superficiel exploitable à des fins agricoles. Cette dernière n'est-elle d'ailleurs

pas la conséquence de la surexploitation des sols et de l'espace par les hommes?

Pour réduire l'exacerbation des tensions foncières due à la généralisation des pratiques extensives (les quelques pratiques intensives n'ayant pu les empêcher) en réponse aux sécheresses et à la croissance des pressions démographiques, les cultivateurs furent contraints de récupérer des zones marginales jusque là incultes ou provisoirement au repos (jachères). Par la mise en valeur des hauts de pentes aux sols gravillonnaires peu fertiles et/ou des sols minéraux bruts et peu évolués agronomiquement inadéquats (BOULET, 1968), le paysan n'envisageait nullement une maximalisation de la production à l'unité de surface mais tout simplement une réduction de la pression sur les terres en repoussant les limites du domaine cultivé pour les faire coïncider avec celles inextensibles de l'espace agricole. Dans cette même optique on assiste à la mise en valeur systématique des bas-fonds par les exploitants qui en possèdent [19] en raison de la topographie et de la nature des sols qui, grâce à leur texture argilo-limoneuse, permettent une plus longue conservation de l'humidité et une grande fertilité donnant ainsi aux plantes qui y sont ensemensées le bénéfice d'une croissance et d'une maturation meilleures. Si auparavant ils ne portaient que des sorghos à long cycle végétatif, aujourd'hui on assiste sur ces faciès à une inversion des convenances culturales; les variétés hâtives de sorgho ou même parfois de mil y sont de plus en plus cultivées afin de garantir le succès d'une récolte.

---

19 La mise en valeur des bas-fonds est des plus contraignantes et des plus hasardeuses qui soit lorsque la pluviométrie est abondante. En effet,le développement rapide et intense des mauvaises herbes et les risques d'inondation dissuadaient les paysans de les cultiver. Aujourd'hui, en dehors de rares années exceptionnellement pluvieuses où ces risques persistent, les bas-fonds sont devenus les faciès topographiques les plus convoités par l'agriculteur du Yatênga.

C'est grâce à cette inversion des tactiques culturales (mil à la place du sorgho dans le bas-fond) par exemple qu'en 1991 à Iria, l'exploitation de GUIRO a pu réaliser une récolte à peu près normale alors que pour le reste du village les plantes séchèrent pendant la phase d'épiaison engendrant une année *blanche*, c'est-à-dire sans récolte.

Le paillage des champs pour éviter d'une part un assèchement trop intense des sols par les rayons solaires en saison sèche et permettre une fertilisation par décomposition organique d'autre part, la confection pré-hivernage de poquets de grandes dimensions en vue de retenir les eaux des premières pluies pour faciliter la germination et la levée des jeunes plants, le brûlage des tiges de la campagne écoulée pour enrichir les sols par apport de substances minérales, etc. constituent avec les pratiques énumérées plus haut la panoplie de pratiques à laquelle les agriculteurs de la région ont recours dans l'intention de prévenir la manifestation des risques. Mais là aussi, tout comme les premières, ces pratiques sont rarement payantes. Les risques agricoles sont grands et croissants. Alors, si on ne peut les combattre de front, autant les contourner.

1.3 Pratiques de "contournement" des risques agricoles

Devant l'incapacité du monde paysan du Yatênga a vaincre les contraintes climatiques par les méthodes agricoles classiques de lutte (comme décrites ci-avant), les O.N.G. et l'Etat (C.R.P.A. en l'occurrence) ont, depuis une vingtaine d'années, introduit dans le système de production dans la région une innovation en vue de contourner les déboires pluviométriques. La construction des retenues d'eau pour la production des cultures de contre-saison vise avant tout à placer les unités familiales hors d'atteinte des

fluctuations intra-saisonnières des pluies et à générer des productions supplémentaires et/ou complémentaires aux récoltes habituelles. L'intégration de nouvelles plantes jadis ignorées de la société moaga (pomme de terre, haricot vert, divers légumes,...) et leur culture aux abords des barrages constituent une soupape de sécurité pour les agriculteurs qui ont la chance de pouvoir se livrer à cette activité dans la mesure où elle permet de multiplier les possibilités de production au cours de l'année (deux récoltes): une production en hivernage par la pratique courante de l'agriculture pluviale et l'autre en saison morte grâce à l'arrosage à partir des eaux retenues pendant la saison pluvieuse. Toutefois,ce recours très localisé et concernant très peu d'agriculteurs est encore peu inclus dans le système agraire,malgré son succès dans certains secteurs de la région notamment autour de grandes bourgades où les barrages sont préférentiellement construits. D'ailleurs leur vulgarisation se heurte aux importants investissements financiers (plusieurs millions de francs CFA) et humains que leur construction exige. De plus les cultures réalisées sur ces sites aménagés, étrangères à la région, n'entrent pas dans les habitudes de consommation alimentaire des populations locales. Elles sont plutôt introduites dans les circuits commerciaux mal maîtrisés par les producteurs. En effet la mise en marché de ces produits se heurte non seulement à la fluctuation des prix, mais aussi à un réseau routier défectueux ce qui est très dommageable pour les produits périssables (tomate, choux, aubergine...).

L'intensification et la perpétuation des contraintes du milieu qui ont fini par rendre structurels les déficits vivriers, faisant perdre ainsi tout espoir de résolution des insuffisances de la production in situ et ce en jouant directement sur leurs effets et causes, ont amené une partie de la société à adopter des stratégies de fuite devant les risques. L'une d'elleest la mobilité

des populations. Pour les gens du Yatênga cela se déroule de deux manières: les migrations de travail, temporaires ou définitives, orientées de préférence vers la Côte d'Ivoire et les mouvements de colonisation agricole des régions dont les conditions de production sont encore favorables (espace disponible, pluviométrie sûre, sols fertiles). L'un et l'autre mouvements, pendant qu'ils permettent aux partants de se placer hors de portée des risques, contribuent à l'amoindrissement des effets d'une des variables des risques agricoles, en l'occurrence l'indisponibilité foncière. Mais aussi par les aides que les migrants envoient dans la zone de départ, ils servent à atténuer les effets des déficits vivriers. Ces départs ne sont toutefois pas sans conséquence: du fait qu'ils touchent prioritairement et massivement la frange de la population la plus apte à l'accomplissement des travaux agricoles, il est évident qu'ils provoquent une diminution de la capacité de production des unités familiales. Entre les pertes et les gains il est difficile de prendre position. En fait les réponses sont variables suivant les terroirs et les exploitations.

La troisième stratégie de "contournement" des risques développée par les paysans est la généralisation de la pratique de l'élevage en association bien entendu avec la culture. L'objectif poursuivi n'est pas dans la réalité de profiter de la fumure qu'il procure pour une quelconque intensification de la production, mais plutôt d'utiliser les revenus éventuels issus de la commercialisation des animaux pour " boucher les trous" des insuffisances culturales. Aujourd'hui l'élevage n'est plus uniquement l'apanage des hommes; il est pratiqué aussi par les femmes. Mais ce regain d'intérêt pour cette activité ne va pas sans inconvénient. Au-delà du capital qu'elle suppose pour son montage et de la difficile cohabitation élevage-agriculture en ce qui concerne la compétition pour le contrôle de l'espace, la sécheresse qui sévit

dans la région a réduit les pâturages et les points d'eau rendant la pratique pastorale très pénible et accroissant la mortalité du cheptel.

A ces principales pratiques communes de lutte employées en milieu rural yatengais contre les effets de la sécheresse, il faut ajouter une multitude de tactiques personnelles (que nous ne traiterons pas ici) fondées sur l'expérience, voire l'intuition des producteurs. La périodisation des semis, les types d'association culturale, les choix culturaux en fonction des années et du site des parcelles, la manière et le nombre de labours, etc. sont autant de méthodes auxquelles l'agriculteur a recours pour chercher à réduire les contrecoups de la défaillance pluviométrique.De manière générale, il y a un développement des tactiques par anticipation et par intuition qui dans bien des cas sont contraires aux idées reçues, aux pratiques habituelles, voire au bon sens, mais qui se revèlent parfois payantes.

Tableau n°30 : Les principales pratiques de lutte contre les risques agricoles au Yatênga

CARACTERISATION DES RISQUES	METHODES DE LUTTE	DISPERSION		EVITEMENT		CONTOURNEMENT	
		Pratiques	*Résultats*	Pratiques	*Résultats*	Pratiques	*Résultats*
RISQUES CLIMATIQUES	Variabilité spatiale des pluies	Dissémination des parcelles sur le terroir	*Sur-exploitation de l'espace*				
	Mauvaise répartition décadaire des pluies	Association de cultures ou Mélange de variétés	*Chance d'une récolte*				
	Incertitude pluviométrique de début d'hivernage	Dispersion des dates de semis	*Profiter des premières pluies. Mais gaspillage des semences*	Poquets pré-hivernage Semis précoces	*Facilitation de germination* *Permettre aux plantes de résister aux trous de sécheresse*		
	Raccourcissement de la saison des pluies	Diversification des espèces	*Elargissement de la gamme alimentaire*	Variétés hâtives Abandon de la culture du maïs	*Garantir une production minimum* *Libération d'espace et Economie de temps*		
	Violence des pluies			Aménagements anti-érosifs: diguette, épierrement	*Infiltration des eaux* *Maintien des sols*		
	Insuffisance des pluies	Atomisation des unités de production	*Raréfaction de la main-d'oeuvre* *Accroissement surface/ actif* *Façons culturales expéditives*	Paillage des champs	*Lutte contre l'assèchement des sols* *Apport de substances organiques*	Culture de contre-saison Migrations Elevage Activités commerciales	*Production d'appoint* *Revenu monétaire* *Sécurité alimentaire* *Aide financière et vivrière* *Atténuation pression foncière* *Diversification des sources de revenu* *Amendement des sols* *Diversification des sources de revenu*
RISQUES FONCIERS	Epuisement des sols			Fumure	*Accroissement de rendement*		
	Topographie			Mise en culture des terres marginales: haut de pente, bas-fond	*Extension de l'aire agraire* *Garantie de la production* *Remblaiement des cours d'eau*		
	Espace	Exploitation de tout le terroir	*Saturation de l'espace*	Réduction des temps de jachère, voire leur suppression	*Appauvrissement des sols*		

*

* *

Lorsqu'on fait le point de la situation en adoptant comme grille d'analyse la fréquence, la généralisation (ou l'extension) et les retombées des pratiques, on se rend bien compte que la tendance générale va vers une prédominance des façons extensives. Aux problèmes posés par les risques agricoles la société a répondu en initiant un ensemble de méthodes et techniques extensives - cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de pratiques ingénieuses d'intensification (tableau n° 30) - dont le résultat fut l'accélération et le durcissement des effets/aléas. Les tensions sur les facteurs de production au Yatênga ne sont plus uniquement imputables à la péjoration des conditions naturelles mais elles sont aussi provoquées par l'action anthropique. Alors est-on tenté de convenir avec LE HOUEROU (1969) que: "c'est l'homme qui crée le désert, le climat n'est qu'une circonstance favorable". Même en renversant l'ordre des responsabilités *c'est le climat qui crée le désert, l'homme n'est qu'une circonstance (un facteur) favorable* ,la responsabilité des gens du Yatênga ne peut être dégagée de l'état de la situation actuelle.En effet les pratiques agricoles mises en oeuvre par les paysans ont dans bien des cas favorisé la disparition du couvert végétal, l'intensification de l'érosion des sols, l'appauvrissement des terres, bref les caractères de l'aridité, l'improductivité du milieu.

Il y a indubitablement déclin du système de production ancien qui, sans être performant, était tout au moins efficace parce qu'il était adapté à la conjoncture d'alors. Les incessants ajustements techniques - témoignage d'un certain dynamisme dans la recherche de solutions pour atténuer les effets des aléas et contraintes pluviométriques dont le caractère imprévisible, fugace et changeant demande beaucoup de flexibilité et de rapidité dans la

réaction - opérés n'ont pas été suffisamment conçus pour gérer le long terme. On a misé sur l'extensivité plutôt que sur l'intensivité parce que la première qui valorise mieux le travail semblait la plus adéquate lorsque la manifestation des risques climatiques était modérée et peu fréquente.

Devant l'ampleur des contraintes aujourd'hui, les gens du Yatênga semblent impuissants. Les pratiques adaptatives mises en place en réaction à la dégradation pluviométrique (contrainte la plus importante et la moins maîtrisable) s'avèrent inefficaces. Même en année jugée normale elles n'assurent pas ou plus la subsistance à tous. L'agriculteur évolue de plus en plus dans une situation de vulnérabilité croissante d'autant plus permanente que la taille réduite des unités familiales de production, avec la *technologie* agricole actuelle en vigueur dans la région (utilisation de la houe traditionnelle), peut permettre difficilement un accroissement supplémentaire des superficies par actif (l'indisponibilité foncière s'y opposant par ailleurs) encore plus une amélioration des soins culturaux, en particulier la multiplication des labours pour lutter contre les mauvaises herbes et favoriser la conservation de l'humidité dans le sol au profit des plantes. Dans un tel contexte, elle n'est pas surprenante l'insécurité céréalière au pays des descendants de YADEGA.

2. Malgré tout, l'incertitude céréalière

La double évolution régressive du système agricole (accroissement des risques écologiques et inefficacité des stratégies et pratiques paysannes) fait du Yatênga une région de crise. Le cycle de sécheresse dans lequel évolue actuellement la région a mis à nu les limites des pratiques agricoles; les déficits vivriers semblent insurmontables. Le système de culture conçu à

l'origine pour assurer quasi exclusivement l'autoconsommation céréalière (et il y parvenait) se révèle au cours de ce siècle, et plus particulièrement de ces dernières décennies, incapable de produire suffisamment pour la subsistance des familles.

Les déficits vivriers ne sont pas un phénomène tout récent dans l'histoire du Yatênga. La mémoire collective des populations de la région en retient de nombreux, de très nombreux même [20]. Sur les quatre-vingt-cinq dernières années (1907 à 1992), la région a connu près de quarante années déficitaires, soit une année sur deux. MARCHAL (1974), à partir de la compulsion de rapports d'administrateurs et de témoignages des gens de la région, y a consacré tout un document. Nous n'y reviendrons pas. Retenons tout simplement que de conjoncturels et de généralement peu étendus au début du siècle, ils sont devenus structurels, généralisés et aigus à partir de 1970; disettes et famines sont de nos jours monnaie courante et la hantise des paysans.

Le dépérissement des facteurs essentiels de production au Yatênga (défaillance pluviométrique, indisponibilité spatiale, pauvreté des sols, manque de main-d'oeuvre...) a provoqué une baisse sensible des rendements à l'unité de surface. De 1 200 kg/ha pour le mil, comme l'estimait le Lieutenant MARC - et ce malgré toutes les réserves que l'on peut avoir vis-à-vis des estimations de l'époque; celles d'aujourd'hui ne sont pas dénuées de toute erreur non plus, loin s'en faut -, le rendement du mil/sorgho dans la

---

20 Les famines Naba Wobogo, du nom de l'empereur de l'époque (1879-1884), ont particulièrement sévi. Elles provoquèrent la mort de plusieurs personnes à l'image de celle de 1913 qui occasionna 40 000 victimes comme l'atteste ce rapport d'administrateur: " le chiffre de quarante mille morts dans le cercle pendant cette période de détresse, peut être maintenant considéré comme réel" (MARCHAL, 1974).

région atteint exceptionnellement 900 kg/ha aujourd'hui. A Iria Yarsé [21] où nous avons procédé à l'établissement des rendements à partir des déclarations des paysans, ils sont en moyenne de l'ordre de340 kg/ha avec toutefois une grande variation (100 à 850 kg/ha) due à plusieurs facteurs (topographie, nature des sols, soins culturaux, amendement, ...). 53 % des exploitations ont enregistré des rendements inférieurs à cette moyenne, 20 % entre 400 et 500 kg/ha et 27 % de 500 à 850 kg/ha. Ils sont semblables à ceux calculés par les services techniques (150 à 900 kg à l'hectare en fonction des types de sol et des années), MARCHAL (299 à 797 kg/ha suivant les années) et bien d'autres s'ayant intéressé à la question.

Tableau n°31:Rendements du mil/sorgho à Iria en 1991-1992

Rendements (kg / ha)	Pourcentage de ménages agricoles
96 à 200	33,33
200 à 300	20
300 à 500	20
500 à 600	13,34
600 à 852	13,33

Pour mieux rendre compte du caractère dérisoire des rendements céréaliers dans la région, nous avons calculé la productivité par actif puis par

21 Rappelons que la campagne 1990-1991 fut totalement nulle; aucune récolte ne fut effectuée.

résident à Iria toujours en 1991-1992. Dans le village un actif avait produit en moyenne 170 kg; l'actif le plus défaillant avait produit environ 50 kg et le plus productif 360 kg. La productivité par résident était de l'ordre de 100 kg en moyenne. Seulement 9,76 % des unités de production avaient une productivité par résident supérieure à 190 kg considérés comme ration alimentaire annuelle de l'individu par l'administration. Autrement dit, à peine un dixième des ménages était autosuffisant. Uniquement 5 % des ménages étaient pour ainsi dire largement excédentaires (245 à 280 kg par résident). Mieux, si l'on table sur la déclaration des chefs de ménage qui avancent une consommation moyenne annuelle de 263 kg per capita (ce qui est tout de même élevé), les ménages autosuffisants ne représenteraient plus que 2,44 % du total. Or sur les trois-quatre dernières années, 1992 a été jugée la meilleure. Iria n'est qu'un exemple de la situation d'ensemble qui prévaut au Yatênga. De plus, en raison de la baisse de la fertilité des sols (beaucoup de champs à cause de la pression foncière sont ouverts sur des sols marginaux pauvres) et de la pratique de façons culturales extensives [22] qui n'autorisent guère des rendements élevés, les quelques rares années de bonne pluviosité ne permettent plus de dégager des excédents céréaliers nets pour constituer des réserves utilisables pendant les phases de crise.

---

22 Le niveau d'équipement des ménages est très bas au Yatênga. A Iria par exemple on ne dénombrait en 1992 que 15 houes manga, 3 charrues et 6 charrettes. Seulement 13 ménages pratiquaient la culture attelée, soit 31,7 %. Sodin comptait à la même année 2 houes manga, 22 charrues et 42 charrettes. 22 ménages agricoles sur 199, soit 11 %, pratiquaient effectivement la culture attelée.

Tableau n° 32 : Productivité par actif et par résident à Iria Yarsé en 1991-1992

Productivité (kg)	% des ménages pour productivité/actif	% des ménages pour productivité/résident
48 à 150	41,46	80,49
150 à 175	17,07	9,76
175 à 200	7,32	2,44
200 à 225	7,32	2,44
225 à 250	2,44	2,44
250 à 275	4,88	0
275 à 363	19,51	2,43

Le cas d'Iria offre un intérêt particulier à cet égard. Malgré que la campagne 1992 ait été considérée comme à peu près normale (pour l'ensemble du Yatênga elle a été bonne) en comparaison de l'évolution actuelle de la situation pluviométrique, la productivité par résident des ménages excédentaires était de 207 kg. En considérant le taux de 190 kg comme ration alimentaire annuelle de l'individu, l'excédent ne représentait que 17 kg par personne, soit un mois de nourriture. Même dans les unités de production les plus performantes, la situation n'est guère meilleure. Empruntons à MARCHAL (1983) son exemple pour étayer notre propos. L'exploitation du chef de Say qu'il a suivi particulièrement (en même temps que deux autres unités de production) dont le champ est situé dans un bas-fond (donc le meilleur sol qui soit dans cette contrée) et qui, grâce à une main-d'oeuvre importante, arrive à pratiquer encore des façons culturales que l'on peut qualifier d'intensives ne parvient à dégager même en année

"médiocre à bonne" (pluviométrie normale à bonne) qu'un surplus céréalier de 40 % (280 kg/résident) des besoins de consommation [23], soit environ cinq mois et demi de réserves céréalières.

Comme on le constate, même dans les conditions qui semblent les plus favorables aujourd'hui au Yatênga (main-d'oeuvre abondante, champ de bas-fond,...), la quantité de vivres produite demeure relativement faible. Ni les variétés hâtives de mil et de sorgho, ni les quelques pratiques intensives de production n'arrivent à faire évoluer positivement la situation. Tous vulnérables en mauvaise année pluviométrique, rares sont les ménages agricoles qui parviennent en bonne année à s'autosuffire et à dégager des surplus substantiels qui viendraient en compensation des déficits à venir. De même une chute de production importante au cours d'une campagne, de sorte que les réserves accumulées l'année ou les années précédentes ne soient pas en mesure de combler le manque à gagner, peut avoir des arrières-effets prolongés même si la production venait à s'améliorer l'année suivante. L'expérience montre que pour que les conséquences d'une campagne agricole désastreuse venant à la suite d'une année médiocre ou légèrement bonne disparaissent entièrement il faut qu'elle soit suivie d'au moins deux récoltes bonnes à très bonnes. Or enregistrer consécutivement deux bonnes années aujourd'hui au Yatênga est de plus en plus rare.

L'amenuisement de la taille des unités de production actuelles et le relâchement de la solidarité communautaire (favorisé par l'indépendance des familles et la dégradation de la situation vivrière) ont conduit à l'abandon ou à l'affaiblissement de l'organisation collective du travail agricole qui autrefois permettait même à des unités défaillantes de minimiser les risques agricoles. L'organisation sociale de la production dans la société moaga était fondée

---

[23] MARCHAL op. cit., p.518

sur une structuration hiérarchisée des unités de production et de consommation: au sommet les champs collectifs, *pugkeense*, appartenant au *yiri* (concession, regroupant des chefs d'exploitation autonomes apparentés) puis les champs familiaux, *zakse*, relevant du *zaka* (maison) et enfin à la base les champs individuels (ou personnels) ouverts par les dépendants du chef de *zaka*, les *beolse* [24] . Cette hiérarchisation pyramidale de la production qui conjugue à la fois le travail collectif et le travail individuel permettait non seulement une exécution parfaite des opérations de production, mais aussi une consommation programmée des récoltes au cours de l'année de telle sorte que même si le *beolga* ne pouvait couvrir les besoins du sous-groupe ou de l'individu il puisse être relayé par le *zaka* et ensuite par le *pugkeenga*. Ainsi un bon fonctionnement du mécanisme de distribution des vivres à l'intérieur du *yiri* évitait à tout individu, membre d'office de trois groupes de production et de consommation, une insatisfaction alimentaire toute l'année. Aujourd'hui cette complémentarité de la production et de la consommation n'existe que très exceptionnellement : les *pugkeense* n'existent nulle part; les *zakse* de plus de deux ménages sont rares. On assiste plutôt à une multiplication des *beolse* dont la configuration coïncide de plus en plus avec le ménage *démographique*. Elle est l'expression d'une *décommunautarisation* de la grande famille d'autrefois. Dans ces conditions, l'individu se trouve livré à lui-même: il n'appartient plus qu'à une seule cellule de consommation; la communauté, la famille élargie ne se préoccupent plus de lui assurer la subsistance et l'assistance nécessaires. Toutefois cet

---

[24] La production provenant des champs individuels (*beolse*) consommée en premier lieu et celle des zakse qui suivait, devraient couvrir les besoins alimentaires des gens de la fin des récoltes au début de l'hivernage. La récolte des *pugkeense* assurait la soudure correspondant à la période des travaux champêtres pour l'exécution desquels les cultivateurs ont le plus besoin d'une nourriture abondante ou tout au moins suffisante.

individualisme familial ne semble pas, contrairement à l'idée généralement avancée, avoir été provoqué par la colonisation française; il est antérieur à la pénétration française. Les déficits vivriers de la fin du XIXè siècle en sont en réalité les facteurs générateurs; l'introduction dans l'économie de marché (amorcée avec la colonisation) un facteur amplificateur. Aujourd'hui à ces facteurs purement économiques ou matériels (difficultés alimentaires, besoin d'autonomie économique,...) de segmentation des unités de production, il faut adjoindre des facteurs sociologiques (les nouvelles religions, l'islam et surtout le christianisme, qui formalisent le ménage; les différends entre frères et/ou entre épouses de frères, etc. aboutissant à des fissurations au sein des familles initialement soudées).

Un autre signe du déclin des cultures vivrières dans le Yatênga est l'abandon du maïs, conséquence de la détérioration des conditions de la pluviosité. Quoiqu'il ait occupé des espaces infimes, sa maturation précoce avait fait de lui un produit de soudure par excellence. Il permettait à la fois une diversification et une complémentarité des ressources alimentaires. Le maraîchage développé autour des barrages et des puisards ne peut pas être considéré comme un moyen de diversification de la production et d'échelonnement des disponibilités alimentaires sur la saison sèche. Ni ses productions, ni même ses revenus (très faibles) ne peuvent enrayer l'incertitude vivrière des populations rurales de la région.

L' "extensification" du système de production qui a été la réponse à la diminution de la main-d'oeuvre et de la péjoration climatique a été un facteur d'accroissement des difficultés vivrières, et par conséquent une source de vulnérabilité des paysans moose. Comme l'analyse RAISON (1990) pour l'ensemble des sociétés et Etats de l'Afrique tropicale, la vulnérabilité du

paysan yatengais obéit à la fois à des motifs naturels (irrégularité et insuffisance pluviométriques), techniques (pratiques extensives) et sociaux (atomisation des unités de production familiales, leur mobilité et leur *désolidarisation*) qui ont " très sérieusement mis à mal les mécanismes classiques de gestion des risques annuels" (p.121), mécanismes qui avaient pourtant, par le passé, fait la preuve de leur efficacité. Plus qu'auparavant, l'agriculteur est appelé à gérer les risques agricoles et alimentaires, des risques qui ne cessent de s'amplifier d'année en année à mesure que se détériorent les conditions écologiques et les rapports sociaux, et que les stratégies mises en oeuvre pour lutter contre les adversités deviennent source de nouveaux risques.

B. La gestion des crises vivrières

Au Yatênga, aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, on constate que l'inadéquation entre la production vivrière et la consommation a toujours existé. Le manque lié à la soudure, la disette ou pire la famine ne sont pas des phénomènes nouveaux. Mais la société arrivait à les traiter avec généralement beaucoup de succès. Il faut dire qu'à l'époque souffrir de la faim était moins fréquent; les réserves vivrières accumulées les années fastes permettaient de juguler les déficits occasionnels. Par exemple la soudure, événement conjoncturel, excédait rarement un ou deux mois et concernait apparemment moins d'unités de consommation qu'aujourd'hui. En outre l'organisation collective de la consommation moaga qui faisait démarrer l'utilisation de la récolte des champs communs, *zakse* et surtout *pugkeense*, au début de l'hivernage c'est-à-dire au moment des gros travaux agricoles,

évitait tout préjudice à la bonne alimentation des agriculteurs appelés à fournir à cette période précise de l'année des efforts pour produire et, n'entravait donc en rien la production.

Mais depuis la situation a fortement évolué. L'ancien système de régulation mis en place par la société pour assurer sa reproduction et dont les composantes fondamentales sont à la fois des stratégies de subsistance et de survie a aujourd'hui du mal à tenir dans un environnement écologique et économique des plus contraignants. La dégradation structurelle du niveau de la production des céréales - dont la conséquence fut la permanence et l'allongement de la soudure ainsi que l'apparition fréquente des disettes et famines - et la dégradation de l'ancienne organisation collective de la consommation imposent aux ménages actuels une gestion de plus en plus difficile, voire quasi impossible des récoltes annuelles. Devant l'ampleur des crises alimentaires parfois provoquées ou amplifiées par les paysans eux-mêmes (ponctions opérées pour les productions destinées au marché ou au remboursement d'emprunts) de nouvelles solutions ont été initiées pour assurer la survie du groupe.

1. La gestion des récoltes

Actuellement au Yatênga, avec la désintégration poussée de la plupart des structures familiales, la satisfaction des besoins de consommation vivrière se réalise uniquement à l'échelle des ménages qui correspondent tout au plus aux *zakse*. Sinon ordinairement, ce sont en fait les ménages *démographiques* qui, dans l'ancienne hiérarchisation correspondent aux *beolse*, sont désormais l'ultime lieu de distribution des récoltes. Autrement dit l'individu, entre deux récoltes, ne peut compter que sur la production de la

seule unité de production dont il relève, notamment dans le cas de ménage de structure monogamique. En revanche lorsque le ménage est à structure polygamique, on évolue dans le système *zaka*; "chacune des épouses prépare le repas, chaque jour pour elle et ses enfants, en puisant dans les greniers où se trouve la production des *beolse*. (Et) à tour de rôle (...), chaque épouse, toujours en prélevant sur sa propre récolte, prépare le repas du mari et de son jeune frère célibataire" (MARCHAL, 1987, p.450). La production du *zaka*, c'est-à-dire du champ du chef de ménage, ne sera consommée que lorsque théoriquement les greniers des femmes seront vides. Mais de plus en plus on assiste, même dans les unités domestiques type *zaka* , à une gestion de la production de type *beolga*. Le chef de famille se charge de distribuer quotidiennement le mil nécessaire à la préparation du repas commun et cela durant toute l'année. Ce changement dans le mode de distribution de la nourriture, que l'on rencontre principalement dans les unités fortement islamisées et sans doute aussi dans celles christianisées, a été imprimé par la perpétuation et l'ampleur des déficits et la réorganisation sociale de la production, notamment la disparition de la structure emboîtée de la production: à Iria Yarsé seulement 3,6 % des familles fonctionnent encore selon le système collectif hautement hiérarchisé. Certes les champs familiaux existent toujours, mais ils n'existent qu'à l'échelle des ménages, le ménage étant constitué ici du chef de famille, de sa (ou ses) femme(s) et de ses dépendants célibataires.

La disparition progressive des réserves céréalières pluriannuelles en raison des déficits chroniques et fréquents mais aussi de l'éradication des *pugkeense* qui justement permettaient la constitution de stocks équivalents à deux-trois ans de consommation et même plus a conduit à l'impossibilité de la couverture de la consommation par l'auto-production au cours de l'année.

Face à cette insécurité, comment les ménages s'y prennent-ils? Comment gérer au mieux pour atténuer les effets de la soudure un stock que l'on sait insuffisant dès la rentrée des récoltes? Telle est l'équation qui se pose à la quasi-totalité des ménages ruraux au Yatênga de nos jours.

Le niveau de la consommation des céréales de l'individu est d'ordinaire variable suivant l'âge, le sexe, la saison, etc. En ce qui nous concerne, retenons tout simplement que le taux de consommation annuel pour une personne est officiellement fixé à 190 kg. La moyenne calculée à partir des déclarations des gens d'Iria est de 263 kg en temps normal, c'est-à-dire lorsque le ménage est autosuffisant. En considérant la norme officielle, à peine 10 % des ménages du village avaient pu nourrir convenablement leurs membres en 1992. Ils ne sont plus que 2,44 % lorsqu'on table sur le dire des paysans. Cela veut dire que 90 % ou environ 97 % des familles selon l'une ou l'autre méthode d'évaluation n'ont pu assurer soit régulièrement soit suffisamment les besoins de consommation (tableau n° 33).

Tableau n°33: Couverture de la consommation des ménages à Iria Yarsé en 1992
(déclarations des paysans)

Durée de couverture de la consommation par l'auto-production	% des ménages
Moins de 3 mois	26,83
3 à 6 mois	58,54
6 à 9 mois	9,76
9 à 12 mois	2,43
Plus de 12 mois	2,44

Face à cette insécurité, comment les ménages s'y prennent-ils? Comment gérer au mieux pour atténuer les effets de la soudure un stock que l'on sait insuffisant dès la rentrée des récoltes? Telle est l'équation qui se pose à la quasi-totalité des ménages ruraux au Yatênga de nos jours.

Le niveau de la consommation des céréales de l'individu est d'ordinaire variable suivant l'âge, le sexe, la saison, etc. En ce qui nous concerne, retenons tout simplement que le taux de consommation annuel pour une personne est officiellement fixé à 190 kg. La moyenne calculée à partir des déclarations des gens d'Iria est de 263 kg en temps normal, c'est-à-dire lorsque le ménage est autosuffisant. En considérant la norme officielle, à peine 10 % des ménages du village avaient pu nourrir convenablement leurs membres en 1992. Ils ne sont plus que 2,44 % lorsqu'on table sur le dire des paysans. Cela veut dire que 90 % ou environ 97 % des familles selon l'une ou l'autre méthode d'évaluation n'ont pu assurer soit régulièrement soit suffisamment les besoins de consommation (tableau n° 33).

Tableau n°33: Couverture de la consommation des ménages à Iria Yarsé en 1992
(déclarations des paysans)

Durée de couverture de la consommation par l'auto-production	% des ménages
Moins de 3 mois	26,83
3 à 6 mois	58,54
6 à 9 mois	9,76
9 à 12 mois	2,43
Plus de 12 mois	2,44

Tableau n° 34 : Couverture de la consommation familiale par les achats de céréales
à Iria Yarsé en 1992

Durée de couverture des besoins de consom-mation par les achats de céréales	% des ménages
Moins de 3 mois	63,16
3 à 6 mois	34,21
6 à 9 mois	2,63

Etant donné que ni les stocks de report (11,93 % des besoins de consommation), ni les aides céréalières reçues des colons installés dans l'ouest du pays (2,11 % des besoins), ni même les achats de vivres (21,18 % des besoins de consommation déclarés) ne permettaient de compenser le déficit qui représentait 63,23 % de la subsistance, alors nous avons essayé de voir de près comment les ménages se *débrouillaient* avec le disponible vivrier pour boucler l'année. Nous ne relaterons ici que le cas de deux ménages. Pour cela, nous n'utiliserons que les valeurs déclarées par les paysans. Ce qui importe ici c'est de voir les ajustements faits pour gérer l'insuffisance.

Le ménage de MAÏGA

De type *zaka* mais à fonctionnement *beolga* (24 personnes), le ménage disposait à la fin de la campagne agricole 1990-1991 (fin octobre) d'une production ne représentant que 44 % de ses besoins de consommation, soit cinq mois et huit jours, et d'une réserve vieille de quatre-

cinq ans [25] pouvant couvrir un mois et demi de consommation. L'exploitation possédait donc au total un peu plus de six mois et demi de vivres. Devant cette situation, le chef de ménage procéda à une réduction du nombre de préparations de la nourriture (une au lieu de deux par jour comme à l'accoutumée) durant toute la saison sèche. Le repas était préparé uniquement le soir. Le reste de la nourriture était gardé et servi aux jeunes enfants le lendemain matin et midi. Les adultes étaient ainsi astreints à une restriction de la ration alimentaire (ce qui n'excluait pas la consommation hors-ménage). Toutefois pendant le mois de carême, la distribution de la nourriture fut modifiée; deux repas furent à nouveau servis à tous les membres de la famille: tôt le matin pour le début du jeûne et le soir à la fin du jeûne. Enfin, avec le début des travaux agricoles le rythme normal de la consommation fut rétabli: deux préparations quotidiennes pour trois repas (midi, soir et matin). Cette programmation intra-annuelle de la consommation permit au ménage de " joindre les deux bouts" (sans achat de vivres) et mieux d'épargner environ vingt jours de grains à l'arrivée des nouvelles récoltes.

Le ménage de SANA

Son cas est un peu différent. Il ne disposait que de quatre mois de vivres. Aucune réserve. Pour nourrir sa famille forte de quatorze personnes dont cinq actifs, le chef de ménage procéda dès la fin des récoltes à l'achat de céréales qui représentaient 40 % des besoins de consommation de l'année et à la réduction de la ration quotidienne par personne (un repas par jour). Même pendant le carême le ménage vivait au rythme d'une préparation

---

[25] Uniquement 29,26 % des ménages du village possédaient des stocks de report dont le volume ne représentait que 11,93 % des besoins alimentaires annuels de l'ensemble des populations.

quotidienne; elle était faite le soir et servait à la fois de repas du soir (après le jeûne) et de celui du matin (début de jeûne). L'auto-production ne fut mise à contribution qu'à partir du mois de mai. Soulignons que SANA a reçu 40 000 F CFA de son frère installé à Soubré en Côte d'Ivoire depuis 1980 et deux sacs de mil (200 kg) d'un autre implanté à Zeguin près de Sanaba dans la Kossi. En outre il a vendu trois chèvres qui lui ont rapporté 6 750 F CFA.

De la description du mode de gestion des crises céréalières par ces deux ménages, quelques enseignements peuvent être tirés:

1- La diminution de la ration quotidienne par personne; elle est entreprise dans le but de prolonger au maximum la couverture des besoins par les récoltes propres. Toutefois, on évite une baisse importante du niveau de consommation des enfants. La diminution de la ration s'opère non pas seulement par réduction du nombre de repas journaliers, mais aussi par le mode de transformation des aliments. En saison sèche par exemple on privilégie la consommation des aliments fluides ou légers (bouillie, pâte de mil délayée, le *zom kom* ,...) parce que leur confection demande une quantité moindre de mil. C'est également à ce moment que l'on introduit dans la composition des plats des produits de substitution comme le niébé, le voandzou et des produits de cueillette (*Acacia penata*, *Boscia senegalensis*,...) lorsqu'ils n'ont pas été eux aussi anéantis par la sécheresse. Dans l'ensemble, et autant que faire se peut, on évite au maximum que la "cuisine reste éteinte toute la journée".

2- L'intérêt porté à la satisfaction des besoins en hivernage; les ménages vont parfois jusqu'à bloquer complètement la consommation de leur production en saison sèche pour la conserver pour le temps des travaux agricoles. Malgré le déficit, les rations sont rarement diminuées en hivernage. Le chef de

ménage, grâce à une savante régulation de la consommation, s'arrange pour réduire le moins possible, autant que faire se peut bien sûr, les rations à ce moment précis afin de maintenir intacte la capacité de production de l'unité.

3- Devant l'incapacité du ménage à fournir la ration normale, on assiste à un développement de la consommation hors foyer. L'individu est comme abandonné à lui-même. Pendant les périodes non couvertes par la consommation familiale, il lui revient d'assurer personnellement sa nourriture. L'achat des mets vendus dans le village (beignets, riz cuisiné, viande et ses dérivés,...) est rendu possible grâce aux revenus tirés des activités non agricoles (artisanat, orpaillage, petit commerce,etc.). Il s'agit là d'une diversification de la consommation traduisant l'évolution des styles alimentaires des populations tant urbaines que rurales.

4- Le recours à des céréales extérieures (achats et/ou dons) pour combler les déficits. Elles sont de préférence utilisées pendant la saison sèche. C'est le moment où les prix des céréales sont les moins élevés - les prix peuvent varier du simple au double parfois plus entre le début de la saison sèche et le début ou le milieu de l'hivernage - et où le paysan dispose de temps pour faire le marché. En outre, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, les achats de grains ne sont pas effectués uniquement après l'épuisement des stocks, bien au contraire. Assez souvent ils précèdent même la consommation de la production de l'exploitation. Tout se passe comme si le paysan évitait de vider complètement son grenier et passait par tous les moyens pour l'en retarder au maximum; il ne veut jamais voir le fond de son grenier. Racler le fond du grenier est synonyme de déclin de la famille. Il faut l'empêcher autant que possible. De plus, les achats de céréales locales par les ménages pour gérer la soudure qui n'étaient que conjoncturels sont devenus aujourd'hui structurels. Rares sont désormais les années où le

ménage du Yatênga n'achète pas le moindre grain. Paradoxalement donc l'autoconsommation est encore l'objectif des ménages, en particulier lorsque la récolte est suffisante, mais les apports de céréales extérieures sont de plus en plus importants et fréquents. THIOMBIANO (1986) indique qu'en année normale au Yatênga "les céréales consommées proviennent pour 85 % du stock familial et 15 % d'achat sur le marché". Le marché est devenu un passage obligé pour l'agriculteur pour assurer son alimentation. Même des ménages dont la production est susceptible de couvrir les besoins y ont recours à but préventif pour ménager leur propre stock et réaliser des économies ou pour éviter d'être l'objet de convoitise des proches. A Iria en 1992, près de 95 % des ménages agricoles ont ainsi acheté des vivres pour des volumes variant entre 3 et 75 % de leurs besoins de consommation respectifs.

Ce ne sont là que quelques grandes tendances qui ne doivent pas occulter de multiples combinaisons des plus originales au plus banales, portant à la fois sur la composition des repas, leur mode de répartition entre les membres du ménage, leur programmation dans la journée et au cours de l'année, leur mode de confection, etc. Les ménages, face à la soudure, font montre d'un certain dynamisme gestionnaire qui leur évite des catastrophes humaines regrettables. Toutefois, l'efficacité de ces stratégies de survie ou ces *aménagements* est fonction de l'intensité des crises. Enfin, la rigueur des stratégies évolue avec l'importance des déficits, c'est-à-dire avec la durée des pénuries. Les comportements diffèrent selon qu'il s'agit d'une simple soudure d'un à deux mois, d'une disette de deux à cinq mois ou d'une famine de plus de six mois.

Devant l'impossibilité de l'agriculture à couvrir les besoins de consommation , quelles sont les stratégies déployées par les gens du Yatênga pour disposer des vivres nécessaires à leur alimentation?

2. Le recours aux activités non agricoles pour assurer la subsistance

Les tactiques de modulation et de régulation des rations alimentaires en vue d'étaler la consommation des récoltes sur l'année ne tiennent pas toujours devant l'accentuation et la répétitivité des déséquilibres. Devant la conjoncture climatique même les exploitations pratiquant l'intensif sont vulnérables. Ainsi pour la quasi-totalité des ménages au Yatênga les achats de céréales, comme l'écrivait LOMBARD (1989, p.342) à propos des Sérer du Sénégal, "apparaissent comme une composante permanente de la consommation alimentaire des cuisines". Alors naturellement d'où tirent-ils les revenus nécessaires à l'achat des vivres? Quelles sont les activités qui leur permettent de disposer du numéraire nécessaire à l'achat des grains?

Le blocage de la situation agricole a amené les populations à recourir à d'autres "possibles" pour essayer de lever les goulots d'étranglement. Ces pratiques non agricoles pour la plupart sont considérées comme un exutoire pour parvenir à la suffisance alimentaire des ménages. Elles s'identifient à des stratégies de contournement des risques agricoles. Il s'agit de l'élevage, de l'orpaillage, du petit commerce et de la migration.

2.1. L'élevage

Habituellement, l'exploitant agricole au Yatênga, en plus des activités culturales proprement dites, se livre accessoirement (cela ne veut pas dire

manque d'intérêt) à la pratique de l'élevage, en particulier celui des petits ruminants (chèvre, mouton) et de la volaille. Le gros bétail (bovin) dévolu aux peuples pasteurs de la région (Peul, Silmimoose,...) est très peu détenu par les cultivateurs. L'intérêt pour le petit bétail s'explique par la rapidité d'accroissement des effectifs, la facilité d'entretien et surtout la facilité de mobilisation ou de démobilisation pour acquérir du numéraire ("richesses circulantes" MARCHAL ,op. cit.). Pour toutes ces raisons, il est pratiqué à la fois par les hommes et les femmes. L'alimentation du bétail est à la charge des enfants pendant l'hivernage. En saison sèche les animaux sont abandonnés à eux-mêmes. Mais de plus en plus les cultivateurs et cultivatrices se livrent à des opérations d'engraissement ,initiées par le Service de l'Elevage et des O.N.G., qui leur permettent d'accroître la valeur des bêtes. Chez les peuples pasteurs de la région la garde du cheptel (boeufs, moutons, chèvres) incombe aux adultes. Dépendants eux aussi de la pluviométrie pour l'eau et les pâturages, les troupeaux, avec la péjoration des conditions écologiques, éprouvent beaucoup de mal à se développer; on assiste à un amaigrissement et à un taux de mortalité élevé, notamment au cours des années de très forts déficits pluviométriques.

Si de tout temps chez les ménages pasteurs le bétail a constitué une source de revenu pour l'acquisition de vivres par le biais du troc ou des achats, chez les sédentaires agricoles moose en revanche, il n'avait traditionnellement qu'un rôle de prestige. C'est le signe extérieur de la richesse constituée à partir de la commercialisation des surplus céréaliers. Toutefois, avec la dégradation de la situation alimentaire on assiste plutôt à une inversion des considérations; le paysan vend son bétail pour se procurer les céréales dont il a besoin pour nourrir sa famille. Déjà au début du siècle des rapports d'administrateurs faisaient état de la vente d'animaux par le

paysan pour la résolution de ses problèmes pécuniaires (impôt) mais aussi pour l'achat de vivres. Aujourd'hui au-delà des avantages que procure la possession du cheptel pour l'agriculture (fumure des champs, mais peu généralisée dans la zone), le bétail est devenu - et c'est ce rôle qui est le plus perçu par le paysan en ce moment - " un capital-réserve pondérant l'irrégularité des récoltes" (GALLAIS, 1975, p.184). Posséder un cheptel actuellement signifie se ménager une porte de sortie contre les insuffisances de la production céréalière. Pour la majorité des paysans (87 % des chefs de ménage à Iria en 1991; 100 % sur l'ensemble des deux années 1991 et 1992) l'essentiel des revenus mobilisés pour l'achat des céréales provient de la vente des produits d'élevage (poule, pintade, mouton, chèvre, boeuf, âne,...). Peu autoconsommé [26], le cheptel paysan a aujourd'hui pour destination principale l'acquisition des vivres. En année de mauvaise récolte, il constitue le seul moyen d'acquisition de la nourriture pour la plupart des ménages agricoles. DUMAS et RAYMOND indiquaient déjà en 1974 que 50 % du produit des ventes de bétail servaient à l'achat de vivres au Yatênga. A Iria [27] où nous nous sommes penché sur la question, pour les 3/4 des ménages, environ 91 % des recettes tirées de la vente des animaux ont été engloutis dans l'alimentation.

---

26 MARCHAL (op. cit., p.577) indique qu'au Yatênga seulement 16 % des animaux sont autoconsommés, 19 % font l'objet d'échanges et de dons et 65 % sont destinés à la vente.

27 Chaque ménage à Iria Yarsé possédait en 1992 en moyenne 3,7 caprins, 2,6 ovins, et 0,1 bovin. Ces chiffres sont jugés par les paysans eux-mêmes très bas par rapport aux effectifs d'il y a deux ans, en raison de l'important prélèvement effectué en 1991 et 1992 pour les achats de vivres.

Tableau n°35 : Commercialisation du cheptel pour l'approvisionnement en vivres des ménages agricoles d'Iria Yarsé en 1991-1992

	Bovin	Ovin/Caprin	Ane	Volaille *
Nombre	17	316	10	260
Valeurs déclarées	902 500 F CFA	478 250 F CFA	128 000 F CFA	55 000 F CFA
Nombre de ménages vendeurs	17	25	7	21
Pourcentage de ménages vendeurs	41,46	60,77	19,51	51,21
Taux de vente par ménage	0,41	7,7	0,24	6,34

* Le nombre de volaille vendu est très nettement en deçà de la réalité. Les paysans avaient du mal à faire le point sur ce volet précis. Ils retiennent plutôt les ventes de volaille en assez grand nombre à la fois et celles des ruminants.

Tableau n°36 : Commercialisation contrôlée du cheptel au Yatênga en1989-1990
(A et B : nombre de têtes)

Animaux	Abattages (A)	Exportation d'animaux vivants vers la Côte d'Ivoire (B)	Taux de vente (%) (A)+(B)/effectif cheptel
Bovins	3240	672	3,26
Ovins	8222	5662	2,97
Caprins	30536	2607	5,81
Porcins	1196	0	17,08

Source : Taux calculés à partir des données du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Ouagadougou.

2.2. L'orpaillage

La découverte de l'or autour des années 1985 dans le nord du Burkina de façon générale, après une succession de plusieurs années déficitaires, a été considérée par les populations locales comme un salut divin. Dans le Yatênga plusieurs sites aurifères furent identifiés [28] . L'or encastré dans les filons de quartz est localisé dans les couches superficielles des collines. Mais leur éparpillement et la faible teneur des filons ne permettaient pas une exploitation industrielle rentable [29] . Alors l'administration décida une extraction artisanale en s'appuyant sur les populations locales. Et ce fut la ruée vers l'or. Pendant la saison sèche lorsque les sites sont ouverts - ils sont fermés en hivernage pour éviter les éboulements mais aussi pour obliger les paysans à cultiver leurs champs - hommes, femmes et enfants arpentent les collines à la recherche du fameux métal précieux. L'attrait de l'or provoqua même une mobilité remarquable de population à l'intérieur de la région.

L'or extrait est vendu aux agents collecteurs de l'Etat (Comptoir Burkinabè des Métaux Précieux, C.B.M.P.) et les revenus directement investis dans l'achat des vivres. Pour les plus chanceux, l'orpaillage devint une source d'acquisition de la fortune. Néanmoins pour la très grande majorité des gens, les gains demeurent modiques. Un rapide sondage effectué auprès de douze personnes (sept hommes et cinq femmes) s'étant livrés à cette activité à Iria [30] indique un revenu moyen de 37 000 F CFA en 1992 par

---

28 Une vingtaine de sites aurifères furent découverts au Yatênga. En 1987 on en dénombrait déjà dix-huit.

29 En 1991 la production de l'or fin au Yatênga était de 89,230 kg. Pour les six premiers mois de 1992 elle était de 46,300 kg (source C.B.M.P.). L'or fin était vendu au C.B.M.P. 2 000 F CFA le gramme.

30 Les habitants d'Iria Yarsé se rendent sur le site aurifère de Kalsaka (7 km).

individu. Pour les sept hommes (chefs de ménage) les sommes issues de la vente de l'or furent quasi intégralement consacrées à l'achat de nourriture. Pour les cinq femmes, 55 % des gains ont été destinés à l'achat de céréales pour la consommation familiale, 15 % à l'achat de condiments et 30 % consacrés à des besoins personnels.

Ce qui est intéressant à relever ici, au-delà du poids des revenus de l'or dans la satisfaction de la subsistance, c'est l'extraordinaire réaction des paysans devant l'apparition d'un événement inattendu; leur capacité d'adaptation et de saisie de toutes opportunités, pour inhabituelles quelles soient, pour gérer la crise vivrière.

2.3. Les activités commerciales

Les activités commerciales, de plus en plus pratiquées par les agriculteurs, constituent également un moyen de se procurer de la nourriture. Les activités classiques comme l'artisanat (fabrication de paniers, forge, tissage, préparation de bière de mil,...) et récentes telles que la mécanique (réparation de vélos et de mobylettes), le commerce manufacturé et de tissu, le maraîchage, sont autant d'activités commerciales qui ont, avec les crises de production agricole, acquis une forte valeur marchande même si elles n'occupent les paysans et les paysannes qu'uniquement bien souvent pendant la saison sèche pour la plupart d'entre elles. Toutefois elles ne servent pas à meubler seulement la saison morte mais plutôt, par les revenus qu'elles génèrent, elles constituent un appoint essentiel pour certains ménages dans la satisfaction des besoins alimentaires. Elles participent à la diversification des sources de revenus monétaires du ménage pour l'achat des céréales. De ce point de vue une étude qui s'attèle à mesurer leur impact

sur la subsistance des familles et à suivre leur degré d'implication suivant l'issue des campagnes agricoles serait intéressante afin de savoir si l'importance qui leur est accordée en ce moment est suscitée surtout par la crise. Une analyse des circuits et du degré de pénétration dans le tissu social des revenus tirés de ces activités pourrait, à l'avenir, renseigner sur l'importance de leur rôle dans la couverture des besoins alimentaires dans la région.

D'ores et déjà, il faut retenir que le recours à la pluri-activité pour endiguer les effets des crises alimentaires mobilise tous les membres actifs des ménages agricoles. Toutefois, l'apport de chacun d'eux est proportionnel à la place (responsabilité) qu'il occupe dans la cellule: en effet, si les revenus gagnés par le chef d'exploitation sont quasi intégralement affectés à la nourriture du groupe, ceux des femmes et des enfants (notamment célibataires) le sont moins. En outre, par l'argent qu'elles procurent à l'individu, les activités non agricoles favorisent la consommation hors foyer.

2.4. Les retombées de la migration

Nous avons déjà étudié dans la première partie l'ampleur du phénomène migratoire au Yatênga. Et globalement nous disions que ce soit les migrations de travail ou les colonisations agricoles, temporaires ou définitives , elles étaient perçues en grande partie comme étant une réponse à la sécheresse et à la faim d'une part, et d'autre part que les liens entre les migrants et leur village d'origine ne sont jamais rompus. Dans la résolution de la crise alimentaire comment se manifeste la contribution des migrants à l'égard de leurs parents au village?

Les enquêtes menées à Iria Yarsé et à Sodin [31] nous ont révélé qu'au-delà de la diminution de la pression sur les stocks disponibles due aux départs (diminution de la consommation dans les familles des partants), la migration est une source importante d'approvisionnement céréalier et d'acquisition de revenus monétaires pour certains ménages du Yatênga. A Iria 29,26 % en 1991 et 17,07 % en 1992 des ménages ont reçu soit de l'argent , soit des céréales de leurs migrants. A Sodin, ils étaient respectivement 58,29 % et 23,62 %.

Tableau n°37 : Les aides reçues par les parents des migrants à Iria Yarsé et à Sodin de 1990 à 1992

ANNEE	IRIA YARSE		SODIN	
	Argent (FCFA)	Céréales (kg)	Argent (FCFA)	Céréales (kg)
1990	125000	600	1218000	2000
1991	245000	2200	1527500	2400
1992*	175000	1800	409000	200

* 1992; il s'agit uniquement du premier trimestre pour Sodin.

Signalons que depuis la suppression de l'impôt de capitation en 1984 , les sommes reçues des émigrés sont injectées prioritairement dans l'achat

---

31 Le village d'Iria comptait en 1992 41 ménages agricoles présents. 91 ménages étaient déclarés partis en migration dont 78 installés dans les localités de l'Ouest du Burkina Faso. Sur les 78 ménages, 61 (soit 78,20 %) sont implantés dans la province de la Kossi. Pour le village de Sodin nous avons dénombré 199 ménages agricoles présents et 277 absents dont 67 établis dans l'Ouest du Burkina (24 dans la Kossi), 25 dans le reste du pays et 185 en Côte d'Ivoire. Le village compte également des familles très anciennement établies au Mali (depuis la période coloniale).

des céréales pendant les années de déficit vivrier. En 1991 par exemple, 82 % des aides financières parvenues à Iria et 76 % à Sodin ont été destinées à l'acquisition de grains.

A en juger par les lamentations de ceux qui ne reçoivent pas d'aide de leurs parents en migration, plus particulièrement en année difficile, on peut aisément déterminer l'importance que revêtent les produits des migrations dans la vie socio-économique des exploitations. Si pendant la période coloniale les migrations, en réduisant les capacités de production des unités de production, ont pu être des facteurs importants de crise alimentaire, aujourd'hui elles sont perçues par les populations comme une solution de secours, une source de revenus extérieurs obligatoires ou souhaitables permettant d'y faire face: d'où leur recrudescence, notamment avec l'aggravation des crises à partir de la grande sécheresse de 1970, en particulier celle des mouvements de colonisation agricole des zones écologiquement viables du territoire national. Les migrations apparaissent de ce fait comme une stratégie très importante de survie, d'évitement des crises alimentaires ou de subsistance autant pour les partants que pour les familles qui reçoivent ses fruits (argent et céréales). Les groupes les plus vulnérables sont ceux qui ne comptent pas d'émigrés en leur sein.

2.5. Les secours alimentaires

Pendant les années de très fort déficit pluviométrique, les stratégies paysannes adaptatives s'avèrent totalement inopérantes. Alors, la situation alimentaire se dégrade dangereusement. Des soudures que les cultivateurs ont pris l'habitude de gérer tant bien que mal, on évolue vers les disettes ou les famines. Ce fut le cas en 1990-1991 où, avec une pluviométrie de 447,6

mm (hauteur enregistrée à Ouahigouya; une des plus élevées de la province cette année-là), le Yatênga accusa un déficit céréalier net de 69 227 tonnes, soit 64,82 % des besoins de consommation de la région. A Iria par exemple ce fut une perte sèche; excepté un seul, aucun ménage n'a récolté même un panier.

Devant une telle situation l'Etat, à travers le service de l'Action Sociale, et les Organismes Non Gouvernementaux ont procédé à la distribution gratuite et à la vente à prix social (moitié du prix officiel, soit 20 F CFA/kg) de l'aide alimentaire aux ménages ruraux. Au total en 1992, 6 939 tonnes de vivres furent acheminées au Yatênga au titre de l'aide auxquelles il faut ajouter 3 202 tonnes fournies par le Cathwell dont environ 1 822 tonnes distribuées contre l'exécution de travaux communautaires villageois ("Food for work").

Ces aides qui n'interviennent qu'exceptionnellement lorsque la situation est particulièrement difficile (1973 et 1984 ont énormément marqué les esprits) sont de plus en plus sollicitées par les paysans, notamment ceux qui vivent dans une situation de désarroi et de détresse permanente. Que le paysan vienne à fonder son espoir, voire sa stratégie de desserrement de goulot d'étranglement sur les secours alimentaires, c'est la preuve la plus éloquente du péril du système de production au Yatênga. Les emprunts de vivres, les entraides et la solidarité inter-familiales qui étaient des recours possibles pour résoudre les problèmes alimentaires limités n'existent pratiquement plus ou, en tout cas, ont fortement diminué à cause de l'exacerbation et de la généralisation des crises qui n'épargnent que très peu de ménages (à Iria seulement 3,75 % des besoins de consommation ont fait l'objet de dons entre ménages en 1992). Et comme l'acquisition de numéraire

n'est pas évidente pour tous, devant la gravité des pénuries l'aide alimentaire devient incontournable pour certains.

*

* *

Devant l'accroissement des risques liés à la soudure, les paysans du Yatênga font preuve de beaucoup d'initiatives pour limiter les dégats. Les réserves pluri-annuelles, très faibles,voire quasi-inexistantes, ne permettent plus de combler que rarement aujourd'hui les déficits annuels. Il faut gérer chaque année les déficits vivriers, donc des soudures de plus en plus longues. Et pour cela, deux grandes stratégies complémentaires sont adoptées: d'abord la gestion des stocks produits par l'exploitation par un jeu de rationnement, surtout pendant la saison sèche, et par des apports extérieurs de céréales (provenant du marché et des aides), ensuite la multiplication des activités afin de réunir les revenus monétaires nécessaires à l'achat des vivres. Pour le chef de ménage, la meilleure gestion des stocks au demeurant insuffisants c'est celle qui consiste à éviter une baisse sensible de la consommation pendant l'hivernage au dur moment des travaux agricoles. Mais la gestion des réserves ne se limite pas uniquement au court terme. La prévision à long terme (au-delà d'une année) implique pour le chef de ménage l'application d'autres stratégies à priori contradictoires de celles évoquées, et qui renforcent l'idée d'"irrationnalité" de la logique paysanne. Les années de très bonnes récoltes, le paysan ne fait pas que constituer des réserves. Une partie des récoltes est vendue pour reconstituer le capital-cheptel qui pourra servir de nouveau pour l'achat de vivres lorsque la

production de céréales sera insuffisante. Il semble même qu'en année de bonnes récoltes, la commercialisation des céréales prenne le pas sur la vente du bétail. La première devient alors la principale source de revenu monétaire pour l'exploitation. Précisons cependant que cette pratique qui échoit aux peuples cultivateurs de la région n'est pas envisagée par les sociétés pasteurs où les gens n'ont pas idée à vendre leurs récoltes même abondantes. Par contre le paysan-cultivateur, qui n'a que les céréales comme "biens", se voit bien souvent dans l'obligation, même lorsque ses récoltes de produits vivriers sont médiocres, de recourir à des prélèvements sur récolte utilisés pour la vente en vue de résoudre des problèmes urgents ou pour le remboursement des emprunts (nature ou numéraire) contractés auprès d'autres exploitations ou de commerçants. Le paysan évolue ainsi donc dans une sorte de cercle vicieux dans lequel les stratégies de stockage côtoient celles de déstockage, toutes ayant pourtant le même but: utiliser de la meilleure façon possible qui soit les récoltes pour éviter ou, le cas échéant, atténuer les effets des crises présentes et à venir. Toutefois lorsqu'on remonte le cours de l'histoire, il apparaît au niveau des unités domestiques une fragilisation des comportements sécuritaires par réduction des capacités de production et de stockage ainsi que par abandon de l'ancien système de régulation des crises: délaissement de la consommation de certains produits de cueillette que les anciens utilisaient pour amoindrir les effets des pénuries; abandon de l'utilisation de plusieurs types de greniers qui permettaient d'étaler la consommation sur toute l'année grâce au système de relais dans l'ouverture des greniers; les ventes de céréales dans des proportions parfois importantes mettant en cause la consommation et le stockage; l'affaiblissement des formes d'entraide et de solidarité familiales et communautaires.

La défaillance du système de production et le dysfonctionnement des modes de régulation des ressources au niveau des familles ont donc accru l'ampleur des déficits et prolongé la durée des soudures. Heureusement la monétarisation de l'économie, le développement des échanges des produits vivriers et le recours aux secours alimentaires d'urgence empêchent une dégénérescence des crises en véritable hécatombe comme cela se voyait pendant les périodes coloniale et pré-coloniale.

CONCLUSION PARTIELLE: INSATISFACTION CEREALIERE ET INSERTION DU MARCHE DANS LA REALISATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

A la fin de cette deuxième partie, les disparités entre la Kossi et le Yatênga se précisent davantage. Produit de la différence des potentialités écologiques existant entre les deux régions, les situations alimentaires révélées montrent qu'en dépit des objectifs d'auto-subsistance prônés par toutes ces sociétés rurales, les résultats finaux sont bien hétérogènes.

Les conditions favorables de production font de la Kossi une région de sécurité alimentaire. L'abondance et la régularité des pluies y permettent des surplus céréaliers. Toutefois il est apparu une grande diversité des cas dans la production de ces excédents. De façon générale, si les colons moose par leur comportement s'inscrivent dans une logique d'excédents céréaliers, les autochtones bwa et bobo préfèrent se contenter de productions bien souvent trop justes pour leurs besoins et qui quelquefois remettent en cause leur équilibre vivrier.

Au Yatênga la situation est toute autre. Principalement la péjoration climatique y a révélé ou entraîné l'inefficacité du système de production. La région vit dans une insécurité alimentaire quasi permanente. Les multiples stratégies adaptatives mises en oeuvre pour endiguer les risques agricoles n'améliorent guère la situation alimentaire. Pas plus que la pluri-activité pourtant pratiquée dans le but de diversifier les sources de revenus. L'intensification des crises agricoles et alimentaires sous les effets conjugués des aléas climatiques, de la régression des techniques culturales, de l'éclatement des groupes domestiques de production et de la fragilisation des comportements sécuritaires qui a amené les gens du Yatênga à recourir à

une diversification des sources de revenus (élevage, orpaillage, pratiques commerciales, ...) et à la *bilocalisation* des familles (migration) pour pourvoir à l'alimentation des populations a entraîné une dépendance des ménages vis-à-vis de l'extérieur.

Les achats de céréales sont devenus partie intrégrante de la stratégie de subsistance des agriculteurs dans le Yatênga. Devant une soudure de plus en plus longue et de plus en plus dure se transformant très vite en disette, la quasi-totalité des ménages ruraux passe désormais par le marché pour garantir la consommation dans l'année. La suffisance céréalière dans cette contrée passe inéluctablement par là. Alors d'où viennent les céréales rencontrées sur les marchés de la région et qui les y apportent? Voilà ce qui sera la substance de notre réflexion dans la dernière partie de notre travail.

TROISIEME PARTIE

LE POIDS DU RESEAU MARCHAND PRIVE DANS L'APPROVISIONNEMENT VIVRIER DU YATENGA

L'existence du transfert marchand de céréales de la Kossi vers le Yatênga et la mainmise des Moose sur son organisation et son exécution résultent de l'enchaînement de deux facteurs essentiels. Les crises céréalières permanentes au Yatênga contraignent cette région à se tourner vers des contrées proches et lointaines pour son approvisionnement en vivres. Ensuite la présence dans la Kossi, dont les conditions de production sont bien meilleures, d'un important contingent de colons moose originaires du Yatênga qui sont par ailleurs gros producteurs de céréales dans leur zone d'accueil. Ils constituent un support important pour les négociants moose dans les opérations de collecte.

L'utilisation des colons par les commerçants du Yatênga dans le déroulement des transferts céréaliers à destination de leur région n'est pas un fait nouveau. Pendant la période coloniale et jusqu'à ce que le pays Samo connaisse à son tour des problèmes de production vivrière au début des années 1970, une telle pratique était en vigueur à partir du cercle de Tougan (actuelle province du Sourou) qui abritait, à l'image de la Kossi aujourd'hui, une forte colonie moaga [1] venue du Yatênga voisin. Certes à cette époque les flux céréaliers, très épisodiques et faibles, n'existaient que lorsque les disettes se manifestaient. Les commerçants moose, les Yarsé plus précisément, qui se livraient à ces opérations et qui n'avaient comme moyens d'acheminement que l'âne, le cheval ou le portage, ne pouvaient transférer de grosses quantités. Un seul marché suffisait pour rassembler le volume souhaité. Il semble d'ailleurs que le gros des importations était assuré directement par les paysans eux-mêmes qui se rendaient sur les marchés en territoire Samo pour effectuer leurs achats (IZARD-HERITIER et IZARD, 1958). Les quelques

---

[1] MARCHAL (1983, p.724) signale la présence de 26 700 Moose dans le cercle de Tougan en 1956, soit 16 % de la population de cette circonscription administrative.

témoignages rapportés par des administrateurs cités par MARCHAL (1974) donnent des chiffres insignifiants. Par exemple en 1926, on signalât l'importation de 27 tonnes, en 1927, 100 tonnes.

Il semble que pour l'organisation de ce commerce colonial des céréales entre le cercle de Tougan et celui de Ouahigouya (actuelle province du Yatênga) les colporteurs moose choisissaient de préférence leurs logeurs dans le milieu de la diaspora. Mais ces derniers se contentaient d'offrir aux marchands leur hospitalité et de servir d'interprètes. Ils n'intervenaient pratiquement jamais dans les opérations de collecte céréalière.

Aujourd'hui, la circulation des céréales entre la Kossi et le Yatênga que l'on peut considérer comme étant le prolongement de celle qui prévalait entre les cercles de Tougan et de Ouahigouya a pris une autre tournure, d'autres proportions. D'abord le transfert marchand des céréales est devenu une affaire exclusive de *professionnels*. En outre les logeurs auxquels ils ont recours, toujours recrutés dans l'univers ethnique moaga, sont très actifs dans la collecte. Ils "constituent la cheville ouvrière des réseaux marchands" [2]. Ensuite les quantités collectées et transférées sont importantes à cause d'une plus grande capacité financière des commerçants et du moyen de transport utilisé, le camion. Enfin les crises vivrières s'amplifiant, le nombre de la population s'accroissant et le pouvoir d'achat des ménages ayant augmenté, les besoins se sont *gonflés* et pérennisés. Les importations ne sont pas uniquement destinées aux citadins. Les ruraux sont aussi au Yatênga des demandeurs nets de céréales.

L'approvisionnement actuel du Yatênga en grains se fait par l'intermédiaire de plusieurs canaux: le circuit étatique avec l'Office National

---

[2] AGIER ,1983. *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier Zongo de Lomé* (Togo), p.128

des Céréales (OF.NA.CER.), le circuit communautaire avec les Banques de Céréales des communautés villageoises, le circuit humanitaire avec les Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) et les Etats et enfin le circuit privé des commerçants. Nous ne nous apesantirons pas sur les trois premiers. Nous n'analyserons que le circuit-commerçant qui est incontestablement de loin la plus importante source de ravitaillement de la région. De plus par son mode de fonctionnement, il est celui qui s'intègre le mieux dans notre problématique.

Comment fonctionne le transfert privé des céréales de la Kossi vers le Yatênga? Quel est son poids dans la sécurisation alimentaire des populations du Yatênga et quel rôle joue l'émigration dans l'organisation de ces transferts vivriers? Voilà quelques questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Mais avant d'en arriver là, comment avons-nous procédé?

Il n'est pas nécessaire de rappeler que le secteur informel en Afrique est un milieu très délicat à appréhender. Son approche demande des méthodes d'investigation indirectes afin de déjouer la méfiance des acteurs directement impliqués, en l'occurrence les commerçants. L'étude du fonctionnement du commerce céréalier entre les deux régions a été menée auprès des commerçants, des transporteurs, des intermédiaires et des producteurs autant dans le Yatênga que dans la Kossi en 1991 et 1992. Pour la quantification des flux, la plus difficile à établir en raison de la réticence des négociants (ceux qui se hasardent à parler sous-estiment systématiquement les volumes réels brassés), du contournement des contrôles lorsque ceux-ci sont institués, du non enregistrement du volume des vivres en circulation lorsque les postes de contrôle s'intéressent à la nature des cargaisons ,etc., nous avons recouru à plusieurs méthodes d'enquête: dépouillement de registres de Gendarmerie à Ouahigouya pour la période 1984 à 1991,

enregistrement en collaboration avec la Police de Dédougou des flux en direction du Yatênga et avec celle de Bobo Dioulasso pour ceux à destination de cette ville, implantation d'observatoire sur les marchés de la Kossi centres d'expédition des céréales (Bèna, Solenzo, Kouka et Djibasso) en direction du Yatênga. Les chiffres proposés, résultats de recoupements des différents modes de recueil d'information, sont surtout à considérer comme des ordres de grandeur donnant une idée sur l'ampleur du phénomène.

CHAPITRE VI. MODALITES ET FONCTIONNEMENT DU TRANSFERT DES CEREALES

A. Les artisans du transfert céréalier

Le ravitaillement du Yatênga à partir des marchés céréaliers de la Kossi est assuré par les commerçants et les transporteurs chargés du camionnage. Bien souvent d'ailleurs ces deux catégories d'acteurs sont confondues.En général les transporteurs, sur cet itinéraire, sont en même temps des commerçants de céréales (ou vice versa). C'est donc uniquement par souci de clarté que nous établissons le clivage.

1. Les commerçants

L'accroissement de la demande vivrière au Yatênga, conséquence du déclin de la production agricole locale, a donné lieu à d'importants mouvements de commercialisation des céréales traditionnelles (mil, sorgho et dans une moindre proportion le maïs) avec d'autres régions du Burkina. Les céréales, collectées à bas prix dans les zones de forte production et revendues à "prix d'or" au Yatênga, sont devenues une source de spéculation importante et de profit. La valeur marchande ainsi prise par les céréales locales génère un imposant réseau marchand, très dynamique, qui n'a cessé de se spécialiser et de se *professionnaliser* au fur et à mesure que les transactions s'amplifiaient et devenaient un débouché sûr, donc une activité durable et rentable.

Entre la Kossi et le Yatênga, cette activité est entre les mains des Moose ou Yarsé *mossisés* par plusieurs siècles de cohabitation avec les

premiers. Rappelons avant de continuer que les Yarsé sont, comme le définit ALEXANDRE (1953, p.465), une" fraction du peuple Möse d'origine mandé mais actuellement assimilée au reste des Möse, dont elle ne se distingue que par ses activités commerciales plutôt qu'agricoles et sa religion souvent musulmane". Toutefois aujourd'hui, l'activité commerciale (tout comme la pratique de l'Islam) n'est plus l'apanage des seuls Yarsé d'origine; les Moose la pratiquent intensément aussi. Soulignons pour terminer que l'exercice du commerce qui était intimement lié à la pratique de la religion musulmane le demeure encore. Les deux vont ensemble et constituent un repère important dans l'établissement des relations entre commerçants.

Trois grandes catégories de commerçants de céréales peuvent être dressées: les grossistes, les demi-grossistes et les petits commerçants.

1.1. Les grossistes

Originaires du Yatênga, ils sont surtout domiciliés dans la capitale régionale Ouahigouya. Au nombre de quatre, ils totalisent au moins une trentaine d'années d'activité commerciale chacun. Le fait marquant pour ces commerçants est qu'aucun n'a commencé dans le commerce par les céréales. Les céréales à l'époque ne constituaient pas un enjeu commercial important. Les produits manufacturés, la cola, le bétail, le poisson séché de Mopti (Mali), ainsi que les produits de cueillette (amandes de karité, grains de néré) et les oléagineux (arachide, sésame) collectés pour le compte de compagnies de négoce coloniales (C.F.A.O., S.C.O.A.,...) [3] étaient à l'époque (années 1950-1960) leur champ d'activité. Ces activités orientées principalement vers

---

[3] C.F.A.O. : Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest
S.C.O.A. : Société Commerciale Ouest Africaine

l'import-export ont permis à ces négociants, comme à bien d'autres de cette époque, de gagner des sommes considérables. Aujourd'hui ils représentent la plupart des grandes sociétés industrielles et commerciales nationales (CITEC, SO.FA.PIL., SO.SU.CO., S.A.P., C.G.P., ...) avec lesquelles ils ont passé des accords d'agrément.

La conversion de ces marchands dans le commerce des céréales locales, ou plutôt, l'extension de leur domaine d'intervention aux céréales n'est intervenue qu'au cours de la décennie suivant l'indépendance avec la disparition des firmes européennes d'import-export. Toutefois l'introduction des céréales dans l'activité commerciale et l'importance qu'elles y ont prise sont à rattacher d'une part à l'urbanisation (demande urbaine de consommation permanente et solvable) et d'autre part à la naissance et à l'accentuation des déséquilibres vivriers dans les campagnes et entre régions rurales proches ou lointaines.

La grande sécheresse qui a commencé au Yatênga en 1969 donne une impulsion spectaculaire à la commercialisation des céréales. Ouahigouya ne peut plus compter, pour un approvisionnement régulier, sur son arrière-pays devenu chroniquement déficitaire. Ainsi les grossistes actuels, qui disposaient déjà de fortunes, saisirent l'occasion pour animer des flux à partir de régions parfois éloignées, dont principalement la Kossi où ils s'appuient sur un important réseau d'intermédiaires originaires en grande partie du Yatênga. Ce dynamisme commercial leur permit d'accroître encore plus leur chiffre d'affaires aujourd'hui estimé entre 35 et 150 millions de francs CFA par an chacun.

Même la création de l'OF.NA.CER. en 1971 par l'Etat dans le but d'enrayer les spéculations sur les céréales ne parvint pas vraiment à inquiéter ces négociants fortement enracinés et possédant un réseau bien rodé. Grâce

à leur forte capacité de mobilisation céréalière (3 000 à 5 000 tonnes / an, parfois nettement plus en fonction de la demande) [4], ils en furent plutôt d'ailleurs les principaux fournisseurs. A la suite d'un contrat passé avec le Centre Régional de Gestion (C.R.G.) de l'office à Ouahigouya, ils livrèrent par exemple, en 1988-1989, 2 474 tonnes de céréales et 2000 tonnes en 1991-1992. Leur assise financière (fonds personnels et les possibilités de découverts bancaires) acquise grâce à une très grande diversification de leurs domaines d'intervention (agro-alimentaire, hydrocarbure, produits manufacturés, transport, ...) leur permet d'opérer au-delà des frontières nationales lorsque les productions locales sont insuffisantes. Ce sont les importations de près de 510 tonnes (sorgho et maïs de Côte d'Ivoire) d'un des leurs qui permirent d'approvisionner le marché pendant la soudure 1991 qui fut particulièrement rude. L'approvisionnement de Ouahigouya, et par extension de toute la région, dépend de cette bourgeoisie commerçante; elle tient la ville et tout le monde le sait même les bureaucrates et les politiques qui sont bien souvent obligés de les ménager. L'accord d'importation de céréales donné à quelques commerçants au cours de l'année 1991 répondait plus à des visées électoralistes (certains d'entre eux avaient participé au financement de la campagne du parti au pouvoir) du régime en place qu'à toute autre chose. D'ailleurs des commerçants originaires du Yatênga n'ont-ils pas été menacés de représailles s'ils n'adhéraient pas à l'O.D.P./ M.T.[5] ?

---

[4] LEDOUX (1990, pp 202-206) les classe parmi les "grossistes nationaux" et évalue leur capacité de commercialisation dans l'année de 3 000 à 10 000 tonnes. Pour les demi-grossistes appelés par lui "grossistes régionaux" leur capacité de stockage serait de 50 à 3 000 tonnes / an. Les petits commerçants n'en commercialiseraient que de 1 à 50 tonnes dans l'année.

[5] O.D.P. / M.T. : Organisation Démocratique et Populaire, Mouvement du Travail. Parti au pouvoir depuis les élections présidentielles et législatives de décembre 1991 et mai 1992

La possession de camions de gros tonnage (7 à 35 tonnes de charge utile) leur permet une grande capacité de manoeuvre, notamment l'enlèvement de grandes quantités et la diversification des lieux de ravitaillement en fonction des situations du moment. Mais en raison de l'état des routes dans le Yatênga et entre cette région et la Kossi, ne sont utilisés généralement que les véhicules de 7 à 10 tonnes.

1.2 Les demi-grossistes

Autant les grossistes ne sont plus, en personne, directement impliqués dans les opérations de transferts de céréales en provenance de la Kossi, autant les demi-grossistes le sont. Résidant de préférence dans les centres urbains ou semi-urbains par ailleurs centres administratifs, ils quadrillent mieux l'espace régional. Beaucoup d'entre eux sont venus au commerce après ou peu avant l'indépendance.

Au Yatênga leur nombre avoisine la vingtaine. Toutefois il est très fluctuant d'une campagne à l'autre en fonction de l'état des récoltes. Moins professionnels que les premiers,certains n'hésitent pas à donner la priorité à d'autres courants commerciaux lorsque le commerce de céréales est moins fructueux. En revanche, en année de fortes spéculations sur les denrées vivrières (c'est-à-dire lorsque le déficit céréalier est très important au Yatênga), ils réapparaissent et concentrent le gros de leurs fonds dans les transactions céréalières. Leur domaine d'activité est nettement moins diversifié mais ils n'hésitent pas à saisir toutes opportunités pour peu qu'elles s'avèrent rentables. Comme les grossistes, ils ont aussi tendance à se spécialiser par secteur ou marché de collecte ce qui a pour avantage

d'accroître leur connaissance du milieu d'évolution et d'y constituer une clientèle sûre.

Travaillant tous pour leur propre compte aujourd'hui, certains ont d'abord dû faire leur début dans le sillage des grossistes actuels. Aujourd'hui encore il leur arrive de sous-traiter avec leurs anciens maîtres. Au cours de la campagne 1991-1992 par exemple, lorsque l'OF.NA.CER. passa un contrat de 2 000 tonnes de céréales avec El Hadj BOGOYA, un grossiste de la place, ce dernier dut recourir à des demi-grossistes pour rassembler rapidement les quantités sollicitées. De même lorsque l'année est globalement déficitaire même dans les régions traditionnellement pourvoyeuses du Yatênga en vivres et que les gros commerçants sont contraints à l'importation de céréales étrangères, la redistribution intra-régionale est en partie réalisée par le canal des demi-grossistes géographiquement et même socialement plus proches des populations. De plus, leur permissivité à la vente au détail leur permet une plus grande ouverture vers les populations, urbaines comme rurales, de faible revenu.

Propriétaires pour certains d'entre eux d'un ou de deux véhicules de 7 ou 10 tonnes - ceux qui n'en possèdent pas les louent auprès des grossistes - ils dirigent personnellement le plus souvent les opérations de collecte, de transport et de redistribution des céréales. Il ne manque généralement pas de grains dans leurs magasins mais leur capacité financière limitée ne leur permet guère une longue immobilisation des fonds par des stockages prolongés (maximum six mois) . Ils fondent leur stratégie sur une rapide rotation des stocks en jouant sur la différence de prix entre les régions.

A l'instar des grossistes, ils s'appuient eux aussi sur les détaillants aussi bien pour la collecte que pour la redistribution.

1.3 Les petits commerçants

Ce terme désigne un ensemble très composite d'agents plus ou moins réguliers dans le métier. On y retrouve à la fois des gens travaillant pour leur propre compte ou pour le compte de commerçants appartenant aux deux catégories ci-avant énumérées. Evoluant au gré des opportunités, ils prolifèrent pendant les années de forte demande céréalière. Ce sont des occasionnels pour la plupart; par exemple, ceux chargés de la collecte dans les zones rurales pour le compte de tiers (collecteurs ruraux) arrêtent de parcourir les marchés en hivernage pour se consacrer à l'agriculture. Leur possibilité financière réduite ne leur autorise pas la commercialisation de tonnages importants (moins de 50 tonnes/an). Ils misent sur le détail pour maximiser leur profit.

Les plus importants de Ouahigouya participent, eux aussi, aux opérations de transfert à partir de la Kossi. Mais ne possédant pas de véhicule de transport (quand ils en possèdent, ils ne sont pas adaptés au transfert sur longue distance), ils se regroupent à plusieurs, sur la base d'affinité ou non, louent aux transporteurs de la ville un camion qui sera chargé de l'acheminement des quantités collectées sur les marchés de la Kossi. Ceux qui disposent de plus de moyens procèdent à des locations individuelles de véhicule.

Les collecteurs locaux, autant dans le Yatênga que dans la Kossi, qui opèrent dans leur grande majorité pour les grands négociants, se recrutent presque toujours dans le milieu paysan. Dans les localités-marchés de Bèna, Kouka, Solenzo, Nouna, ... dans la Kossi, on en rencontre de très gros, qui n'acheminent pas directement les céréales vers Ouahigouya et rarement vers Bobo Dioulasso, Dédougou et Koudougou sur demande, dont les capacités

de stockage atteignent 500 à 1 000 tonnes dans l'année. Au Yatênga, la propension des gros *céréaliers* à se spécialiser dans les circuits longs, laisse le champ libre aux petits commerçants de contrôler la collecte locale. Chaque gros village en compte au moins un ou deux.

A ce groupe se rattachent également tous les petits détaillants dont une forte proportion de femmes au rayon d'action limité à leur localité de résidence et quelquefois à l'arrière-pays immédiat. Ils sont les relais les plus sûrs des commerçants grossistes et demi-grossistes. Affiliés aux réseaux de clientèle de ces gros négociants qui assurent leur approvisionnement sur place, leurs achats se font en petites quantités (moins de deux tonnes par enlèvement) et bien souvent à crédit.

Même s'il est vrai que l'approvisionnement du Yatênga en céréales par les commerçants remonte à la période coloniale, indibutablement l'insatisfaction vivrière à partir de la sécheresse du début des années 1970 a été le catalyseur de la naissance de la profession de *céréaliers*.

Ceux des premiers acteurs qui ont su faire une savante diversification des activités en intégrant le commerce de céréales, sont aujourd'hui les ténors et les professionnels en la matière. Ils exercent désormais cette activité quelle que soit la situation de la campagne agricole. Toutefois la permanence et l'augmentation de la demande céréalière tributaires des déficits céréaliers devenus structurels ont révélé une activité commerciale bénéfique qui a de ce fait attiré, ces dernières années, beaucoup d' autres intervenants, relais des premiers dans leur grande majorité, mais dont certains ne sont marchands de grains que juste le temps d'une campagne, voire d'une saison. Les opérations de collecte proprement dites auprès des producteurs et leur distribution

jusque dans les ménages sont généralement exécutées par eux [6]. L'appareil commercial ainsi mis en place, composé de marchands itinérants et sédentaires, anime le transfert de céréales entre la Kossi et le Yatênga. Au-delà de l'évitement des conséquences catastrophiques qui pourraient être provoquées par les disettes et famines, ce réseau met en contact des communautés rurales lointaines qui ne peuvent elles-mêmes organiser la commercialisation de leur production sur longue distance.

2. Les transporteurs

Le réseau de transport au Yatênga date de la période coloniale. L'organisation de l'importation à partir de la Côte d'Ivoire et du Ghana de produits tels que la noix de cola et de l'exportation du bétail à destination du premier pays via Bobo Dioulasso sur lesquels a longtemps reposé le commerce yatengais exigeait la mise en place d'un réseau de transport adéquat. Pour des régions comme celles du Yatênga et de la Kossi très enclavées, éloignées des centres desservis par le réseau ferroviaire, l'usage des camions s'imposait pour l'acheminement et l'évacuation des produits.

Après l'indépendance, le retrait des sociétés de commerce coloniales françaises sur lesquelles reposait pourtant l'essentiel du réseau de transport laissa un vide dans ce domaine. Or dans une localité comme Ouahigouya où l'activité commerciale, notammant l'import-export, connaît un essort rapide

---

6 Les auteurs de l'étude sur La dynamique de commercialisation des céréales au Burkina Faso (Tome II, p.30) indiquent qu'au cours de la campagne 1983/1984 on dénombrait au Yatênga: 10 grossistes, 27 commerçants régionaux (correspondant aux demi-grossistes) et 78 détaillants. Faisons remarquer cependantque si les effectifs des deux premières catégories sont proches de la réalité, celui des détaillants semble nettement sous-estimé si l'on doit leur associer tous les petits vendeurs circonstanciels.

grâce au dynamisme des marchands locaux, le secteur du transport est un maillon très important. Le recours aux locations de camions depuis la Côte d'Ivoire ou auprès de commerçants-transporteurs implantés à Bobo ou Ouagadougou qui prirent le relais des maisons de transport coloniales s'est avéré peu rentable économiquement (accroissement de coûts de revient des produits). En outre, il imposait une dépendance vis-à-vis du propriétaire et bien souvent des contraintes diverses (délais d'attente prolongés en particulier). Cette série d'entraves décida les gros négociants de Ouahigouya à se doter de camions, de 7 à 10 tonnes, adaptés au transport de marchandises à l'intérieur du territoire national.

L'acquisition des véhicules poids lourd par les premiers commerçants fit tache d'huile. Et depuis les années 1970 et surtout 1980, on assista à une généralisation de l'achat de camions avec un intérêt particulier pour les semi-remorques de gros tonnage (25 à 35 tonnes) destinés au commerce avec les pays limitrophes principalement. Il semble aussi qu'avec le développement du transfert de céréales de l'Ouest Burkinabè vers le Yatênga suite à la détérioration de la situation alimentaire au cours des années 1970-1980, le trafic a eu une ampleur inégalée. Ceci encouragea les commerçants à investir davantage dans le secteur du transport qui se révèle ainsi comme une forme de diversification de l'activité commerciale, d'autant plus qu'il permet aussi de faire d'importantes économies et génère des revenus grâce au système de location [7].

---

[7] La location d'un véhicule de 7-30 tonnes variait entre 90 000 et 150 000 F CFA entre le Yatênga et la Kossi (aller-retour) en 1991. Dans le transfert des céréales entre les deux régions, trois systèmes de location sont en vigueur:

- la location individuelle; elle est rare. Les commerçants ayant les moyens d'assurer un chargement complet de camion sont détenteurs pour la plupart de leur propre véhicule.
- la location à plusieurs; plusieurs marchands se réunissent pour louer un camion à partir de Ouahigouya pour le transport de leurscéréales.

Tableau n° 38: Coût de transport par rapport à Ouahigouya du sac de céréales en 1992

LOCALITES		DISTANCES (km)	TARIFS (F CFA)	TARIF/Km
KOSSI	Djibasso	323	1250	3,87
	Nouna	258	1000	3,87
	Sanaba	248	1000	4,03
	Solenzo	290	1250	4,31
	Bèna	306	1250	4,08
	Kouka	338	1250	3,7
YATENGA	Titao	45	500	11,11
	Séguénéga	52	750	14,42
	Kalsaka	88	1000	11,36
	Gourcy	40	500	12,5
	Banh	50	1000	20
	Thiou	36	500	13,89

Un recensement effectué en 1989 par le Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.) des transporteurs indique,pour la ville de Ouahigouya,52 véhicules de transport de marchandises dont 16 de 7 tonnes, 24 de 10 tonnes et 12 de plus de 25 tonnes appartenant à 17 opérateurs économiques. Si l'on ajoute à cela près d'une vingtaine de camions de 35 tonnes basés à Ouagadougou mais appartenant à des commerçants originaires du Yatênga

---

- la location au sac; le commerçant paie le coût du transport en fonction du nombre de sacs transportés.

exerçant à la fois dans la capitale nationale et à Ouahigouya, le parc automobile gros tonnage est imposant par rapport à celui de la Kossi qui comporte à peine 5 véhicules de 7-10 tonnes, tous propriété d'ailleurs de migrants moose. Cet important parc privé de véhicules de transport de marchandises est parfois mis à contribution par l'OF.NA.CER. ainsi que les O.N.G. et autres organismes donateurs de vivres pendant les années de famine pour l'acheminement de leurs stocks. Mais une chose est d'avoir des camions et l'autre est de pouvoir les utiliser à loisir partout et en tout temps.

L'utilisation des semi-remorques sur les voies secondaires et les routes nationales endommagées n'est pas aisée, notamment pendant l'hivernage. Pour les liaisons intra-provinciales et le trafic avec la Kossi, les transporteurs utilisent généralement les camions de 7-10 tonnes et de préférence en dehors de la saison des pluies (juillet à septembre) en raison de la dégradation des conditions de transport inhérente aux pluies. Une douzaine de véhicules du Yatênga parcourent hebdomadairement les principaux marchés de la Kossi.

Pour le transport des marchandises les commerçants propriétaires des camions passent par des chauffeurs recrutés de préférence dans le réseau familial. Toutefois les plus petits conduisent eux-mêmes leur véhicule, histoire de réduire les charges, mais surtout de ménager leur véhicule (la défectuosité des routes porte grandement préjudice à la durée de vie des véhicules) et de mieux contrôler leurs activités.

La prolifération des marchands de céréales et la *professionnalisation* de certains d'eux sont étroitement liées à l'accentuation des crises vivrières à partir du début des années 1970. En effet la péjoration pluviométrique au Yatênga qui entraîna une insatisfaction vivrière structurelle et croissante a

provoqué une spéculation céréalière importante en vivifiant le commerce de céréales locales. L'augmentation de la demande vivrière, tant urbaine que rurale, rend les céréales commercialement intéressantes. Alors les commerçants du Yatênga, après le départ des sociétés commerciales coloniales pour qui ils travaillaient comme simples relais avec le monde paysan, vont étendre leur domaine d'activité au commerce des grains . Pour beaucoup c'est le chemin ouvert vers la fortune. A côté de ces professionnels évolue une multitude d'occasionnels dont le nombre fluctue en fonction de l'état de la campagne agricole. Ceux qui en ont fait une activité pérenne et sont déclarés au fisc se comptent sur les doigts d'une main. Une étude réalisée en 1989 sous la co-direction de SOME, GINIES et COULIBALY à laquelle nous avons participé indiquait que pour le Yatênga seulement 6 % des négociants en céréales étaient à jour vis-à-vis de la règlementation en vigueur concernant cette activité (pp 9-10). Seulement une vingtaine de *céréaliers* sont repertoriés officiellement au Yatênga actuellement . En fait il s'agit de grossistes et demi-grossistes facilement identifiables dans l'espace parce possédant les infrastructures nécessaires à l'exercice de cette activité (magasin de stockage, véhicule de transport, ...).

L'essor du commerce des céréales locales suscita à son tour celui du transport sous la bannière des mêmes commerçants soucieux de tirer encore plus parti de la collecte et de la distribution des vivres pour lesquelles ils s'appuient sur d'importants réseaux de collecteurs et de détaillants. Relevons enfin la mainmise des Moose sur à la fois l'organisation de la commercialisation et celle du transport des céréales sur l'ensemble Yatênga-Kossi. D'eux dépend l'intégration entre les marchés des deux régions.

B. La structuration des espaces marchands

La géographie de l'espace céréalier au niveau de la frange occidentale de l'ouest du Burkina Faso dépend étroitement, à l'instar des autres régions du pays, des capacités productives intrinsèques propres à chaque zone. Le facteur structurant de l'espace céréalier est sans conteste les conditions climatiques et plus particulièrement la pluviométrie, déterminant important de la production comme nous l'avons démontré dans le premier chapitre.

Les marchés sont les principaux lieux de commercialisation des céréales. Selon l'importance des transactions céréalières, le statut des commerçants y opérant, la hiérarchisation suivante peut être faite: les marchés ruraux, les marchés régionaux et les marchés nationaux. Mais une autre typologie, beaucoup plus fonctionnelle celle-là, peut être proposée. Elle se fonde sur l'origine des céréales disponibles sur les marchés: ce sont les marchés de collecte correspondant aux zones rurales de production suffisante et les marchés d'approvisionnement qui sont certes des centres urbains de consommation nette où dominent les activités non agricoles mais aussi les régions rurales à production structurellement déficitaire. Cette bipolarité de la fonction commerciale à l'échelle supra-régionale qui n'exclut pas des cumuls de compétence ou de vocation est doublée à l'intérieur de chaque zone par des disparités locales. Hormis les centres urbains, zones d'appel permanent de céréales, cette typologie ne doit pas être, en raison de la forte variabilité spatio-temporelle des disponibilités en céréales locales, perçue comme immuablement statique, notamment à l'échelle intra-régionale. En milieu rural, un secteur ou une localité peut être une zone de collecte et d'approvisionnement au cours d'une même année. De même une ville, zone

d'approvisionnement céréalier par définition, peut constituer un lieu de ravitaillement pour un centre rural conjoncturellement, voire structurellement déficient.

Plus que la spécificité de la production, les éléments de zonage des secteurs ou sous-secteurs céréaliers sont principalement le niveau de la production ou de la disponibilité vivrière, la proximité géographique, les réseaux de desserte et, dans certains cas, le degré d'intégration dans la commercialisation des céréales entre localités. Aucun des deux sous-espaces céréaliers étudiés (Kossi et Yatênga) n'est monolithique; tous sont, au regard des éléments de différenciation énoncés, subdivisés en des secteurs aux spécificités diverses.

Les niveaux d'observation les plus appropriés pour l'étude des transactions céréalières sont dans l'ordre d'emboîtement: la région caractérisée plus par l'hétérogénéité (donc une complémentarité par voie de conséquence) que par l'homogénéité, le secteur (ensemble de terroirs villageois relativement homogène possédant un marché propre ou non) et enfin la localité (marché). Pour une question de clarté dans la présentation et dans l'exposé, l'analyse sera faite au niveau des secteurs où l'homogénéité céréalière, sans être totale, est la mieux réalisée. Toutefois, la définition de la structure d'ensemble et du fonctionnement du secteur nous amènera à intégrer les localités-marchés qui apparaissent comme éléments moteurs de l'espace céréalier. Les limites des secteurs, en dépit du souci d'un découpage de l'espace le plus homogène et le plus intégré possible, sont arbitraires. Les localités situées de part et d'autre des lignes de démarcation peuvent, en fonction de la distance ou d'autres paramètres (prix, importance d'un marché, etc.), évoluer par exemple dans deux secteurs à la fois.

1. Le découpage des espaces marchands dans la zone de collecte

La zone de collecte correspond ici à la Kossi qui est, comme nous l'avons vu, une zone de production excédentaire en céréales. Compte tenu de cette performance, elle est une zone d'expédition nette des céréales vers d'autres contrées du pays. Cette vocation agricole et commerciale est appréhendable sur les marchés céréaliers répartis sur l'ensemble du territoire régional. Toutefois des nuances sectorielles existent. En fonction de la spécialisation agricole des secteurs de la région d'une part, de l'importance de la production, de l'ampleur et de la continuité ou discontinuité des trafics d'autre part, trois secteurs peuvent y être délimités: secteur septentrional, secteur central et secteur méridional.

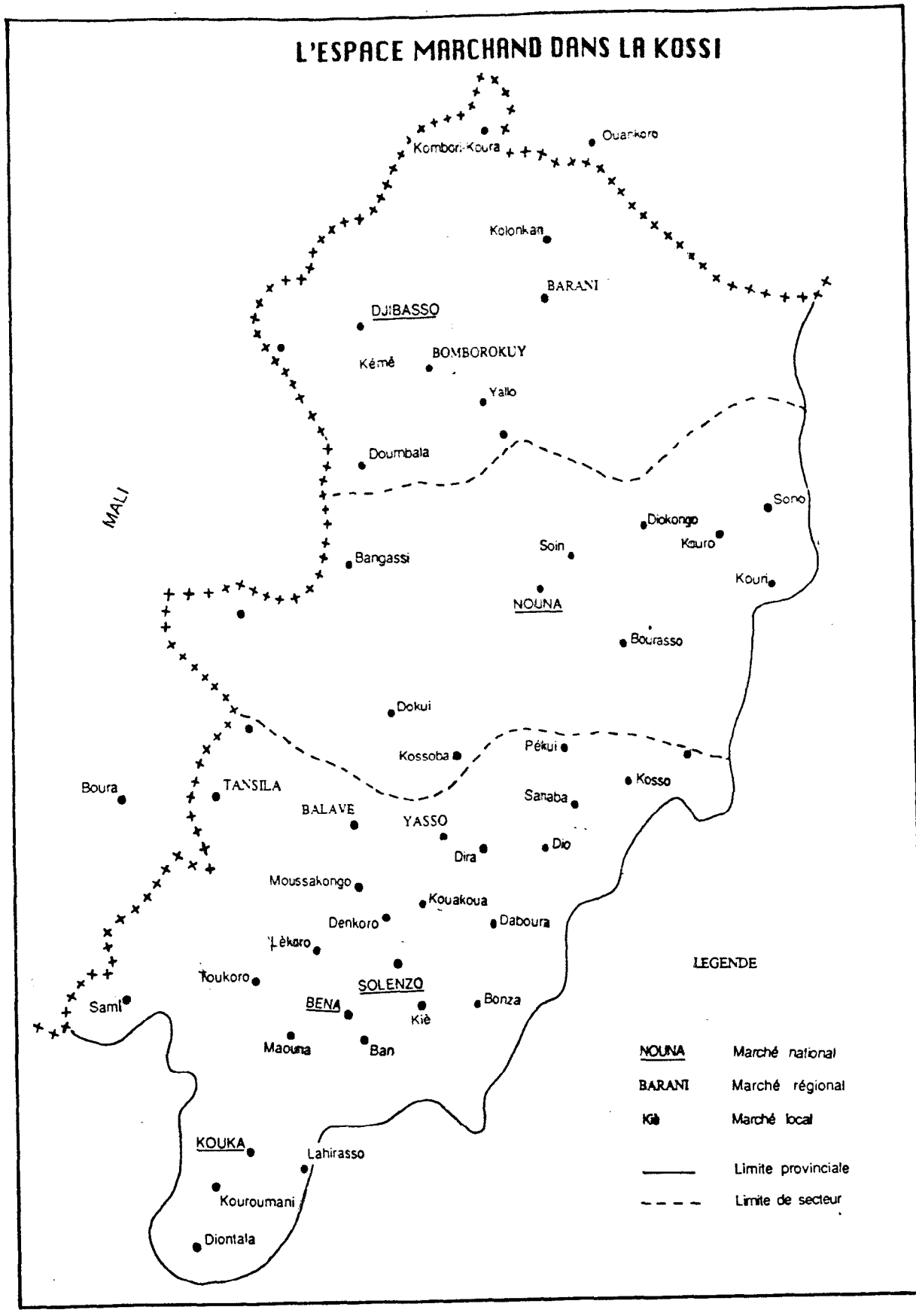
1.1 Le secteur septentrional

La partie nord de la province de la Kossi centrée sur Djibasso est quasi exclusivement spécialisée dans la culture du couple mil/sorgho avec cependant une prédominance du mil liée évidemment à la nature sablonneuse de ses sols et à la faiblesse de la pluviosité (moins de 800 mm de pluies dans l'année). L'évolution de Djibasso [8] en centre d'échange céréalier privilégié se situe aux environs des années 1965 avec l'accentuation des déficits vivriers au Yatênga et les appels de grains du gros marché de

---

[8] Le marché de Djibasso centralisait déjà à l'époque précoloniale les barres de sel extraites des gisements du Sahara (Thaodéni et Teghazza), le poisson séché en provenance de Mopti et de Ségou (Mali) et les ânes venus du Mali et du Moogo. On y rencontrait également la noix de cola remontée de la côte par les commerçants Dioula, Yarsé et surtout Marka. Tous les produits exotiques apportés par ces marchands forains étaient surtout troqués contre les céréales produites par les agriculteurs de la région.

Carte n°14



Issa DRABO

consommation de Bobo Dioulasso, capitale économique du Burkina. En effet malgré des productions irrégulières, mais plus excédentaires que déficitaires, le secteur septentrional, quoique le moins favorisé de la Kossi, est une zone d'expédition céréalière. Les quantités de céréales mises sur le marché sont d'autant plus importantes qu'elles constituent la seule source de revenu pour les agriculteurs de la contrée. De plus, la position charnière de Djibasso lui vaut de recevoir fréquemment les céréales des producteurs maliens de la zone frontalière obligés, au regard de contraintes d'ordre fiscal (paiement au Mali de l'impôt de capitation) et de la proximité géographique, d'écouler une partie de leur production en territoire burkinabè. La fréquentation des marchés burkinabè par les producteurs maliens aurait également été favorisée par la différence entre le franc malien et le franc CFA avant l'entrée du Mali dans l'U.M.O.A. en 1986 (1 franc malien =0,5F CFA).

Hormis le sous-secteur nord (Kombori Koura) enclavé, tourné sans doute vers le Mali pour ses échanges, les autres sous-secteurs (Barani, Bomborokui, Madouba et Doumbala) sont des zones satellites alimentant en céréales le pôle d'échange qu'est Djibasso. En raison de sa position frontalière, Djibasso est un centre dynamisant du commerce dans cette partie nord de la Kossi. Le secteur ravitaille non seulement le Burkina mais aussi une partie du Mali en grains. En 1991 sur environ 2 500 tonnes de céréales ayant quitté le marché de Djibasso, près de 600 tonnes (soit environ le quart du volume exporté) ont été drainées vers le Mali. Suivant les années, 10 à 20 % des volumes transférés au Yatênga à partir de la kossi proviennent de ce secteur, en l'occurrence du marché de Djibasso.

1.2 Le secteur central

Il est spécialisé dans la production du mil, du sorgho et quelque peu du maïs. C'est un secteur où alternent des productions excédentaires et déficitaires. Dans l'ensemble il est suffisamment autosuffisant et se livre, notamment les années d'excédent, à des exportations. Toutefois il ne peut être considéré comme une zone de collecte permanente; lorsqu'interviennent les années défectueuses, ce qui n'est pas chose rarissime, les expéditions de céréales ne peuvent être assurées; tel fut le cas au cours de la campagne 1990-1991 où le marché n'a joué qu'un rôle de consommation et de distribution locales.

Il est animé par le marché de Nouna [9] (chef-lieu de la province) qui assure temporairement le rassemblement des céréales et leur expédition ensuite vers les zones déficitaires comme le Yatênga et les centres de consommation tels que Bobo et Dédougou et, jusqu'en 1987, Ouagadougou. Néanmoins, contrairement à ce que l'on pourrait penser en raison de sa position centrale et de sa fonction administrative, Nouna ne constitue nullement une plaque tournante dans l'espace céréalier de la Kossi. Il ne joue pas non plus un rôle de coordination et de régulation entre les deux autres secteurs céréaliers de la province. Ancien point de passage obligé et centre de gravité des échanges entre les secteurs nord et sud, il a perdu au cours des trois-quatre dernières années cette vocation avec la détérioration des

---

9 Avec une population non agricole très faible, Nouna ne peut constituer un important marché de consommation céréalière malgré l'ampleur de la consommation de la bière de mil. La ville comptait en 1991, 60 cabarets officiellement recensés par le Service Financier de la province consommant chacun en moyenne 14 tines de céréales/semaine (soit 224 kg). Ainsi donc au cours de l'année 1991, les habitants de Nouna auraient consommé sous forme de bière locale environ 700 tonnes de céréales. Cela n'est qu'un minimum; les cabarets non enregistrés n'ayant pas été pris en compte.

routes qui le relient à ces derniers (en particulier celle qui le relie au sud) d'une part et d'autre part avec l'existence des bretelles permettant de contourner la ville de Nouna par Soin (nord) et par Sanaba (sud).

1.3 Le secteur méridional

La frange méridionale de la Kossi centrée sur les localités de Solenzo, Bèna, Kouka et Sanaba fait partie intégralement de l'aire cotonnière du Burkina Faso. Il est avec le secteur de Houndé dans la province voisine du Houet, l'une des premières zones de production du coton. La production, en très forte progression, est passée de 16 767 tonnes en 1984-1985 à 43 276 tonnes en 1989-1990 d'après les statistiques du C.R.P.A.. Pour la seule campagne 1989-1990, cela représente une masse monétaire de près de 4,3 milliards de francs CFA. Il en est résulté une élevation du pouvoir d'achat des paysans de la région, nettement au-dessus de celui de leurs homologues des autres régions du pays, suscitant à juste titre bien des convoitises chez ces derniers. La conséquence de cette évolution est une pénétration importante des producteurs de ce secteur dans l'économie de marché et les répercussions que cela peut avoir sur le niveau de la commercialisation des céréales.

Sur le plan céréalier le secteur méridional est également une zone de grande production. Ses grandes potentialités céréalières (des excédents importants et permanents) lui valent le qualificatif de "grenier" du Burkina. La forte colonisation agricole liée essentiellement à l'immigration moaga - une stratégie pour les paysans des régions moins prospères de profiter des mêmes opportunités agricoles - permet à ce secteur de dégager bon an mal an des excédents commercialisables de mil, mais surtout de sorgho et de

maïs. L'abondance de la production céréalière qui bénéficie, rappelons le, des techniques et méthodes mises en oeuvre pour la culture du coton (équipement, engrais) place ainsi le secteur dans une situation de grand fournisseur en céréales locales au niveau national quelles que soient pratiquement l'année et la saison. Compte tenu de l'importance de l'offre sur les marchés, les prix moyens au kilogramme de céréales tant à la récolte qu'à la soudure (mais beaucoup plus à la récolte que pendant la soudure) y sont bas. Ceci persuade les négociants même des contrées lointaines à faire de ce secteur leur zone de collecte.

Pendant la période 1960-1965, le secteur de Solenzo-Kouka- Sanaba était une zone de ravitaillement pour les villes de Bobo Dioulasso (située à plus de 100 km) et de Ouagadougou à environ 300 km [10]. A partir de la grande sécheresse de 1970 et beaucoup plus à partir du début des années 1980, Ouahigouya, dans le Yatênga, par l'entremise de ses commerçants et de ses migrants est en passe, dans une sorte de recentrage de sa géographie d'approvisionnement, de ravir à Bobo la place de leadership dans la collecte des céréales dans cette partie de la Kossi.

Compte tenu de sa performance céréalière, le secteur méridional est dans la Kossi la zone la mieux pourvue en marchés de dimension régionale et nationale et l'une des mieux desservies en voies de communication. Les principaux terroirs d'alimentation des marchés du secteur sont:

- pour le marché de Bèna, Ban, Toukoro, Bèna, Maouana, Bonza, Nematenaye, Lèkoro, ... dont 80 à 98 % des habitants sont allochtones (en majorité des migrants moose).

---

10 OUEDRAOGO, 1974. *L'approvisionnement de Ouagadougou en produits vivriers, en eau et en bois*. Bordeaux, thèse de 3è cycle.

- pour le marché de Solenzo, Kiè, Dissankui, Kouakoua, Solenzo, Denkoro, Moussakongo, etc., dont 25 à 70 % des habitants sont des colons.
- pour le marché de Kouka, Kouroumani, Kouka, Sami, Lahirasso, avec 50 % de populations migrantes.
- pour le marché de Sanaba, Pékui, Kosso, Sanaba, Dio,... où la proportion des étrangers est sensiblement égale à celle des autochtones.

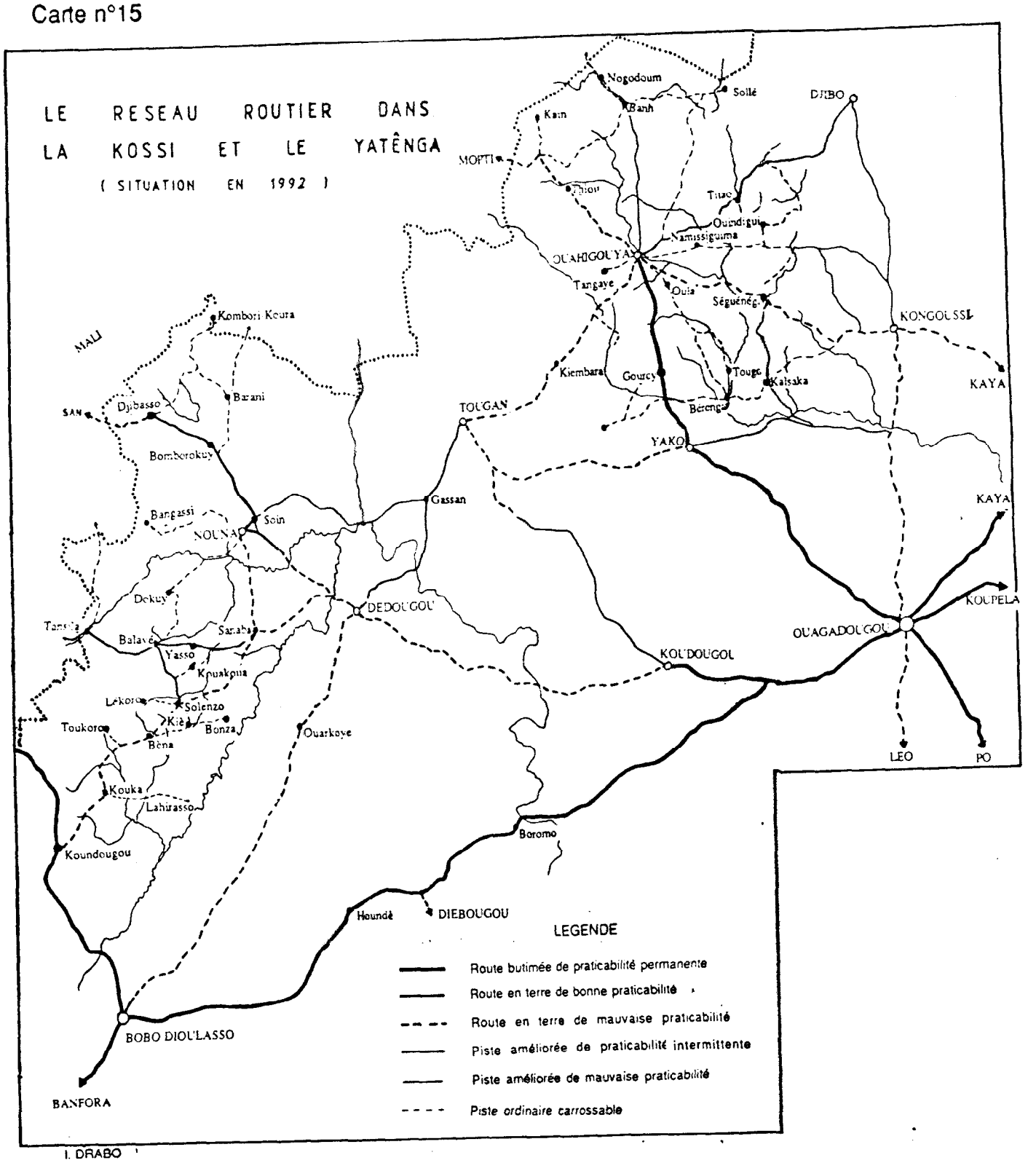
Il est important de remarquer que les principaux marchés expéditeurs sont ceux dont les arrières-pays sont constitués de terroirs où le poids de la population migrante dépasse celui des autochtones. Par contre les localités-marchés telles que Tansila, Balavé, Yasso - certes excentrées mais bien desservies par le réseau routier - sans doute parce qu'elles connaissent un taux d'immigration relativement faible, sont peu impliquées dans les mouvements de céréales avec l'extérieur, en particulier avec le Yatênga. La corrélation entre la présence massive des colons moose, l'importance de la production céréalière et des offres sur les marchés, au-delà du dynamisme de l'élément migrant qu'elle révèle, confirme la prédominance des allochtones dans l'alimentation des marchés. Le secteur méridional fournit 75 à 80 % des céréales expédiées vers le Yatênga. Le marché le plus sollicité est Bèna (environ 40 % des enlèvements) qui se trouve par ailleurs au coeur de l'aire la plus occupée aujourd'hui par les migrants moose, en particulier ceux originaires du Yatênga.

Malgré l'appartenance à une même entité administrative, la relative autonomie céréalière, c'est-à-dire la suffisance en céréales que connait chacun des secteurs de la Kossi (malgré les nuances quant à l'importance des disponibilités), a conduit à une relative désarticulation spatiale en ce qui

concerne la commercialisation des céréales locales. A quelques rares exceptions près, il n'y a pas de lien fonctionnel entre les secteurs céréaliers identifiés; chacun évolue presqu'en vase clos. Les secteurs bien que contigus et les marchés qui les animent ne sont pratiquement pas reliés directement par des mouvements de céréales traditionnelles. Espace dynamique sur le plan agricole, la Kossi n'en demeure pas moins (aussi paradoxal que cela puisse paraître) un "espace vécu" où chaque secteur, voire chaque marché, fonctionne de façon autonome. Cette désarticulation relative ou apparente incombe-t-elle à la prédominance de l'autoconsommation ou tout simplement à la difficulté de communication?

La défectuosité des voies de communication et la marginalité de certaines localités faute de route ne sauraient expliquer à elles seules cette désintégration entre secteurs de la région. Bien au contraire. L'axe routier qui traverse la région du sud au nord sur près de 230 km dessert toutes les principales localités-marchés d'envergure régionale et/ou nationale à savoir Kouka, Bèna, Solenzo, Sanaba, Nouna, Bomborokui et Djibasso. Les liaisons avec le reste du Burkina sont assurées par quatre principaux axes tout aussi précaires que le réseau intérieur. En effet à l'exception de la route qui relie le sud de la province au marché de consommation de Bobo dont 70 km sur 90 sont bitumés par où ont transité en 1992 44 % des céréales sorties de la Kossi, toutes les autres sont entièrement en terre battue et par conséquent très vulnérables en l'absence d'entretien régulier. Pendant l'hivernage 1992, la route qui joint Nouna à Dédougou dans la province voisine du Mouhoun (57 km), et par où sont passées environ 33 % des céréales à destination du Yatênga, exigeait deux heures et demi à trois heures de temps de parcours pour les véhicules lourds s'ils échappaient à l'embourbement. Quant à l'axe Nouna - Gassan par Soin qui est le chemin le plus court pour rallier le

Carte n°15



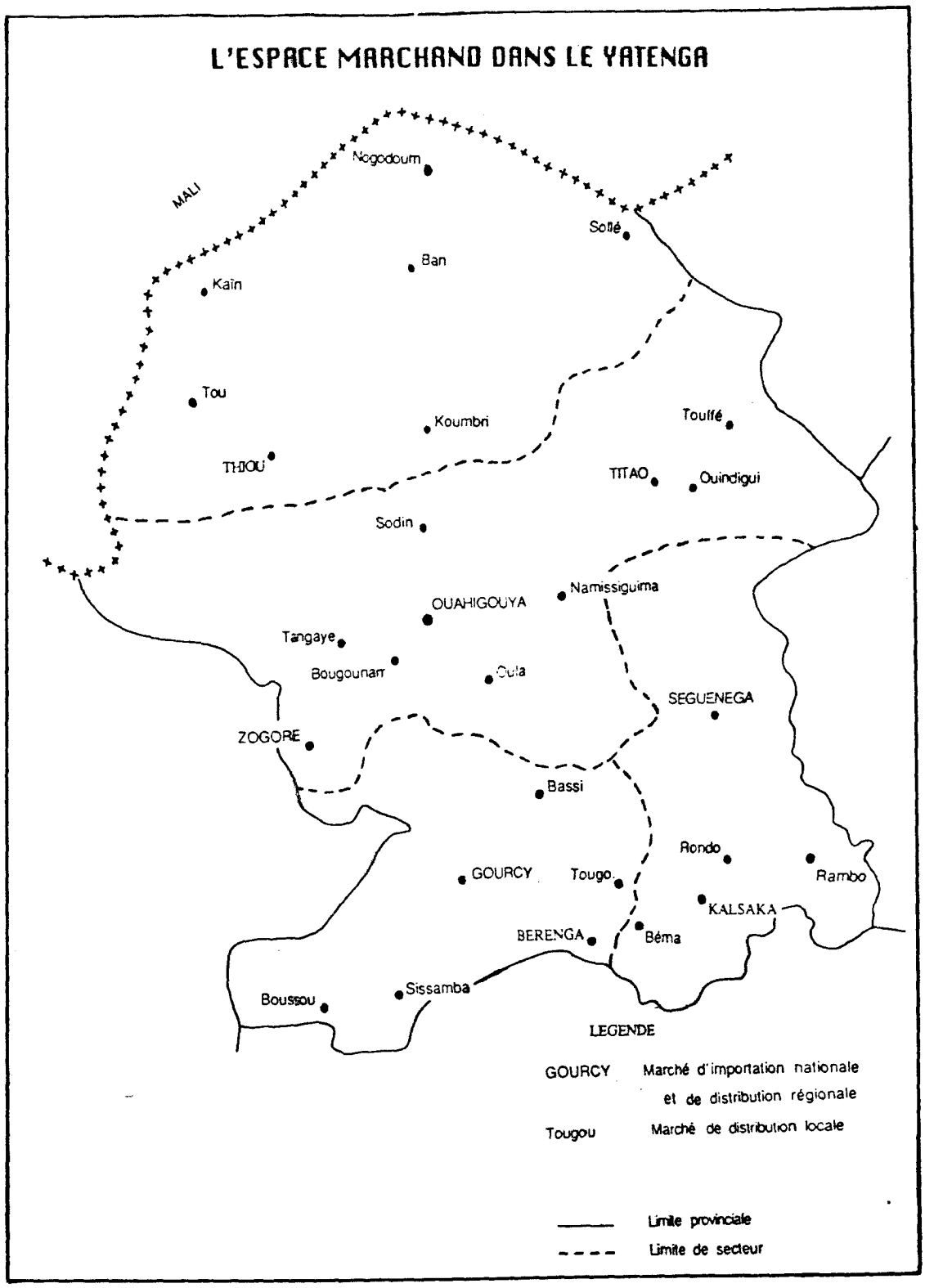
I. DRABO

Yatênga, il est impraticable pendant la saison des pluies. L'axe Kouka - Solenzo - Sanaba - Dédougou, le long duquel s'est établie une forte concentration de colons moose, draine 67 % des céréales en direction du Yatênga (46 % de l'ensemble des grains qui sortent de la Kossi) en dépit de sa praticabilité médiocre. Au niveau de sa limite orientale, le Mouhoun et son principal affluent, le Sourou, constituent une barrière naturelle entre la Kossi et les provinces du Sourou et du Mouhoun. Cette dernière, bien que séparée de la Kossi par une frontière fluviale longue de près de 140 km, n'est reliée à celle-ci que par le pont de Dédougou. La culture du coton dans la moitié sud de la province a contribué à la création pour le ramassage du coton par la SO.FI.TEX. d'un réseau non négligeable de voies secondaires et de pistes carossables, notamment en saison sèche, désenclavant des villages excentrés par rapport au principal axe de drainage de la région. Les localités situées entre les mailles du réseau de circulation peuvent facilement accéder aux routes existantes. Toutefois il est évident que les populations des villages situés sur la grande route, en plus de la facilité d'écoulement de leur production céréalière, bénéficient d'une rémunération plus intéressante: plus le commerçant *s'enfonce dans la brousse* pour procéder à l'enlèvement des produits, plus les prix qu'il propose au paysan sont bas.

2. Le découpage des espaces marchands dans la zone de ravitaillement

Le Yatênga, à cause des déficits vivriers chroniques et fréquents, importe dans des proportions importantes des céréales. Il dépend fortement d'autres régions pour le rétablissement de son équilibre alimentaire.

Carte n°16



Issa DRABO

La géographie du sous-espace céréalier du Yatênga est très complexe. Ni les capacités de production des différents secteurs, ni une quelconque spécialisation agricole, ni le mode et l'ampleur des approvisionnements, ni le choix des zones de collecte ne sont, pris un à un, des facteurs suffisants de classification sectorielle du sous-espace. Il faut nécessairement une combinaison de tous ces paramètres. Les centres administratifs, par ailleurs centres urbains ou semi-urbains où résident commerçants et consommateurs solvables en toutes saisons, situés sur les principaux axes routiers constituent des pôles structurants d'une région résolument tournée vers le marché pour assurer sa subsistance. Ouahigouya, capitale régionale et gros marché centralisateur des céréales extra-provinciales, joue le rôle de redistribution à l'intérieur de toute la région. En cela le Yatênga fonctionne parfaitement comme un espace économique à la différence de la Kossi qui apparaît comme un "espace vécu" malgré son dynamisme agricole. Tenant compte de toutes ces considérations, le Yatênga peut être subdivisé en quatre grands secteurs céréaliers: le secteur nord, le secteur de Ouahigouya, celui de Gourcy et enfin le secteur sud-est.

2.1 Le secteur nord

Il connaît des déficits vivriers importants avec néanmoins des excédents céréaliers sporadiques comme ce fut le cas en 1989 avec 3 900 tonnes de surplus pour la zone de Kaïn-Thiou (SOME, 1990) et en 1988 pour celle de Banh. Le mil, pour des raisons agronomiques et socio-culturelles, est la céréale la plus cultivée et l'aliment de base le plus apprécié par les populations. Le sorgho vient en seconde position dans les choix culturaux et la préférence alimentaire. L'élevage est aussi une activité très pratiquée à la

fois par les pasteurs peul et touareg (transhumants ou sédentarisés) et par les agriculteurs-éleveurs dogon et moose. Il constitue une source de revenu très importante pour les ménages.

Le secteur nord est très médiocrement desservi en voies de communication ce qui expliquerait en partie son éclatement autour des localités-marchés telles que Kaïn, Thiou, Banh, Kombri et Solé. Il n'y a aucune intégration entre les différents centres du secteur. Pour son approvisionnement en céréales du Burkina (sorgho et mil surtout), il bénéficie de la réexpédition à partir de Ouahigouya. Mais compte tenu de sa position frontalière avec le Mali, une bonne partie de ses échanges céréaliers se fait avec ce pays voisin par l'entremise du cercle de Koro. En 1988, les producteurs maliens auraient écoulé sur les marchés frontaliers burkinabè (Kaïn, Ségué, Solé, Nogodoum, ...) près de 3 000 tonnes de grains. L'ouverture sur le Mali tout proche permet au secteur d'atténuer un tant soit peu les effets de son enclavement avec le reste du Burkina puisque l'arrivée des céréales en provenance de Ouahigouya dans l'extrême nord est très aléatoire même en saison sèche. Pendant l'hivernage la présence des mares endoréiques, des rigoles et des saignées qui entaillent les routes dissuade même les transporteurs les plus chevronnés d'y entreprendre un voyage. L'essentiel du transport des vivres dans le secteur est assuré par les charrettes à traction asine ou équine et accessoirement par la bicyclette.

2.2 Le secteur de Ouahigouya

Il occupe le centre de la province. Le principal élément structurant est Ouahigouya, quatrième ville du pays avec environ 40 000 habitants en 1985 et centre d'activités commerciales très intenses. Sa position géographique

ainsi que ses fonctions administrative et commerciale lui permettent de jouer un rôle très important de relais dans la redistribution des céréales en provenance des autres secteurs et provinces. Relativement bien desservi, le secteur de Ouahigouya connaît un meilleur approvisionnement de ses localités avec des délais de livraison réduits. C'est le secteur le plus intégré et le plus en rapport avec les autres.

Pour la satisfaction des besoins en céréales de ses habitants - besoins accrus par la forte demande urbaine - le secteur est fortement dépendant d'autres régions du pays (Kossi, Mouhoun, Sourou, Ouagadougou) en dépit des apports en bonne année des sous-secteurs contigus comme Namissiguima, Tangaye, Oula ou Zogoré. Il importe à la fois le sorgho et le mil (90 à 95 % des transferts annuels) mais également le maïs, ce dernier n'étant guère consommé que par la population citadine [11] . Toutefois lorsque le mil et le sorgho viennent à manquer dans la Kossi, le volume du maïs importé gonfle énormément comme cela est arrivé en 1984-1985 où il a représenté 71% des céréales achetées par les négociants de la place.

---

[11] Dans les campagnes la fastidieuse corvée de pilage puis de mouture sur la meule traditionnelle alourdit l'emploi du temps des femmes. Or l'installation de moulin crée des dépenses supplémentaires pour des ménages déjà insolvables. Dans les zones déficitaires, la situation est encore plus dramatique. Devant la difficulté de trouver de l'argent pour acheter les grains nécessaires à la subsistance et assurer la mouture lorsqu'il s'agit de maïs, on préfère naturellement le mil ou le sorgho facilement écrasable sur les meules traditionnelles. Ces contraintes font que la demande de maïs (hormis les zones de production) ne se confine qu'aux centres urbains où les ménages ont un pouvoir d'achat plus élevé.

2.3 Le secteur de Gourcy

Compte tenu des potentialités agronomiques locales et des habitudes de consommation, le sorgho y est la céréale la plus prisée par les populations, suivie du mil. Malgré une atténuation relative de la fréquence et de l'ampleur des déficits vivriers, les populations de ce secteur, à l'instar de celles du reste du Yatênga, passent souvent par le marché pour assurer la soudure. Gourcy, principal marché et seconde ville du Yatênga, joue un rôle de groupage et de redistribution au niveau du secteur. Grâce au dynamisme de ses commerçants, ce secteur, contrairement au premier, jouit d'une certaine autonomie vis-à-vis de Ouahigouya dans les apports extérieurs de céréales. En raison de la modicité des distances en dépit de la défectuosité des routes qui le sillonnent, le secteur de Gourcy est, comme le précédent, un espace céréalier intégré. Ses lieux de ravitaillement habituels hors de la province sont, outre les régions avoisinantes du Sourou et du Passoré, la Kossi, le Mouhoun et le Bulkiemdé.

2.4 Le secteur sud-est

Il s'agit d'un secteur aussi morcelé que le premier. Séguénéga, Kalsaka, Rambo constituent chacun un pôle de distribution quasi indépendant. Compte tenu de la précarité de la route qui le relie à Ouahigouya, il dépend désormais pour son approvisionnement beaucoup plus de Kongoussi (Bam) et Yako (Passoré) et encore plus maintenant de la Kossi et du Houet que de la réexpédition à partir de la capitale provinciale. Les liaisons entre les différentes localités y sont malaisées. La présence des affleurements rocheux avec des matériaux parfois tranchants et résistants

(filons de quartzites, de schistes à amphiboles) ajoute à l'effet contrariant des pentes collinaires une difficulté supplémentaire pour les véhicules, anciens, pour la plupart, et dont les pneumatiques sont bien souvent en piteux état.

Tableau n° 39 : Importance relative des céréales sur quelques marchés du Yatênga en 1991
(unité: %)

Type de céréales	OUAHIGOUYA (secteur de Ouahigouya)	KALSAKA (secteur sud-est)	GOURCY (secteur de Gourcy)	NOGODOUM (secteur nord)
Sorgho blanc	62,1	78,2	75	48
Sorgho rouge	4,2	1	2	0
Mil	30	19	20,3	52
Maïs	3,7	1,8	2,7	0

La lecture du paysage céréalier yatengais, quel que soit le secteur considéré, montre une forte dépendance par rapport à l'extérieur avec une prépondérance de la Kossi (nous y reviendrons) pour les apports de céréales locales; d'où cette boutade de SOME (op. cit., p.15) " Bonne campagne; pour les commerçants de Ouahigouya, cela veut dire bonne production dans la Kossi et ravitaillement de la ville à bon prix." Depuis pratiquement la sécheresse de 1970, le Yatênga doit recourir à d'autres régions pour assurer ses besoins alimentaires.

Le Yatênga fonctionnement parfaitement comme un espace économique; la distribution des grains se fait grosso modo à partir d'un noyau central (d'où une augmentation progressive des prix du noyau central vers les

périphéries, augmentation d'autant plus forte que la localité est éloignée du centre et/ou d'accès difficile). Mais le rôle de rassemblement puis de distribution des céréales à l'intérieur de la région qui était exclusivement détenu par Ouahigouya est en passe, à mesure que les déficits se perpétuent, de s'amenuiser. Une recherche d'autonomie semble animer les différents secteurs. Chaque secteur cherche à assurer et à contrôler la collecte et la distribution des grains tant locaux qu'en provenance d'autres régions, fortement encouragé en cela par la médiocrité du réseau routier qui le relie à Ouahigouya source d'allongement des temps de parcours, d'incertitude des livraisons et de hausse de coûts de transport (par cumul à partir des points de rupture de charge; Cf. tableau n°38), donc de renchérissement des prix céréaliers. Pourtant la structure du réseau routier (carte n°14),qui, permet la desserte de toutes les principales localités de la région à partir de la capitale provinciale, aurait dû favoriser, s'il était entretenu, le ravitaillement rapide et à moindre coût des secteurs. Seul l'axe Ouahigouya-Gourcy [11] en direction de Ouagadougou dont le bitumage est achevé en 1992 et dans une moindre mesure la route Ouahigouya-Titao vers Djibo en terre battue sont pratiquables en toutes saisons. Près de 80 % du réseau routier est inutilisable lorsque s'installe définitivement la saison des pluies.

---

11 En 1992, près de 90 % des céréales extra-régionales acheminées au Yatênga ont emprunté l'axe Ouahigouya-Gourcy. Le reste, celles importées directement par le secteur sud-est, a emprunté la route Yako-Kalsaka-Séguénéga. Endommagée, la route Ouahigouya-Tougan qui relie directement le Yatênga à ses fournisseurs de l'ouest du pays (Mouhoun, Kossi, Houet, Sourou) par où passaient les 3/4 des céréales importées par la province (100 % des céréales en provenance de l'ouest) n'a connu aucun trafic en 1991 et 1992. Le détour par Yako et Gourcy était obligatoire, soit un allongement supplémentaire d'environ 80 km.

Malgré la déstructuration progressive de l'espace céréalier yatengais, Ouahigouya demeure encore, mais pour combien de temps, le pôle d'organisation et de l'approvisionnement de la région.

C. Le déroulement du transfert des céréales de la Kossi au Yatênga.

Avec la pérennisation des déficits, l'offre paysanne dans le Yatênga est quasiment inexistante. Même en année jugée favorable, son volume ne permet pas d'occuper les commerçants une bonne partie de l'année. Ainsi ces derniers sortent-ils de leur province pour des destinations parfois lointaines. Les commerçants moose du Yatênga suivent généralement les traces des migrants de leur région installés dans le Sourou, le Mouhoun et la Kossi. Avec cette dernière région, ils sont les principaux animateurs des circuits de commercialisation des céréales dans la mesure où ils contrôlent simultanément les opérations de collecte dans la Kossi et de distribution dans le Yatênga.

1. L'organisation de la collecte dans la Kossi

Pour rassembler les céréales, les commerçants ont recours à une équipe plus ou moins importante de collecteurs issus de la famille dans la plupart des cas ou recrutés sur le tas qui sillonnent les marchés ruraux. Pour une activité aussi sensible que le commerce, la plupart des commerçants préfèrent soit recruter sur place des *parents* émigrés, c'est-à-dire des gens appartenant à la famille de près ou de loin ou tout simplement provenant du

même village ou de la même zone, soit dépêcher sur les lieux un membre de la famille pour diriger les opérations de collecte. Dans le premier cas les intermédiaires sont avant tout des agriculteurs ce qui ne les empêche pas de servir d'agents collecteurs pour les gros *céréaliers* de Ouahigouya. Les plus importants d'entre eux servent en même temps de logeurs aux négociants itinérants. Leur rôle dans la collecte est d'autant plus capital que leur domiciliation dans la zone de collecte leur confère une grande connaissance du terrain et un important réseau de collecteurs villageois installés jusque dans les localités éloignées des grands marchés de regroupement. La collecte primaire des céréales a lieu à ce niveau. La réussite économique puis sociale que certains intermédiaires ont tiré de leur relation avec les gros céréaliers leur a valu la formation d'un réseau de clientèle (les producteurs) livrant les céréales à domicile. Aujourd'hui sur l'ensemble des marchés de la Kossi, on dénombre trois ou quatre intermédiaires de ce gabarit qui ont fait fortune à partir de cette activité. Ils jouent désormais le rôle de rassembleurs régionaux dans les limites d'influence d'un marché donné. Certains ont connu un tel essor qu'ils se sont affranchis de la tutelle d'un maître. Dès lors ils traitent avec plusieurs grossistes nationaux à la fois, l'OF.NA.CER. ou même des O.N.G., pour peu qu'on fasse appel à eux.

Ladji PORGO est l'un de ceux-là. Originaire du Yatênga, il est arrivé dans la Kossi il y a près d'une vingtaine d'années pour s'adonner à l'agriculture. Il s'installa dans le village de Ban a environ 4 km de Bèna, un des principaux marchés céréaliers du sud de la Kossi, où il continua à exercer son petit commerce commencé depuis le village natal. A partir de 1974, il fut engagé par un commerçant de Ouahigouya comme acheteur de céréales, activité qu'il exerça cumulativement avec l'agriculture. Aujourd'hui, grâce à un judicieux investissement des revenus commerciaux et agricoles (il est devenu

gros producteur de céréales et de coton), Ladji a fait fortune. Il dispose de trois magasins de céréales implantés à Ban, Bèna et Nematenaye pouvant contenir au total 500 tonnes environ qu'il réunit chaque campagne grâce au service d'un réseau d'acheteurs locaux et aux remboursements en nature (céréales) de prêts d'argent octroyés à des paysans dans le besoin pendant la soudure sur la base de 3000 F CFA le sac de 100 kg . Le prix du sac à la récolte varie entre 4 000 et 4 500 F. Du simple rôle d'acheteur sur avance de fonds pour le compte du commerçant yatengais, Ladji PORGO est devenu un collecteur régional (le plus gros de Bèna) opérant à son propre compte et avec un budget personnel. En 1991 il approvisionna l'OF.NA.CER. de Dédougou pour près de 160 tonnes ainsi que trois négociants de Ouahigouya pour un volume global de 150 tonnes.

Le circuit de collecte constitué par des membres de la famille (fils, frère, cousin) de l'opérateur économique venus directement du Yatênga s'appuie également sur les *parents* émigrés installés sur les principaux marchés. Mais ici, à la différence de la pratique en vigueur dans le circuit précédent, le principal coordonnateur des opérations est l'émissaire venu du Yatênga. Il recrute un certain nombre d'acheteurs sur l'aire du marché ou implantés dans les villages relevant de l'aire d'influence du marché auxquels il distribue des sommes d'argent plus ou moins importantes suivant le degré de confiance vis-à-vis de l'acheteur et selon son expérience (25 000 à 300 000 F CFA) et des sacs pour le conditionnement des grains. En fonction de l'accessibilité et de la distance, le transport des céréales du lieu de collecte au point de groupage se fera selon la quantité soit par vélo, soit par charrette, soit enfin par véhicule. La rétribution de ces acheteurs se fait à la commission: 200 F/sac de 100 kg en moyenne, soit environ 3 à 5 % du coût du sac selon la saison et la campagne. Toutefois lorsque les relations entre le commerçant

délégué et l'acheteur local sont approfondies après de bons et loyaux services (lorsque l'acheteur a fait ses preuves), ce dernier est assez souvent gratifié de présents parfois venus directement du Yatênga et offerts par le grand *patron* lui-même.

Pour les *céréaliers*, l'entretien de ce réseau est capital. Plus il est large et ramifié, plus la constitution des stocks est garantie même lorsque la campagne agricole accuse un léger déficit. La création d'un réseau de collecte permanent pénétrant le plus possible l'espace rural et reposant sur des liens sociaux privilégiant la parenté et l'ethnicité s'est imposée à chaque grossiste ou demi-grossiste, dès lors que la demande céréalière est devenue structurelle et que la concurrence sur les marchés de la Kossi devenait de plus en plus vive, en particulier les années de faible production. Mais la présence de ces réseaux, en même temps qu'elle renforce le "poids social" des commerçants et élargit leur champ d'intervention par ramification hiérarchique poussée, affaiblit les relations entre les patrons et les producteurs. Désormais c'est l'acheteur local ou tout au plus le collecteur régional qui, en contact permanent avec le paysan (achat de ses produits, octroi de crédit, ...), maîtrise mieux la situation. Il cherche à tirer le maximum de profit possible de cette position médiane; il cherche à acheter les céréales au prix le plus bas possible au producteur, surtout dans les localités réculées des grands centres et mal desservies où il n'y a aucune concurrence faute d'acheteurs. Dans ces localités les prix peuvent être de 50 à 80 % inférieurs à ceux du marché céréalier le plus proche (3 000 F le sac, parfois moins, contre 4 500 à 5 500 F, voire plus, sur le marché de regroupement selon la campagne) en jouant sur le taux de remplissage des instruments de mesure ou en les déformant afin d'accroître ses gains par multiplication du nombre de sacs collectés. Pour celui travaillant à son propre compte, plus l'écart entre le

prix d'achat au paysan et le prix de cession au collecteur régional ou au commerçant itinérant venu des zones de consommation est grand, plus bien sûr le bénéfice est élevé. Or le prix de cession échappe à leur contrôle[12] . Le surcroît de profit ne peut venir que du côté des prix-producteurs. Hormis la fluctuation des prix dans le temps et dans l'espace, le recours à la déformation des unités de mesure (d'où la nécessité d'instruments non homologués comme le yoruba, les boîtes de conserve, tasse ... plus malléables que les unités de mesure officielles), la variation du taux de remplissage des récipients (remplissage en forme de cône) sont autant de substilités employées par ces collecteurs ruraux pour moduler les prix et accroître ainsi leur bénéfice. Le sac de "100 kg" , soit six tines,peut peser en réalité entre 105 et 120 kg à la collecte. Le même sac à la vente au consommateur ne vaudra plus que 80 à 96 kg.

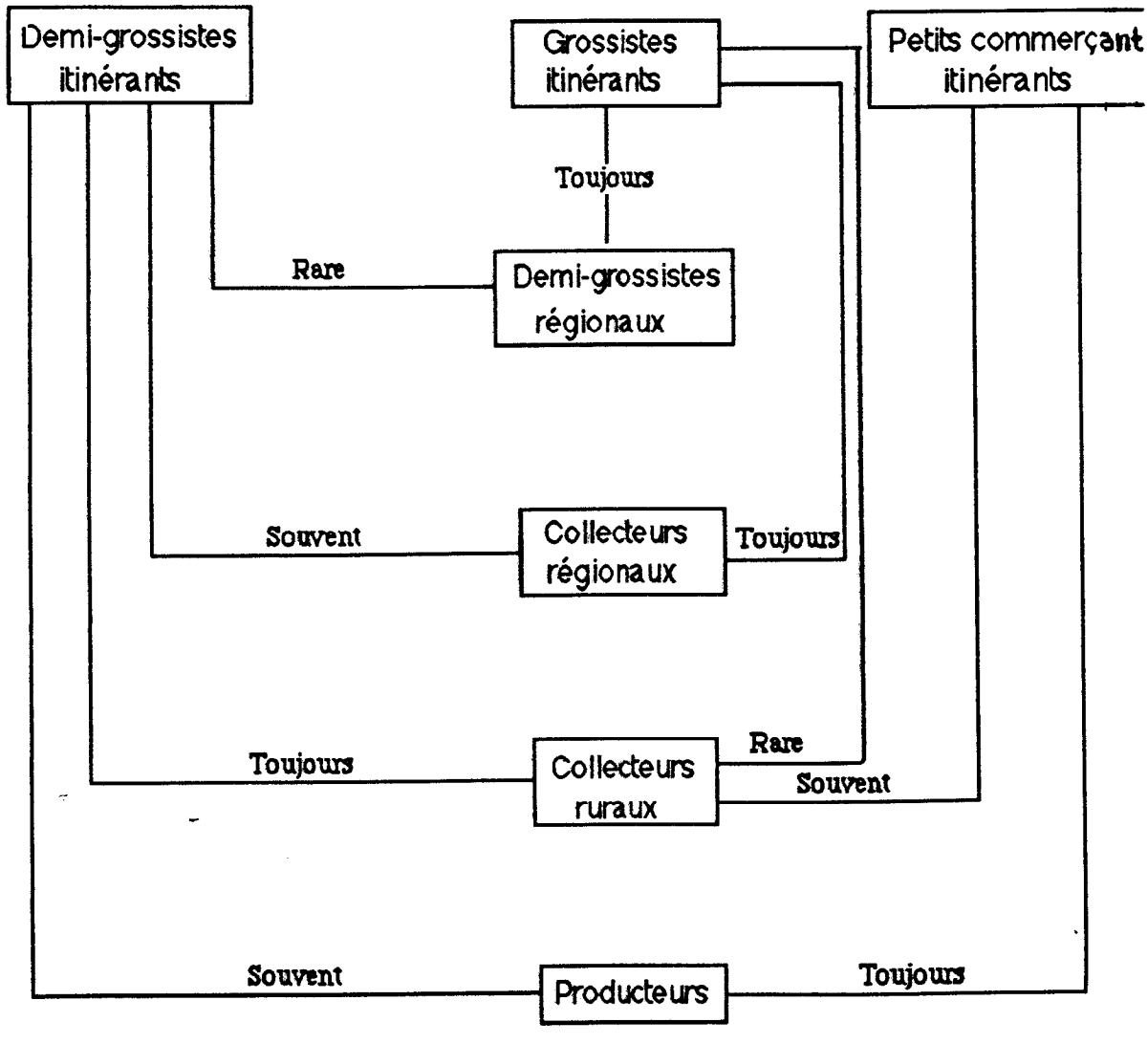
Quel que soit le mode de collecte adopté, les opérations de collecte se sont toujours reposées sur un réseau d'intermédiaires et d'acheteurs recrutés prioritairement dans l'ethnie du commerçant. Incontestablement les liens de parenté sont mis à contribution pour assurer la collecte. Cette préférence s'expliquerait par la question de la confiance, mais aussi parce que les populations autochtones de la Kossi (à l'exception des Marka) sont restées réfractaires à l'exercice du commerce. Aujourd'hui encore la tendance n'a véritablement pas changé. On compte certes quelques Bwa et Bobo dans les équipes de collecte montées par les négociants moose, mais ils ne restent qu'au stade d'acheteur local. Sur toute l'étendue du territoire provincial nous

---

[12] Les prix de cession sont fixés par les patrons au regard de la situation céréalière prévalant sur toute l'étendue du territoire national.

n'avons repéré aucun commerçant de céréales bwa ou bobo digne de cette appelation. A l'exception de la zone de Nouna où nous avons identifié quelques marchands de céréales autochtones avec une forte proportion de femmes marka, tout le circuit céréalier dans la kossi est entre les mains des Moose.

Schéma n°1: Collecte des céréales dans la Kossi par les commerçants du Yatênga



2. L'organisation de la distribution au Yatênga

L'acheminement des céréales de la Kossi vers le Yatênga se fait presque toujours les jours d'animation des marchés ou le lendemain, le jour de marché étant le couronnement de la semaine de collecte. Les transferts en dehors de ces jours sont exceptionnels. Hormis les grossistes, rares sont les commerçants qui sont en mesure de constituer un stock suffisant (7 à 10 tonnes) en moins d'une semaine. D'ailleurs l'offre paysanne se fait préférentiellement le jour du marché.

Le transfert se fait systématiquement en camion affrété par un ou plusieurs marchands. En cas de convoi mixte, les sacs sont marqués pour faciliter leur identification à l'arrivée. Les frais de transport des céréales rendues à Ouahigouya varient de 1 000 à 1 250 F CFA le sac suivant les marchés de la Kossi sans toutefois une corrélation stricte avec la distance (Cf. tableau n°38). Lorsqu'il s'agit d'une location de véhicule (de 7 à 30 tonnes), ils sont fixés entre 90 000 et 150 000 F. Viennent en sus de ces frais de transport, ceux de la manutention (100 F par sac, chargement et déchargement confondus).

Entre la zone de collecte et Ouahigouya, les véhicules franchissent cinq à sept postes de contrôle (police, gendarmerie, douane) où le transporteur, très rarement en règle vis-à-vis des textes régissant la circulation routière [13], pour éviter de longs délais d'attente, se résout à verser des pourboires aux agents, aidé parfois par les commerçants propriétaires du chargement. Sur l'ensemble du trajet 3 000 à 7 000 F sont souvent consacrés à ces taxes *informelles*.

---

[13] La pratique du transport mixte, les surcharges, l'inexistence de certains documents de véhicule, l'absence du certificat de visite technique du véhicule sont autant d'infractions courantes encourues par la plupart des transporteurs.

Le parcours entre la Kossi et le Yatênga, long d'environ 300 km, dure en moyenne treize heures. Les céréales arrivées à Ouahigouya sont stockées dans des entrepôts, soit dans la zone commerciale, soit au domicile du commerçant. Dès lors les opérations de distribution peuvent réellement commencer.

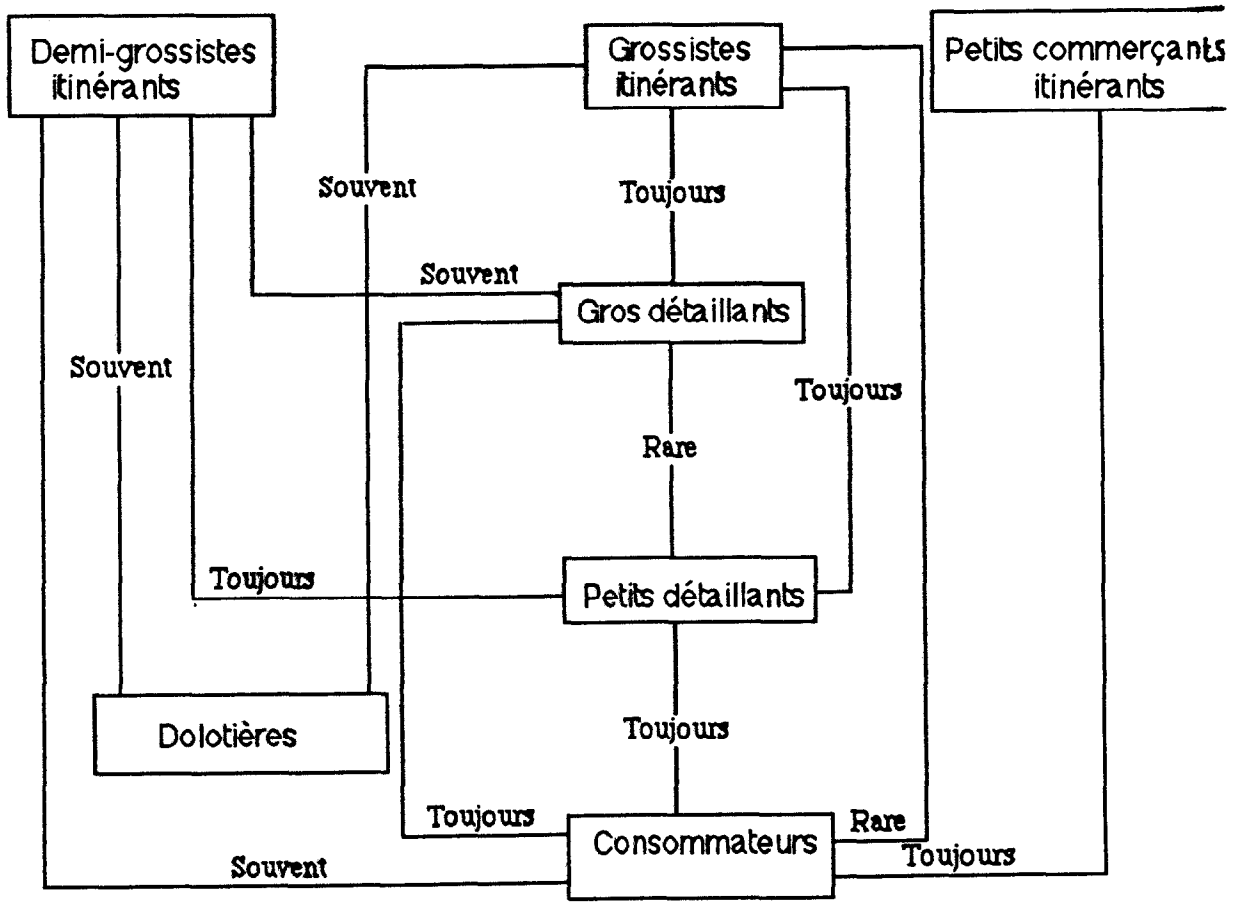
Pour les petits commerçants de Ouahigouya - dont la capacité de collecte dépasse rarement vingt sacs (deux tonnes) par voyage - la vente s'effectue généralement au détail sous des hangars loués à cet effet sur l'aire du marché. La vente au yoruba ou à la tine leur permet des bénéfices substantiels. En effet la vente au détail permet un doublement, voire un triplement suivant les cas, des bénéfices par rapport à la vente au sac.

Les demi-grossistes et les grossistes quant à eux vont s'appuyer en premier lieu sur leur réseau de détaillants sédentaires pour écouler une bonne partie de leur stock. La vente au détaillants se fait soit au comptant, soit à crédit remboursable juste après la fin de la revente. Mais en plus de ces dépendants résidant dans la ville de Ouahigouya, les grossistes et quelques demi-grossistes qui disposent par ailleurs de correspondants dans les centres semi-urbains ou gros villages dans l'arrière-pays immédiat ou lointain acheminent sur la demande de ceux-ci des sacs. Ces réseaux de correspondants habituels bénéficient de prix de cession plus avantageux par rapport aux prix accordés à des détaillants indépendants. D'où la nécessité de *posséder* un patron pour jouir du statut de dépendant privilégié afin de profiter des prix d'ami et de la primauté du ravitaillement . Dans la mentalité des commerçants, entretenir un large réseau de détaillants ou de revendeurs, c'est non seulement assurer un écoulement rapide des stocks transférés afin de réunir l'argent nécessaire pour la prochaine expédition mais aussi, c'est accroître son réseau social qui importe autant que l'assise économique; il

génère et consolide cette dernière. Dans bien des cas l'un ne va pas sans l'autre.

Le contrat entre grossistes et détaillants, pour informel et tacite qu'il soit, est fondamental pour l'approvisionnement en vivres de l'arrière-pays des centres urbains. Toutefois, la faiblesse du rayon d'action et de déplacement de ces détaillants appelés à sillonner les marchés ruraux environnants limite la distribution des céréales aux marchés des centres administratifs de la région. Les localités situées à plus de 50 km des lieux de résidence des détaillants se trouvent ainsi pénalisées, malgré une assez bonne couverture de l'espace régional par des marchés importants.

Schéma n°2: Distribution des céréales au Yatênga



3. Deux exemples de conduite d'opération de transfert

Prenons deux exemples pour illustrer le déroulement des opérations de transfert depuis le lieu de collecte jusque dans la zone de distribution.

Premier exemple

Z. OUEDRAOGO est un commerçant itinérant de Ouahigouya opérant dans la Kossi. Depuis vingt-cinq ans il assure le transfert de céréales de

Djibasso (nord- Kossi) vers Ouahigouya où il réside. De cinq à l'époque, ils sont aujourd'hui une quinzaine du Yatênga à opérer sur ce marché. Leur nombre gonfle davantage en année de déficit prononcé au Yatênga. Z. OUEDRAOGO ne possède pas de camion de gros tonnage. Aussi loue-t-il habituellement un véhicule de 10 tonnes ou de 30 tonnes (en fonction de l'ampleur des transactions du moment) auprès de S. OUEDRAOGO un gros "commerçant généraliste" de Ouahigouya. Les frais de location sont fixés à 90000 ou 150 000 F selon qu'il s'agit du camion de 10 tonnes ou de celui de 30 tonnes, auxquels il faut ajouter environ 75 000 F de frais de carburant. Pour rentabiliser l'opération, notamment lorsqu'il ne peut assurer seul le plein du camion, il traite avec des petits commerçants qui effectuent également le déplacement de Djibasso et qui lui versent 1 250 F/sac transporté.

Pour participer au marché du jeudi 7 février 1991, Z. OUEDRAOGO a dû quitter Ouahigouya la veille peu avant dix-neuf heures comme à l'accoutumée à bord d'un camion de 30 tonnes. Faisaient également partie du voyage dix marchands de la ville qui font bien souvent le trajet avec lui et deux de ses frères qui doivent l'aider dans la collecte des grains sur l'aire du marché. Après onze heures de route environ, ils arrivèrent à Djibasso au lever du jour, nettement avant l'heure d'animation du marché qui se situe autour de dix heures. Le marché bat réellement son plein entre douze et quinze heures. Toutefois dès huit -neuf heures les collecteurs sont déjà en place.

Z. OUEDRAOGO dispose sur place d'un entrepôt d'une capacité de 400 - 500 sacs au domicile de son logeur situé à la limite ouest du marché, juste en face de l'autogare. C'est là qu'il procède à l'achat des céréales apportées par les producteurs et les intermédiaires. Les aides familiaux venus de Ouahigouya viennent renforcer une petite équipe de collecte constituée depuis plusieurs années maintenant par notre commerçant. Cette équipe

composée de trois personnes (deux Moose dont l'un est son logeur et un Samo) est chargée de l'achat des céréales même en dehors des jours du marché. La semaine précédente les membres de l'équipe locale avaient reçu respectivement 300 000, 250 000 et 100 000 F pour rassembler les céréales.

Le respect des engagements nécessite de la part des intermédiaires le parcours des petits marchés limitrophes à la recherche du grain. Mais dans la réalité, le recours à la collecte dans les petits marchés de brousse répond à un objectif de maximisation du profit pour l'intermédiaire. En effet, les prix d'achat au producteur dans les campagnes sont inférieurs à ceux du marché régional. Pour preuve, début février, alors qu'à Djibasso le sac de mil coûtait entre 7 800 et 7 850 F [14] , dans l'arrière-pays il n'était plus que de 6 000 à 7 500 F selon les cas. Le prix de cession à OUEDRAOGO était de 8 000 F. Ainsi un sac de mil payé en brousse rapportait un bénéfice d'environ 500 à 1 500 F. Le transport du marché rural à Djibasso confié à des villageois se fait soit à vélo (150 à 200 F/sac), soit par charrette (250 à 500 F par charrettée; une charrette transporte en moyenne cinq sacs de 100 kg). Tous comptes faits la collecte dans la brousse s'avère plus rentable pour le correspondant.

Pour le marché du 7 février 1991 les trois intermédiaires avaient réuni au total 90 sacs de mil en l'espace d'une semaine. Z. OUEDRAOGO, aidé de ses frères et d'un *coxeur*(démarcheur) chargé de canaliser les producteurs vers lui, a acheté lui-même sur l'aire du marché auprès des paysans et des petits collecteurs indépendants de la ville 73 sacs dont 18 de sorgho et 55 de mil [15] . A l'issue du marché notre commerçant se retrouva avec au total 163

---

[14] Les prix étaient au-dessus des cours habituels à cette saison. La baisse de la production à l'issue de la campagne 1990-1991 a suscité une diminution de l'offre paysanne provoquant une sorte de raréfaction.

[15] Cette partie de la kossi étant surtout spécialisée dans la production du mil, l'essentiel de la collecte est par conséquent constitué de cette céréale.

sacs, produits d'une semaine de collecte. Contre toute attente la journée a été fructueuse pour lui. Tout comme elle a été également pour les dix marchands qui ont fait le trajet avec lui. Au cours des trois derniers marchés, OUEDRAOGO n'avait pu rassembler que 60 sacs en moyenne par voyage. Cette période de vaches maigres faisait suite à une autre beaucoup plus agitée (mois de décembre) où le marché était tellement inondé de céréales que les commerçants ne pouvaient tout acheter [16] . Et naturellement les prix étaient au plus bas niveau: 4 500 à 5 000 F le sac. C'est ce moment d'ailleurs que OUEDRAOGO a choisi pour démarrer les opérations de collecte de la nouvelle campagne [17]. Il en a profité au maximum pour constituer son stock. Son magasin, où sont empilés les sacs de mil, de sorgho et de maïs, était déjà au 3/4 rempli. Il ne procédera véritablement à l'évacuation de ce stock vers Ouahigouya que lorsque les prix y auront suffisamment grimpé ou quand le marché de Djibasso ne sera plus suffisamment approvisionné. Le renchérissement des prix au Yatênga est prévisible comme il le reconnaît lui-même étant donné que les récoltes y ont été catastrophiques. Déjà à Ouahigouya ils atteignent 10 500 à 11 000 F le sac. Cependant,compte tenu de l'impraticabilité de la route pendant l'hivernage, le transfert de son stock doit être achevé impérativement avant l'installation des pluies.

Maintenant le marché arrive à son terme, il faut organiser le retour de Ouahigouya. Vers seize heures, les dix commerçants qui ont réalisé leurs achats en d'autres endroits du marché - ils s'installent généralement sur les

---

[16] L'importance de l'offre céréalière sur le marché au mois de décembre est liée à la préparation de la fête de Noël d'une part et, de l'autre, aux exigences de remboursement des emprunts contractés pendant l'hivernage.

[17] Grâce au téléphone aujourd'hui Z. OUEDRAOGO est tenu informé de l'évolution du marché de Djibasso. Autrefois, il fallait surtout profiter du jour du marché pour véhiculer l'information.

voies d'accès au marché afin d'intercepter le maximum de producteurs possible - commencent à faire transporter leurs céréales vers le camion par les charrettiers qui perçoivent 50 F par sac déplacé. Ils devront payer à OUEDRAOGO 1 250 F/sac plus 3 000 par personne pour l'ensemble du voyage, soit le coût de transport d'un aller simple. Ils ont réuni au total 208 sacs. Chacun est tenu de marquer l'ensemble de ses sacs d'un signe particulier afin de faciliter l'identification à l'arrivée. En raison de l'importance de la collecte des autres commerçants, OUEDRAOGO décide de ne transférer que 100 sacs pour son propre compte. Les 63 sacs restants devront renflouer le stock déjà constitué. En cas de besoin, un voyage pourra être organisé en dehors du jour d'animation du marché pour le transfert sur le Yatênga.

Pendant la mise en camion des sacs effectuée par des manoeuvres qui reçoivent 50 F sur chaque sac, OUEDRAOGO s'entretient avec ses intermédiaires pour dégager la conduite à tenir la semaine suivante. De l'argent leur est remis de nouveau pour l'achat des céréales. En plus il rétribue le service de ses collaborateurs sur la base de 200 F/ sac collecté. Le logeur-intermédiaire reçoit en outre la somme de 5000F. Sa femme est gratifiée d'un paquet de sucre et de 500 F et de menues pièces sont offertes aux enfants.

Après la prière de fin d'après-midi, le camion quitte l'aire du marché à dix-huit heures et demie à destination de Ouahigouya. Mais en réalité le départ n'est effectif que vers dix-neuf heures après une demi-heure d'escale à la Gendarmerie où des commissions sont remises à notre commerçant pour la Compagnie de Gendarmerie de Dédougou et pour la famille d'un agent à Ouahigouya. L'arrivée a lieu le lendemain aux environs de neuf heures. Le parcours se fait sans trop de problèmes. Mais OUEDRAOGO dut verser 5 500 F de pourboire aux différents postes de contrôle, tous corps confondus, au

cours du trajet. Une fois à destination, il confie le camion à un de ses frères qui se charge de la livraison des sacs appartenant aux commerçants faisant partie du voyage, soit à domicile, soit sur l'aire du marché. Les sacs de OUEDRAOGO ne sont déchargés qu'en dernier lieu dans son magasin situé à proximité de la gare routière.

Dès l'après-midi, les détaillants composant le réseau de distribution de OUEDRAOGO commencent à défiler pour leur ravitaillement. Ceux qui avaient pris du mil à crédit se mettent en règle avant de s'approvisionner de nouveau. Deux jours après, il ne reste plus rien dans le magasin. Seulement trois sacs sont réservés pour des clients habituels. Tout le stock est écoulé. Il n'a même pas le temps de se livrer à la vente au détail lui-même. Il devra à nouveau préparer son prochain voyage prévu le 13 février.

Deuxième exemple

El Hadj BOGOYA est un grossiste itinérant résidant à Ouahigouya. A l'instar des commerçants de sa catégorie, les céréales ne constituent pas son seul domaine d'activité. Il travaille également dans le manufacturé, la cola et le transport. Il possède trois véhicules de transport de marchandises dont un de 7 tonnes et deux de 10 tonnes. Il opère dans le commerce de céréales depuis une quinzaine d'années. Le marché céréalier fréquenté dans la Kossi est Bèna où il est l'un des plus gros *céréaliers.* Annuellement, il y collecte 1 500 à 2 000 tonnes de vivres. Au moins un des véhicules de 10 tonnes s'y rend tous les dimanches, jour d'animation du marché.

Ce 18 août 1991, le camion d'El Hadj BOGOYA, convoyé par un de ses fils, arrive à Bèna tôt le matin vers six heures après dix-huit heures de route pour un trajet de 379 Km, habituellement parcouru en douze-treize

heures de temps [18]. Compte tenu de la rareté des grains sur le marché à cette période, le convoyeur a surtout pour mission de transporter le reste du stock constitué depuis la fin des récoltes et entreposé à proximité de l'aire du marché. El Hadj dispose de deux magasins à Bèna. Selon notre informateur [19], le négociant, grâce à des dépôts d'argent auprès d'intermédiaires (petits collecteurs ruraux et de simples cultivateurs) tous originaires du Yatênga, a rassemblé avant la fin janvier près de 450 tonnes au moment où les prix du marché étaient encore relativement bas: 4 500 à 7 000 F le sac de 100 kg. Il semble même qu'une partie du stock ait été achetée à 3 000 - 3 500 F le sac, juste après les récoltes auprès de paysans des villages environnants. En revanche à la mi-août le sac se vend à 9 500 F. Il est même monté à 10 500 - 11 000 F en juillet. Ce renchérissement spectaculaire et quasi inhabituel des prix sur le marché de Bèna s'explique à la fois par une légère baisse de la production locale, une très forte augmentation de la demande en raison de l'important déficit du Yatênga et une phase d'incertitude sur l'issue de la campagne agricole en cours. L'insuffisance et l'irrégularité des pluies au mois de juillet 1991 dissuadent les paysans d'effectuer des ponctions sur leurs réserves (pour ceux qui en possèdent encore). Si bien qu'en août malgré une timide reprise de l'offre paysanne due à une amélioration de la pluviosité - ce qui a du reste infléchi les prix - les commerçants sont encore quasiment

---

18 L'impraticabilité du tronçon Ouahigouya - Tougan allonge le trajet d'environ 80 km. El Hadj-BOGOYA lui-même s'est rendu à Ouagadougou dans le but de rechercher un marché. La saison ayant été très mauvaise, la pénurie céréalière au Yatênga est une des plus importantes ces quatre dernières années. Cela donna une impulsion au transfert des vivres.

19 Notre informateur, gendarme en retraite résidant à Bèna, est lui aussi originaire de Ouahigouya (Yatênga). Il collabore avec la plupart des commerçants de Ouahigouya opérant dans la région. Son statut nous a permis de disposer d'informations précieuses qui nous ont été dissimulées par les principaux intéressés eux-mêmes (négociants).

absents du marché; beaucoup s'étant retirés pendant la période de raréfaction et de hausse. Ceux qui ont fait le déplacement ce jour-là doivent en fait se contenter de transférer leur stock de saison sèche.

Toutefois le fils d'El Hadj BOGOYA, pour compléter son chargement , achète 27 sacs qui lui sont cédés par trois marchands de la place travaillant pour leur propre compte. Sur cette transaction ces derniers réalisent un gain de 500 F par sac.

Au total 94 sacs (soit 9,4 tonnes environ) sont ramenés le lendemain matin à Ouahigouya. Ils sont distribués aux revendeurs du marché central en raison de 11 500 F le sac. Le prix au consommateur s'établit à 12 500 - 13 000 F le sac dans la ville. Dans certaines localités de la province il atteint 14 000 F. L'OF.NA.CER. , en rupture de stock, ne peut infléchir cette évolution des cours. Les commerçants sont les seuls maîtres sur toute l'étendue du Yatênga. Ils ravitaillent également la province du SOUM (Djibo) et même le Mali. Notre informateur, qui collabore avec El Hadj depuis plusieurs années, nous a révélé l'exportation frauduleuse [20] de près de 100 tonnes par ce dernier à destination du Mali où les céréales sont encore plus chères: 16 000 à 17 500 F le sac, prix de cession aux commerçants maliens par leurs homologues du Burkina, et près de 20 000 F prix au consommateur.

Il est remarquable de constater que le transfert céréalier animé par les négociants moose n'est que la continuité du commerce caravanier précolonial. Les centres d'intérêt ont certes aujourd'hui changé, mais le mécanisme d'ensemble reste le même. Le négociant demeure maître du négoce aux deux extrémités. De la collecte dans la Kossi à la distribution au

---

[20] La sortie des céréales hors du territoire national tout comme d'ailleurs leur entrée sans autorisation spéciale sont prohibées.

Yatênga en passant par le camionnage, tout le circuit est dominé par l'élément moaga. Cette maîtrise s'étend au-delà du circuit commercial pour atteindre la production sur laquelle la mainmise des migrants moose dans l'aire d'approvisionnement est aussi une évidence. Nous en avons déjà parlé dans la deuxième partie.

Le centrage de la collecte des céréales sur la Kossi a incontestablement été favorisé par la présence des migrants moose originaires du Yatênga. Ils constituent un relais important et actif sur lequel s'appuient les négociants pour assurer l'achat des grains. Le transfert à partir de la Kossi est un exemple type d'échange inter-régional intégré où le secteur privé, prenant appui sur la parenté et les relations sociales, fait preuve d'un dynamisme commercial exemplaire. De la continuité de ce trafic dépend le maintien d'un débouché sûr pour les agriculteurs de la Kossi et la sécurité alimentaire pour les gens du Yatênga. Mais quel est le poids réel de ces flux dans l'approvisionnement du Yatênga?

D. Les flux céréaliers marchands

L'appréciation des quantités de céréales locales faisant l'objet de transactions commerciales entre régions est très délicate au Burkina, à l'instar d'ailleurs des autres pays de la sous-région. La faible fiabilité des données relatives à la production, aux stocks paysans, à la consommation et aux flux commerciaux ou non à courte distance (à l'échelle locale) n'autorise guère des estimations sur la simple base des écarts entre le disponible et les besoins de consommation. De plus l'adaptabilité ou plutôt les ajustements auxquels le monde paysan a recours pour limiter au maximum sa

dépendance vis-à-vis du marché, soit par insolvabilité chronique, soit par fait de société, empêche de penser une relation d'égalité entre le volume des déficits et celui des vivres achetés sur le marché. Au regard de tous ces écueils, d'autres méthodes d'approche quantitative des transferts inter-régionaux, beaucoup plus directes celles-là, s'imposent. Mais là aussi les difficultés abondent.

En raison du jeu de camouflage systématique pratiqué par la quasi-totalité des commerçants privés, la détermination des flux céréaliers ne peut être faite que par l'utilisation de plusieurs méthodes d'enquête et de divers informateurs afin de procéder à des recoupements. Ce sont à la fois les entretiens auprès des commerçants et d'autres personnes-ressources peu ou prou impliquées dans ce trafic (chauffeurs, apprentis, convoyeurs, intermédiaires, logeurs, etc.), le dépouillement de registres de contrôle routier de la Gendarmerie et de la Police et les enquêtes de marchés qui nous ont permis de dresser des estimations aussi sujettes à caution certes - parce que l'on ne peut prétendre, dans ce domaine précis, saisir exactement ce que les opérateurs privés s'efforcent de dissimuler - mais tout de même relativement plus fiables que dans le cas de l'utilisation de méthodes directes. Les contournements des postes de contrôle, les déclarations des intéressés, les données des marchés qui n'ont pu être suivis dans leur globalité durant toute l'année font peser des incertitudes sur l'évaluation en dépit des précautions prises. Dans l'état actuel des choses, aucune des méthodes de quantification des flux commerciaux (enquêtes de marché, enregistrement aux postes de contrôle, entretiens avec les personnes ressources)n'est suffisante à elle seule pour appréhender la question. Le recoupement de données issues des différentes sources d'informations s'avère nécessaire pour parvenir à une évaluation relativement plus rigoureuse du volume des transferts de céréales

entre régions. Pour notre part l'objectif de nos enquêtes n'était pas tant de déterminer avec précision ces flux, que de donner une idée de l'ampleur des transactions en direction du Yatênga à partir de la Kossi. Les volumes indiqués dans cette thèse doivent donc être considérés comme des valeurs approchées.

1. La prééminence du Yatênga dans les transferts à partir de la Kossi

Avant de donner une estimation quantitative globale des flux à destination du Yatênga, nous allons essayer d'évaluer tout d'abord l'importance de la production céréalière commercialisée sur l'ensemble de la province de la Kossi. Cette appréciation peut se faire à partir d'un taux de commercialisation moyen de 13,89 % calculé sur la base des taux de vente de la production pratiqués par les migrants moose de Bonza (10,04 %) et les autochtones bwa de Kouakoua (17,74 %). Précisons que les taux respectifs des allochtones et des autochtones sont des moyennes établies sur deux campagnes consécutives, mais contrastées: 1990-1991 (campagne relativement mauvaise) et 1991-1992 (bonnes récoltes). En faisant du taux de 13,89 % un taux provincial, la Kossi aurait mis sur le marché au cours de la campagne 1991-1992, environ 16 200 tonnes de céréales locales (mil, sorgho, maïs).

Or sur la base de la fréquentation par les camions des principaux marchés d'expédition de céréales hors de la province (Bèna, Kouka, Solenzo, Djibasso, Nouna, Sanaba) , on peut estimer en 1992 à 5 250 tonnes environ le volume de grains sorti. Il ne s'agit en réalité que d'une quantité minimale puisque nous n'avons pris en compte que les expéditions effectuées les jours d'animation des marchés. Ainsi donc, au total un tiers (32,24 %) des céréales

vendues dans la Kossi a concerné les flux longs contrôlés par les négociants du Yatênga (Ouahigouya), du Houet (Bobo Dioulasso) et accessoirement ceux du Mouhoun (Dédougou), Sourou (Tougan), Bam (Kongoussi), Passoré (Yako), Kadiogo (Ouagadougou) et Bulkiemdé (Koudougou). Soulignons que la méthode de quantification par extrapolation à partir de la fréquence des camions sur les marchés est assez fiable. En effet à Djibasso où nous avons bénéficié de circonstances favorables pour confronter simultanément trois méthodes d'estimation des flux [21] , les résultats obtenus sont quasiment semblables. Pour la campagne 1990-1991, les volumes expédiés vers le Yatênga selon les différentes sources sont les suivantes:

- Gendarmerie: 576,5 tonnes
-Déclaration du commerçant: 520 tonnes
- Fréquentation des camions: 576 tonnes

L'infériorité du volume déclaré par le commerçant peut être mise sur le compte d'un oubli (involontaire) ou d'une dissimulation. Si tel est le cas, cela confirme une fois de plus la tendance des opérateurs économiques, même ceux qui veulent jouer franc jeu, à sous-estimer l'importance réelle de leurs transactions. Par exemple pour les autres marchés (Bèna, Solenzo et Kouka surtout), les informations fournies par les négociants, dont le nombre est plus important, sont loin de refléter la réalité. Les chiffres proposés sont de 40 à 75% inférieurs aux volumes révélés par notre informateur. Dans ces conditions, nous n'avons considéré que les renseignements livrés par

---

[21] Les méthodes utilisées sont:

- le dépouillement des registres de Gendarmerie de Djibasso, dont le poste, particulièrement bien situé pour parer à toute fraude, procède à des pointages systématiques du volume des céréales qui sortent.
- la fréquentation hebdomadaire du marché par les camions du Burkina.
- les entretiens avec le principal commerçant du Yatênga qui opère sur le marché depuis une vingtaine d'années.

l'informateur [22] en contact permanent avec la plupart des négociants de Ouahigouya et les enregistrements policiers effectués à l'entrée des villes de Bobo Dioulasso et de Dédougou sur notre demande.

De ces dernières méthodes de collecte de données, il ressort que les deux principales destinations des céréales de la kossi sont dans l'ordre décroissant en 1992 Ouahigouya avec 2 392 tonnes (soit 46 % des expéditions) [23] et Bobo 2 284 tonnes (soit 44 %) sur un volume global de 5 228 tonnes. Ces deux villes assurent à elles seules 90 % des céréales destinées à l'exportation.

La prééminence du Yatênga dans la collecte des céréales dans la Kossi est assez récente. Elle remonte sans doute à la fin des années 1970 et au début des années 1980, avec l'exaspération de la crise céréalière et la présence des gens du Yatênga dans la Kossi parallèlement à la décadence agricole des marges immédiates du Moogo (Sourou surtout), anciennes zones pourvoyeuses de vivres pour les négociants de Ouahigouya.

---

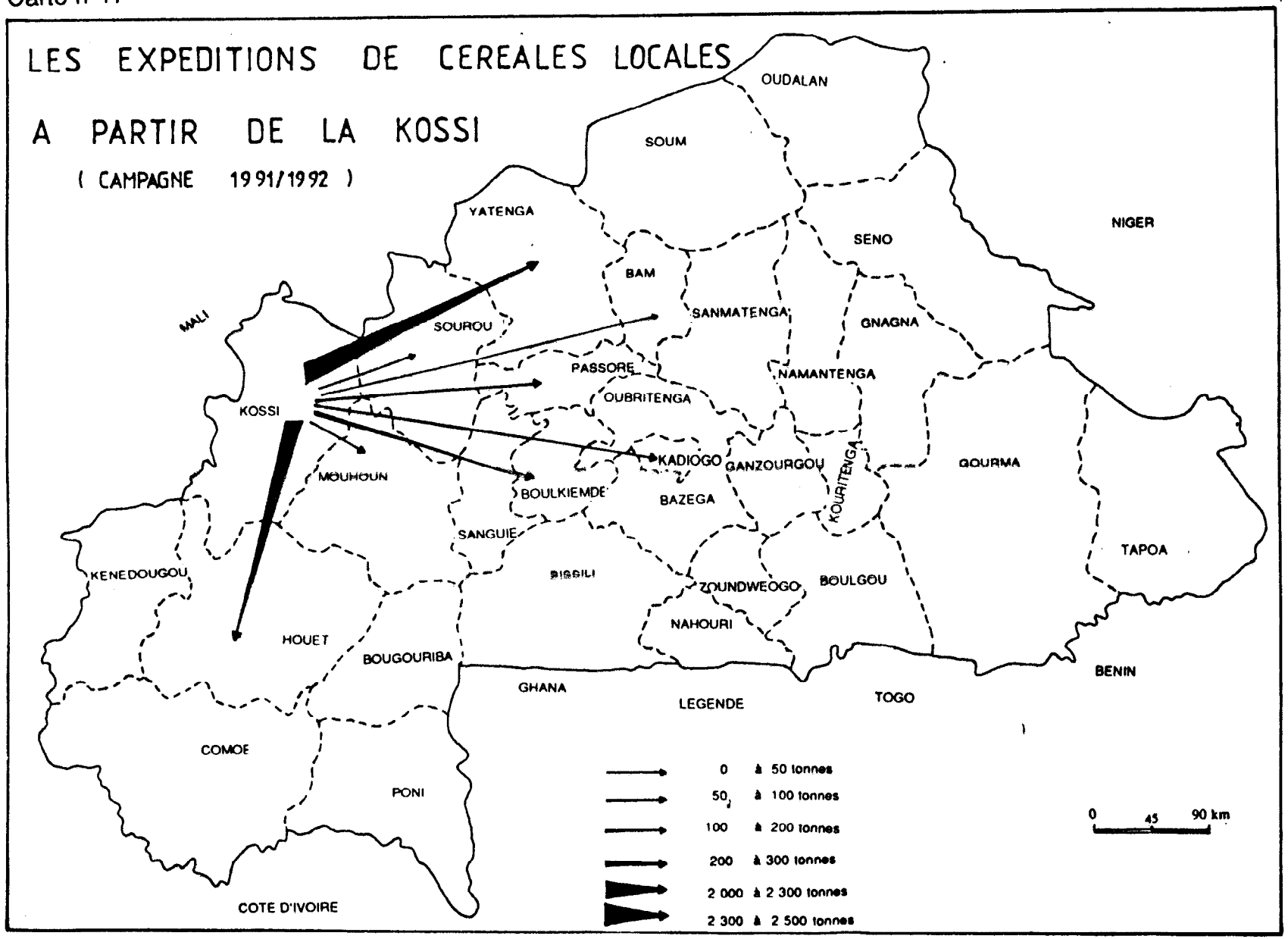
[22] Les données fournies par l'informateur sont à peu de chose près semblables aux calculs réalisés par nous sur la base de la fréquence des véhicules sur les marchés.

[23] Une étude intitulée "Les échanges entre pays sahéliens : le marché burkinabè" (1990,16p) exécutée par SOME pour le compte du C.I.L.S.S. - Club du Sahel - Coopération française, estimait, sur la base de réponses fournies par les six principaux "céréaliers" de Ouahigouya, à 2 127 tonnes le tonnage du mil /sorgho /maïs collecté en 1990. Etant donné que l'essentiel de l'approvisionnement du Yatênga est assuré par la Kossi, on peut donc supposer que notre estimation est assez fiable.

Tableau n° 40 : Principaux flux céréaliers à partir de la Kossi en 1991-1992

Destination	Tonnage	% du total
Ouahigouya	2391,5	45,75
Bobo Dioulasso	2284	43,69
Koudougou	232	4,44
Ouagadougou	183	3,5
Yako	61	1,17
Kongoussi	37	0,71
Tougan	24	0,46
Dédougou	15	0,28
Total	5227,5	100

Carte n°17



I. DRABO

Toutefois le déclassement de Bobo et surtout de Ouagadougou, principaux clients de la Kossi au début des années 1970 [24] , n'est pas la conséquence du seul dynamisme des commerçants yatengais; il est aussi lié à d'autres circonstances. L'effet combiné de la distance et de la défectuosité de la route, en particulier autour des années 1985, a dissuadé les céréaliers de Ouagadougou d'entreprendre le voyage jusqu'à la kossi. Ils sont désormais plutôt tournés vers Tenkodogo, Pô, Léo, Manga, Houndé et Boromo géographiquement plus proches et, surtout, d'accès plus aisé puisque situés, pour la plupart, sur ou à proximité des routes bitumées. Les transferts à partir de la Kossi sont aujourd'hui rares. Les commerçants de la capitale économique se contentent quant à eux de l'arrière-pays immédiat de Bobo en priorité. La présence massive de colons agricoles (dominés là aussi par les Moose) ces dernières années a provoqué une progression spectaculaire de la production céréalière dans cette région propice à l'agriculture, à l'instar de la partie méridionale de la kossi. Du coup les négociants en céréales de Bobo ne se rendent sur les marchés de Kouka, de Bèna et de Djibasso dans la Kossi que lorsque les prix y sont plus bas. Le maïs est la céréale la plus recherchée par eux. En 1991-1992, il a représenté 55 % des céréales collectées par les négociants de Bobo. En situation normale, leur zone de prédilection - à l'exception toutefois de quelques deux ou trois nostalgiques - reste les marchés de la sphère d'influence de Bobo à savoir les marchés du Houet, du Kénédougou et de la Comoé dans un rayon de 100 à 200 km. Même en ne considérant que le seul axe desservant la ville de Bobo par le nord (la Nationale n°9) servant à l'acheminement des céréales du secteur nord du Houet, du Kénédougou et de la Kossi, la part de céréales en provenance de cette dernière n'est que de 35 % en 1992 (2 284 tonnes pour

---

[24] OUEDRAOGO, op. cit.

un total de 6 381 tonnes). Les données policières sur les cinq autres axes de desserte de la ville, peu crédibles, ne nous permettent pas de proposer le volume global des approvisionnements de Bobo par le commerce privé.

Le retrait des uns et la diversification des zones de collecte des autres ont ainsi consacré les céréaliers du Yatênga comme maîtres de la collecte céréalière dans la Kossi. Après avoir démontré la prédominance des commerçants de Ouahigouya dans les transferts vivriers à partir de la Kossi, nous allons, dans le prochain point , déterminer la place de cette province dans l'approvisionnement du Yatênga en suivant l'évolution des volumes globaux drainés vers cette région.

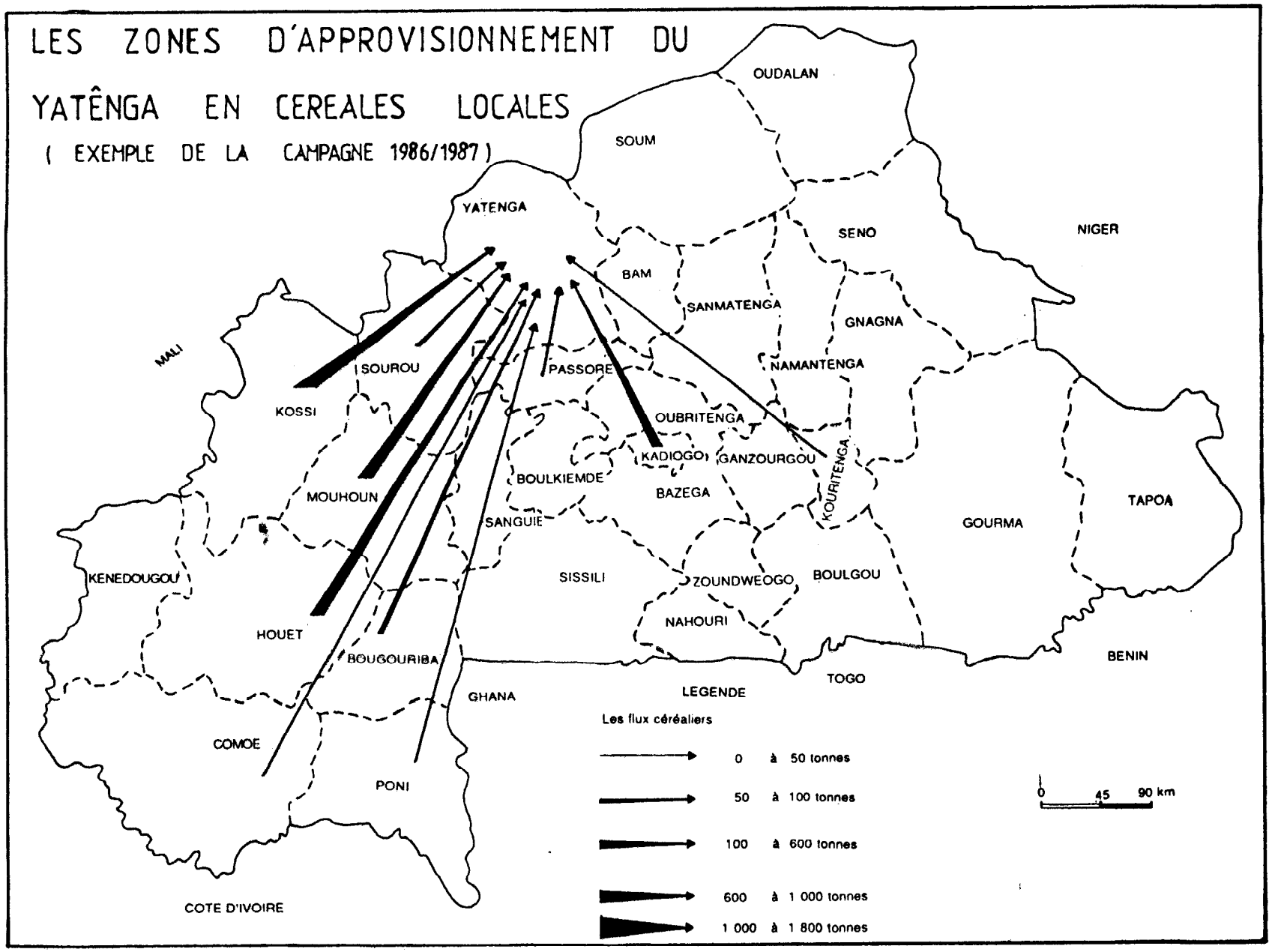
2. L'évolution des importations de céréales locales au Yatênga

L'évolution des importations des céréales par les opérateurs privés du Yatênga à partir des autres régions du Burkina des campagnes 1984-1985 à 1989-1990 permet de découvrir le champ couvert par ceux-ci et de déceler leur stratégie d'approvisionnement de même que l'importance relative des zones sollicitées dans l'accomplissement de la sécurité alimentaire. Il importe de préciser que les volumes indiqués sont ceux enregistrés à Ouahigouya (Gendarmerie). Même s'ils résument bien l'ensemble de la situation de la province - la redistribution des céréales se faisait essentiellement à partir de la capitale régionale - il n'en demeure pas moins que d'autres flux possibles existent, ayant pour points de pénétration Gourcy, Kalsaka et Séguénéga. Néanmoins, ces flux étaient et sont toujours d'ailleurs vraisemblablement infimes par rapport à ceux de Ouahigouya.

Carte n°18

LES ZONES D'APPROVISIONNEMENT DU YATÊNGA EN CEREALES LOCALES

(EXEMPLE DE LA CAMPAGNE 1986/1987)



I DRABO

Au cours des six campagnes considérées, au total douze provinces auront participé au ravitaillement du Yatênga. Il s'agit du Bam, de la Bougouriba, du Bulkiemdé, de la Comoé, du Houet, du Kadiogo, du Kuritenga, de la Kossi, du Mouhoun, du Passoré, du Poni et du Sourou. Cette diversification des zones de collecte pour le Yatênga confirme une fois de plus la précarité alimentaire dans la région.

L'examen des tonnages transférés de chaque province laisse entrevoir trois groupes de régions:

- *Le premier* est composé des provinces du Sourou, du Passoré et du Bam. Situées aux portes du Yatênga, elles constituent les toutes premières zones de collecte dans l'année pour les commerçants yatengais. Elles sont en réalité parcourues surtout par les vieux céréaliers. Anciennement zones de collecte privilégiées pour le Yatênga, elles représentent sur la période considérée à peine 3,5 % des quantités de céréales reçues à Ouahigouya.

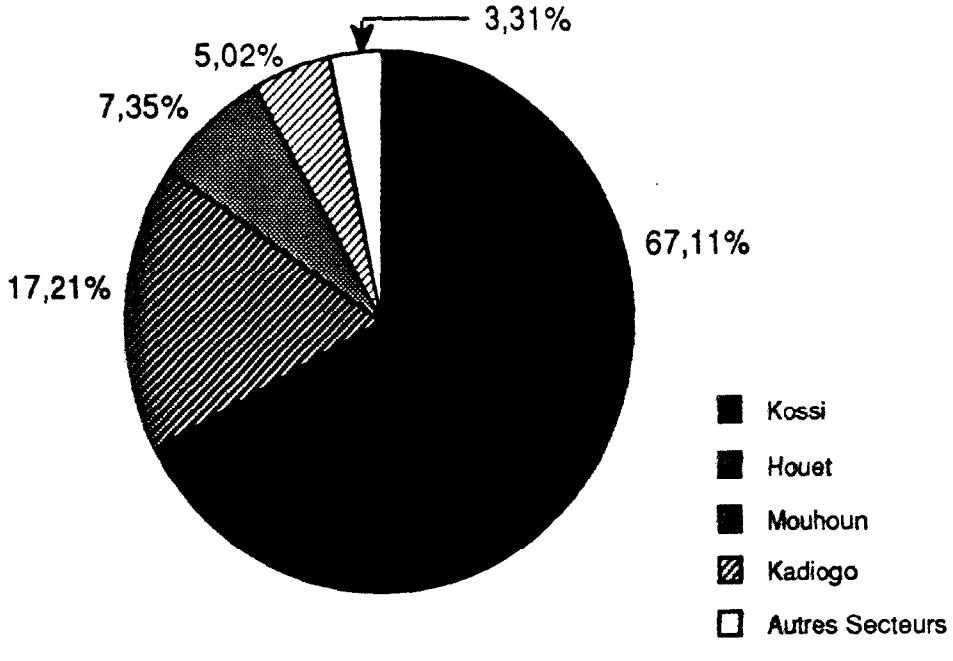
- *Le deuxième groupe* de régions identifié comprend le Kadiogo, le Bulkiemdé, le Kuritenga, le Poni, la Bougouriba et la Comoé. A l'exception du Kadiogo dont les transferts sont exclusivement des réexpéditions à partir de Ouagadougou, la capitale, toutes les autres régions interviennent très peu dans l'approvisionnement du Yatênga (1 % des transferts). Les raisons de préférence et d'ignorance du terrain (Bulkiemdé et Kuritenga) et de distance (Poni, Bougouriba et Comoé) dissuadent les négociants yatengais de s'y rendre. Ils ne s'y aventurent que lorsque la production dans les zones de collecte habituelles de l'ouest ne peut couvrir les besoins. Faisons remarquer que le poids relatif de Ouagadougou (26 % du volume des transferts de Ouahigouya) se justifie surtout par la présence dans cette ville de gros céréaliers originaires du Yatênga impliqués dans les opérations d'importations internationales de céréales.

- Enfin *le troisième groupe* est constitué par le Mouhoun, la Kossi et le Houet. Zone de collecte par excellence du Yatênga, il fournit les 3/4 des importations de Ouahigouya. Depuis la modification de la géographie d'approvisionnement du Yatênga au profit de ce groupe, intervenue à partir de la crise vivrière de 1969/1973, il est maintenant régulièrement sollicité pour la collecte. Il est un "vivier " pour les gens du Yatênga, notamment la province de la Kossi dont le poids dans les expéditions à destination du Yatênga est des plus importants (environ 42 %). La collecte dans la Kossi est primordiale pour les négociants de Ouahigouya. Elle donne la température de la campagne agricole dans leur région. Son ampleur est un précieux indicateur du niveau de déficit vivrier sur le plateau yatengais. Les autres régions ne sont en réalité parcourues que lorsque la production dans la kossi est faible, insuffisante comme ce fut le cas en 1984-1985 [25] . Et naturellement les transferts à partir de la Kossi sont dérisoires en cas de récoltes satisfaisantes au Yatênga; tel fut le cas au cours de la campagne 1988-1989 pendant laquelle le déficit enregistré ne représentait que 2,6 % des besoins de consommation, c'est-à-dire le plus faible taux sur la décennie 1980/1981 à 1990/1991.

---

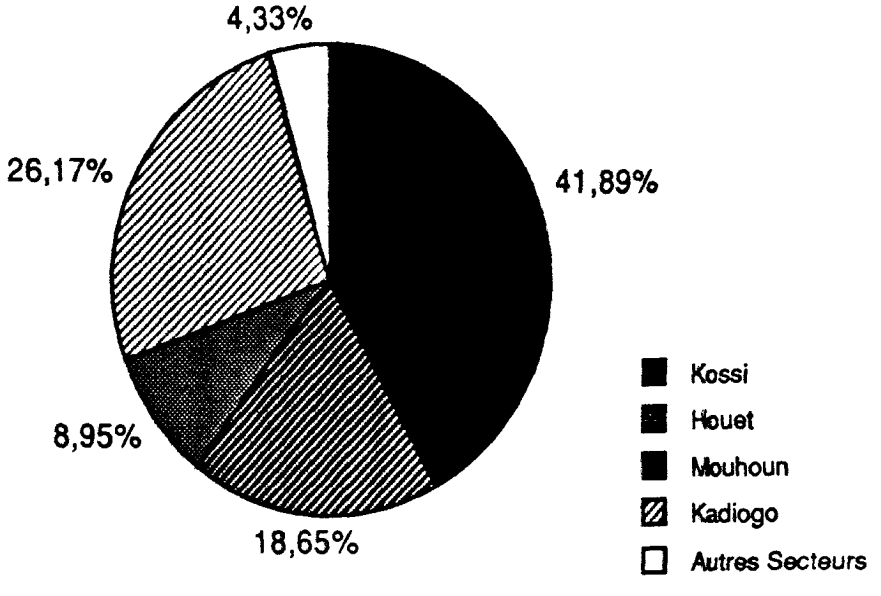
[25] Les faibles excédents en 1983-1984 (4 925 tonnes) et 1984-1985 (7 650 tonnes) n'ont pas permis une alimentation abondante des marchés dans la Kossi.

Figure 4: Importance relative des autres régions dans l'approvisionnement du Yatênga en 1989-1990



Contrairement aux autres régions où la collecte réalisée par les commerçants du Yatênga se borne presqu'à la capitale régionale, centre de regroupement national (donc centre d'expédition des céréales de l'arrière-pays), celle orchestrée dans la Kossi est un véritable ratissage des zones de production. Dans le premier cas les *céréaliers* du Yatênga ne maîtrisent pas les opérations encore moins la région; ils collaborent avec leurs homologues y résidant. En revanche dans le second où ils bénéficient de la complicité d'un puissant réseau de collecteurs (établi par eux) constitué de colons moose originaires de leur région, ils contrôlent parfaitement la situation. La Kossi est leur second Yatênga. Mieux elle a même tendance à devenir le côté jardin de certains négociants de Ouahigouya qui s'approvisionnent uniquement dans cette région quelle que soit l'issue de la campagne agricole dans leur province de résidence.

Figure 5: Le poids de la Kossi dans l'approvisionnement du Yatênga (période 1984-1990)



Malgré les insuffisances du tableau n°40, les transferts enregistrés au Yatênga connaissent d'importantes variations selon les années. Le volume des importations est d'autant plus important que la production y est faible. Que se passe-t-il lorsque les récoltes sont très bonnes? N'y aurait-il pas de transfert? Si. En dépit des excédents enregistrés en 1991-1992 (près de 2 5000 tonnes) les transferts se sont poursuivis, notamment en provenance de la Kossi (2 400 tonnes environ). Les bonnes années - cela ne veut pas dire bonnes récoltes pour tous les secteurs du Yatênga, encore moins pour toutes les exploitations paysannes - les volumes sont réduits certes, mais ils ne sont jamais nuls. Ainsi le recours à la Kossi semble se faire indépendamment de l'état global de la campagne agricole. Autrement dit, et c'est là la particularité des transferts yatengais à partir de la kossi, le drainage des céréales de cette région est devenu structurel pour le Yatênga au cours des deux dernières décennies. A moins que ces vivres ne soient destinés à d'autres régions, ce qui n'est pas à exclure du reste. En 1992 par exemple on signalait le ravitaillement de Djibo en vivres par les *céréaliers* de Ouahigouya. En 1991 déjà, plus de 260 tonnes de céréales collectées dans la Kossi par les soins de

deux commerçants de Ouahigouya avaient été acheminées à la frontière et livrées à des négociants maliens en raison des prix plus intéressants qui se pratiquaient sur leur territoire (160 à 175 F contre 115 à 130 F / kg au Burkina Faso).

Tableau n° 41 : Part des autres régions dans l'approvisionnement de Ouahigouya grâce aux opérateurs privés

Provinces expédi-trices	1984-1985		1985-1986		1986-1987		1987-1988		1988-1989		1989-1990	
	Tonnage	%	Tonnage	%	Tonnage	%	Tonnage	%	Tonnage	%	Tonnage	%
Kossi	623	9,12	867	49,9	1784	42,3	723	40,1	154	42,8	4811	67,1
Houet	2029	29,7	309	17,8	676	16	281	15,6	56	15,6	1234	17,2
Mouhoun	31	0,45	268	15,4	921	21,9	156	8,65	0	0	527	7,35
Kadiogo	4048	59,3	218	12,6	569	13,5	606,5	33,6	119	33,1	360	5,02
Bulkiemdé	45	0,66	35	2,01	0	0	7	0,39	0	0	0	0
Kuritenga	0	0	0	0	30	0,71	0	0	0	0	0	0
Poni	0	0	0	0	30	0,71	0	0	0	0	0	0
Bougouriba	52	0,76	0	0	70	1,66	0	0	0	0	0	0
Comoé	0	0	0	0	30	0,71	0	0	0	0	0	0
Sourou	0	0	33	1,9	99	2,35	30	1,66	12	3,33	121	1,69
Passoré	0	0	7	0,4	6	0,14	0	0	19	5,28	116	1,62
Total	6828	100	1737	100	4215	100	1804	100	360	100	7169	100

source: établi à partir du dépouillement des registres de la circulation routière de Gendarmerie de Ouahigouya.

(1) Les céréales transférées du Houet et du Kadiogo en 1984-1985 sont en grande partie du maïs ghanéen réexpédié par Bobo Dioulasso (1 439 tonnes) et Ouagadougou (3 198 tonnes). Des importations diligentées du Ghana et de la Côte d'Ivoire par les négociants de Ouahigouya avaient été opérées et concernaient 189 tonnes de maïs.

(2) Pas de données en novembre 1987 et d'août à octobre 1988.

(3) Les données de la campagne 1988-1989 ne couvrent que cinq mois: janvier et juillet à octobre 1989.

L'orientation actuelle des importations céréalières du Yatênga par le privé au profit de la Kossi (au détriment de régions contiguës comme le Sourou...devenues déficitaires) est étroitement liée à la présence massive et relativement ancienne d'émigrants moose originaires du Yatênga. L'appui de cette colonie dans les opérations de collecte a permis aux négociants du Yatênga d'y supplanter leurs homologues de Bobo et de Ouagadougou qui étaient jadis les maîtres dans la zone.

La pérennisation des crises céréalières dans le Yatênga à partir de la grande sécheresse du début des années 1970 a rendu les transferts en provenance de la Kossi systématiques pour la région. Les importations augmentent lorsque le déficit se creuse; elles se réduisent lorsque la récolte est bonne; mais elles ne s'arrêtent pas. La sécurité alimentaire au Yatênga dépend désormais de ces flux. Le commerçant en est le principal artisan. De son dynamisme dépend le degré de satisfaction des besoins de consommation vivrière de la population locale.

CHAPITRE VII . LE DYNAMISME DU RESEAU MARCHAND PRIVE

L'insertion des céréales dans les transactions commerciales malgré les risques encourus en raison de l'erratisme des productions a demandé de la part des négociants des aptitudes particulières. Le poids de ces derniers dans les transferts inter-régionaux et dans l'approvisionnement en produits vivriers du Yatênga s'explique par le dynamisme qui les caractérise. C'est cela que nous essaierons d'appréhender dans ce chapitre en répondant aux interrogations suivantes:

- quelle est la capacité de maîtrise des circuits de collecte et de distribution des produits par le secteur privé,notamment par rapport à celle des autres secteurs?
- quel est le degré d'adaptabilité des céréaliers pour une activité aussi aléatoire que le commerce des céréales locales, et ce, dans un contexte de plus ou moins grande insolvabilité des populations?
- enfin comment les opérateurs financent-ils leurs transactions?

A. L'inefficacité des structures d'intervention officielles et communautaires.

Comme nous le signalions au début de cette troisième partie, l'approvisionnement en céréales du Yatênga n'est pas un domaine réservé aux seuls commerçants privés. L'OF.NA.CER., l'organisme étatique de commercialisation des céréales, les O.N.G. et les communautés villageoises (Banques de céréales) interviennent aussi, mais à des degrés divers, dans la

distribution des grains au niveau de la province. Mais dans l'ensemble ces structures fonctionnent mal. La défaillance et les résultats ternes de ces trois intervenants tant du point de vue des volumes brassés, de la couverture spatiale, de la régularité des approvisionnements, etc. laissent le champ ouvert aux négociants privés.

1. L'OF.NA.CER. : des objectifs jamais atteints

Comme la plupart des pays sahéliens connaissant des difficultés alimentaires, l'Etat burkinabè (voltaïque à l'époque), à partir de 1971, a cherché à contrôler la commercialisation des céréales considérées comme denrées stratégiques et très sensibles. Alors fut créé l'OF.NA.CER. (Office National des Céréales) avec pour mission d'assurer efficacement l'approvisionnement des villes et des zones rurales déficitaires, de protéger les consommateurs mais aussi les producteurs contre d'éventuels abus des opérateurs privés, de stabiliser les prix en jouant sur la régulation des volumes commercialisés grâce aux stocks d'intervention et de sécurité [26].

Pour faire aboutir ces objectifs, l'Etat, à partir de 1974, accorda le monopole de la collecte céréalière auprès des paysans aux O.R.D. (Organismes Régionaux de Développement) puis celui de la vente aux consommateurs à l'OF.NA.CER.. Puis plus tard, en 1978, ce dernier organisme sera investi à la fois du monopole de la distribution et de la collecte

---

26 Pour plus d'informations le lecteur peut se reporter aux travaux suivants (liste non exhaustive) :

- LECAILLON, MORRISSON et al. , 1987. *Politiques économiques et performances agricoles dans les pays à faible revenu*, 223p
- SHERMAN, SAPIRO, GILBERT, 1987. *Dynamique de la commercialisation des céréales au Burkina Faso*. tome I.
- LEDOUX, 1990. *Stockage et marché céréalier sahélien: le cas du Burkina Faso*, 314 p.

des céréales locales. Dès lors, les commerçants privés auraient dû être évincés des circuits céréaliers. Mais dans la réalité il n'en a rien été. En fait, le monopole accordé à l'office n'a jamais fonctionné véritablement. Le circuit étatique et le circuit privé ont toujours coexisté, mieux cohabité. A preuve devant les difficultés pour constituer ses stocks, l'OF.NA.CER. va chercher à s'appuyer sur des relais privés agréés par lui qui ont su s'attirer la préférence des producteurs (plus que des consommateurs dans certains cas) pour l'écoulement de leur production. Pouvait-il en être autrement?

L'office n'a jamais pu contrôler le marché national des vivres. Son poids au niveau de la collecte des céréales locales est toujours resté modeste. Entre 1980 et 1987, le volume moyen d'achat de cette structure à l'échelle nationale était estimé à 20 500 tonnes/an, soit seulement 1,5 % de la production paysanne en moyenne. Si l'on considère que les paysans burkinabè vendent environ 10 % de leurs récoltes, alors l'OF.NA.CER. n'achète finalement que 15 % des céréales commercialisées (LEDOUX, op. cit., p.238). Au Yatênga au cours des campagnes 1989-1990 et 1990-1991, le Centre Régional de Gestion (C.R.G.) de l'office n'a absolument rien collecté auprès des producteurs de la région. En 1988-1989, ses collectes directes ont été à 92,77 % (2 474 tonnes sur 2 666,672 tonnes) fournies par les commerçants de la région. Pour l'exercice 1991-1992, la totalité des céréales collectées a été livrée par les mêmes négociants (2 000 tonnes). Devant son impuissance à collecter sur le territoire provincial (à l'exception de la période 1981 à 1983), le C.R.G. de Ouahigouya, pour renflouer ses magasins en céréales locales, est bien souvent obligé de se tourner vers les C.R.G. de l'ouest, en particulier ceux de Dédougou qui couvre les provinces de la Kossi, du Mouhoun et du Sourou et de Bobo Dioulasso qui s'étend sur le Houet, la Comoé et le Kénédougou et / ou vers le siège (Ouagadougou).

Tableau n°42 : Transferts des autres C.R.G. de l'OF.NA.CER. vers Ouahigouya
(campagne 1990-1991) unité: tonnes

C.R.G.	Céréales locales	Céréales étrangères (1)	Total
Dédougou	1411,863	0	1411,863
Bobo Dioulasso	1749,668	0	1749,668
Ouagadougou (siège)	3148,18 (2)	3998,546 (3)	7146,726
Total	6309,781	3998,546	10308,327

.Source: OF.NA.CER. Ouagadougou (siège)

(1): Les céréales étrangères sont constituées de sorgho U.S. et de maïs béninois.

(2): Dont 769,824 tonnes fournies au centre de vente deGourcy.

(3): Dont 240 tonnes livrées au centre de vente de Gourcy.

Au niveau de la distribution aux consommateurs, l'inefficacité de l'office est aussi évidente. LEDOUX (ibid., p.248) indique par exemple qu'à Ouagadougou seulement 7 à 30 % des consommateurs se ravitaillent à l'OF.NA.CER.. A Bobo la proportion est encore plus faible: 3 à 6 %. Au Yatênga le taux de 30 % ne peut raisonnablement pas être dépassé même pendant les années de grande pénurie au cours desquelles le C.R.G. de Ouahigouya est le plus sollicité. Le degré de pénétration de l'espace y est faible. Seulement neuf centres de vente, dont deux dans la capitale régionale, y sont implantés et cela uniquement dans des centres administratifs. Au regard de cette faible emprise spatiale, les commerçants privés s'arrangent pour se procurer frauduleusement les céréales de l'office (notamment dans les périodes de fortes pénuries sur l'ensemble du territoire national durant lesquelles l'OF.NA.CER., avec la caution de l'Etat, importe des céréales sur le marché international et gère les aides alimentaires) et procéder à leur

distribution jusque dans les villages. C'est ainsi qu'en 1990-1991 une bonne partie des 13 000 tonnes de vivres vendus au Yatênga (dont 3000 tonnes de céréales étrangères) par le C.R.G. a été rachetée par les commerçants de la place par l'intermédiaire de faux consommateurs et écoulée sur le marché régional. Par ailleurs les fréquentes ruptures de stock enregistrées par le C.R.G. de Ouahigouya, en l'occurrence pendant les années de forte demande, laissent un champ ouvert aux commerçants qui deviennent donc, au plus fort et au plus pressant de la demande des ménages, les seuls maîtres du marché.

Tableau n° 43 : Volume de céréales commercialisé par l'OF.NA.CER. (C.R.G. de Ouahigouya) de 1988-1989 à 1991-1992 unité: tonnes

Campagne	Céréales locales	Céréales étrangères (*)	Total
1988-1989	227,894	176,427	404,321
1989-1990	3700,544	2147,521	5848,065
1990-1991	9935,736	2864,315	12800,051
1991-1992	7,012	668,82	675,832

Source: C.R.G. de Ouahigouya

(*): Pour la période considérée, les céréales étrangères ont été: lesmaïs béninois, français et allemand (R.F.A) , le mil zimbabwéen et le sorgho U.S. (américain)

2. Les organisations non gouvernementales aux interventions circonstancielles

Leur intervention est surtout d'ordre humanitaire. Les vivres sont soit gratuitement distribués, soit vendus à prix social, c'est-à-dire inférieur au cours

officiel. Si certaines d'entre elles (le Cathwell et le P.A.M. par exemple qui exécutent un programme régulier de distribution de vivres aux écoles, la Croix Rouge) sont quasi permanentes sur le terrain, la plupart (Caritas, Assemblée de Dieu, O.D.E., ...) ne se manifestent que les années de grave crise vivrière. Les produits apportés, qui jadis étaient exclusivement importés [27] , sont de plus en plus collectés dans les zones excédentaires de l'ouest et de l'est du territoire national.

A ces O.N.G. s'ajoutent les organismes étatiques (Burkina, France, Allemagne, Etats Unis d'Amérique,...) ou communautaires (C.E.E., O.C.D.E.,...) qui, pour aider à passer les famines, envoient des aides alimentaires. Ils n'agissent qu'en cas de pénuries graves et généralisées et officiellement déclarées comme telles. Au cours de la famine de 1990-1991, l'ensemble des dons reçus à Ouahigouya dans le cadre du programme d'urgence s'élevait à 10 141 tonnes. En 1989-1990, il n'était que de 520 tonnes.

Le caractère épisodique, très exceptionnel, de ces apports vivriers et la petitesse des quantités fournies ne peuvent constituer un contrepoids aux opérateurs privés. D'ailleurs toutes ces structures, pour constituer les stocks, en particulier de céréales locales, lancent des appels d'offre aux commerçants privés chargés d'effectuer la collecte dans les zones excédentaires.

---

27 Pendant la période 1989-1990, sur 24 603 tonnes de mil, sorgho, maïs, farine de maïs et haricot fournies par les principales structures d'oeuvres humanitaires au Burkina Faso, seulement 6 951 tonnes (soit 28,25 %) ont été achetées sur le marché national.

Tableau n° 44 : Aides alimentaires reçues à Ouahigouya en 1990-1991

Donateurs	Quantité (tonnes)
Burkina	3657
C.E.E	1900
France	1380
Cathwell	3202*
Assemblée de Dieu	2
Total	10141

Sources : Service de l'Action Sociale de Ouahigouya
Cathwell Ouagadougou

* : dont 1 381 tonnes octroyées à la cantine scolaire.

3. Les banques de céréales: des résultats défaillants

Pour sortir les paysans des mains des spéculateurs privés, il fut initié par les O.N.G. à partir de 1974 et surtout à partir du début des années 1980 dans les villages dotés de structures communautaires (Groupements villageois, G.V.) des Banques de céréales (B.C.), sorte de réserves villageoises . En fait la création de greniers ou silos villageois remonte à la période coloniale sous l'impulsion des S.I.P.(Sociétés d'Indigènes de Prévoyance) en 1931 relayées en 1956 par les S.M.P.R.(Sociétés Mutuelles de Production Rurale) qui assuraient la collecte et le stockage des céréales et la distribution des secours vivriers au cours des périodes difficiles.

De l'organisation par les paysans eux-mêmes de la commercialisation de leurs récoltes on espérait disposer au niveau du village de stock céréalier mobilisable pendant la soudure, éviter un renchérissement exorbitant des prix entre la récolte et la soudure,et enfin éviter que le paysan soit à la merci du commerçant tant à la vente qu'à l'achat des grains.

Plusieurs banques de céréales furent ainsi créées dans les régions déficitaires où l'opération a été préférentiellement lancée. Malgré leur importance numérique relative au Yatênga (209 en 1989 dont 88 contrôlées par le C.R.P.A. et 121 par l'O.N.G. Six "S" [28]), leur efficacité dans l'approvisionnement des villageois n'est pas toujours évidente. Les difficultés de gestion, la non maîtrise des circuits inter-régionaux de commercialisation céréalière, notamment lorsque la collecte locale est médiocre, la modestie de leur capacité de stockage (15 à 30 tonnes par banque de céréales), etc. ont bien souvent contraint les banques de céréales à la défaillance. Ainsi, bon nombre d'entre elles sont aujourd'hui inopérationnelles. La collecte locale est quasiment inexistante. A titre d'exemple, sur les 121 banques de céréales des Six "S", uniquement onze ont pu rassembler sur place 88 tonnes en 1991-1992. Seules sont fonctionnelles et dynamiques celles qui ont intégré dans leur mode d'approvisionnement les transferts extra-régionaux. Il s'agit de 22 banques de céréales sur les 33 fonctionnelles sur l'ensemble du Yatênga en 1991-1992. C'est par ce biais que l'O.N.G. Six "S" arrive à ravitailler ses banques de céréales: en 1990-1991, elle a collecté, par l'intermédiaire de son comité d'achat constitué en réalité de commerçants privés demeurant à Ouahigouya, 4 892 tonnes de céréales dans les provinces du Mouhoun et de la Kossi; en 1991-1992, 2 100 tonnes furent acheminées des mêmes régions.Ce dynamisme est le résultat d'une mainmise des négociants privés

---

28 Six " S" : Savoir se Servir de la Sécheresse en Saison Sèche au Sahel.

sur ces banques de céréales. D'après les travaux en cours de SANFO, la mainmise du privé sur les banques de céréales n'est pas typique au Yatênga. Dans la plupart des régions déficitaires du pays, leur efficacité semble en dépendre. En revanche, celles contrôlées par le C.R.P.A. sont nettement moins performantes. Au Yatênga elles n'ont pu acheter en 1991 que 180 tonnes (dont 100 tonnes en provenance de Côte d'Ivoire) auprès de négociants privés. Cette faiblesse des quantités gérées permet rarement aux banques de céréales de couvrir la demande de leurs membres, même pendant la soudure habituelle.

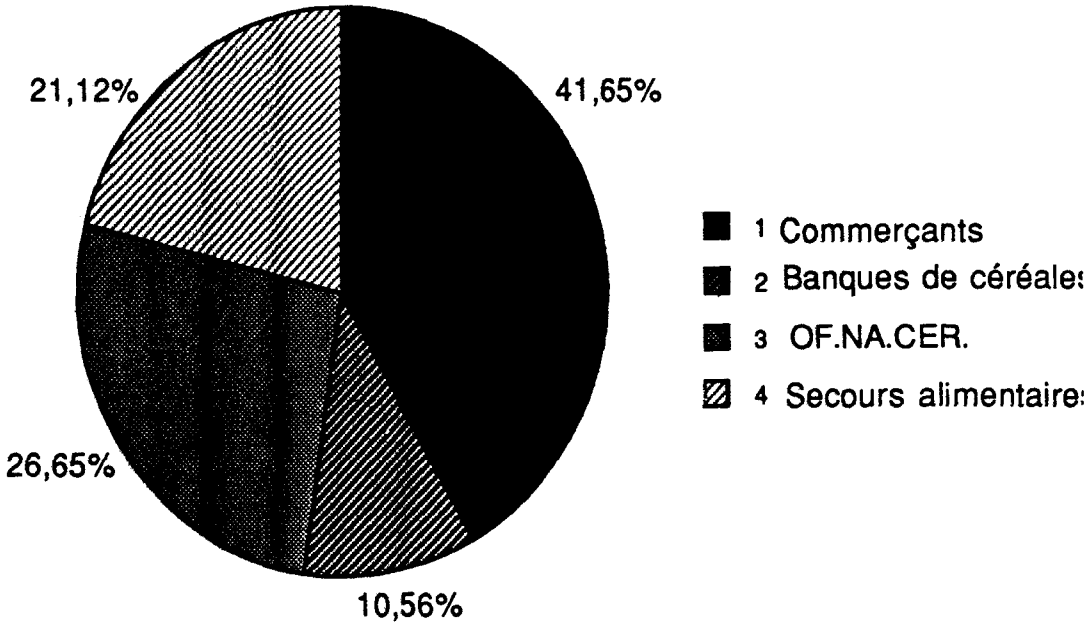
Au total, aucun des intervenants évoqués dans l'espace céréalier du Yatênga n'assure aussi efficacement la sécurité alimentaire que les commerçants privés. Autant au niveau de la quantité brassée de céréales qu'à celui de la couverture spatiale et temporelle, les opérateurs privés font montre d'un contrôle remarquable du secteur céréalier. Si les évaluations de DEJOU [29] pour l'année 1984 s'avèrent justifiées, les commerçants auraient commercialisé 30 000 à 50 000 tonnes de grains (toutes origines confondues), l'OF.NA.CER. 11 000 tonnes (contre 18 000 tonnes en 1983) et les banques de céréales 2 000 à 3 000 tonnes. De plus, il est important de relever que tous les autres intervenants dans l'approvisionnement du Yatênga sont bien souvent obligés de collaborer avec les négociants privés, afin de constituer leurs stocks: ni l'OF.NA.CER., ni les banques de céréales, ni encore moins les O.N.G. et les organismes d'aide gouvernementaux n'échappent à cela. En réalité donc, hormis les céréales étrangères introduites par l'office, la quasi-totalité des céréales burkinabè faisant l'objet de transfert à destination

---

[29] DEJOU , 1987, Tome II , p.14

du Yatênga est contrôlée par le secteur privé. Toutefois, au cours des années de pénuries importantes et quasi généralisées (cas de la campagne 1990-1991), le poids du secteur privé dans l'approvisionnement de la région est atténué par l'ampleur des aides alimentaires et par l'importance relative de l'OF.NA.CER. qui, grâce à des importations de céréales étrangères et à des prix nettement inférieurs à ceux des commerçants (25 à 50 % inférieurs aux prix du marché selon la localité et la catégorie des opérateurs), récupère une partie de la clientèle.

Figure n° 6
La part des différents intervenants dans l'approvisionnement du Yatênga en 1990-1991



En tenant compte de cette nouvelle donnée, nous pouvons maintenant tenter une estimation globale des céréales reçues à Ouahigouya en provenance des autres régions du Burkina: en 1990-1991, ces transactions

animées par le secteur privé se situeraient dans une fourchette de 16 000 à 20 000 tonnes sur un transfert total de 44 000 à 48 000 tonnes.

Le dynamisme des opérateurs économiques, leur connaissance intuitive du marché et leur capacité d'adaptation leur permettent, même dans des situations de blocage politico-administratif (obtention de certificat d'agrément, autorisation spéciale d'importer, interdiction de circulation inter-régionale de céréales comme ce fut stipulé par le Haut Commissariat du Mouhoun en janvier 1989, ...) et de précarité et d'insuffisance du réseau routier, de mieux pénétrer l'espace, en particulier le milieu rural, pour offrir un débouché aux productions paysannes des zones excédentaires et contribuer à la sécurisation alimentaire des campagnes déficitaires. Mais comment s'y prennent-ils donc?

B. L'adaptabilité des négociants

La principale clé de la maîtrise de l'espace céréalier par les opérateurs économiques privés réside dans leur capacité d'accomodation au milieu dans lequel ils opèrent et au contexte d'évolution de leur activité. La réussite dans la collecte céréalière sur le territoire national par rapport aux autres intervenants est due à la pratique d'un ensemble de stratégies à la fois économiques et sociales.

1. Les stratégies socio-géographiques

La longueur du réseau marchand (multitude d'intermédiaires) permet une forte pénétration de l'espace tant pour les opérations de collecte que pour

celles de la distribution des céréales. Les tentacules que sont les collecteurs locaux ou villageois situés en amont et les revendeurs-détaillants en aval assurent au réseau une large couverture géographique et un contact permanent avec les producteurs et les consommateurs si ceux-ci ne forment qu'une seule et même personne. Cette présence, en réduisant un peu la marginalité d'une partie de la population, confère au commerçant évoluant dans de tels milieux d'être le seul interlocuteur valable, de recueillir l'assentiment des populations concernées et de constituer un réseau de relation d'inter-connaissance. La proximité des commerçants crée une certaine complicité avec les paysans. La reconnaissance sociale du producteur par le commerçant, et non pas simplement le partenaire commercial, voire l'objet commercial qu'il représente devant la structure officielle de commercialisation des grains, développe chez le paysan (producteur-consommateur) une préférence pour le commerçant et une retenue vis-à-vis de l'OF.NA.CER. considéré comme extérieur et impersonnel. Les relations sociales entre paysans et commerçants sont si fortes que même si les prix proposés par l'OF.NA.CER. sont plus élevés que ceux des négociants (ce qui est d'ailleurs très rare; les commerçants s'arrangent toujours pour proposer des prix supérieurs aux prix officiels), les agriculteurs préfèrent s'adresser aux deuxièmes afin de préserver les chances de recours ultérieur.

Les liens sociaux sont très déterminants dans la réussite des négociants privés. En s'appuyant sur la description du déroulement des transferts, il ressort que leur assise économique repose sur un réseau de relation à l'échelle familiale, intra-clanique ou intra-ethnique (relation de parenté, d'alliance de quelque nature que ce soit). Cela est d'autant capital que chaque commerçant cherche résolument à consolider son réseau de

clientèle et à l'élargir au-delà de l'appartenance à une même communauté socio-culturelle, à une même ethnie. Dès lors des critères tels que l'islam (religion) ou tout simplement l'honneteté sont intégrés dans le mode de sélection des *clients privilégiés* qui deviennent par là-même des indéfectibles.

La dissémination géographique des structures locales de commercialisation céréalière permet aux céréaliers itinérants d'avoir des correspondants sûrs en tout lieu auxquels ils peuvent recourir à tout moment. Cette continuité spatio-corporatiste est un avantage certain pour les marchands de céréales; elle leur permet une diversification des lieux de collecte des céréales locales et une adaptation aisée lorsqu'ils s'intègrent dans un nouvel espace.

La ramification du réseau marchand confère au négociant un capital social lui permettant d'être l'intermédiaire privilégié aussi bien dans les zones productives que dans les zones de distribution et surtout de monnayer cet avantage. L'accumulation en capitaux repose obligatoirement sur un poids social d'autant plus fort que le commerçant a su attirer à lui une multitude de dépendants commerciaux (et familiaux) et de clientèles.

2. Les stratégies économiques

Elles auraient gagné à être présentées en fonction de la typologie des artisans céréaliers établie au début du chapitre précédent. Mais du fait qu'il s'agit de pratiques utilisées par tous les commerçants à un moment donné de leur cursus commercial à quelques variantes près, nous préférons les évoquer par thème.

- *Le détail ou micro-détail*

Aux deux bouts de la chaîne de commercialisation des grains, les commerçants se trouvent confrontés à la petitesse des quantités proposées ou désirées par les clients. Cela se mesure d'ailleurs à l'utilisation par les intéressés d'instruments de mesure traditionnels [louche (25 g environ) ...] ou de fortune[bol (0,5 à1 kg), plat (1 à 2 kg), yoruba (2 à 3 kg),...] dont les poids et contenances respectifs sont nettement inférieurs à ceux des unités officielles [tine (16 kg), demi-tine, pot]. Les instruments rustiques, au-delà de l'importance culturelle qu'ils revêtent pour les populations, notamment rurales, sont considérés par elles comme maîtrisés et plus malléables et surtout adaptés à leur niveau de commercialisation. Les commerçants s'adaptent à cette exigence tout en cherchant à tirer le maximum de profit possible en jouant sur leur volume par déformation périodique ou par la manière de les remplir. En revanche, l'OF.NA.CER. les rejette et par là même s'exclut une partie du marché.

La pratique du commerce de détail et du micro-détail par les opérateurs privés quel que soit le niveau de leurs affaires (même certains grossistes le pratiquent) permet aux populations pauvres et marginales (la majorité de la population) d'accéder aux grains. Cette adaptation aux réalités et aux capacités financières des familles est une des raisons de domination, voire d'éviction des structures officielles sur le terrain par le privé.

- *La vente à crédit*

Elle est la deuxième stratégie exécutée par les marchands de céréales pour répondre à l'insolvabilité de certains consommateurs et

revendeurs. Mais au-delà du caractère social de la pratique (secours à des marginaux économiques et lancement des détaillants) qui permet une consolidation du réseau de clientèle et/ou de dépendants, l'objectif inavoué est d'accroître le profit. Le crédit céréalier accordé au paysan pendant la soudure et remboursable à la récolte en nature (un sac prêté pour deux sacs remboursés) a certes servi a résoudre un problème imminent, mais dans la réalité, il aura contribué à l'appauvrir davantage.

L'adaptabilité des négociants pour la conquête du marché céréalier et leur suprématie sur l'OF.NA.CER. ne sont pas les seuls facteurs du dynamisme du secteur privé et de la réussite économique de certains d'entre eux. Les processus d'accumulation monétaire et d'investissement dans les transactions céréalières constituent également les raisons de leur dynamisme commercial. Mais avant d'examiner ce point, voyons ce qu'il en est du stockage marchand au Yatênga.

C. Les stratégies de stockage marchand

Les stratégies des commerçants en matière de stockage sont dominées par le souci de profit immédiat et la hantise des méventes, dans un contexte de forte probabilité de fluctuation de la demande.

A la différence des céréaliers de Bobo Dioulasso et de Ouagadougou qui disposent d'une clientèle nombreuse, sûre et solvable quelles que soient la saison et l'année, donc qui peuvent se permettre de stocker de grosses quantités de céréales (stocks pluri-annuels),ceux de Ouahigouya (et du

Yatênga de façon générale), à cause de l'exiguité relative du marché et du caractère aléatoire de la demande d'une année sur l'autre (la clientèle est en grande majorité constituée de ruraux: 93 % de la population provinciale en 1985), s'en abstiennent. Les coûts d'immobilisation, les aléas de stockage (pertes occasionnées par les attaques d'insectes, avaries très fréquentes surtout pour le maïs en cas de long entreposage lorsqu'il est mal séché, et, à un degré moindre, frais de stockage) dissuadent même les grossistes les plus fortunés du Yatênga de constituer des stocks importants (moins de 500 tonnes chacun en temps normal). Comme le dit un négociant de la place " prévoir des stocks au-delà d'une campagne agricole, c'est manquer de réalisme. Un stockage bien pensé ne doit excéder neuf mois , c'est-à-dire de la récolte à la soudure".

Si pour les grossistes l'ajustement du volume des stocks à la demande potentielle, donc la modulation du niveau du stockage par rapport à l'état de la campagne, est une simple question de pragmatisme commercial, pour les commerçants des échelles inférieures la faiblesse des quantités stockées est d'abord liée au manque de liquidité. La pratique du stockage et le volume des stocks sont proportionnels à la capacité financière des négociants.

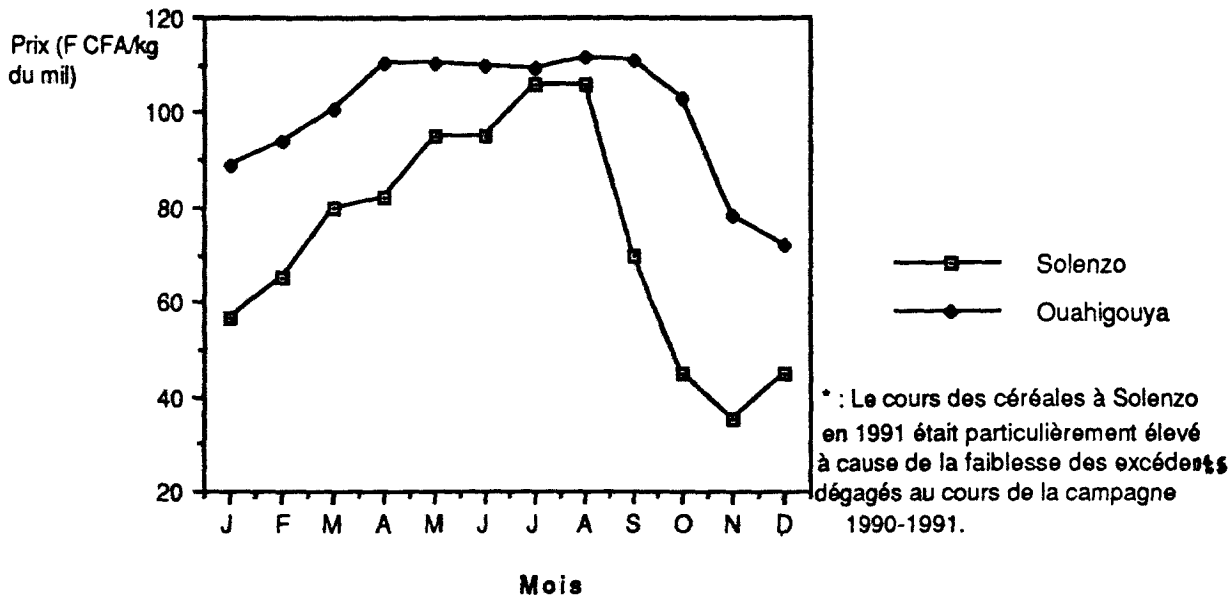
Le stockage à court terme demande de la part du privé un formidable dynamisme pour l'approvisionnement de la région en céréales. Toutefois, s'il constitue un moyen de sécurisation pour les négociants (politique du moindre risque en adaptant l'offre à la demande [30]), il est une source de renchérissement parfois important des prix pour les consommateurs: les risques de pénuries sont grands du fait que la disponibilité en céréales

---

[30] De cette adaptation de l'offre à la demande pour minimiser les risques commerciaux à la création de pénuries "artificielles" (ou l'impression de difficultés de collecte) le pas peut être franchi,notamment lorsque le déficit est assez important.

locales pour les consommateurs du Yatênga est très étroitement liée au rythme et à l'ampleur du déstockage chez les producteurs de l'Ouest; les prix au Yatênga sont périodiquement indexés sur ceux en vigueur dans la Kossi.

Figure 7: Indexation des prix de céréales locales à Ouahigouya sur ceux de la Kossi (Solenzo): cas de 1991*



* : Le cours des céréales à Solenzo en 1991 était particulièrement élevé à cause de la faiblesse des excédents dégagés au cours de la campagne 1990-1991.

Le stockage dans les zones de collecte, pratique en vigueur chez la plupart des grossistes en céréales de Ouahigouya opérant dans la Kossi, est scrupuleusement fonction du niveau de la demande au Yatênga. Mais il est aussi quelquefois entrepris dans le but d'engager des transactions avec d'autres régions déficitaires en cas de besoin. Ainsi, des cessions de stocks au profit de négociants de Bobo et de Ouagadougou et d'O.N.G. demandeurs ou même des exportations de grains vers le Mali directement à partir de la zone de collecte de la Kossi par les *céréaliers* de Ouahigouya sont des pratiques courantes lorsque la demande dans le Yatênga est faible et/ou les prix relativement bas.

La perpétuation et l'intensification des déficits céréaliers locaux pourraient provoquer à terme un changement significatif dans la stratégie de stockage chez les négociants en allongeant les délais d'entreposage et en

augmentant le volume des stocks. Mais, cela se traduira sans doute par un accroissement du clivage entre les différentes catégories de commerçants. Les grossistes, dont l'augmentation du volume des stocks est possible, s'installeront dans une logique monopoliste de la distribution des céréales sur tout le territoire provincial. Cette évolution constatée chez les Alhazai de Maradi au Niger (GREGOIRE, 1986) et les gros céréaliers des villes de Ouagadougou et de Bobo au Burkina est la phase ultime d'une dépendance alimentaire poussée vis-à-vis de l'extérieur.

D. Les modes de financement des transactions

Ce sont les moyens mis en oeuvre par les opérateurs économiques pour disposer de fonds nécessaires au montage et au développement de leurs affaires. Malgré la diversité des voies et moyens utilisés par les uns et les autres pour faire prospérer leur entreprise, nous allons procéder à des regroupements en fonction du stade d'évolution de l'activité commerciale. Cette présentation permet de déceler les changements de stratégies commerciales à la fois en fonction du niveau d'évolution et de l'importance des transactions.

1. Le montage du commerce des céréales par les débutants

L'entrée dans le commerce des céréales se fait généralement soit sur fonds propres, soit grâce à un appui extérieur.

1.1 Le lancement par autrui

Les personnes qui embrassent le commerce céréalier par cette voie sont, pour la plupart, d'anciens dépendants de gros négociants en céréales ou en tout autre produit (convoyeurs, aides collecteurs, revendeurs,...).

Dans ce cas leur *affranchissement* est une forme de remerciement et de reconnaissance pour les bons et loyaux services rendus. Mais les personnes dont les premières transactions sont financées par un tiers peuvent n'avoir aucun passé commercial. En raison du caractère familial des entreprises, les personnes *lancées* par les "gros bonnets", qu'elles aient auparavant un contact avec le métier de commerce ou non, sont presque toujours issues de la famille (au sens large) du bailleur. Toutefois, il semble que le financement sur simple base ethnique ou lignagère, qui était le témoignage d'une solidarité à l'échelle de la famille élargie, soit de plus en plus rare. Le mode et l'ampleur des financements dépendent surtout aujourd'hui à la fois du degré de confiance (bien souvent liée à l'appartenance à la famille restreinte), de l'aptitude gestionnaire du bénéficiaire et de la proximité des relations familiales. Au-delà des considérations sociales, il s'agit, pour le bailleur, d'une forme d'extension de son activité, voire de sécurisation de son entreprise. En effet, en cas de péril de ses propres affaires, le bienfaiteur d'alors peut bénéficier de l'aide de son protégé.

Selon l'importance des fonds alloués, le débutant peut commencer en tant que simple détaillant-revendeur en renforçant les réseaux commerciaux de l'investisseur ou directement en tant que demi-grossiste. Cette dernière possibilité est cependant très rare. Elle n'est envisagée que lorsque l'intéressé a fait ses premiers pas chez le bailleur et qu'il est familialement très proche de lui (fils, frère, neveu). Dans ces cas précis, il semble que l'objectif

recherché soit avant tout d'assurer la continuité de l'entreprise familiale par *délocalisation.* Elle permet de responsabiliser le bénéficiaire dans la gestion du patrimoine familial. Mais la peur d'une éventuelle mauvaise gestion du fonds de commerce créé, en particulier lorsqu'il s'agit d'un profane dans l'activité commerciale ou d'un jeune (donc sans grande expérience et ouvert à la gabegie), dissuade l'investisseur de miser des sommes très importantes. On préfère octroyer des sommes relativement faibles (quelques centaines de millier à un million de francs CFA) afin de tester les capacités transactionnelles du bénéficiaire. Par la suite, lorsqu'il aura fait ses preuves, pourront lui être accordés des fonds supplémentaires remboursables ou non afin qu'il agrandisse son activité.

A côté de ces *affranchis* économiques issus de la famille, il y a une catégorie d'acteurs sans fonds initiaux qui se constituent dès le départ dépendants de grossistes desquels ils reçoivent des sacs de céréales, sans garantie aucune, et qu'ils revendent pour le compte du patron. Les bénéfices tirés de ces transactions serviront à constituer un capital qui sera investi pour des opérations personnelles.

1.2 La reconversion

La plupart des gens sont venus dans le commerce par ce biais. Ils viennent d'horizons divers: agriculteurs, chauffeurs, tailleurs, commerçants de produits manufacturés, salariés retraités, etc. Leur particularité, c'est d'avoir constitué leur entreprise sur fonds propres. Les gros négociants d'aujourd'hui sont dans leur grande majorité des reconvertis. Ils sont les quelques rares à avoir émergé du lot. En effet, la modicité des capitaux initiaux empêche la plupart d'entre eux de réussir rapidement. Pour ceux qui se contenteront de

fonds propres, c'est-à-dire évoluant en dehors du réseau de clientèle d'un gros commerçant, l'ascension est le plus souvent très lente et progressive. Par contre ceux qui s'intègrent très vite dans un réseau de clientèle de gros négociant de qui ils peuvent obtenir des crédits, voient leur activité prospérer rapidement . Il en est de même pour ceux qui embrassent le métier avec des fonds propres importants, accumulés par la pratique d'autres activités commerciales ou grâce à l'agriculture (notamment dans les zones de grande production agricole de la Kossi: cas d'El Hadj KINDO colon agricole moaga dans la région de Bèna) ou par héritage.

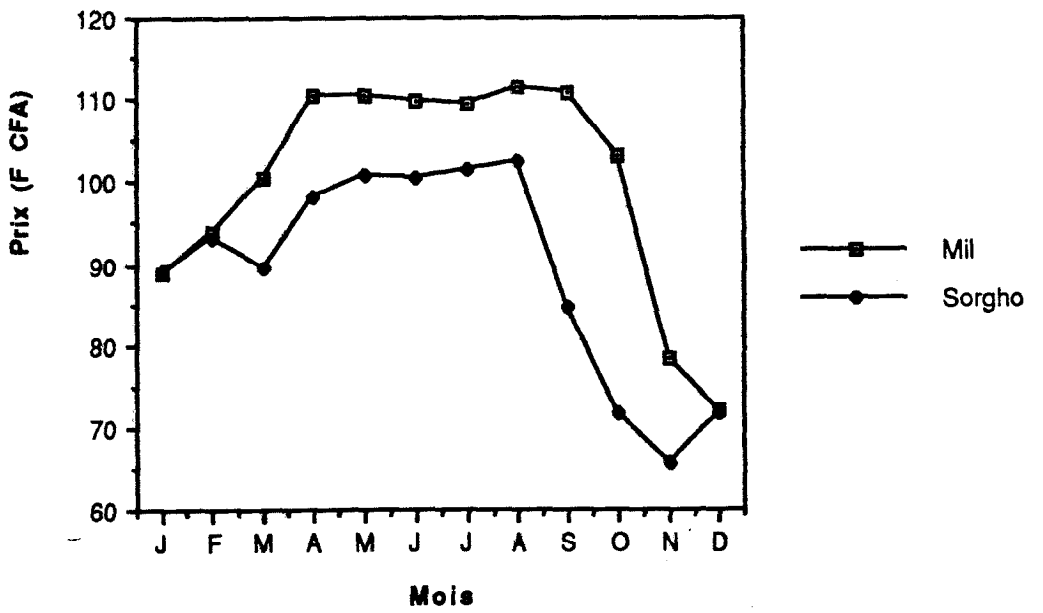
Pour les débutants, l'activité commerciale est en général caractérisée par une stricte spécialisation, mais il peut leur arriver de diversifier leurs domaines d'intervention. Par exemple, lorsque les transactions céréalières sont peu rentables, on peut s'intéresser momentanément au commerce de produits manufacturés ou d'autres négoces selon les opportunités. L'objectif de cette bipolarisation est surtout d'éviter un immobilisme des capitaux pendant les périodes mortes dans les transactions céréalières.

Pour ceux qui ont des fonds de commerce modestes, la fructification du capital se fait essentiellement par la collecte ou la vente des céréales au détail, où toutes les manipulations sont possibles pour accroître les profits. En effet, pour compenser l'exiguité des moyens, les petits commerçants sont enclins à la pratique de méthodes illégales, voire frauduleuses pour maximiser leur gain. La pratique du détail permet au détaillant de réaliser des marges bénéficiaires de 1,2 à 1,5 fois celle du grossiste suivant les années et les saisons, et dont la conséquence est bien entendu un renchérissement des prix à la consommation pouvant atteindre le double du prix de la collecte dans la zone de production de la Kossi.

Tableau n° 45 : Prix du sorgho à Ouahigouya selon la typologie des commerçants
(F CFA/kg)

Typologie des commerçants	1989/1990		1990/1991	
	nov. 1989	août.1990	nov. 1990	août. 1991
Grossiste	57,5	70	65	110
Demi-grossiste	60	75	67	120
Détaillant	65	90	85	140
Référence Kossi	30	50	57,5	95

Figure 8 : variation saisonnière des prix du mil et du sorgho sur le marché de Ouahigouya en 1991 (prix moyen/kg)



Pour la plupart des débutants céréaliers, l'accession au sommet de la hiérarchie dépend des coups de pouce donnés par des commerçants plus

puissants et de l'importance du capital initial qui permettent un engagement très rapide dans les transferts inter-régionaux de céréales et une diversification des activités.

2. Les modes de financement adoptés par les demi-grossistes

Ce palier de la hiérarchie marchande est occupé par les commerçants du niveau précédent qui ont pu faire prospérer leurs affaires grâce à leur efficacité et à des substilités commerciales. Il s'agit véritablement de la première phase dans la réussite de la commercialisation des céréales. A ce stade les commerçants, dont le chiffre d'affaire a fortement crû (de cinq à dix millions de francs CFA), se caractérisent par une plus grande autonomie financière. Ils dépendent moins (en particulier en année normale) des grossistes pour leur approvisionnement en céréales locales produites dans les limites du territoire national. Ils participent directement à l'organisation des transferts inter-régionaux. Néanmoins, lorsque la production nationale est largement déficitaire, ils font appel aux grossistes, seuls capables de se livrer à des importations de céréales étrangères, pour leur ravitaillement.

Au regard de la modestie de leur chiffre d'affaire et de leur patrimoine (biens immobiliers et mobiliers...), les acteurs de ce groupe ont un accès difficile au crédit auprès des institutions bancaires. En conséquence, ils sont presque toujours exclus des gros contrats de livraison proposés par les structures officielles. Alors pour faire progresser leur activité, d'autres stratégies s'avèrent nécessaires.

La diversification de l'activité économique apparaît à cette étape de la vie commerciale des opérateurs privés. Le commerce des céréales locales est certes rentable, mais ses exigences en liquidités et son caractère aléatoire,

imprévisible font de lui une activité à haut risque. Ainsi, pour limiter les risques d'une part et accroître leur budget en vue de financer le commerce des grains de l'autre, les acteurs qui ont commencé par cette activité cherchent à étendre leur champ d'intervention à d'autres domaines, notamment la collecte d'amandes de karité, d'arachide, de sésame pour les grandes sociétés de négoce (C.S.P.P.A.[30]) et les unités industrielles (CITEC), le commerce du bétail et le transport.

Le besoin d'argent oblige certains à nouer des relations très étroites avec des grossistes (auxquels ils sont généralement liés par des relations de parenté ou d'alliance) de la place ou d'autres centres urbains (Bobo, Ouagadougou, Koudougou,...) sans que cela soit fondé sur des liens de dépendance stricte. Il s'agirait plutôt de relations de partenariat sur une base commerciale, les avantages de telles relations étant réciproques. Le demi-grossiste n'est plus un *assisté* économique mais bel et bien un partenaire commercial pour le grossiste dont il peut se défaire à tout moment. L'avantage d'une telle liaison est la possibilité pour le demi-grossiste de bénéficier, en cas de besoin, de crédits où même d'avance de marchandises auprès du grossiste auquel il est affilié. Il espère également de ce type de rapprochement l'appui du grossiste pour l'acquisition de crédits bancaires. L'utilisation des grossistes comme avals est un moyen pour les commerçants moins fortunés de contourner le manque de garanties personnelles suffisantes pourtant exigées par le banquier. Des accords non formels et épisodiques de sous-traitance peuvent également lier les demi-grossistes aux gros négociants qui sont en fait, grâce à leur capacité financière et aux conditions d'octroi des marchés, les seuls à même de décrocher les contrats

---

[30] C.S.P.P.A. : Caisse de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles

et les agréments accordés par les grandes sociétés publiques et parapubliques et les O.N.G.

Ceux qui se contentent du seul commerce des céréales et des stratégies économiques classiques (vente au détail, octroi de crédit, pratiques usuraires de crédit aux producteurs,...) voient leur activité stagner ou en tout cas progresser très lentement. Elle périclite même lorsque les transactions céréalières fléchissent après une succession de bonnes récoltes dans le Yatênga. En revanche, ceux qui auront su étendre leur activité à d'autres secteurs (ou qui sont venus au commerce des vivres par diversification de leur activité), établir des contacts privilégiés leur permettant d'accéder à des crédits et à des services de sous-traitance, tisser des réseaux de relation, verront leur entreprise prospérer progressivement pour atteindre le niveau supérieur d'autant plus rapidement que l'opérateur fait preuve d'une aptitude remarquable à saisir toutes les opportunités et d'un sens aigü de l'économie.

3. Le financement des transactions chez les grossistes

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la réussite dans le commerce des céréales passe par une diversification de l'activité commerciale et non une spécialisation. L'examen de l'ascension et du processus d'accumulation des grossistes en céréales aujourd'hui dans le Yatênga le montre bien. Aucun des gros céréaliers ne se borne au commerce des céréales locales. Tous sont polyvalents et leur activité touche des domaines variés. L'ampleur de leur activité semble d'ailleurs fortement corrélée à l'importance de la diversification des transactions qu'ils effectuent. Cette stratégie de diversification vise avant tout à minimiser les risques

commerciaux (les pertes réalisées dans certaines transactions pouvant être compensées par les bénéfices tirés sur d'autres) et à maximiser les profits.

Compte tenu de la fusion des activités auxquelles ils se livrent et du caractère confidentiel qui entoure les affaires, il est impossible d'évaluer précisément l'importance du chiffre d'affaire réalisé annuellement dans le commerce des céréales par chacun des grossistes. Toutefois, celui-ci se situerait dans une fourchette de 35 à 150 millions de francs CFA, voire plus. L'importance des sommes allouées à ce secteur d'activité connaît cependant une très grande fluctuation inter-annuelle conformément à la nature même de la production et de la demande céréalières. L'un des intérêts de la diversification est justement de générer des capitaux qui viendraient financer par exemple une demande supplémentaire occasionnée par un déficit exceptionnel.

La stratégie employée par les grossistes pour l'autofinancement du commerce des grains est la rotation rapide des stocks céréaliers. Pour permettre le renouvellement des stocks afin de rassembler la liquidité nécessaire à de nouvelles collectes, les grossistes développent de larges réseaux de dépendants et de clientèle (pour faciliter l'écoulement) et se gardent de rechercher des bénéfices excessifs sur l'unité de produit vendu (moins de 30 % du prix d'achat aux producteurs; généralement entre 14 et 17 %, voire moins lorsqu'on tient compte de l'ensemble des charges afférentes au commerce des céréales). Les exportations frauduleuses de grains vers le Mali voisin lorsque les transactions y sont intéressantes sont aussi un puissant moyen d'accroître les profits.

Toutefois, ces stratégies d'autofinancement à partir de fonds générés par le commerce de céréales et par le transfert de capitaux d'une autre activité au bénéfice des transactions céréalières ne suffisent pas toujours pour

réaliser certaines opérations de grande envergure, en particulier les importations de céréales étrangères. Et comme la circulation de la liquidité entre grossistes, même familialement proches, semble de plus en plus rare, voire inexistante à en croire les intéressés (la collaboration se limite à des opérations de sous-traitance), la banque devient alors un recours obligé pour solliciter des crédits et pour accéder aux documents nécessaires aux transactions internationales. Etant donné les nombreux actifs qu'ils possèdent (les camions, l'immobilier, les actions dans les institutions financières et commerciales,...) et les relations qui sont les leurs aussi bien dans le milieu bancaire que dans le milieu politico-administratif, ils obtiennent aisément les prêts. Annuellement près de 300 à 600 millions de francs de crédits sont consentis par les institutions bancaires de Ouahigouya (B.I.B, B.I.C.I.A.B., B.N.B.) aux commerçants de la place pour des investissements divers. Les prêts n'étant pas forcément affectés à l'activité pour laquelle ils ont été sollicités, il est difficile et hasardeux de dresser un bilan par secteur d'activité. Les banques constituent pour les grossistes un support indispensable pour l'ascension et l'accumulation des richesses. La mutation résidentielle [31] des commerçants (c'est-à-dire l'implantation des commerçants dans des centres administratifs de plus en plus importants au fur et à mesure que progresse l'activité commerciale), dont le couronnement est l'implantation dans la capitale politique (Ouagadougou) ou économique (Bobo Dioulasso) du pays, est certes la traduction de la réussite commerciale et le besoin d'accroître la clientèle mais surtout elle permet aux intéressés de se rapprocher des institutions d'octroi de crédit.

---

[31] Le changement de résidence (certains grossistes de Ouahigouya vers Ouagadougou ou Bobo Dioulasso ou encore certains négociants de l'intérieur du Yatênga vers Ouahigouya) ne s'accompagne nullement d'un abandon des activités commerciales dans la localité de départ. En fait c'est une forme d'extension spatiale des activités.

Les crises de production vivrière dans le Yatênga rural et l'accroissement de la demande urbaine (Ouahigouya surtout) ont provoqué une stimulation de la dynamique de la commercialisation des céréales dans cette région à l'instar du reste du Burkina.

Parmi tous les intervenants impliqués dans l'approvisionnement de la région, l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer révèle, en définitive, que la demande populaire et surtout rurale de vivres est satisfaite principalement par les commerçants privés; plus de 90 % en terme de couverture spatiale, donc un meilleur quadrillage de l'espace,et 65 à 80 % en terme de volume.

Cette performance du réseau marchand privé vient de son aptitude à concilier la concurrence et la complémentarité entre ses membres et à mener un commerce de détail, à pratiquer le crédit et à pénétrer l'espace (grâce aux appuis locaux: migrants et autres partenaires sociaux), toutes choses qui permettent aux populations pauvres et habitant même les contrées les plus reculées d'accéder aux grains. L'adaptation aux réalités géographiques et aux capacités financières des ménages, c'est-à-dire à la conjoncture d'approvisionnement et de la demande, explique l'efficacité du réseau privé dont l'atomisation permet une bonne irrigation commerciale des aires de production (dynamisation des zones de production) et de consommation (redistribution sur un grand nombre de personnes).

En réalité, l'acteur commercial (et plus particulièrement le gros *céréalier*) ne réalise pas de bénéfices exorbitants. Si le différentiel de prix de 1 (prix d'achat réel au producteur dans la Kossi) à 1,2 à 1,9 chez le grossiste et 1,4 à 2,5 chez le détaillant dans le Yatênga peut paraître élevé, il est plutôt imputable à la faiblesse des charges fiscales et surtout à la longueur du

réseau et au coût élevé du transport et de voyage dans son ensemble (frais d'entretien des véhicules fréquemment endommagés par l'état défectueux des routes, "pourboires", ...). Or la ramification du réseau (emploi d'une multitude d'intermédiaires) permet beaucoup plus une redistribution des gains entre acteurs qui dépendent directement ou indirectement de l'activité commerciale qu'une accumulation et une concentration entre les mains d'un groupe particulier. Le coût social plus ou moins élevé dont pâtissent les producteurs (prix d'achat bas au producteur) et les consommateurs (renchérissement des prix à la consommation) semble être le prix à payer pour une bonne couverture géographique aussi bien des zones de production que de celles de consommation.

L'accumulation par le commerce de céréales locales implique la constitution de réseaux de dépendants et de clientèle, la mise en oeuvre de stratégies qui privilégient la rotation rapide des stocks, la justesse du choix des zones de collecte, la diversification de l'activité commerciale et l'accès au crédit. Le commerce de céréales locales est une activité à haut risque. En raison du caractère aléatoire de la demande céréalière, occasionnels et professionnels en céréales essaient de jouer sur "plusieurs tableaux". Par cette pratique les céréaliers cherchent à se mettre à l'abri des risques liés au commerce des céréales locales (baisse importante de la demande lorsque la production est satisfaisante dans la zone déficitaire, manque de liquidités suffisantes pour le financement de la collecte, ...). Les fluctuations de la demande et les variations intra et inter- annuelles des prix sont incontrôlables; cela fait du stockage de longue durée une stratégie à rentabilité variable et très hasardeuse. De plus, au regard des exigences en fonds de roulement importants et immédiatement disponibles que supposent les transactions céréalières, le stockage constitue une immobilisation de

capitaux que les commerçants sont peu enclins à pratiquer, surtout pour une rentabilité hypothétique.

Enfin, il semble que la circulation souterraine de fonds qui était autrefois le mode de financement privilégié des transactions commerciales (le recours aux banques autant pour les crédits que pour les dépôts était rare), sans avoir totalement disparu, se soit considérablement émoussée. La perte de confiance et les tendances individualistes [31] sont à l'origine de l'abandon progressif de cette source de financement de l'activité commerciale.

---

[31] Dans le temps la fortune était l'affaire de la grande famille, voire du lignage. Cette philosophie imposait au membre du groupe ayant réussi dans le commerce de "pousser" les autres en finançant des opérations commerciales à leur compte.

CONCLUSION PARTIELLE: LES NEGOCIANTS, ELEMENTS MOTEURS DE L'APPROVISIONNEMENT DU YATENGA EN PRODUITS VIVRIERS

L'analyse menée dans la deuxième partie de notre étude a révélé qu'avec les crises agricoles profondes qui caractérisent le Yatênga, les exploitations paysannes sont de plus en plus dépendantes par rapport au marché. Les vivres envoyés par les migrants depuis leur zone d'accueil sont insuffisants pour combler les déficits.

Dès lors, l'approvisionnement du Yatênga en céréales extra-régionales est devenu un passage obligé pour la réalisation de la sécurité alimentaire des populations. Il est animé dès le départ par les commerçants privés qui, pour la circonstance, mettent sur place un imposant réseau de collecte et de distribution. Ils sont très vite jugés comme étant des "spéculateurs véreux" qui n'ont que pour seul objectif de s'enrichir par un accroissement exagéré des marges bénéficiaires. La création de l'OF.NA.CER. au début des années 1970 et des banques de céréales au cours des années 1980 avait pour but de lutter contre cette spéculation des opérateurs économiques. Toutefois, l'étude comparative de l'efficience de ces différentes sources dans l'approvisionnement en vivres du Yatênga révèle une défaillance des deux dernières.

L'impénétrabilité de l'espace par l'OF.NA.CER. et la relative faiblesse des volumes de céréales locales collectées lui évitent toute possibilité de contrôle de l'espace céréalier et de régulation des prix.

Conçues pour assurer aux collectivités villageoises une meilleure couverture alimentaire pendant les soudures, les banques de céréales gérées par des associations paysannes créées ex nihilo par des O.N.G., pour des

raisons d'amateurisme et de mauvaise gestion ("on ne s'improvise pas commerçant avec de bonnes intentions" [32]), de confinement géographique (l'espace villageois qui du reste connaît des productions le plus souvent déficitaires) et de philosophie idéaliste (assurer la sécurité alimentaire au niveau du village en comptant sur le bénévolat et l'esprit de solidarité communautaire) se caractérisent par une grande fragilité et une incapacité à satisfaire la demande, même celle de ses membres adhérents.

La désafection de la structure étatique de commercialisation des grains et des banques de céréales ouvre l'espace céréalier aux négociants privés (il ne leur a jamais été fermé d'ailleurs malgré le monopole qui était concédé à l'OF.NA.CER. [33]) qui en contrôlent la quasi-totalité. Cette maîtrise du secteur vivrier par le privé est le résultat d'une organisation dynamique et efficiente, de la mise en oeuvre de stratégies à la fois économiques et sociales et à une volonté de réussir. Le dynamisme et l'efficacité du fonctionnement du circuit privé de commercialisation des céréales locales permettent de déjouer les entraves tant administratives que naturelles (absence et précarité des routes) pour une meilleure structuration de l'espace et une meilleure intégration inter-régionale (entre zones de production excédentaire et zones déficitaires) et pour la réalisation de la sécurité alimentaire. La mainmise des opérateurs privés sur le commerce céréalier n'est pas spécifique au Yatênga; on la retrouve dans les autres régions du Burkina Faso et dans la plupart des Etats sahéliens.

---

[32] LAVIGNE-DELVILLE, 1987. *Les banques de céréales. Quelles réponses à quels problèmes?*, Paris, G.R.D.R.

THIEBA , 1991. "Associations paysannes, sécurité alimentaire et commerce céréalier au Sénégal", *Cah. Sci. Hum.* 27 (1-2); pp97-103

[33] Depuis 1992 le marché des céréales est totalement libéralisé. Aucune structure ne détient un quelconque monopole. Même les prix sont librement fixés par le marché.

CONCLUSION GENERALE

Nous avons essayé, tout au long de cette étude, de dresser un diagnostic de la situation alimentaire au . Yatênga et sa dépendance vis-à-vis de la Kossi. Pour cela nous avons fait l'économie, pour des raisons financières, des enquêtes budgétaires (peu aisées pour les sociétés rurales traditionnelles où prime l'autoconsommation) et alimentaires (nutritionnelles en particulier) fastidieuses en axant notre approche sur les échanges de vivres entre les deux régions; l'important était pour nous d'identifier là où les besoins de consommation sont couverts par l'auto-production (ou ne le sont pas) peu importe l'état nutritionnel des populations. Globalement, on peut avancer, malgré la diversité des niveaux de production qui caractérise les exploitations paysannes, que dans l'ouest du pays (Kossi) existent de grandes disponibilités alimentaires; dans le nord en revanche (Yatênga) l'insécurité alimentaire est plus grande. Cette bipolarité des potentialités agricoles et des possibilités alimentaires à l'échelle nationale suscite des transferts de céréales entre les régions.

Dépendance céréalière du Yatênga vis-à-vis de l'extérieur

L'analyse à laquelle nous venons de nous livrer révèle dans toutes leurs dimensions les conclusions auxquelles étaient parvenus déjà nombre d'auteurs à propos du Yatênga: "pays de besoins" (FRADDOSIO et al., 1966), "système rural en dérive" et "région en crise" (MARCHAL,1983), "Oiseaux de mil" (BENOIT, 1982). Malgré l'adoption de méthodes différentes, dynamique de l'espace (MARCHAL), processus migratoire (BENOIT), échanges céréaliers (nous même), le résultat est le même, implacable: l'insécurité alimentaire

progresse à mesure que s'intensifie la dégradation du milieu physique et que s'accroît l'émigration.

En analysant de près la situation on se rend compte que les conditions climatiques (les hommes ne sont-ils d'ailleurs pas responsables en partie de leur péjoration?) ne sont pas les seules à incriminer. Le système de production pratiqué par la société moaga, les "possibles" (c'est-à-dire les pratiques agricoles extensives) comme le dit MARCHAL, est pour beaucoup dans le processus de blocage actuel. Les crises agricoles exacerbées par les pratiques inefficaces (l'extensif plutôt que l'intensif) ont conduit à des crises alimentaires que les anciens systèmes de régulation endogènes ne suffisent plus à enrayer. Les ménages sont obligés d'adopter des stratégies plurielles: pluri-activité, bilocalisation, pratique simultanée de plusieurs stratégies culturales, bref ils évitent de "mettre tous leurs oeufs dans le même panier". Malgré tout, l'insécurité règne. Néanmoins on est loin aujourd'hui des "crises de subsistance" (exceptionnelles) telles que les relevait CHASTANET (1991) à propos des Soninké du Sénégal et que l'on rencontre en ce moment en Afrique orientale (Somalie, Ethiopie) sous l'effet conjugué de la sécheresse et de la guerre, c'est-à-dire celles qui se terminent par des hécatombes humaines. De ces cas extrêmes le Yatênga en a connu: de 1832 à 1839 et de 1879 à 1884. Ils auraient fait de milliers de victimes (IZARD, 1970). Ou encore la sécheresse de 1913 à 1915, qui aurait entraîné la mort de près de 57 600 personnes (TAUXIER, 1915, cité par MARCHAL,op. cit.). Aujourd'hui la circulation inter-régionale des céréales bloque les difficultés alimentaires au stade des disettes qui ne se manifestent en réalité comme telles que lorsque le ménage n'a plus de revenu pour s'approvisionner sur le marché. L'insertion du marché dans la satisfaction des besoins alimentaires des paysans, conséquence du dysfonctionnement du système de production, n'est pas

propre à la seule société rurale yatengaise. Toutes les communautés du nord du Burkina, à l'instar de celles des autres pays soudano-sahéliens, assurent de plus en plus leur sécurité alimentaire via le marché.

Mais qui assure donc l'approvisionnement de la région?

La détérioration des conditions de production a entraîné des mutations assez profondes autant pour les agriculteurs que pour les commerçants en ce qui concerne l'approvisionnement du Yatênga.

Les colons agricoles

L'une des premières réponses à l'accroissement des risques agricoles et alimentaires au Yatênga a été, comme cela est le cas en pareille circonstance chez la plupart des sociétés, le recours à l'émigration. La colonisation agricole qui s'est organisée vers les zones aux potentialités affirmées (parallèle aux migrations de travail vers la Côte d'Ivoire), que ce soit sous l'impulsion de l'administration (KOHLER, 1974), (MARCHAL, 1978), (A.V.V., 1974) ou spontanément (BENOIT, op. cit.), a pour but fondamental d'échapper à l'insécurité. Mais l'émigration n'est pas que simple exutoire pour les partants, elle est aussi une soupape de sécurisation alimentaire pour les *rescapés* grâce aux apports de céréales et à son rôle de support des transferts marchands de vivres à destination de la zone de départ. Quels que soient les mobiles avoués ou inavoués des envois de céréales (aide désintéressée donc solidaire, insertion sociale future, redevance matrimoniale, dette morale,...), les colons moose de la Kossi ont su créer un *second Yatênga* plus vivable, véritable grenier du Yatênga originel.

Sur leur terre d'accueil, la Kossi, principale zone d'émigration des Moose du Yatênga actuellement au Burkina, l'essentiel de la production céréalière - et agricole de façon générale - est l'oeuvre de ces populations allochtones. Le dynamisme agricole des colons originaires du plateau moaga leur permet de dégager des surplus céréaliers dont une partie est envoyée aux parents restés au village (14 % des excédents en 1991, année très déficitaire au Yatênga, et 5 % en 1992 pour les colons du village de Bonza, soit respectivement 4 et 2 % environ de la production). Après la constitution de réserves, une troisième partie de la production est mise sur le marché dont ils sont les principaux fournisseurs: environ 64 % des céréales commercialisées dans le secteur de Solenzo pour l'ensemble des colons moose dont 43 % pour les seuls ressortissants du Yatênga selon nos calculs.

Les commerçants privés

Nous avons, au cours de notre exposé, montré le rôle compensatoire du marché pour endiguer les déficits céréaliers au Yatênga. L'alimentation du marché en céréales extra-régionales tient en grande partie aux opérateurs privés. Autant au niveau des volumes globaux collectés et distribués que du taux de couverture territoriale, la prépondérance des céréaliers est sans équivoque. Et toutes les autres structures d'approvisionnement du marché (OF.NA.CER., Banques de céréales) conçues à l'origine pour contrecarrer les actions des premiers sont contraintes de composer avec eux pour l'exécution de leurs tâches.

Le secteur privé tire son efficacité du fait que l'espace marchand n'est pas uniquement économique; les considérations sociales y sont tout aussi importantes. Or là où les jeux de relation sont les plus forts, les structures

officielles de commercialisation des productions paysannes, trop rigides, s'avèrent inefficaces, non pas seulement à cause d'un manque de moyens ou d'une mauvaise gestion, mais en raison de leur incapacité d'adaptation. Dans le monde rural où la logique n'est pas purement économique (par exemple, beaucoup de paysans n'accordent pas toute l''importance que l'on pourrait supposer au niveau des prix. Leur décision de vendre est prise au fur et à mesure que se présentent les problèmes et ce ne sont pas que les surplus qui sont commercialisés) mais sociale (relation de parenté, d'alliance, bref des affinités sociales), les stratégies commerciales ne doivent pas perdre de vue cet aspect de la question. Dans le cas de la collecte dans la Kossi, ne sont-ce pas les migrants moose qui servent de point d'appui aux commerçants appartenant à leur ethnie et originaires de la même aire géographique?

La *spéculation* exagérée n'est pas toujours la stratégie d'accumulation chez les *céréaliers*. Lorsqu'elle est pratiquée elle doit être perçue plutôt comme un révélateur de l'état des indisponibilités céréalières. Le niveau élevé des prix s'explique par des coûts de transport et de voyage élevés, eux-mêmes conséquence de la défectuosité des routes, et non par la seule envie de réaliser d'énormes profits; les marges bénéficiaires calculées nous semblent globalement raisonnables (moins de 30 % toutes charges comprises) malgré la pléiade d'intermédiaires.

Une autre alternative?

L'avenir agricole et alimentaire du Yatênga connaîtra difficilement un changement radical. Rien, à l'heure actuelle, ne prédit ou ne présage d'une amélioration des conditions pluviométriques. De plus, les nouvelles techniques de production ont du mal à s'intégrer dans une société encore

adepte de pratiques culturales traditionnelles (par manque de moyens) inefficaces au regard de la conjoncture actuelle. Enfin, aucun relâchement de la pression sur la consommation n'est non plus envisageable (accroissement du nombre de bouches à nourrir, difficile changement des habitudes alimentaires).

Ainsi, il n'apparaît pas d'autre alternative pour la pleine satisfaction des besoins vivriers de ces populations que l'importation de céréales à partir de zones agricoles favorisées du pays. Il ne faut pas s'attendre dans l'immédiat à l'arrêt des approvisionnements à partir de la Kossi. Bien au contraire. Toutefois à long terme, en rapport avec l'orientation des courants migratoires yatengais, il pourrait y avoir une réorientation ou une plus grande diversification des zones de collecte céréalière. L'émigration agricole des gens du Yatênga - support incontesté des transferts de vivres - qui s'est longtemps cantonnée à la Kossi et au Mouhoun, après le Soum et le Sourou, est en train, notamment depuis la décennie 1980-1990, de glisser vers les régions plus arrosées et plus ouvertes du sud (le Houet, le Kénédougou et même la Comoé, la Bougouriba et le Poni). Il n'y aura donc pas lieu de s'étonner d'une possible restructuration de la géographie d'approvisionnement en céréales du Yatênga, en particulier lorsque la Kossi verra ses excédents se réduire.

Dans tous les cas, l'émigration née d'"une surconsommation de l'espace agricole disponible, intrinsèquement liée à l'atomisation des cellules de production" (MARCHAL, op. cit., p.811) plus qu'à un accroissement exagéré de la population sur un territoire exigu, et l'importation des céréales demeureront encore longtemps les solutions aux problèmes alimentaires du Yatênga. Sous peine de paraître un peu trop pessimiste, il est difficile, dans un avenir proche (et même lointain), d'envisager une alternative. Les échecs des

dizaines de projets dits de "développement agricole" dont les financements ont mobilisés, depuis 1961, plus de 6,5 milliards de francs CFA (compte non tenu des projets financés par les O.N.G. qui "pullulent" pourtant dans la région) sont là pour ôter tout motif d'optimisme. Au-delà des germes d'échec dont sont porteurs la plupart des projets eux-mêmes (mauvais ciblage des problèmes, conception et exécution des programmes sans la participation paysanne, négation de la *logique* paysanne, ...), ce qu'il faut dénoncer c'est l'acharnement à injecter des sommes colossales sans discernement dans un espace intrinsèquement improductif et doublement bloqué: blocage bioclimatique (fait naturel) et blocage, voire régression du système de production (fait humain). Ne gagnerait-on pas à développer d'autres sources de revenu (non agricoles, pourquoi pas) pour ces populations et à orienter les actions de *développement agricole* vers des contrées aux conditions agro-climatiques plus favorables afin d'y accroître les excédents vivriers qui serviront ensuite à nourrir à meilleur compte le Yatênga et, avec lui, toutes les autres régions "agricolement" défaillantes du pays? A moins que cela ne soit une utopie de plus!

Assurément en raison de l'existence d'un marché national potentiel, l'agriculture vivrière à buts commerciaux apparaît pour les unités de production de l'Ouest burkinabè comme une alternative intéressante - ou le cas échéant un appoint important - au coton dont les cours mondiaux sont actuellement des plus instables et les débouchés sur le marché international de plus en plus incertains, toutes choses qui contrarient aujourd'hui la garantie et la stabilité des prix payés au producteur par la SO.FI.TEX.. Mais pour que les céréales locales remplacent ou concurrencent efficacement la culture de rente (coton), il faut une dynamisation des filières céréalières, en particulier une plus grande valorisation des grains par leur transformation

industrielle grâce aux minoteries (G.M.B. par exemple) et artisanale (structures artisanales de transformation alimentaire: les restaurants, installation de moulins dans les villages...) de manière à élargir les débouchés, une amélioration du réseau de communication pour permettre une meilleure desserte des localités et pour limiter les coûts de transport qui pénalysent à la fois le producteur (bas prix d'achat des céréales au producteur) et le consommateur (renchérissement des prix à la vente) et enfin, un accès plus facile au crédit pour les négociants privés, quel que soit le niveau de leur activité, pour le financement des opérations de commercialisation. De la bonne circulation des céréales entre les régions dépend la sécurité alimentaire au Yatênga et au Burkina Faso de manière générale. Les disparités et les irrégularités dans les productions vivrières exigent une meilleure intégration entre les différentes régions du pays et, par extension, entre les sous-espaces de la zone sahélienne au-delà de toute appartenance politique. La survie de la paysannerie sahélienne en est fortement liée aujourd'hui.

- 1 -

QUESTIONNAIRE - PRODUCTEURS

Village:

Département:

Date:

Enquêteur:

	Sexe M	Sexe F	Observations
Nom et prenom du chef de l'exploitation.....			
Statut (autochtone,étranger) date d'arrivée,raison d'arrivée			
ethnie.....			
âge du C E.....			
taille de l'exploitation.....			
nbre de personnes de + de 12 ans			
nbre de personnes de - de 12 ans			
nbre de personnes de + de 60 ans			

- 2 -

CULTURES VIVRIERES

	nbre	emplacement	statut		finalités		Superficie (ha)		
			FVD (1)	FVI (2)	principale	secondaire	1989/90	90/91	91/92
parcelle de mil..									
" de sorgho..									
" de maïs....									
" de riz.....									
" de haricot..									
" de fonio....									
autres parcelles (arachides...).									
CULTURES DE RENTE									
parcelle de coton									
" de sésame....									
" de riz.....									
cultures maraichères.....									

(1) FVD = Faire Valoir Direct

(2) FVI = Faire Valoir Indirect

CHEPTEL

	nbre d'animaux du C E	nbre d'animaux des dépendants	autre
bovins.....			
ov / cap.....			
volaille.....			
porcins.....			
ânes.....			

ACTIVITES CONNEXES

	réalisée par	période	but	estimation du revenu
activité 1..				
" 2.....				
" 3.....				

MATERIEL AGRICOLE ET ANIMAUX DE TRACTION

	nbre	mode d'acquisition	valeur	règlement
charrue...				
houe.....				
charrette...				
ânes.....				
boeufs....				
engrais....				
insecticide..				

RESSOURCES DE L'EXPLOITATION

CULTURES

	Qté récoltée	cadeau	Qté vendue		Qté troquée		Quantité récoltée en 1990/91	Quantité vendue en 1990/91
			à la récolte	soudure	à la récolte	soudure		
mil.....								
sorgho...								
maïs.....								
riz.....								
arachide..								
haricot...								
coton.....								
sésame....								
autres...								

AUTRES MOUVEMENTS

	dons				Qté achetée		
	nbre de fois	Qté	période	de qui	à la récolte	soudure	pourquoi
mil.....							
sorgho.....							
mais.....							
riz.....							
arachide...							
haricot....							
coton.....							
sésame.....							
autres...							

CHEPTEL

	vente		par qui	affectation	cadeau	Don
	nbre	revenu				
bovins....						
ov / cap..						
porcins...						
anes.....						
volaille..						

Avez-vous un membre de la famille dans l'ouest du Burkina?

Si oui, où?

Depuis quelle année est-il parti?

Quelle est la raison de son départ?

Vous vient-il en aide?

Si oui, la nature et le volume de l'aide:

- en 1989-1990

- en 1990-1991

- en 1991-1992

Consommation journalière :

Stock de report de 1989/90 Mil:

Sorgho:

Maïs:

Stock de report de 1990/91 Mil:

Sorgho:

Maïs:

Envois aux parents

Lieu:

Relation familiale:

Quantité envoyée	mil	sorgho	maïs
1989/90			
1990/91			
1991/92			

Crédit soudure C.N.C.A.	montant	utilisation
1989/90		
1990/91		

COMPORTEMENT DU PRODUCTEUR

- Le paysan vend- il:
  - systématiquement une partie de sa production?
  - Uniquement le surplus?
- Le paysan vend- il sa production pour se procurer des biens alimentaires?
- Quelles sont les motivations réelles de la vente de ses produits? (sociales, économiques; individuelles, collectives).
- Quelle est la réaction du paysan face aux prix du marché?
- Quel est l'effet des prix (hausse ou baisse) sur le comportement commercial du paysan?
- Quel est le comportement du producteur quand la production (revenus) et les prix changent?
- Le taux de commercialisation augmente - t- il quand la production augmente?
- Quelle est la capacité d'adaptabilité des producteurs et également des consommateurs urbains à revenu faible lorsque les prix sont au plus fort?
  - * Une diminution des quantités consommées?
  - * Un revirement sur d'autres types de produits alimentaires? (Changement des habitudes alimentaires et de consommation)

358 bis

- Quel est l'impact des prix sur le système productif des exploitations agricoles? (taille des parcelles, nature des plantes, techniques culturales...).

II

QUESTIONNAIRE RELEVE DES PRIX

Enquêteur: Date:

Marché:

Département, province:

PRIX PRODUCTEURS- VENDEURS

Type d'unité de mesure	Matin		soir		Type d'acheteur	observations
	Qté (kg)	valeur	Qté (kg)	valeur		

PRIX COMMERCANTS SUR LE MARCHE

Type d'unité de mesure	Matin		soir		Type d'acheteur	Prix à domicile	prix d'achat	lieu d'achat
	Qté kg	valeur	Qté kg	valeur				

QUESTIONNAIRE MARCHE

Producteurs- Vendeurs

Enquêteur: date:

Marché:

Département / Province:

n° d'ordre	ethnie	sexe	type de produits	lieu d'origine du produit	unité de mesure	prix unitaire	Qté apportée	Qté vendue

COMMERCANT SUR LA PLACE DU MARCHE

Enquêteur: Date:

Marché:

Département:

PRODUITS COLLECTES

Produits	unités de mesure utilisée	Qté achetée	lieu de destination	moyen de transport	revente en gros ou détail	observations (à son propre compte)
mil....						
sorgho..						
mais...						
riz....						
haricot.						
autres (à préciser)						

PRODUITS EN VENTE

produits	unités de mesure	Qté apportée	Qté vendue	lieu de provenance des produits	moyen de transport	période d'achat du produit	vente en gros ou détail
mil.....							
sorgho..							
mais....							
riz.....							
haricot.							
autres (à préciser)							

QUESTIONNAIRE-COMMERCANTS

(Activités sur 12 mois écoulés)

Enquêteur: Date:

Marché:

Département/ Province:

PRODUITS COLLECTES

Produits	Périodes d'achat	lieux d'achat	Qté achetée	valeur	lieu de stockage	moyen de transport	observation
mil....							
sorgho..							
maïs....							
riz.....							
haricot.							
autres (à préciser)..							

361

PRODUITS VENDUS

Produits	Périodes de vente	lieu de vente	Qté vendue	valeur	unité de mesure utilisée	moyens de transport	observation
mil....							
sorgho..							
maïs....							
riz.....							
haricot.							
autres (à préciser)							

FICHE-COMMERCANTS

Enquêteur: Date:

Localité:

Département/ Province:

Nom ou n° du commerçant .....

Age.....

Sexe.....

Ethnie ou nationalité.....

Domicile.....

Marchés habituellement fréquentés.....

.....

Année de démarrage du commerce des céréales.....

où?.....

Sur fonds propres?.....

Combien de mois dans l'année faites- vous le commerce des céréales? (lesquels).....

.....

Travaillez- vous actuellement avec votre propre argent?.....

Si non, comment?.....

Où effectuez- vous vos collectes?.....

Qu'est- ce qui motive ce choix?.....

.....

Changez- vous de lieux de collecte?.....

Pourquoi?.....

.....

362

Périodes de collecte.....

Avez- vous des intermédiaires? (combien, employés, aides familiaux).....

Combien et comment payez- vous leurs services?.....

.....

Leur rôle précis.....

Le nombre de permanents.....

Avez- vous d'autres activités? (lesquelles et pourquoi)...

.....

.....

Possedez- vous des véhicules de transport?.....

Combien de camions?.....

" de voitures?.....

" de charrettes?.....

Les conduisez- vous vous- même?.....

Procedez- vous à des locations de véhicules?.....

A combien révient le voyage?.....

Combien de voyages effectuez- vous dans l'année?.....

Quantité de produits collectés par voyage.....

Faites- vous des ventes à crédit? (Jamais, assez souvent, fréquemment).....

A quelle catégorie de personnes accordez- vous les crédits? (paysans, particuliers, fonctionnaires).....

.....

- 14 -

Effectuez- vous vos achats avant les récoltes?.....

Auprès de qui?.....

Comment?.....

.....

Disposez- vous d'un magasin de stockage?.....

En êtes- vous propriétaire?.....

Si non, montant de la location.....

Durée du stockage (en jours ou mois).....

Capacité maximale du magasin (en sacs).....

" habituelle du magasin.....

" minimale du magasin.....

Vous reapprovisionnez votre magasin en fonction:

du niveau du stockage?.....

des prix du moment?.....

de la demande?.....

indifféremment de ces critères?.....

IU

MIGRANTS AGRICOLES PAR ANNEE D'INSTALLATION

LOCALITE	AVANT - 60		1960 / 64		1965 / 69		1970 / 74		1975 / 79		1980 / 84		1985 / 89		Non Déf.		TOTAL MIGRAN.		An 1985	
	Mnage	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Pop.	Mnag	Popul	Mnag	Popul
DEPARTM. KOUKA	254	2322	80	967	259	2450	440	4863	396	4124	791	7696	1085	9228	48	439	3313	32089	515	4707
DEPARTM. SAMI	1	3	0	0	7	78	8	111	30	348	41	422	55	422	1	4	143	1388	18	155
DEPARTM. BALAVE	72	651	22	250	40	408	96	1120	69	563	162	1227	111	714	19	147	571	5080	46	300
DEPARTM. SANABA	254	2407	28	219	73	717	220	2674	306	3469	469	4326	400	3071	72	474	1822	17357	165	1347
DEPARTM TANSILA	96	905	26	235	91	1101	95	1018	163	1574	251	2149	186	1314	27	173	935	8469	71	545
DEPARTM SOLENZO	158	1589	76	1041	384	5027	1263	15876	888	9706	1304	11661	1160	9302	64	604	5297	54806	564	4988
TOTAL SECTEUR	835	7877	232	2712	814	9781	2122	25662	1852	19784	2998	27481	2997	24051	231	1841	12081	119189	1379	12042

source : C.R.P.A. Boucle du Mouhoun

BIBLIOGRAPHIE

A.C.C.T. - Ecole internationale de Bordeaux, 1977, *Rapport du Séminaire sur le crédit agricole.Haute-Volta*, Talence, 218 p.

AGIER (M.), 1983, *Commerce et Sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Paris, Ed. ORSTOM, coll. Mémoires n°99, 317 p.

ALBERGEL (J.), CARBONNEL (J.P.) et al., 1985, "Sécheresse au sahel: incidences sur les ressources en eau et les productions végétales", *Veille climatique satellitaire*, n°7, pp.18-30.

ALEXANDRE (P.), 1953, La langue mooré, Dakar, *Mémoire de l'IFAN*, n°34.

ALLAYA (M.), 1979, *Etude des marchés et des perspectives d'échanges céréaliers des pays de l'Afrique de l'ouest: Sénégal, Mali, Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun*, Genève, 99 p.

ALTERSIAL, CERED, MSA, 1985, *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, (recueil d' articles), Paris, ENSIA-GRET, CERNEA,ORSTOM Ed. L'Harmattan, 421 p.

AMSELLE (J.L.), 1977, *Les négociants de la savane, histoire et organisation sociale des Korokos*, Paris.Anthropos,

AMSELLE (J.L.) et BAGAYOGO (D.), 1988, *Marché des céréales au Mali et système d'information des commerçants privés*, Bamako,O.S.C.E. Mali, 40 p.

AMSELLE (J.L.), GREGOIRE (E.), BAGAYOGO (D.), 1988, *Politiques nationales et réseaux marchands transnationaux. Les cas du Mali et du Niger-Nord Nigéria*, INRA-IRAM-UNB; Club du Sahel / OCDE, Ministère de la Coopération, Paris,78 p.

ANCEY (G.), 1973, *Les migrations de travail et les mouvements de colonisation mossi*, Paris,ORSTOM, 128 p.

ANCEY (G.), 1974, *Facteurs et systèmes de production dans la société Mossi d'aujourd'hui: Migration, Travail, Terre et Capital*, Ouagadougou, ORSTOM, 121 p., multigr.

ANCEY (G.), 1975 a, "Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain", *Groupe AMIRA*, n°3, pp. 1-33.

ANCEY (G.), 1975 b, "Milieux ruraux mossi: aspects économiques", in *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi*, Haute-Volta, Paris,ORSTOM, tome 3, 215 p.

ANCEY (G.), 1977, *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays Mossi (Haute-Volta): Rapport de synthèse*, Paris, ORSTOM, 2 fasc., 159 p.

ANCEY (G.), 1983, *Monnaie et structures d'exploitation en pays mossi*, Paris, ORSTOM, 240 p.

ANCEY (G.), 1984, *Enquêtes rurales en Afrique sur échantillons restreints: problèmes et méthodes à travers trois analyses de cas: "migration mossi" (Haute-Volta, 1973), "projet Mugamba nord" (Burundi, 1982), "projet Kinyinya"* (Burundi, 1983), Paris, *AMIRA*, Brochure n° 45, 157 p.

ARDITI (C.), 1980, *La commercialisation des céréales dans trois pays du Sahel (Haute-Volta, Mali, Niger)*, Paris, Ministère de la coopération, Etudes et Documents n° 41.

ATTIA (H.), 1984, "Réflexions à propos du développement régional de la Tunisie intérieure et méridionale", in *Le développement rural en questions* , Paris,ORSTOM, Coll. Mémoires n° 106, pp. 205-223.

AUBREVILLE (A.), 1949, *Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale*, Paris, Soc. d'éd. géographiques, maritimes et coloniales, 351 p.

AUDRY (G.), BERNUS (E.) et *al.*, 1974, *Observations immédiates engendrées par les aléas climatiques actuels en zone sahélienne*, Paris, ORSTOM-DGRST, 32 p.

BADOUIN (R.), 1988, "L'analyse économique du système productif en agriculture",*Cah. Sci. Hum.*, vol.23, n° 3-4, 1987, pp. 357-375.

BANDRE (M.), 1983, *Impact du programme <<Food for work>> ou investissement humain de Africare dans six villages de Séguénéga dans la province du Yatenga (Séguénéga, Sima, Guibou, Koumranga, Bamessé et Tiba)*, Rapport de stage, Ouagadougou, 53 p.

BARRAL (H.), 1968, *Tiogo (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, 72 p., cartes et plans h.t.

BARRAL (H.), 1972, *Etude socio-économique pour un programme d'aménagement pastoral dans le nord-ouest de l'Oudalan*, Ouagadougou, ORSTOM, 92 p., multigr.

BEAUDOUX (E.), NIEUWKERK (M.), 1985, *Groupements paysans d'Afrique. Dossier pour l'action,* Paris, L'Harmattan, Coll. "Alternatives Paysannes", 243 p.

BELLONCLE (G.), 1985, *Paysanneries sahéliennes en péril. Carnets de route*, tome 1 (1978-1981) en 246 p., tome 2 (1982-1984) en 274 p., Paris, éd. L'Harmattan.

BENOIT (M.), 1973 a, *Espaces agraires mossi en pays bwa*, Ouagadougou, ORSTOM, 2 vol., 200 p.

BENOIT (M.), 1973 b, " Le champ spatial mossi dans les pays du Voun-Hou et de la Volta Noire (cercle de Nouna, Haute-Volta)", *Cah. ORSTOM*, sér. sci. hum. vol.X, n°1, pp. 115-137.

BENOIT (M.), 1978, "Pastoralisme et migration: les Peul de Barani et de Dokuy (Haute-Volta)", *Etudes Rurales*, T. LX, pp.9-49.

BENOIT (M.), 1979, *Le chemin des Peul du Boobola. Contribution à l'écologie du pastoralisme en Afrique des savanes*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents de l'ORSTOM, n°101, 208 p.

BENOIT (M.), 1982, *Oiseaux de mil. Les Mossi du Bwamu (Haute-Volta)*, Paris, éd. ORSTOM, coll. Mémoires n°95, 116 p.

BENOIT-CATTIN (M.) et FAYE (J.), 1981, *L'exploitation agricole familiale en Afrique soudano-sahélienne*, Paris, PUF.

BENOIT-CATTIN (M.), 1984, *Systèmes de production-consommation: adéquations actuelles et possibles au niveau de l'exploitation agricole du Sénégal*, Montpellier, GERDAT, Division des Systèmes agraires, 37 p., multigr.

BERNUS (E.), 1967, "Cueillette et exploitation des ressources spontanées du Sahel nigérien par les Kel Tamasheq", *Cah. ORSTOM*, sér. sci. hum., vol.IV, n°1, pp.31-52.

BERNUS (E.), SAVONNET (G.), 1973, "Les problèmes de la sécheresse dans l'Afrique de l'ouest", *Présence africaine*, n°88, pp.113-138.

BIARNES (A.) et COLIN (J.Ph.), 1988, "Production vivrière et accès à la terre dans un village de basse Côte d'Ivoire", *Cah. Sci. Hum.*, vol.23, n° 3-4, 1987, pp.455-470.

BILLAZ (R.), 1979, *Recherche et développement au Yatenga: évaluation des projets de développement rural en cours*, Ouagadougou, IPD / AOS, 50 p., multigr.

BILLAZ (R.), 1980, *Sabouna, un village du Yatenga*, fasc.2: Les systèmes de culture, Ouagadougou, IPD / AOS, 103 p., annexes, multigr.

BILLAZ (R.), DIAWARA (Y.), 1981, *Enquêtes en milieu rural sahélien*. Paris, ACCT, coll. Techniques vivantes, PUF, 195 p.

BINGER (Capitaine), 1892, *Du Niger au Golfe de Guinée, par Kong et le Mossi*, Paris, Hachette.

BLANC-PAMARD (C.) et MILLEVILLE (P.), 1991, "Pratiques paysannes, perception du milieu et système agraire.", in *Dynamique des systèmes agraires*, Paris, éd. ORSTOM, coll. à travers champs, pp.101-138.

BOBO (L.), BRICAS (N.), 1988, *Promotion des céréales locales au Sahel: initiatives locales et environnement macro-économique*, Dakar, ENDATM, ALTERSIAL, 60 p., annexe.

BONKIAN (A.), 1982, *Les structures du marché et le prix des céréales dans deux villages du centre de Haute Volta*, Ouagadougou, ICRISAT, Etudes villageoises n°8.

BONNEFOND (Ph.), 1980, "L'étude de la force de travail en milieu rural africain.", *Cah. ORSTOM*, sér. sci. hum., vol.22, n° 1-2, pp.117-123.

BONNET (D.), 1982, *Corps biologique, corps social: les Mossi de Haute Volta*, Paris, thèse de doct. 3è cycle, 346 p.

BOSCH (E.), 1985, *Les femmes du marché de Bobo: la vie et le travail des commerçantes dans la ville de Bobo Dioulasso au Burkina Faso*, 186p.

BOSERUP (E.), 1970, *Evolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion (éd.), 218 p.

BOSERUP (E.), 1974, "Environnement, population et technologie dans les sociétés primitives", *Annales Economies,Sociétés, Civilisations*, n°29, pp.538-552.

BOSSARD (L.), JOST (S.), 1989, *L'aide alimentaire en céréales locales dans les pays membres du CILSS*, Ouagadougou, CILSS/Club du Sahel.

BOULET (R.), 1968, *Etude pédologique de la Haute-Volta. Région centre-nord*, Dakar, ORSTOM, 348 p., annexes, multigr.

BOUSSARD (J.M.), 1990, "Les stratégies anti-risques des producteurs limitent-elles leur productivité?", Communication au colloque Club du Sahel / OCDE / CIRAD: *L'avenir de l'agriculture des pays du Sahel*, Montpellier, France.

BOUTELLIER (J.L.), 1964, "Les structures foncières en Haute Volta", in *Etudes voltaïques*, n°5, pp.5-83.

BRICAS (N.), SAUVINET (R.), 1989, "La diversification de la consommation: une tendance de l'évolution des styles alimentaires au Sahel", Communication au séminaire CILSS/CLUB du Sahel sur *Les espaces céréaliers régionaux en Afrique de l'ouest*, Lomé, Togo, 21 p.

BROSSIER (J.), 1989, "Risque et incertitude dans la gestion de l'exploitation agricole. Quelques principes méthodologiques", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, "à travers champs", pp.25-46.

BRUGIER VERRE (E.), 1977, *La politique commerciale au point de vente: tensions entre producteurs et distributeurs*. Paris, Economica, 130 p.

BRUNET (R.), 1972, "Les nouveaux aspects de la recherche géographique: rupture ou raffinement de la tradition?" , in *L'espace géographique*, n°2, pp.73-77.

BURKINA FASO, Minist. du Commerce et de l'Approvisionnement du Peuple, Ministère du Plan et de le Coopération, 1989, *Analyse des flux et typologie des marchés de céréales*, Ouagadougou, INSD, DIAPER / CILSS, OFNACER / FAO, 155 p.

BURKINA FASO, Minist. de l'Agriculture et de l'Elevage, 1987, *Programme vivrier au Yatenga. Dossier socio-technique*, Ouagadougou, 235 p.

BURKINA FASO, Minist. de l'Agriculture et de l'Elevage, 1989, *Résutats de l'enquête agricole permanente 1984-1989.*, Ouagadougou, 48 p., multigr.

BURKINA FASO, Minist. de l'Agriculture et de l'Elevage, C.R.P.A. Boucle du Mouhoun, 1990, *Statistiques agricoles. Résultats de l'enquête du secteur agricole de Solenzo août 1989- janvier 1990.*, Dédougou, multigr.

BURKINA FASO, Minist. de l'Agriculture et de l'Elevage, C.R.P.A. du Yatênga et C.R.P.A. de la Boucle du Mouhoun, divers *Rapports d'activités*, disponibles à Ouahigouya et à Dédougou.

Cahiers de l'ISMEA, 1985, *Politiques et stratégies alimentaires*, cah. de l'ISMEA, sér. AG, n°18, coll. Economies et Sociétés, 283 p.

CAMBREZY (L.), COUTY (Ph.), et al., 1984, "La région, territoire de recherche", in *Le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.123-180.

CANTRELLE (P.), CLAIRIN (R.), 1962, *La situation démographique en Haute-Volta. Résultats partiels de l'enquête 1960-1961*, Paris, INSEE, Service de la coopération.

CAPRON (J.), 1965, *Anthropologie économique des populations bwa: Mali, Haute Volta*, Ouagadougou CNRST, ParisCNRS, 4 fasc., cartes et plans.

CAPRON (J.), 1973, *Communautés villageoises bwa. Mali - Haute Volta*, Paris, Institut d'Ethnologie, Musée de l'Homme, tome 1, 379 p.

CAPRON (J.) et KOHLER (J.M.), 1975, "Migrations de travail et pratique matrimoniale", in *En quête sur les mouvements de population à partir du pays mossi*, Paris - Ouagadougou, Minist. de la Coop.- ORSTOM, Tome2, fasc.2.

CARBON, 1964, *Périmètre de restauration des sols de Ouahigouya*, Paris, 2 tomes, multigr.

CARBONNEL (J.P.), HUBERT (P.), 1985, "Sur la sécheresse au Sahel d'Afrique de l'Ouest. Une rupture climatique dans les séries pluviométriques du Burkina Faso (ex Haute-Volta)", *Académie des Sciences*, sér. II, tome 301, n°13, pp.941-944.

CHALEARD (J.L.), 1984, "Occupation du sol et dynamique spatiale des grandes plantations modernes dans le département d'Agboville (Côte d'Ivoire)", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.323-352.

CHALEARD (J.L.), 1985, "Les agriculteurs face au ravitaillement urbain en région de plantations: l'exemple du département d'Agboville", in *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, Ed. L'harmattan, coll. "Villes et Entreprises", pp.113-121.

CHALEARD (J.L.), 1988, "La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation: le cas du département d'Agboville (Côte d'Ivoire)", *Cah. Sci. Hum.*, 24 (1), pp.35-49.

CHARLERY de la MASSELIERE (B.), 1984, "Culture commerciale, cultures vivrières. La transformation de l'espace de production agraire du Kayor central et septentrional (Sénégal)", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.267-294.

CHASTENET (M.), 1983, "Les crises de subsistances dans les villages Soninké du cercle de Bakel, de 1858 à 1945", *Cah. d'Etudes Africaines*, n°89-90,
pp.5-36.

CHONCHOL (J.),1987, *Le défi alimentaire. La faim dans le monde.* Paris, Ed. Larousse, 271 p.

CILSS, 1988, *Plan céréalier du Burkina Faso*, Ouagadougou, 2 vol., 78 p., annexes.

CILSS, Club du Sahel, OCDE, 1987, *Les politiques céréalières dans les pays du Sahel. Actes du colloque de Mindelo.*, 16 décembre 1986, Paris, CILSS; Club du Sahel; OCDE, 572 p.

CIRE BA (B.), 1930, *Esquisse historique sur les Bobo*, Ouagadougou, Documentation CVRS, 8 p.

CLAIRIN (R.), 1970, *Enquête démographique par sondage en république de Haute Volta.1960-1961*, Ouagadougou - Paris, INSEE, Service Statistique et Mécanographie, 2 tomes, 466 p.

COPANS (J.), 1975, *Sécheresse et famines du Sahel*, Paris, Maspéro, coll. "Dossiers africains", 2 tomes.

COSAERT (P.),1990, *Les voies de communication au Burkina Faso*, Les Cahiers d'Outre-Mer, Université de Ouagadougou, Travaux du Département de géographie n°7, 75 p.

COULIBALY (S.),1978, *Les migrations voltaïques: les origines, les motifs et les perceptions des politiques*, thèse de doctorat.

COULIBALY (S.), GREGORY (J.) et PICHE (V.), 1980, *Importance et ambivalence de la migration voltaïque*, Ouagadougou, CNRS-INSD, 144 p.

COULIBALY (B.S.), COULIBALY (O.N.), 1990, *Pratiques paysannes en matière d'échange et de sécurité alimentaire: zones de Koutiala et de Ségou*, Bamako, IER, INRA-IRAM-UNB, 35 p.

COUREL (M.F.) et COUREL (A.), 1977, *Récensement général de la population, Décembre 1975*, Ouagadougou, INSD, vol.1, 145 p.

COUTY (Ph.), 1965, "Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord Cameroun)", *Cah. ORSTOM*, sér. sci. hum., vol. 2, n°4, pp.3-88.

COUTY (Ph.) et WIBTER (G.), 1983, *Quantitatif et qualitatif, deux modes d'investigation complémentaires*, Paris, Note AMIRA, n°43, INSEE coopération., 78 p., multigr.

DAVEAU (S.), LAMOTTE (M.) et ROUGERIE (G.), 1962, *Cuirasse et chaînes birrimiennes en Haute Volta*, Annales de Géographie, Bordeaux, LXXI, 174 p.

DELAFOSSE (M.), 1912, *Haut Sénégal Niger (Soudan Français)*, Séries d'études publiées sous la direction de M. le Gouverneur CLOZEL, Le pays, les peuples les langues, l'histoire, les civilisations, Paris, 3 vol.

DEJOU (C.), 1987, *Evaluation des systèmes de commercialisation des céréales dans les pays en développement: le cas du Burkina Faso*, Clermont Ferrand, Université de Clermont I, 440 p.

Documentation française, 1975, *La sécheresse en zone sahélienne. Causes - Conséquences. Etudes des mesures à prendre* , Paris, Notes et Etudes documentaires n° 4216-4217, 75 p.

DOLLFUS (O.), 1971, *L'analyse géographique*, Paris, PUF, coll. "Que sais-je?", n°1456, 124 p.

DUGUE (M.J.), 1986, *Fonctionnement des systèmes de production et utilisation de l'espace dans un village du Yatenga: Boukéré (Burkina Faso)*, coll. "Documents systèmes agraires", n°1.

DUMAS (R.) et RAYMOND (H.), 1974, *L'élevage des petits ruminants dans les circonscriptions de Kaya, Ouahigouya et du Sahel*, Paris, SEDES, 221 p., annexes.

DUMONT (R.), 1978, *Paysans écrasés, terres massacrées. Equateur, Inde, Bengladesh, Thaïlande, Haute-Volta*, Paris, Ed. Robert Laffont, 358 p.

DUMONT (R.), REBOUL (C.), MAZOYER (M.), 1981, *Pauvreté et inégalités rurales en Afrique de l'ouest francophone*, Genève, BIT, 78 p.

DUMONT (R.), PAQUET (C.), 1986, *Pour l'Afrique j'accuse: le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*, Paris, Plon, 458 p.

DUPRE (G.), GUILLAUD (D.), 1988, "L'agriculture de l'Aribinda (Burkina Faso) de 1875 à 1983. Les dimensions du changement", in *Cah. Sci. Hum.*, vol. 24, n°1, pp.51-72.

ELDIN (M.), 1989, "Analyse et prise en compte des risques climatiques pour la production végétale", in *le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp. 47-63.

EMBERGER (L.), 1971, "Une classification biogéographique des climats", in *Travaux de botanique et d'écologie*, Paris, Masson et Cie, pp.195-231.

F.A.O., 1987, *Politiques de prix agricoles: problèmes et propositions*, Rome, coll. "FAO:Développement économique et social", n°42, 230 p.

F.A.O., C.I.L.S.S., 1981, *Un système de réserves céréalières au Sahel*, Ouagadougou, 45 p.

F.A.O./O.M.S., 1973, *Besoins énergétiques et besoins en protéines.* Genève:OMS, Rapport technique n°522, 123 p.

FRADDOSIO (U.), et FONTANA (V.), 1966, *Mise en valeur agricole du Yatênga*, Rome-Ouagadougou, COMTEC, 90 p. multigr., annexes, cartes.

FRANQUEVILLE (A.), 1984, "La population rurale africaine face à la pénétration de l'économie moderne: le cas du Sud-Cameroun", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.433-446.

FRANQUEVILLE (A.), 1985, "L'offre paysanne en produits vivriers dans le sud-Cameroun", in *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, Ed. L' Harmattan, coll; "Villes et Entreprises", pp.122-135.

FROMENT (A.), 1988, *Le peuplement humain de la Boucle du Niger*, Paris, Ed. de l'ORSTOM, coll. Travaux et Documents n°215, 194 p.

GALLAIS (J.), 1967, *Le delta intérieur du Niger. Etude de géographie régionale*, Dakar, IFAN, 2 tomes, 618 p.

GALLAIS (J.), 1975, *Pasteurs et paysans du Gourma: la condition sahélienne*, Paris, CNRS, coll. Mémoires CEGET, 225 p., figures et cartes.

GALLAIS (J.), 1984, *Hommes du Sahel. Espaces-Temps et Pouvoirs. Le Delta intérieur du Niger 1960-1980*, Paris, Flammarion, coll. Géographes, 289 p.

GASTELLU (J.M.), 1980, "Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis recherchent tant en Afrique?" , Paris, ORSTOM, *Cah. ORSTOM*, Sér. Sci. Hum., vol XVII, n° 1-2, pp.3-11.

GASTELLU (J.M.), 1988, "Le paysan, l'Etat et les sécheresses (Ngohé, Sénégal: 1972-1982)", *Cah. Sci. Hum.*, vol.XXIV, n°1, pp.119-136.

GER Transport , Université de Ouagadougou, 1984, *Transports routiers et développement socio-économique en Haute-Volta*, Rapport d'enquêtes, Ouagadougou, 184 p.

GERES, 1963, *Rapport d'activités*, Ouahigouya, 8 p. multigr.

GERMAIN (N.), POUSSIN (J.Ch.), 1988, "Les exploitations de moyenne Côte d'Ivoire utilisant la motorisation intermédiaire: point de vue d'agronome", *Cah. Sci. Hum.*, vol. XXIII, n° 3-4, 1987, pp.555-566.

GIRI (J.), 1983, *Le Sahel demain. Catastrophe ou renaissance?*, Paris, Ed. Karthala, 325 p.

GIRI (J.), 1989, *L'espace céréalier: mythe ou réalité de demain,* Paris, Club du Sahel, Espaces céréaliers régionaux, OCDE.

GODARD (X.), 1985, "Quel est le rôle des transports dans la couverture des besoins alimentaires des villes? Premières réflexions partielles", in *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. " Villes et Entreprises", pp.247-255.

GOUROU (P.), ETIENNE (G.), 1985, *Des labours de Cluny à la révolution verte: techniques agricoles et populations*, Paris, PUF, 258 p.

GREET BAKKER (F.), KONATE (G.), 1988, *La demande alimentaire, la consommation alimentaire et l'état nutritionnel de la population du Plateau Mossi, Burkina Faso*, Nederland, AGRISK, 113 p.

GREGOIRE (E.), 1986, *Les Alhazai de Maradi (Niger). Histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens*, Paris, Ed. de l'ORSTOM, coll. Travaux et Documents n°187, 228 p.

GROENE (de), 1961, *Périmètre de lutte contre l'érosion à Ouahigouya*, Ouagadougou, Minist. de l'Economie Rurale, Direction des Eaux et Forêts, 51 p. multigr.

GROUZIS (M.), ALBERGEL (J.), 1989, "Du risque climatique à la contrainte écologique. Incidence de la sécheresse sur les productions végétales et le milieu au Burkina Faso", in *le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.243-254.

GU - KONU (E.Y.), 1984, "Le développement rural: que recouvrent les mots", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.483-498.

GUINKO (S.), 1984, *Végétation de la haute Volta*, thèse de doctorat es Sciences, Université de Bordeaux III, tome I et II, 394 p.

HAGNITO (F.), 1981, *Calamités "naturelles" et politiques de développement rural au Sahel, étude de cas: les conditions d'intervention des organisations non gouvernementales en Haute Volta*, Paris, EHESS (Etudes africaines), thèse de doctorat 3è cycle, 331 p., annexes.

HALLAIRE (A.), 1989, " Risque alimentaire et stratégies paysannes au nord des Monts Mandara (Cameroun)", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.327-334.

HALLAIRE (A.) et SAVONNET (G.), 1991, "Le terroir, une formule rigide, ses transformations, ses éclatements", in *Dynamique des systèmes agraires*, Paris, Ed. ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.31-56.

HAMMOND (P.D.), 1966, *Yatenga. Technology in the culture of a West African Kingdom*, New York, London, 231 p.

HAUBERT (M.), 1985, *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique Noire*, Paris, PUF, coll. "Tiers Monde", 287 p.

HAUGHTON (J.), 1986, *La réforme de la politique céréalière dans le Sahel: le Burkina Faso*, Paris, OCDE, 133 p.

HAUTE VOLTA, Economie Nationale - Direction des services agricoles, 1964, *Programme de développement rural en pays mossi: deuxième phase (1961-1967): note de synthèse*, Ouagadougou, 26 p.

HAUTE VOLTA, Minist. du Développement Rural, 1976, *Annuaire des statistiques* agricoles 1976.

1977, *Annuaire de statistiques agricoles 1977.*

IMBS (F.), 1987, *Kumtaabo. Une collectivité rurale mossi et son rapport à l'espace*, Paris, ORSTOM, 270 p. figures, photos et cartes hors texte.

INRA -IRAM -UNB, 1991, *Echanges céréaliers et politiques agricoles dans le sous-espace ouest (Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal). Quelle dynamique régionale? Rapport de synthèse*, Paris, OCDE, CILSS, Club du Sahel, 217 p.

INSD, Direction de la démographie, 1988, *Récensement général de la population 1985. Structure par âge et sexe des villages du Burkina Faso*, Ouagadougou, 330 p.

INSD, 1989, *Récensement général de la population du Burkina faso 1985, Analyse des résultats définitifs*, Ouagadougou, 318 p.

INSD, Direction des statistiques générales - Service des statistiques agricoles, 1990, *Enquête nationale stocks paysans et consommation de céréales. Volet 1: Stocks paysans*, Ouagadougou, 83 p.

Institut Panafricain pour le Développement, 1981, *Comprendre une économie rurale. Guide pratique de recherche.* Paris, Ed. L'Harmattan, coll. "Alternatives paysannes", 170 p.

IZARD (M.), 1969, *Le développement du commerce et des marchés africains en Afrique Occidentale. Les Yarcé et le commerce dans le Yatênga précolonial*, Ouagadougou, Institut International Africain, 7 p.

IZARD (M.), 1970, *Introduction à l'histoire des royaumes mossi*, Paris, CNRS - CVRS, Recherches voltaïques n°13, 2 tomes.

IZARD (M.), 1980, *Les archives orales d'un royaume africain. Recherches sur La formation du Yatênga*, Paris, thèse de doctorat Université Descartes, 6 tomes, multigr.

IZARD (M.), 1985, *Gens du pouvoir, gens de la terre: les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*, Cambridge, Cambridge University Press, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 594 p.

IZARD-HERITIER (F.) et IZARD (M.), 1958, *Bouna. Monographie d'un village pana de la vallée du Sourou (Haute Volta)*, Bordeaux, ISHA, 184 p.

IZARD (M.) et HERITIER (F.), 1958, *Aspects humains de l'aménagement hydroagricole de la vallée du Sourou*, Bordeaux, 78 p.

KEITA (B.), 1987, *Transport et développement au Mali. Enjeux de l'écoulement des produits vivriers*, Lyon, thèse de doctorat d'Etat, Université de Lyon.

KERMEL-TORRES (D.), ROCA (P.J.) (sous la direction de), 1987, *Terres, comptoirs et silos. Des systèmes de production aux politiques alimentaires.* Paris, CNRS / ORSTOM, Ed. de l'ORSTOM, coll. "Colloques et Séminaires",
263 p.

KOHLER (J.M.), 1971a, *Les migrations des Mossi de l'Ouest*, Ouagadougou, ORSTOM, Travaux et Documents n°18, 106 p.

KOHLER (J.M.), 1971b, *Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest Mossi*, Paris, ORSTOM, Mémoires n°46, 246 p.

KOHLER (J.M.), 1974, *Les Mosi de kolongotomo et la collectivisation à l'office du Niger (notes sociologiques)*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents n°37, 63 p.

KOUANDA (A.), 1984, *Les Yarsé: fonction commerciale, religieuse et légitimité culturelle dans le pays moaga (Evolution historique)*, Paris, thèse de doctorat 3è cycle, Université Paris I, 378 p.

LAHUEC (J.P.), 1980, *Le terroir de Zaongho. Les Mossi de Koupéla (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, 112 p., figures, cartes et plans hors texte.

LAHUEC (J.P.) et MARCHAL (J.Y.), 1979, *La mobilité du peuplement Bissa et Mossi*, Paris, Travaux et Documents de l'ORSTOM n°103, 149 p.

LAMACHERE (J.M.), 1989, "Les risques d'inondations dans la plaine agricole de Niena-Dionkélé", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.83-100.

LAMBERT (A.), 1989, La dynamique des réseaux marchands en Afrique de l'Ouest., Communication au Séminaire CILSS / Club du Sahel sur les Espaces céréaliers régionaux en Afrique de l'Ouest, Lomé, Togo, 15 p.

LAVIGNE-DELVILLE, 1987, Les banques de céréales. Quelles réponses à quels problèmes?, Paris, G.R.D.R.

LE MOAL (G.), 1980, *Les Bobo, Nature et fonction des masques*, ORSTOM, Paris.

LECAILLON (J.), MORRISON (C.), 1984, *Politiques macro-économiques et performances agricoles. Le cas de la Haute-Volta*, Paris, OCDE, Centre de Développement, 146 p.

LECAILLON (J.) et MORRISON (C.), 1985, *Politiques économiques et performances agricoles: le cas du Burkina Faso: 1960-1983*, Paris, OCDE, 163 p.

LECAILLON (J.), MORRISSON (C.) et *al.*, 1987, *Politiques économiques et performances agricoles dans les pays à faible revenu*, Paris, OCDE, Etudes du Centre de Développement, 223 p.

LEDOUX (G.), 1990, *Stockage et marché céréalier sahélien: le cas du Burkina Faso*, thèse de doctorat nouveau régime, 314 p.

LEPRUN (J.C.), 1979, *Les cuirasses ferrugineuses des pays cristallins de l'Afrique Occidentale sèche: genèse, transformations, dégradation*, Strasbourg, Institut de Géologie, thèse de doctorat, 222 p., multigr.

LESOURD (M.), 1984, "Mise en valeur agricole et organisation de l'espace en zone pionnière: le Baoulé dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.353-380.

LOMBARD (J.), 1979, "L'évolution démographique et l'intensification de l'occupation du sol" (rapport de séance), in *Maîtrise de l'espace agraire et Développement*, Paris, ORSTOM, Mémoires n°89, pp.125-128.

LOMBARD (J.), 1985, *Disponibilités alimentaires en céréales et stratégie de survie en pays Serer. Méthodologie et perspectives de recherche*, Dakar, ORSTOM, 59 p., multigr, annexes.

LOMBARD (J.), 1988, "Système de production et autosuffisance céréalière en pays Serer (Sénégal)", *Cah. Sci. Hum.*, vol.XXIII, n° 3-4, 1987, pp.471-482.

LOMBARD (J.), 1989, "La gestion des réserves vivrières en pays Serer", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.335-343.

LOMBARD (J.), 1990, *Echanges régionaux et pratiques de production-consommation des paysans au Sénégal: les cas du Sine Saloum et des Terres Neuves*, Paris, INRA-IRAM-UNB, Club du Sahel / OCDE, Minist.de la Coopération, 95 p.

MANESSY (G.), 1960, Tâches quotidiennes et travaux saisonniers en pays bwa, *Publications de la S. de langues et littératures n°5*, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Dakar.

MARC, 1909, *Le pays mossi*, Paris, Larose, 189 p.

MARCHAL (J.Y.), 1974a, *Récoltes et disettes en zone nord-soudanienne: chronique des saisons agricoles au Yatenga (Haute-Volta) 1907-1973*, Paris, ORSTOM, 67 p.

MARCHAL (J.Y.), 1974b, Note sur l'émigration familiale dans la subdivision centrale de Ouahigouya (Yatênga), *Notes et Documents Voltaïques*, n°8 (1), pp.28-39.

MARCHAL (J.Y.), 1977, Système agraire et évolution de l'occupation de l'espace au Yatenga (Haute Volta), *Cah. ORSTOM*, Sér. Sci. hum., vol. XIV, n°2, pp.141-149.

MARCHAL (J.Y.), 1980, *Chroniques d'un cercle de l'AOF: recueil d'archives du poste de Ouahigouya (Haute Volta) 1908-1941*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents n°125, 215 p.

MARCHAL (J.Y.), 1983, *Yatênga .Nord Haute Volta. La dynamique d'un espace rural soudano-sahélien*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents n°167, 873 p., annexes cartes.

MARCHAL (J.Y.), 1985, "La déroute d'un système vivrier au Burkina: agriculture extensive et baisse de production", *Etudes Rurales*, n° 99-100, pp.265-280.

MARCHAL (J.Y.), 1988, "En Afrique des savanes, le fractionnement des unités d'exploitation rurales ou le chacun pour soi. L'exemple des Moose du Burkina Faso", *Cah. Sci. Hum.*, vol. XXIII, n° 3-4, 1987, pp.445-454.

MARCHAL (J.Y.), 1989, "En Afrique soudano-sahélienne: la course contre le temps. Rythmes des averses et forces de travail disponibles", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.255-266.

MARCHAL (M.), 1983, *Les paysages agraires de Haute Volta. Analyse structurale par la méthode graphique*, Paris, ORSTOM, 116 p., figures, plans et cartes hors texte.

MEILLASSOUX (C.), 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.

MILLEVILLE (P.), 1989, "Activités agro-pastorales et aléa climatique en région sahélienne", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. " à travers champs", pp.233-242.

MOREL (R.), 1988, "Remarques à propos de l'effet des facteurs locaux sur la baisse de pluviométrie observée en Afrique de l'Ouest sur le Sahel", in *Veille Climatique Satellitaire*, Lannion, Bulletin n°23, pp.23-28.

MORLON (P.), 1989, "Du climat à la commercialisation: l'exemple de l'Altiplano péruvien", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.187-224.

NGAKOUTOU (T.), 1989, *L'analyse socio-économique du problème de la faim et de l'autosuffisance alimentaire en Afrique*, Dakar, 223 p.

O'DEYE (M.), 1985, "Les relations ville / campagne intra-familiales. Le cas de Dakar", in *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. "Villes et Entreprises", pp.256-274.

OCDE, CILSS, Club du Sahel, 1986, *La réforme de la politique céréalière dans le Sahel: résumés et conclusions*, Paris, OCDE, 86 p.

OCDE / Club du Sahel, CILSS, Les systèmes d'information sur les marchés céréaliers. Document n°1: Expériences nationales, Document n°2: Analyses thématiques, Document n°3: Annexes, Ouagadougou.

ORSTOM, 1969, *Carte pédologique de reconnaissance de la République de Haute-Volta. Ouest-Nord.* Echelle 1/500 000, imprimé par l'IGN annexe Dakar en 1973.

OUEDRAOGO (D.), 1991, " Les méthodes d'amélioration des systèmes de gestion des ressources en Afrique. La situation dans les pays du Sahel", in *Les changements des habitudes et des politiques alimentaires en Afrique: Aspects des sciences humaines, naturelles et sociales* (sous la direction de GARINE (de Igor.)), Paris, PUBLISUD, pp.195-218.

OUEDRAOGO (H.), 1982, *Transport et désenclavement en Haute Volta. Contribution à l'étude d'un système de transport*, Bordeaux, thèse de doctorat 3è cycle, Université Bordeaux I.

OUEDRAOGO (M.M.), 1974a, "Origine des céréales consommées à Ouagadougou et problèmes de commercialisation", *Notes et Documents Voltaïques*, n°8 (1), pp.16-27.

OUEDRAOGO (M.M.), 1974b, *L'approvisionnement de Ouagadougou en produits vivriers, en eau et en bois*, Bordeaux, thèse de 3è cycle, Université Bordeaux III.

PELISSIER (P.), 1966, *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yreix, 940 p.

PELISSIER (P.), 1979, "Le paysan et le technicien: quelques aspects d'un difficile face à face", in *Maîtrise de l'espace agraire et Développement*, Paris, ORSTOM, Mémoires n°89, pp.1-8.

PILLET-SCHWARTZ (A.M.), 1982, *Aghien, un terroir ébrié. Quinze ans de "technostructure" en Côte d'Ivoire*, Paris, ORSTOM, 164 p., figures, photos et cartes hors texte.

PILLET-SCHARTZ (A.M.), 1988, "De la région géographique à la région authentique contribution à la définition du concept de région", in *Géo Point 1988: Ecrire de la géographie sur le monde. L'approche régionale aujourd'hui*, Groupe DUPONT, Université d'Avignon, pp.107-109.

QUESNEL (A.), VAUGELADE (J.), 1975, "Les mouvements de population mossi: démographie et migration", in *Les migrations de travail Mossi*, Ouagadougou, ORSTOM, tome II, fasc.1, pp.5-146.

RAISON (J.P.), 1973, La colonisation des terres neuves intertropicales, in *Etudes Rurales* n°31, Paris, Mouton, pp.5-112.

RAISON (J.P.), 1984, *Les Hautes Terres de Madagascar et les confins occidentaux*, Paris, ORSTOM / Karthala, 2 tomes, 651 p. et 605 p.

RAISON (J.P.), 1990, "Quelles sociétés rurales en Afrique pour l'an 2 000?", in *L'avenir des Tiers Mondes*, Paris, Cah. du GEMDEV, n°17,pp.119-134.

RAYMOND (A.), GROLLEAND et *al.*, 1984, *Le stockage non étatique des grains dans les pays sahéliens*, Paris, 250 p.

RAYNAUT (C.), 1973, "La circulation marchande des céréales et les mécanismes d'inégalité économique", *Cah. du Centre d'Etudes et de Recherches ethnologiques*, n°2, pp.1-48.

REBOUL (C.), 1991, "Calendriers de travail, jours disponibles pour les travaux des champs et des systèmes de culture et d'élevage. Itinéraire d'une recherche économique, in *Dynamique des systèmes agraires*, Paris, Ed. ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.139-160.

REMY (G.), 1967, *Yobri (Haute-Volta)*, Paris, EPHE, 99 p., cartes hors texte.

REMY (G.), 1973, *Les migrations de travail et les mouvements de colonisation mossi*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents n°20, 125 p.

RETAILLE (D.), 1984, "La mise en place d'une région en Afrique sahélienne autour du Koutous (Niger Oriental)", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, Coll. Mémoires n°106, pp.181-204.

RICHARD-MOLARD (J.), 1949, *L'Afrique Occidentale Française*, Berger-Levrault, Paris, 247 p.

RISS (M.D.), 1984, "La place de la femme dans les mutations internes de l'économie rurale à partir d'un exemple sénégalais", in *ledéveloppement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.417-432.

RIZET (C.), 1986, *Transport et autosuffisance alimentaire en Afrique (Mali, Zaïre, Congo)*, Arcueil (France), INRETS-DEST, 54 p.

RODIER (J.A.), 1975, Evaluation de l'écoulement annuel dans le Sahel tropical africain, Paris, *Travaux et Documents* ORSTOM, n°43.

RONDOT (P.), 1987, *Evolution des systèmes productifs agricoles au Sahel Burkinabé. Evaluation de dix années de travail avec les populations de l'Oudalan*, Montpellier, thèse de doctorat 3è cycle, Economie rurale et agro-alimentaire, Université de Montpellierl, 333 p., annexes.

SAUTIER (D.), 1989, "Risques agricoles et risques alimentaires : remarques sur un exemple andin", in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. "à travers champs", pp.395-405.

SAUTIER (D.), BRICAS (M.) et al., 1989, *Mil, Maïs, Sorgho. Techniques et alimentation au Sahel*, OCDE, Club du Sahel, ALTERSIAL, CILSS, Ed. L'Harmattan, 171 p.

SAVONNET (G.), 1959, *UnSystème de culture perfectionnée pratiqué par les Bwaba-Bobo-Oulé de la région de Houndé (Haute-Volta)*, in Bulletin de l'IFAN, t.21, série B, n° 3-4.

SAVONNET (G.), 1970, *Pina (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, 65 p., cartes et plans hors texte.

SAVONNET (G.), 1976 a, *Les Birifor de Diepla et sa région, insulaires du Rameau Lobi (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, 178 p., cartes et plans hors texte.

SAVONNET (G.), 1976 b, "Inégalités de développement et organisation sociale (exemples empruntés au sud-ouest de la Haute Volta)", *Cah. ORSTOM*, sér. sci. hum., vol. XIII, n°1, pp.23-40.

SHERMAN (J.R.), SHAPIRO (K.H.), GILBERT (E.), DEJOU (C.) et *al.*, 1987, *La dynamique de la commercialisation des céréales au Burkina Faso*, 4 tomes : tome I: Analyse économique de la commercialisation des céréales , tome II: Rapports régionaux, Centre de recherche sur le développement économique Université du Michigan et International Agricultural Program Université du Wisconsin.

SCHNEIDER (H.), 1975, *Les effets de l'aide alimentaire sur la production agricole des pays bénéficiaires*, Paris, OCDE.

SCHWARTZ (A), 1991, *L'exploitation agricole de l'aire cotonnière burkinabè: caractéristiques sociologiques, démographiques, économiques.* (Document de travail), Ouagadougou, Centre ORSTOM de Ouagadougou, 88 p., multigr.

SCHWEIGMAN, SNIJDERS et *al.* , 1988, *Observations quantitatives sur les risques dans l'approvisionnement alimentaire sur le plateau mossi*, AGRISK.

SERRE, 1963, *Enquête alimentaire et nutritionnelle en Haute-Volta: le village d'Issigui (Yatênga)*, Bobo Dioulasso, ORANA, 95 p., multigr., annexes.

SHERMAN (J.R.), 1984, *Grain markets and the marketing behavior of farmers: a case study of Manga, Upper Volta*, Michigan, Ann Arbor, Center for research on Economic Development.

SOME (H.), GINIES (P.), COULIBALY (D.), 1989, "Etudes sur les obstacles internes à la circulation des céréales au Burkina Faso", Communication au séminaire de Lomé (Togo) sur *Les espaces céréaliers régionaux en Afrique de L'ouest*, OCDE, Club du Sahel, CILSS, 19 p.

SOME (P.H.), 1989, Les échanges entre les marchés frontaliers: le cas du Burkina Faso, in *Les Espaces céréaliers régionaux en Afrique de l'Ouest*, Communication au séminaire de Lomé (6 au 11 novembre), Togo, OCDE, Club du Sahel, 16 p.

TALLET (B.), 1984, "Une société rurale en mutation: les exploitations agricoles familiales en Haute Volta", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.389-402.

TALLET (B.), 1985, *Genèse et évolution des exploitations agricoles familiales dans les milieux de savanes ouest-africaines (Exemples empruntés au Burkina Faso)*, Paris, thèse de doctorat 3è cycle, Université Parisl, 383 p., annexes.

TAUXIER (L.), 1917, *Le Noir du Yatenga*, Paris, Larose.

TERSIGUEL (Ph.), 1992, *Boho-Kari, village bwa : Les effets de la mécanisation dans l'aire cotonnière du Burkina faso*, Nanterre, thèse de doctorat, Université de Paris X, 592 *p.*

THIEBA, 1991, "Associations paysannes, sécurité alimentaire et commerce céréalier au Sénégal", *Cah. Sci. Hum.*,27 (1-2), pp.97-103.

THIOMBIANO (T.), 1986, *Systèmes alimentaires en zones rurales à déficits céréaliers: les cas des provinces du Bam, du Sanmantenga et du Yatenga*, Ouagadougou, CEDRES, multigr.

THIOMBIANO (T.), 1989, "Rôle des prix dans la décision paysanne de produire et de vendre les céréales traditionnelles au Burkina Faso", Communication au Séminaire sur les Stratégies et les politiques Alimentaires, Ouagadougou, 36 p.

TIMMER (C.P.), FALCON (W.P.) et PEARSON (S.R.), 1987, *Analyse de la politique alimentaire*, (traduit de l'anglais par NAHMIAS, A.), Paris, BIRD / Banque Mondiale, Economica, 364 p.

TRICART (T.), 1984, "Quelques réflexions écogéographiques sur le développement rural", in *le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires n°106, pp.1-14.

TOURY (J.), GIORGI (R.) et *al.*, Aliments de l'Ouest africain: table de composition, Dakar, ORANA, 54 p.

Université de LAVAL et Université de OUAGADOUGOU, 1990, *Stratégies et politiques alimentaires au Sahel. De la recherche à la prise de décision*, (recueil d'articles), Ouagadougou, 518 p.

WERTHEIMER (M.), 1985, "Les villes secondaires en Afrique: Leur rôle et leurs fonctions dans le développement régional, in *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. "Villes et Entreprises", pp.135-160.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 Effectifs des immigrants agricoles par département d'accueil dans la Kossi (situation en 1989).....63

Tableau n°2 Taille des unités de production.....71

Tableau n°3 Taille des unités de production selon les ethnies dans la Kossi.....72

Tableau n°4 Répartition des actifs par unité de production.....74

Tableau n°5 Répartition des actifs par unité de production selon les ethnies dans la Kossi.....75

Tableau n°6 Rapport superficie par actif et par résident dans la Kossi.....101

Tableau n°7 Répartition spatiale des espèces végétales dans le système agraire de la Kossi en 1989-1990.....108

Tableau n°8 Préférences culturales des producteurs selon leur statut.....112

Tableau n°9 Occupation spatiale des différentes cultures pratiquées dans le Yatênga de 1984 à 1988.....114

Tableau n°10 Evolution inter-annuelle des rendements moyens du mil et du sorgho dans le Yatênga de 1985-1986 à 1991-1992.....115

Tableau n°11 Répartition des ménages par cultures pratiquées et par ethnie à Bonza et à Kouakoua en 1991-1992.....121

Tableau n°12 Evolution de la production céréalière dans la Kossi de 1984-1985 à 1990-1991.....123

Tableau n°13 Variation dans le temps et dans l'espace des rendements dans la Kossi.....124

Tableau n°14 Variation spatiale de la production céréalière dans Kossi de 1984-1985 à 1989-1990.....127

Tableau n°15 Bilan céréalier du Yatênga de 1980-1981 à 1991-1992.....131

Tableau n°16 Production par actif et par ethnie.....152

Tableau n°17 Efficacité des ménages allochtones moose de Bonza.....153

Tableau n°18 Importance des excédents chez les immigrants moose de Bonza.....153

Tableau n°19 Equipement des ménages agricoles à Bonza et à Kouakoua en 1990.....155
Tableau n°20 Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux à Bonza.....162
Tableau n°21 Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux à Kouakoua.....163
Tableau n°22 Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux par groupe ethnique à Bonza.....164
Tableau n°23 Durée de couverture des besoins alimentaires familiaux par groupe ethnique à Kouakoua.....164
Tableau n°24 Répartition ethnique des ménages agricoles par niveau de stock de report en 1992 à Kouakoua.....168
Tableau n°25 Répartition ethnique des ménages agricoles par niveau de stock de report en 1992 à Bonza.....170
Tableau n°26 Taux de vente des céréales selon l'appartenance ethnique à Kouakoua.....173
Tableau n°27 Taux de vente des céréales selon l'appartenance ethnique à Bonza.....175
Tableau n°28 Catégorisation des ménages de Bonza selon le taux de vente des céréales et l'appartenance ethnique...176
Tableau n°29 Les envois de céréales au Yatênga par les colons de Bonza.....189
Tableau n°30 Les principales pratiques de lutte contre les risques agricoles au Yatênga.....211
Tableau n°31 Rendements du mil / sorgho à Iria Yarsé en 1991-1992.....215
Tableau n°32 Production par actif et par résident à Iria Yarsé en 1991-1992.....217
Tableau n°33 Couverture de la consommation des ménages à Iria Yarsé en 1992 (déclarations des paysans).....224
Tableau n°34 Couverture de la consommation familiale par les achats de céréales en 1992 à Iria Yarsé.....225
Tableau n°35 Commercialisation du cheptel pour l'approvisionnement en vivres des ménages agricoles d'Iria Yarsé en 1992.....233
Tableau n°36 Commercialisation contrôlée du cheptel au Yatênga en 1989-1990.....233
Tableau n°37 Les aides reçues par les parents des migrants à Iria et à Sodin de 1990 à 1992.....237

Tableau n°38 Coût de transport par rapport à Ouahigouya du sac de céréales en 1992.....260
Tableau n°39 Importance relative des céréales sur quelques marchés du Yatênga en 1991.....280
Tableau n°40 Principaux flux céréaliers à partir de la kossi en 1991-1992.....304
Tableau n°41 Part des autres régions dans l'approvisionnement de Ouahigouya grâce aux opérateurs privés.....313
Tableau n°42 Transferts des autres C.R.G. de l'OF.NA.CER. vers Ouahigouya (campagne 1990-1991).....318
Tableau n°43 Volume de céréales commercialisé par l'OF.NA.CER.(C.R.G. de Ouahigouya) de 1988-1989 à 1991-1992.....319
Tableau n°44 Aides alimentaires reçues à Ouahigouya en 1990-1991.....321
Tableau n°45 Prix du sorgho à Ouahigouya selon la typologie des commerçants.....336

LISTE DES CARTES

Carte n°1 Localisation de la zone d'étude.....6
Carte n°2 Les grands groupes ethniques de l'Ouest du Burkina.....7
Carte n°3 Isohyètes moyennes Période 1980-1990 de l'Ouest burkinabè.....30
Carte n°4 Les sols de la Kossi.....42
Carte n°5 Les sols du Yatênga.....43
Carte n°6 Situation du couvert végétal en 1981 dans le secteur de Bonza-Daboura (Kossi méridional).....46
Carte n°7 Situation du couvert végétal en 1984 dans le secteur d'Iria Yarsé (Yatênga méridional).....47
Carte n°8 L'immigration agricole dans la Kossi.....66
Carte n°9 Evolution de l'occupation de l'espace à Iria yarsé (situation en 1952 et en 1984).....50
Carte n°10 Les densités de population au Yatênga en 1990.....53
Carte n°11 Les densités de population dans la Kossi en 1990.....53
Carte n°12 Occupation des sols en 1981 dans le secteur de Kouakoua (Kossi méridional).....92

Carte n°13 Evolution de l'occupation de l'espace dans le secteur de Bonza-Daboura (Kossi méridional): situations en 1952 et en 1981.....93
Carte n°14 L'espace marchand dans la Kossi.....266
Carte n°15 Le réseau routier dans la Kossi et le Yatênga (situation en 1992).....273
Carte n°16 L'espace marchand au Yatênga.....275
Carten°17 Les expéditions de céréales locales à partir de la Kossi (campagne 1991-1992).....305
Carte n°18 Les zones d'approvisionnement du Yatênga en céréales locales (exemple de la campagne 1986-1987).....308

LISTE DES FIGURES

Figure n°1 Irrégularité inter-annuelle de la pluviométrie à Ouahigouya de 1970 à 1990.....33
Figure n°2 Variation inter-annuelle de la pluviométrie à Solenzo (Kossi) de 1978 à 1990.....37
Figure n°3 Corrélation entre l'état des récoltes au Yatênga et les flux migratoires à la Kossi. 64
Figure n°4 Importance relative des autres régions dans l'approvisionnement du Yatênga en 1989-1990.....311
Figure n°5 Le poids de la Kossi dans l'approvisionnement du Yatênga (période 1984 à 1990).....312
Figure n°6 La part des différents intervenants dans l'approvisionnement duYatênga en 1990-1991.....324
Figure n°7 Indexation des prix de céréales locales à Ouahigouya sur ceux de la Kossi (Solenzo): le cas de 1991.....331
Figure n°8 Variation saisonnière des prix du mil et du sorgho sur le marché de Ouahigouya en 1991 (prix moyen / kg).....332

LISTE DES SCHEMAS

Schéma n°1 La collecte des céréales dans la Kossi par les commerçants du Yatênga.....287
Schéma n°2 La distribution des céréales au Yatênga.....291

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS....2
SIGNIFICATION DE QUELQUES SIGLES....4
INTRODUCTION....8
Présentation de la zone d'étude....9
Problématique....13
Méthodologie....18
Organisation du travail....25

PREMIERE PARTIE : CADRE GENERAL DE L'ESPACE CEREALIER DE L'OUEST DU BURKINA FASO....27

CHAPITRE I . LES CONDITIONS BIOCLIMATIQUES....28

A. Les nuances pluviométriques....28
1. Une péjoration climatique évidente au Yatênga....31
2. Un climat plus clément dans la Kossi....36

B. Les conditions morpho-pédologiques....41

CHAPITRE II. LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE....54

A. Un fort accroissement démographique au Yatênga: un mythe....55

B. Une évolution démographique modérée chez les autochtones de la Kossi....57

C. Les courants migratoires....60

D. La baisse de la population active....69

CHAPITRE III. OCCUPATION DE L'ESPACE ET SYSTEMES DE PRODUCTION....80
A. Dynamique agraire et foncière....81
1. Au Yatênga, un espace agricole " fini"....81
2. Dans la Kossi, des espaces encore libres....9

B. Les systèmes de production.....105
1. Les systèmes de culture.....107
1.1. Les cultures pratiquées.....107
a. Une gamme de cultures variée à la Kossi
b. Des cultures vivrières exclusivement au Yatênga
1.2. Les combinaisons culturales 116
a. Monoculture vivrière sur le plateau moaga
b. Le couple culture vivrière/culture de rapport dans la Kossi
2. Les volumes de production vivrière.....122
2.1. Des excédents céréaliers permanents à la kossi.....122
2.2. Des déficits vivriers chroniques et fréquents au Yatênga.....131
CONCLUSION PARTIELLE : LES CONDITIONS D'EMERGENCE D'UN ECHANGE INTER-REGIONAL.....136

DEUXIEME PARTIE : STRATEGIES ET PRATIQUES PAYSANNES ET LEURS LIMITES.....139

CHAPITRE IV. LES ATTITUDES PAYSANNES DANS LA KOSSI.....141

A. Les politiques de production des exploitations agricoles.....142
1. Un équilibrage de la production chez les autochtones 142
2. L'option pour les excédents chez les allochtones....147

B. La gestion des récoltes.....157
1. L'alimentation: une bien meilleure couverture des besoins chez les allochtones moose.....158
2. Stockage céréalier "mieux" pratiqué par les immigrants moose.....165

3. La commercialisation des céréales produites: ici encore, le poids des immigrants moose.....171

C. Les transferts paysans de céréales: des faits conjoncturels?.....183

1. Les flux intra-familiaux campagne/ville.....184
2. L'aide céréalière des émigrés à leurs parents.....186

CHAPITRE V. LA GESTION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LE YATENGA.....196

A. La vulnérabilité du producteur yatengais.....198

1. Des pratiques agricoles adaptatives.....198
   1.1. Pratiques de "dispersion" des risques agricoles.....200
   1.2. Pratiques d' "évitement" des risques agricoles.....204
   1.3. Pratiques de "contournement" des risques agricoles.....207
2. Malgré tout, l'incertitude céréalière.....213

B. La gestion des crises vivrières.....221

1. La gestion des récoltes.....222
2. Le recours aux activités non agricoles pour assurer la subsistance.....230
   2.1. L'élevage.....230
   2.2. L'orpaillage.....234
   2.3. Les activités commerciales.....235
   2.4. Les retombées de la migration.....236
   2.5. les secours alimentaires.....238

CONCLUSION PARTIELLE : INSATISFACTION CEREALIERE ET INSERTION DU MARCHE DANS LA REALISATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.....243

TROISIEME PARTIE : LE POIDS DU RESEAU MARCHAND PRIVE DANS L'APPROVISIONNEMENT VIVRIER DU YATENGA.....245

CHAPITRE VI. MODALITES ET FONCTIONNEMENT DU TRANSFERT DES CEREALES.....250

A. Les artisans du transfert céréalier.....250
1. Les commerçants.....250
1.1. Les grossistes.....251
1.2. Les demi-grossistes.....254
1.3. Les petits commerçants.....256
2. Les transporteurs.....258

B. La structuration des espaces marchands.....263
1. Le découpage des espaces marchands dans la zone de collecte.....265
1.1. Le secteur septentrional.....265
1.2. Le secteur central.....268
1.3. Le secteur méridional.....269
2. Le découpage des espaces marchands dans la zone de ravitaillement.....274
2.1. Le secteur nord.....276
2.2. Le secteur de Ouahigouya.....277
2.3. Le secteur de Gourcy.....279
2.4. Le secteur Sud-Est.....279

C. Le déroulement du transfert des céréales de la Kossi au Yatênga.....282
1. L'organisation de la collecte dans la Kossi.....282
2. L'organisation de la distribution au Yatênga.....288
3. Deux exemples de la conduite d'opération de transfert.....291

D. Les flux céréaliers marchands.....299
1. La prééminence du Yatênga dans les transferts à partir de la Kossi.....301
2. L'évolution des importations de céréales locales au Yatênga.....307

CHAPITRE VII. LE DYNAMISME DU RESEAU MARCHAND PRIVE.....315

A. L'inefficacité des structures d'intervention officielles et communautaires.....315
1. L'OF.NA.CER. : des objectifs jamais atteints.....316
2. Des organisations non gouvernementales aux interventions circonstancielles.....319
3. Les banques de céréales: des résultats défaillants.....321

B. L'adaptabilité des négociants.....325
1. Les stratégies socio-géographiques.....325
2. Les stratégies économiques.....327

C. Les stratégies de stockage marchand.....329

D. Les modes de financement des transactions.....332
1. Le montage du commerce des céréales par les débutants.....332
1.1. Le lancement par autrui.....332
1.2. La reconversion.....334
2. Les modes de financement adoptés par les demi-grossistes.....337
3. Le financement des transactions chez les grossistes.....339

CONCLUSION PARTIELLE : LES NEGOCIANTS, ELEMENTS MOTEURS DE L'APPROVISIONNEMENT DU YATENGA EN PRODUITS VIVRIERS.....345

CONCLUSION GENERALE.....347
Dépendance céréalière du Yatênga vis-à-vis de l'extérieur.....348
Mais qui assure donc l'approvisionnement de la région?.....350
Une autre alternative?.....352

ANNEXES.....356
BIBLIOGRAPHIE.....364
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....388
LISTE DES TABLEAUX.....388
LISTE DES CARTES.....390
LISTE DES FIGURES.....391
LISTE DES SCHEMAS.....391
TABLE DES MATIERES.....392